

Après l'attentat d'Hébron
Sévère répression en Cisjordanie
LIRE PAGE 14

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,00 F; Tunisie, 2,00 F; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 1,40 S; Belgique, 17 F; Canada, 1,10 \$; Danemark, 25 D; Espagne, 4,75 P; France, 2,20 F; Grèce, 35 D; Irlande, 125 P; Italie, 600 L; Japon, 250 Y; Luxembourg, 17 F; Pays-Bas, 4,75 G; Portugal, 20 Esc; Royaume-Uni, 25 F; Suède, 3,75 Kr; Suisse, 1,20 Fr; U.S.A., 95 Cts; Yougoslavie, 27 Din.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 3207-23 PARIS
Tél. Paris 01 650572
Tél. 246-72-23

Après la mort du maréchal Tito

- Les fonctions présidentielles sont exercées par la direction collégiale du gouvernement et du parti
- M. Carter assurera la Yougoslavie de son soutien
- De nombreux hommes d'État assisteront aux obsèques le 8 mai à Belgrade

La leçon

Mervé à la gloire dans la fureur de la dernière guerre mondiale, le maréchal Tito disparaît, alors que s'accumulent les maux menaçants. Il fut prédit maintes fois que le décès du dernier des chefs historiques de la bataille contre les nazis serait une épreuve redoutable pour le pays qu'il a façonné. Le chef d'État dont la carrière s'est achevée à mis en place les mécanismes complexes qui assurent sa succession. De son vivant, il a dessiné l'apré-tissement. Dans les semaines et les mois qui viennent, la Yougoslavie devra confirmer que sa solidité n'était pas le fait d'un homme, mais le fruit d'une volonté commune.

Les dangers peuvent surgir de l'intérieur et de l'extérieur. Le départ a bû une fédération avec des peuples que l'histoire avait séparés. Dans le même temps, il a cultivé le patriotisme serbe, en croate, en monténégrin et en slovène, la fierté d'être yougoslave. Porté au pouvoir par des compagnons qui entendaient édifier le communisme, il a apaisé nombre d'opposants en inventant l'antagonisme. Sous sa conduite, débarrassés dans les périodes de mort-saison, autoritaire quand il craignait d'être dépassé, la Yougoslavie, que les années voulaient à l'écoulement, a tenu.

Il revient aux héritiers de garantir la coopération malaisée entre les Républiques industrielles du Nord, qui aspirent à accroître leur prospérité, et celles du Sud, qui n'ont pas les moyens suffisants pour sortir du sous-développement. Il faut maintenir dans la même communauté des nations qui n'ont pas oublié que leurs relations furent étalées sur la violence. Tito s'était composé le personnage de fédérateur dans un État dont l'autorité centrale avait déprécié de propos délibéré dans un parti ballotté entre ses diverses composantes. Quel équilibre le lien ? Le parti, dans ce système, a vocation naturelle pour assombrir le puzzle. L'armée compte aussi jouer ce rôle parce que, brassant les recrues venant de toutes les régions, elle est à ce jour la plus solide des institutions fédérales.

Puis encore que les institutions mises en place, c'est la volonté de faire face aux mêmes périls qui doit unir les populations. À l'ouest, l'Albanie ne cherchera sans doute pas à attiser l'irréductibilité dans la région du Kosovo, aussi longtemps du moins que le régime de Tirana restera isolé et que les autorités de Belgrade contrôleront la situation. Mais, au Sud, la Bulgarie ne tient pas pour tout à fait satisfaisante l'existence d'une République yougoslave de Macédoine.

Tout dépend, en définitive, des Soviétiques, qui se sont accommodés de Tito parce qu'ils ne pouvaient faire autrement, tout en se méfiant d'un socialisme à leurs yeux hétérodoxe et d'un État communiste qui entendait rester hors de leur camp.

Dans la période la plus délicate du conflit qui opposait à l'U.R.S.S. Tito a été sauvé parce que les puissances occidentales ont montré de diverses manières qu'elles prenaient fait et cause pour l'indépendance de la Yougoslavie. Et déjà le président Carter a fait comprendre qu'une Yougoslavie indépendante est aussi indispensable à l'équilibre du monde en 1980 qu'elle ne l'était en 1945.

L'œuvre du maréchal Tito appelle des jugements nuancés. Son mérite historique fut, après avoir mené sa guerre de partisans, d'avoir secouru le jong de Staline, d'avoir pris le risque de perdre son pouvoir et sa vie pour rejeter la servitude. Il a finalement gagné le respect de ceux auxquels il résistait. Ce titisme-là a sans doute imprégné la Yougoslavie. Ce fut, c'est une leçon pour tous les hommes d'État qui, dans les tourments décisifs de l'histoire d'un peuple ou de l'humanité, seraient tentés de céder au moindre mal.

De nombreux hommes d'État sont attendus à Belgrade, où ils assisteront jeudi 8 mai aux obsèques du maréchal Tito, dont la dépouille mortelle devait arriver ce lundi par train spécial dans la capitale fédérale. La mémoire du président yougoslave décédé dimanche, à Ljubljana, est saluée dans le monde entier. À l'ouest, on lui a prêté d'avoir résisté à Hitler et à Staline. À l'est, on ne fait guère allusion, sauf en Hongrie, à la rupture de 1948 avec le Kominform, et on met l'accent sur son appartenance au mouvement communiste international. Dans le tiers-monde, on insiste sur son rôle essentiel dans la création du mouvement des non-alignés. Jean-Paul déplorait la « perte qui ôte à la communauté internationale ».

M. Giscard d'Estaing envisage d'assister aux cérémonies de Belgrade, mais, le 8 mai, il doit également participer à la séance d'ouverture du sommet franco-africain à Nice. Le président Carter a précisé qu'il n'ira pas à Belgrade : dans les circonstances actuelles, il ne tient pas à rencontrer M. Breznev, dont la venue n'a d'ailleurs pas été annoncée ; cependant, le nouveau secrétaire d'État, M. Edmund Muskie, compte, si sa nomination est confirmée par le Sénat, aller à Vienne pour les festivités marquant le vingt-cinquième anniversaire du traité d'État autrichien et s'y entretenir avec M. Gromyko. On relève en tout cas que, dans son message de condoléances aux dirigeants de Belgrade, le président Carter dit que la Yougoslavie peut compter sur les États-Unis.

À Belgrade, la mort du maréchal Tito, président de la République et président de la Ligue des communistes, ne pose pas le problème de la succession, puisque, depuis le début de la maladie, les directions collégiales de l'État et du parti ont, comme le prévoit la Constitution, pris en charge les affaires publiques. Les vice-présidents de ces deux organismes remplacent automatiquement le maréchal Tito. M. Kolchevski est, de ce fait, devenu président de la présidence de la République, mais son mandat d'un an s'achève, en principe, le 15 mai. Il est remplacé à la vice-présidence par M. Mijatović, représentant de la Bosnie-Herzégovine. M. Doronjski, lui, exerce les fonctions de président de la présidence de la Ligue des communistes.

De notre correspondant

Belgrade. — C'est avec calme que la population a appris la mort du président Tito, après une agonie particulièrement longue et douloureuse. En effet, les bulletins de santé du président, publiés par le conseil des médecins du centre de Ljubljana, ne laissent aucun doute, chacun était convaincu, depuis plusieurs semaines, que l'évolution de la maladie était irréversible. Les Belgradois, nombreux dimanche soir d'un long week-end (le 5 et le 6 mai), ont donné lieu à cinq jours chômés et payés, et qui avaient envahi les rues du centre de la ville, ont écouté dans un profond silence et avec une visible émotion la radio et la télévision annoncer la disparition de l'homme qui, depuis la guerre, a présidé aux destinées du pays.

PAUL YANKOVITCH.
(Lire la suite page 3.)

Celui qui ne s'aligne jamais

par ANDRÉ FONTAINE

Ce qui frappait d'abord chez lui, avant que l'âge et les vertes vinssent en altérer la trempe, c'était la dureté d'acier de ses yeux : une paire de polynards, disait un Bulgare qui l'avait souvent rencontré. Contrastant avec un visage qui s'empâtait, une mise trop soignée, une élégance de nouveau riche, le regard était la pour rappeler quels combats cet homme avait menés, et contre quels ennemis.

Il s'appelait Josip Broz, et était plus connu avant la guerre, dans l'Internationale communiste, sous le pseudonyme de « Walter ». C'est en 1937 qu'il le troqua contre celui de Tito, sous lequel il devait devenir célèbre. L'appellation de ces deux syllabes pendant la guerre commença par susciter des rumeurs fantaisistes.

Certains prétendent que les quatre lettres TITO représentaient les initiales d'une préposition « Third International Terrorist Organization », et le plus sérieux des tourments américains alla jusqu'à écrire, un jour, qu'il s'agissait d'une femme ! On l'imaginait difficilement pourtant homme plus viril que celui qui naquit à Kumrovec, en Croatie, d'un père croate et d'une mère slovène, en mai 1892. Il était le septième d'une famille de quinze enfants, dont sept seulement atteignirent leur majorité. C'était une proportion considérable, à l'époque, dans cette région pourtant fertile mais ruinée par le morcellement des

terres, les impôts, l'endettement général. Le père Broz voyait son chagrin dans l'alcool, et c'est sa femme qui faisait marcher la maison, une maison où le pain manquait souvent. Mais le petit Josip eut la chance d'aller à l'école : il y brilla surtout, d'après ses confidences à Vladimir Dedijer, en catéchisme et en gymnastique. À l'âge de douze ans, il fut mis en apprentissage chez un serrurier ; très vite, il se passionna pour les luttes ouvrières, et dès 1910, à l'âge de dix-huit ans, adhéra au parti social-démocrate de Croatie et de Slovénie. Il se mit, passant d'une usine à l'autre, à parcourir l'Europe centrale, apprenant l'allemand et le tchèque.

(Lire la suite page 4.)

Le sens du danger

par MILOVAN DJILAS

M. Milovan Djilas fut un des plus proches compagnons du président Tito. À partir de 1954, il critique de plus en plus sévèrement le régime qu'il avait contribué à établir, ce qui lui valut d'être condamné à plusieurs reprises à des peines de prison. En Yougoslavie, où il réside toujours, M. Djilas a brossé ce portrait de son ancien chef.

Je n'ai connu personne d'autre que Josip Broz Tito doué d'une telle perception intuitive du danger. Cette perception immédiate et forte était sa caractéristique essentielle. Elle définissait ses attitudes aussi bien en politique que dans sa vie privée. Mais elle était complexe dans la mesure où son destin personnel, ses idées et son œuvre étaient toujours enchevêtrés d'inséparables préoccupations.

Ce sens du danger ne lui aurait permis de ne pas voir que per-

mettre de saisir sa personnalité et son œuvre. Mais sans elle il est impossible de sonder l'une et l'autre. Cette perception était chez lui un instinct, une façon de sentir. Il est bien évident que la perception du danger est essentielle à la vie et à la politique. Mais elle pouvait prendre avec Tito des formes imprévisibles, elle était si forte qu'elle pouvait parfois l'induire en erreur. Alors qu'il se trouvait très rarement sur l'évaluation des dangers objectifs, il lui arrivait de surestimer ou de sous-estimer des menaces dont il était personnellement l'objet.

Pendant la guerre, par exemple, alors que les partisans combattaient l'occupation de la Yougoslavie par les Allemands, Tito était infiniment sensible à l'approche du danger. Mais parfois les craintes qu'il pouvait ressentir pour sa propre sécurité le gênaient dans les décisions à prendre sur la meilleure façon d'en sortir.

En juin 1943, les Allemands lancèrent l'opération « Schwartz ». Ils étaient décidés à éliminer une fois pour toutes aussi bien le mouvement de résistance que Tito lui-même. Je me souviens avoir entendu, au début de l'offensive, Tito crier à son état-major : « Nous n'avons jamais été dans une situation aussi dangereuse ». Le fait est que nous avons rapidement découvert que nous étions pris dans un piège de terre et de feu où nous risquions de nous perdre.

Il eut sa rompre l'encercllement.

A NOS LECTEURS

La mort du maréchal Tito nous oblige à retarder la publication de notre supplément « Europa », qui paraîtra en deux fois dans nos éditions datées 7 et 8 mai.

« Le Monde de la médecine » sera également reporté d'un jour et paraîtra exceptionnellement dans « Le Monde » daté 8 mai.

ennemis. Mais nous aurions pu échapper d'une façon plus calme et plus organisée. De la même façon, en 1948, il comprit très vite la signification de son éclat avec Staline. C'était un conflit entre États. Pourtant sa préoccupation de sauvegarder la Yougoslavie et les réalisations de la révolution se mêlaient de craintes quant à son destin personnel, il eut sa faire face à l'effacement avec courage et adresse.

(Lire la suite page 10.)

Cinq ans après la capitulation de Saigon

L'INDOCHINE D'UNE GUERRE À L'AUTRE

« Le Monde » commence la publication d'une série de six articles à l'occasion du cinquième anniversaire de la prise de Saigon, le 30 avril 1975, et de la fin de la deuxième guerre d'Indochine. Après un premier article sur la situation dans les trois pays de la péninsule, nos correspondants en Asie du Sud-Est, à Washington et à Moscou, à Pékin et à Tokyo, font le point sur l'attitude de ces capitales face à un conflit qui ensangante la région pour la troisième fois en trente-cinq ans. (Lire page 12.)

UNE « FLÛTE ENCHANTÉE » A NANCY

La lumière d'André Serban

La « Flûte enchantée » peut sembler, de prime abord, une œuvre facile à monter : une musique si grande et exquise, et cette alternance de péripéties comiques et de nobles cérémonies, mais l'expérience prouve qu'on est le plus souvent perdu en raison des embûches d'un livret décousu, de la succession de pages musicales souvent brèves, trop contrastées, reliées par des dialogues parlés, et de la difficulté de trouver un style scénique qui unifie sans appauvrir par trop de rigueur, sans surcharger par trop d'accessoirs et de gags.

André Serban, dont l'expérience lyrique se limitait à « Eugène Iouguine », a réussi d'entrée cette « Flûte enchantée » qu'il

vient de monter au Grand Théâtre de Nancy. Son spectacle se déroule harmonieusement, sans un instant d'ennui, et conquiert le public, un peu désarçonné d'abord par l'originalité de la mise en scène, qui ne résiste pas ensuite à l'entraînement et à la grandeur de cette interprétation. Serban n'est pas tombé dans le « piège » macabrique si souvent étranger à des spectateurs peu avertis de la franc-maçonnerie. Il a préféré jouer d'un discret orientalisme pour suggérer l'aspect initiatique, tout en marquant le côté légendaire et conte de fées de l'œuvre.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 23.)

JEAN ZIEGLER

Retournez les fusils!

Manuel de sociologie d'opposition

« Le nouveau livre de Jean Ziegler est singulièrement opportuniste. En fait, un intellectuel qui croit dans l'efficacité d'un combat pour un monde plus juste. Et qui, loin de rendre les armes, s'en sert à bon escient, sans se tromper de cible. On n'a pas oublié "Une Suisse au-dessus de tout soupçon" où il oubliera pas de vantager "Retournez les fusils". »

Maurice Mathon
Le Monde
Un volume 220 pages



Le Monde

idées

APRÈS LE FIASCO AMÉRICAIN

Drame dans le drame, le fiasco du commando américain du désert d'Iran jette une lumière cruelle sur l'état présent des Etats-Unis, de l'Occident et du monde. Au-delà des discours habituels sur la solidarité dans l'épreuve et le caractère inacceptable des prises d'otages, les auteurs réunis dans cette page s'interrogent sur la signification profonde de l'événement (Manuel de Dieguez), sur les motivations réelles de Washington (Raymond Offroy) et sur les moyens de sortir de l'impasse (Jacques Madaule et François Fonville-Alquier).

Nous sommes tous des otages

par RAYMOND OFFROY (*)

LES explications confuses qui nous ont été données sur la récente expédition militaire américaine en Iran ne doivent tromper personne : l'opération n'a pas réussi parce qu'elle n'était pas faite pour réussir. Avec ou sans défaillance de certains hélicoptères, l'exécution de la deuxième et de la troisième phase n'aurait jamais été ordonnée.

Les preuves sont multiples : l'envoi de huit hélicoptères seulement, alors que l'on connaît la fragilité de ce matériel et que l'on déclarait qu'il faudrait au moins six de ces appareils pour tenter l'opération ; il aurait donc

été nécessaire d'en faire partir douze des porte-avions si l'on avait voulu se ménager la marge indispensable ; l'envol des hélicoptères alors que l'on parlait pour un désert où les tempêtes de sable sont fréquentes ; la faiblesse du commando tandis qu'il s'agissait de s'emparer d'une ambassade située au milieu d'une grande capitale, d'en neutraliser les gardiens et de faire face à une population violemment hostile ; la précipitation d'un retour sain et sauf vers leurs bases, dans ce désert, des hélicoptères chargés des cinquante otages américains, malgré l'aviation iranienne et la vulnérabilité de ce mode de transport.

Des arrière-pensées

La démission de Cyrus Vance, donnée avant même que débute l'expédition, c'est-à-dire, à en croire la version officielle, avant que l'on puisse savoir si elle réussissait, prouve une fois de plus que personne à Washington n'envisageait le succès possible de cette équipée.

« Les seuls traités qui complétaient, disait Paul Valéry, sont ceux qui se concluaient entre les arrière-pensées. » Quelles étaient-elles dans cette affaire ? Evidemment, d'intimider et d'impressionner les Européens. Il fallait démontrer à Paris comme à Bonn et à Rome que les menaces d'une intervention militaire américaine, si la solidarité atlantique ne jouait pas à plein, n'étaient pas vaines. Il fallait prouver que si l'Europe ne s'engageait pas à fond dans la querelle américaine une initiative basardevienne de Washington, susceptible d'entraîner un conflit armé, ne devait pas être exclue.

Car, dans toute cette affaire, il s'agit moins de sauver les otages ou de libérer l'Afghanistan que de mettre l'Europe au pas ; la menace de contrôler son approvisionnement en pétrole par le blocus éventuel du détroit d'Ormuz ; la transformation en un groupe de pays aussi dociles que les satellites soviétiques du pacte de Varsovie.

Dans ce schéma, la Grande-Bretagne, qui, seule avait été prévenue de l'expédition iranienne, pourrait se donner le luxe de jouer le rôle d'arbitre et d'intermédiaire entre les Etats-Unis et l'Europe ; de là vient sans doute l'intransigence de Mme Thatcher au récent sommet de Luxembourg.

L'objectif est alors double : si l'Union soviétique se laisse impressionner par les initiatives militaires américaines, Washington, avec l'appui de Londres, aura obtenu la vassalisation de l'Europe continentale, avec toutes les conséquences que cela comporte.

Si, au contraire, l'ours russe se rebiffe, la guerre, une fois de plus, aura lieu en Europe, et les Etats-Unis, comme en 1917 et en 1941, pourront intervenir qu'aux lieux

Les Martiens à Elsenaur

par MANUEL DE DIEGUEZ (*)

tard pour oser s'étonner officiellement de n'avoir pas été informé.

Puis vient le moment de la lucidité inutile. Jamais, depuis que le monde existe, aucune grande puissance n'a traité ses fœux avec déférence. On ne se fait pas non plus d'illusions sur la gravité de la blessure dont est censé atteinte le droit international du fait de la prise en otage de tous les membres de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. On n'ignore pas que la conscience universelle a de la chance d'avoir pour elle la plus grande puissance de la terre : qu'un Etat vienne à s'emparer de cinquante diplomates français, assistés à la perspective de mobiliser l'univers pour les tirer d'affaire ferait sourire. Quant à demander, dans ce cas, à l'Amérique de prendre des sanctions qui s'opposeraient à ses intérêts économiques les plus puissants, ce serait de la diplomatie-fiction.

On fait remarquer que les clergés sont désormais d'Etat. La nouvelle caste sacerdotale est la classe administrative. En s'attaquant à elle, on commet le sacrilège proprement moderne. Au Moyen Age, l'acte profane de l'arrestation eût été de s'emparer de cinquante dignitaires de l'Eglise. Les attentats au droit des individus non investis d'une aura sacrée — non séparés du vulgum pecus — ne sont pas perçus comme graves. Les hommes, ordinaires, on ne les prend pas en otages ; par milliers et presque anonymement, on les tue impunément. Certes, on se montre sensible au fait que ce soit un Etat qui ait commis la profanation — mais précisément, cela est

ressenti comme un schisme, un déchirement interne à la nouvelle classe détentrice des privilèges de l'auto-sacralisation, une profanation de la nouvelle Eglise par elle-même.

Le brigandage de Téhéran est perçu comme hérétique par les Etats dans un monde binaire, où le clergé est devenu immanent à César — par exclusion radicale du tiers céleste. Et justement, c'est per le fait d'un autre clergé, rival du premier, que des membres du clergé d'Etat sont emprisonnés. Enfin, faut-il souligner que la prise d'otages s'inscrit dans la logique d'un monde où les peuples sont tous globalement les otages les uns des autres par le relais de leurs armes suicidaires ? Les délits d'Etat et les délits de droit commun convergent ensemble vers le délit universel de chantage.

La dimension tragique

Entrons maintenant dans le troisième temps du psychodrame : celui où le prince de Danemark introduit la dimension tragique dans l'examen de conscience. Car l'on commence d'oser exorciser le fantôme d'Elseneur ; on ose se dire que le général de Gaulle n'a réussi qu'à

doter la France de l'arme nucléaire — cette ligne Maginot toute mentale — et à organiser la décolonisation, mais qu'en politique étrangère, son bilan est largement négatif. C'est en vain qu'il a proposé, d'entrée de jeu, un condominium aux Etats-Unis puis à l'Angleterre, puis à l'Allemagne et même, en désespoir de cause, à l'Italie avant de se tourner vers Moscou pour une alliance dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle ne répond pas à la logique des rapports de forces mondiaux et qu'elle conduit à une impasse. Dès lors, on reprend tout à zéro : puisque la France seule ne peut rien de décisif, tentons de réussir, cette fois, à nous entendre vraiment avec l'Allemagne — entendez-vous torpillée en un tournemain par un Kennedy maître du Parlement allemand — et, si possible, raisons avec l'Angleterre. Avançons à pas comptés en ne perdant jamais de vue que la solidarité de l'Europe est la clé de voûte de toute politique sensée, pour autant qu'il existerait encore quelques chances de mettre une dernière fois notre continent à l'échelle de la planète. Avalons même quelques couleuvres puisque continuer serait stérile et puisqu'on ne saurait brusquer des partenaires dont les armées sont encore placées sous commandement étranger.

Mais peut-on négocier pour autant les possibilités immenses que le vide américain ouvre à la diplomatie française au Moyen-Orient ? Un Etat digne de ce nom peut-il sacrifier ses plus puissants intérêts sur l'autel d'une solidarité européenne encore bien fragile ? Et que faire d'une Assemblée européenne sentimentale, donc naïve comme toutes les assemblées, et qui n'est pas dominée, c'est le moins qu'on puisse dire, par des connaissances de la politique étrangère ? Et que faire du cheval de Troie anglais, dont la force n'est pas d'être dans la place, mais d'être un cheval inamovible, même démasqué ?

Hamlet se met à rêver. Il élève la lune le crâne de Yorik et il se dit : « Etre ou ne pas être ? Il me faudrait des armes. Ma cuirasse atomique est une arme d'apparat, combien inutile dans une guerre en forme d'holocauste. Mais jamais je ne me lèverai à l'aube pour l'exercice du soldat ; et jamais mes pénétrations ne voudraient payer le prix d'une véritable préparation militaire. »

Alors Hamlet assemble une troupe de théâtres et lui demande de jouer son propre drame intérieur sur la scène du monde — et le cycle de la méditation recommence, où l'amertume et la colère engendrent la lucidité et la lucidité le doute, et le doute la démission des énergies.

Nous sommes trop vieux pour ignorer que nous ne serons respectés qu'à l'heure où nous nous serons armés, nous-mêmes. Combien de temps encore préférerons-nous jouer le rôle de Martiens de la politique sur les terrasses d'Elseneur au destin ?

(*) Ecrivain et philosophe.

« Destabiliser » ou « sécuriser »

par FRANÇOIS FONVILLE-ALQUIER (*)

ON ne dira jamais assez le poids des mots, de certains mots, détenteurs soudain d'une sorte de vertu magique, faute de mieux, le « discours politique ». Depuis que la mode a souverainement décidé la promotion des deux vocables : « destabilisation » et « sécurisation », on s'aperçoit, avec une inquiétude rétrospective, qu'on ne pourrait plus s'en passer. Comment a-t-on pu, jusqu'ici ?

Nous n'étions certes, pas totalement démunis. Le mot « subversion » suffisait à la demande, et, de tout temps, les pouvoirs publics se sont ingéniérés à « rassurer » les citoyens effrayés par la crise, la violence déchaînée ou les risques de l'avenir. Mais, jamais autant que depuis la promotion de leurs victoires concurrentes, de pitié qu'ils soient supplantes par d'autres, on n'avait déploré leur faiblesse, leur manque de nerf, leur pauvreté dans l'aptitude à suggérer l'image. « Subversion », on vous l'accorde, évoquait valablement le changement de régime par chantage, le renversement de l'ordre existant, mais c'était du travail de gougnafier, l'ouvrage d'un « gros bras » sans cervelle. Combien il est plus subtil, celui de « destabilisation », qui aboutit à des résultats analogues avec des méthodes plus distinguées, qui préfère la ruse à la force brutale, la puissance de l'idée à celle de la poudre !

Et depuis qu'existe « sécuriser », comme ils nous paraissent fabriqués et ratiocinés les mots qui en tenaient lieu. La force de « sécuriser », c'est son accord profond avec un siècle où l'homme remplit ses poches (et la femme son sac à main) de ces pilules multicolores qui les préparent au chagrin et leur donnent, bon pied bon œil — sans parler de la sécurité métaphysique — sur les chemins rugueux de l'existence.

Et comme la « sécurisation », qui ramène vers le pouvoir en l'acte, quel qu'il soit, les citoyens inquiétés pour leur avenir, n'est jamais aussi nécessaire que dans un régime « destabilisé », ce fut un coup de maître, ou une malice du hasard, d'avoir promu, le même jour, le mal et le remède, si merveilleusement complémentaires, et de les avoir mariés ainsi pour le meilleur et pour le pire.

(*) Journaliste.

Il y a deux enfants dans l'homme...

par JEAN CUSSAT-BLANC (*)

L'« Innocence » du président Carter m'a donné à penser qu'il est deux enfants dans l'homme, dans les hommes.

Un est très redoutable, car nous le couronnons. Il est le pouvoir permanent et la somme des perversités souvent cruelles auxquelles se livrent les hommes — à travers et par les hommes qui exercent sur eux et pour eux les pouvoirs — afin de maintenir les régimes, la rationalité des régimes ; car les régimes s'entourent de raisons. Cet enfant-là porte en lui sa mort. Elle est dans l'endurcissement des cœurs par les passions et les contraintes du pouvoir. Et elle n'est pas que ceux qui l'exercent directement. Terriblement elle renferme le possible de fin tragique d'un temps de l'homme.

L'autre enfant vient d'ailleurs.

Peu le connaissent et peu le voient. Je le nommerai l'enfant-pois. Ce me paraît mieux convenir que Christ. Mais il est peut-être le même. Il naît, se forme, s'affirme là où naît, se forme, s'affirme le non aux tyrannies — la somme des non aux tyrannies, car elles aussi s'entourent de raisons. Il est le lieu où l'ange de cette résistance. C'est pourquoi, lors de sa première venue, lui-même s'est nommé le Fils de l'homme. Un jour sur l'âge adulte de l'homme, sur le corps des hommes unis, s'il advenait, l'enfant-pois sera reconnu pour l'honneur, pour l'espoir, pour le salut de l'enfant-humanité, le Fils de l'homme. Et son règne n'aura pas de fin.

(*) Fondateur-directeur de Résurrection.

Pas de paix dans l'injustice

par JACQUES MADAULE

L'ECHEC que viennent de subir les Etats-Unis n'est pas seulement l'échec personnel de M. Carter, mais celui d'une énorme machine militaire qui a mal fonctionné. Il ne peut être dû seulement à la mauvaise chance. Il y a eu trop de malchances dans l'histoire récente des Etats-Unis. La balle des Cochons en fut une, et certes pas la plus glorieuse ; le désastre au Vietnam et le départ de Saigon en catastrophe, une autre. Le fiasco du 25 avril n'est jamais que le dénouement de la série. A quand et où le suivant ? Je ne pense pas que ce soit en rempiquant Carter par Reagan et Vance par X... que les Etats-Unis l'éviteront, mais en changeant totalement de politique, ce qui suppose une véritable révolution des esprits, une authentique conversion.

Je ne crois pas que les Américains aient encore très clairement perçu qu'ils soutiennent partout une mauvaise cause, celle des oppresseurs contre les opprimés, celle des exploités contre les exploités, et qu'ils l'ont ainsi le jeu de l'impérialisme rival qui n'a qu'à se donner la peine d'empêcher les nôtres. C'est ce qui se passe en Amérique même, dans cette région des Caraïbes et de l'Amérique centrale qui est viciée par les Etats-Unis. Ils ne soutiennent pas moins Somoza au Nicaragua que le chah en Iran. Ils ont perdu l'Iran. Et après le Nicaragua ce sera El Salvador, puis le Honduras, puis le Guatemala, en attendant que l'Amérique du Sud s'agite à son tour.

Dans le monde actuel, il n'est pas possible que certaines injustices se maintiennent indéfiniment. Elles sont de moins en moins supportées par les peuples, et ils finissent toujours, en dépit de la C.I.A. et de l'école de contre-guérilla que les Etats-Unis entretiennent dans l'isthme, par trouver les armes qui leur sont nécessaires et par avoir le dernier mot. Car il appartient à la colère, à l'indignation, ces rompes de jéréicho à quoi nulle muraille ne résiste. Et même le hasard n'en a rien, comme ce fut peut-être le cas cette fois-ci.

Le peuple américain doit enfin comprendre que le niveau de vie dont il jouit — et avec lui quelques autres, dont nous sommes — est fondé sur une masse d'iniquités que la force brutale ne suffira pas toujours à maintenir. Il faut accepter des sacrifices si l'on ne veut pas partout subir des catastrophes. Il faut rendre plus justes les termes de l'échange entre la Nord et le Sud. Il ne faut pas se persuader que l'on a mérité la prospérité dont on jouit, quand on a surtout profité de quelques heures de chance que les autres n'ont pas eues. Cela n'a pas tout seul, sans doute, et aucun candide à la présidence des Etats-Unis n'oserait présenter un pareil programme à ses électeurs. Il sera plus facile et plus payant de prendre Carter comme bouc émissaire et d'accorder une tolérance de plus en confiance à des politiciens réalistes qui ne s'embarrassent pas de sorpuces et croient sérieusement que l'injustice appuyée sur la force est l'unique loi de ce monde. Mais le pire n'est pas toujours sûr.

Si les peuples ne sont pas incapables de réfléchir sur les coups du sort qui les atteignent, l'espoir que, pour le peuple américain et pour tous les peuples du monde, à quelque chose surs servi le malheur qui frappe aujourd'hui les Etats-Unis. Puisse-t-il leur faire découvrir et nous faire découvrir à tous, nous qui sommes aussi privilégiés, que la paix est incompatible avec l'injustice. C'est ce qui procède sans le savoir les hélicoptères eux-mêmes qui tombent en panne au moment décisif après avoir été testés pendant des mois.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde, Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-IX^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

Dr CAMILLE CRAPLET
JOSETTE CRAPLET-MEUNIER

Dictionnaire des aliments et de la nutrition

Le seul ouvrage à la pointe des connaissances actuelles sur le sujet

LE HAMEAU 15, RUE SERVANDONI 75006 PARIS - 329.05.50

LA MORT

Celui qui ne s'aligna

Il s'était composé un personnage

Depuis des années, il s'était composé un personnage, toujours le même, immuable : d'homme à la main ferme, chevalier particulièrement soigné (il ne tolérât pas un cheveu blanc), veu ton réhaussé d'une pochette, cravata aout-nue par une pince en or, bague avec gros brillant sur le majeur de la main gauche. Même à quatre-vingts ans passés, lorsqu'il avait pris du poids, nul n'osait l'approcher pour l'aider à descendre ou à monter un escalier, entrer dans la voiture ou au sortir. C'est été un aveu de faiblesse et lui, il avait refusé avec obstination de le faire. « Mon frère aîné, disait-il, est mort à quatre-vingt-cinq ans et l'un de mes tantes a cent ans passés ».

Ce n'est qu'au cours des deux dernières années qu'il s'est servi discrètement, à certains moments, d'une canne à pommeau d'argent.

Dès le fin de la guerre, il avait, renommé à la casquette, à l'époque accessoire vestimentaire obligatoire du bon communiste, pour la troquer contre un feutre. En 1952, après son mariage avec Jovanka Boudisavjević, sa cadette d'une trentaine d'années, dont il devait se séparer en 1977 pour des raisons mal élucidées, il avait prescrit, à la consternation des vieux parisiens, la tenue négligée, le smoking aux réceptions officielles. Les femmes, qui n'y étaient conviées que si elles exerçaient une fonction officielle publique, applaudissaient lorsqu'on leur leur maris recurent la « carton » spécifiant : « Le Président invite la camarade et le camarade... » Chasseur et fumeur passionné, fidèle de la bonne chère, il avait un faible pour le whisky et le vin.

Ancien métallo, il s'était installé chez lui un atelier avec machines et outils et il bricolait les moments de loisirs. Qu'il fût en compagnie des familles royales britanniques, hollandaises, suédoises, danoises ou belges, des empereurs d'Iran ou d'Éthiopie, du président des États-Unis, de la France, de l'Italie ou de l'Allemagne fédérale, du secrétaire du parti soviétique ou de Paul VI, il était toujours à son aise. On ne l'a jamais vu s'écarter de la courtoisie devant qui que ce soit, ni prendre dans ses deux mains celle qui lui avait tendue son interlocuteur. On restait perplexes sur la sens véritable des accolades qu'il échangeait avec un grand nombre d'hommes d'État étrangers. Lors de l'arrivée à l'aéroport de Belgrade de M. Brejnev, il y eut une dizaine d'années, les deux dirigeants ne se sont donné qu'une poignée de main. « Les rapports sont mauvais », en ont conclu ceux qui étaient présents. Quelques jours plus tard,

au moment du départ de M. Brejnev, ils s'étreignaient chaleureusement : « Les rapports se sont améliorés », en ont conclu cette fois-ci les mêmes personnes. En réalité rien n'avait changé. Les rapports étaient toujours aussi mauvais, sinon pires, après ces entretiens « francs et ouverts ».

Fondateur de ce qui a été appelé la Yougoslavie nouvelle, organisateur de la Ligue des communistes qu'il avait dominée pendant quarante ans, nettoyeur des éléments fractionnistes liés étroitement dans un premier temps à l'U.R.S.S. puis détachés au prix des risques que l'on sait, il s'était identifié à l'État et au parti et ceux-ci s'étaient identifiés à lui. En toutes circonstances, c'est lui qui transmettait. Ses instructions étaient claires et précises et il en exigeait l'exécution intégrale et immédiate. Il ne tolérât pas les actes d'indiscipline et sévissait avec rigueur, surtout à l'encontre de ceux qui avaient porté atteinte aux « normes » du parti, telles qu'il les concevait.

Un voyageur infatigable

En dépit des nombreuses réorganisations et des décentralisations, il avait eu réellement toujours la même conception du parti : un comité central ou une présidence, un bureau politique ou un comité exécutif « collés » d'un président ou d'un secrétaire général. Il avait été amené à limoger par « dévotionnisme » plusieurs de ses compagnons de la première heure. D'autres disparurent à la guerre ou de mort naturelle. Quelques-uns se retirèrent de leur propre gré, Vladimir Bekaritch restait le seul membre de la vieille garde du parti encore à ses côtés.

Tito fut un voyageur infatigable. Il a battu tous les records de déplacements à l'étranger d'un chef d'État. Il avait parcouru l'Europe, l'Asie, l'Afrique, les deux Amériques, pour rendre la politique de non-alignement dont il fut l'un des créateurs, sinon l'inventeur, réaffirmée à la non-alignement de la Yougoslavie aux blocs, à hausser son autorité personnelle, qui dans les affaires internationales dépassait de loin la puissance économique et militaire de son pays. L'Australie est le seul pays important qu'il n'ait pas visité. Tous les grands hommes d'État des dernières décennies, de l'exception du général de Gaulle et du président Mao, furent ses interlocuteurs. Le premier l'avait introduit à cause de l'exécution, après la guerre, du général nationaliste serbe Mihailovich et de son comportement « anti-français » pendant la guerre d'Algérie ; le second n'avait cessé de voir en lui un « révisionniste ».

P.Y.

(Suite de la première page.)

Puis vint la guerre. Mobilisé comme sous-officier dans l'armée des Habsbourg, le futur Tito fut grièvement blessé dans les Carpates. A deux doigts d'être achevé par les Tchécoslovaques, il se retrouva dans un camp de prisonniers dans l'Oural, où il manqua de succomber au typhus. Il y apprit le russe et nous des contacts avec les bolcheviks. Il s'enrôla dans la révolution d'Octobre dans la garde rouge, mais ne participa jamais aux combats. Lorsque les Tchécoslovaques et l'Armée rouge s'emparèrent d'Erzheranbourg, l'actuelle Sverdlovsk, où il avait fini par échouer, il se réfugia chez des paysans kirghizes. Après beaucoup de péripéties, dont on ne sait rien, il entra dans son pays, en septembre 1920, en compagnie d'une jeune Russe qu'il avait épousée quelques jours à un bébé qui mourut quarante-huit heures plus tard. Le ménage devait avoir par la suite trois enfants, dont un seul survécut.

Josip Broz se fit embaucher dans un atelier de mécanique à Zagreb et s'inscrivit au parti communiste, qu'il obtint de cette même année 1920, cinquante-huit ans, aux élections législatives, ce qui amena le gouvernement à lui retirer aussitôt tout droit à la propagande. Le parti fut interdit l'année suivante, après l'assassinat par un groupe de jeunes militants de l'ancien ministre de l'Intérieur Drachkovitch, auteur de cette mesure. Tito, travaillant occasionnellement dans différentes villes de Croatie, participa activement aux organisations clandestines du P.C.Y., ce qui lui valut d'être condamné, en 1928, à ans de travaux forcés. Il retrouva en prison son camarade Moshka Plade, arrêté avant lui, qui devait devenir l'un de ses principaux lieutenants.

Pendant sa détention, le 6 janvier 1929, le roi Alexandre abolit la Constitution, établit sa dictature et prononça la dissolution de toutes les formations politiques au mois d'octobre, le parti communiste, qui était depuis

En membres disciplinés du Komintern, les dirigeants communistes yougoslaves approuvèrent le pacte Staline-Ribbentrop. Ils eurent plus de mal à faire comprendre à leur peuple, à l'époque, qu'ils ne devaient pas prendre eux-mêmes l'initiative de l'U.R.S.S. lorsque celle-ci, en avril 1941, avait conclu un pacte d'amitié avec Belgrade pour l'entrée dans la guerre à ses côtés. L'année suivante, le roi Alexandre abolit la Constitution, établit sa dictature et prononça la dissolution de toutes les formations politiques au mois d'octobre, le parti communiste, qui était depuis

Dès le mois de juin 1943, le ministre de la guerre britannique exprima la conviction, dans un rapport à Churchill, que les deux mouvements rivaux qui se battaient vraiment contre les nazis étaient ceux des partisans. Pour avoir le cœur net, le premier ministre britannique envoya une mission militaire dirigée par le colonel Xaviera Sander Djidjic, l'un des plus grands écrivains croates, s'appuyant également Tito. Plus tard, à Moscou, cette mission constata que le Komintern, ce fut sous le nom de « Walter ».

longtemps déchiré par les factions rivales, eut pour lui-même un coup d'État en édictant des instructions en vue d'une insurrection armée. Celle-ci n'eut jamais lieu, mais la persécution redoubla contre les militants d'extrême gauche. La plupart des dirigeants s'enfuirent mais le secrétaire à l'organisation, l'un des deux principaux chefs du parti, fut abattu au moment où il essayait de passer en Autriche.

Libéré en 1934, Tito, après avoir purgé sa peine, gagna clandestinement l'U.R.S.S., où il travailla au bureau du Komintern pour les Balkans. C'est là qu'il fit la connaissance du Bulgare Dimitroff. L'amitié de celui-ci contribua puissamment, après un nouveau séjour clandestin en Yougoslavie, à l'échec de tout le recrutement des volontaires pour l'Espagne, à sa désignation en 1937 à la tête du P.C.Y., en remplacement du Bosniaque Milan Gorkitch, liquidé par Staline, alors en pleine frénésie d'épuration, comme « agent de l'Intelligence Service ». Le Géorgien avait été à deux doigts de faire subir au parti yougoslave le même sort qu'au parti polonais, qui avait été dissous par le Komintern, ses dirigeants envoyés au camp de concentration de Gorkitch, décidé d'établir sur la Yougoslavie une direction du P.C. illégal, dont il entreprit aussitôt une complète réorganisation, destinée notamment à mettre fin aux luttes de factions et à assurer sa complète indépendance financière vis-à-vis du Kremlin. A la veille de la guerre, le parti comptait 12 000 membres et l'organisation des jeunesses 30 000.

L'insurrection

Malgré le gouvernement britannique de retirer son soutien à Mihailovich, malgré les protestations du jeune roi Pierre II réfugié à Londres, qui en avait fait l'ennemi de la guerre et de l'indépendance de son pays, Tito, qui ne se laissa déloger qu'après un quasi ultimatum du commandement anglo-américain. La encore, c'est Staline qui lui conseilla de « faire à son aise » comme il ne s'en vanta pas et que les apparences étaient en sens contraire, on ne voulait voir en Tito, devenu président de la République yougoslave, après avoir fait déposer le roi par le Parlement en la fin 1945, qu'un exé-

cutif, en effet, l'U.R.S.S. s'était bien gardée de donner la moindre assistance, malgré divers appels, au chef des partisans qui venait de se faire bombarder par le roi Pierre II. Elle maintint les relations diplomatiques avec le gouvernement royal en exil et avait proposé à Mihailovich de lui envoyer une mission militaire. Les motifs du Géorgien n'étaient pas apparents. D'abord, il ne voulait pas effrayer ses alliés « bourgeois » en faisant mine de trop appuyer les partis

POURQUOI LE PSEUDONYME DE TITO ?

Tito a raconté à son biographe Dedjic (1) comment il choisit son pseudonyme : « C'était de règle dans le parti communiste de donner un vrai nom afin de réduire les risques d'être dénoncé. Naturellement, il fallait changer souvent de nom d'emprunt. Avant même d'être emprisonné, j'avais pris le nom de Gligorijevitch, et aussi celui de Zogorac (l'homme du Zagorac). Mais il me fallait prendre encore un nouveau nom. J'adoptai d'abord celui de Ruzic, comme un autre camarade le faisait déjà. Je dus le changer. Je me fis appeler Tito. Je me servis d'abord rarement de ce nom, puis le gardai exclusivement dès 1937. Je commençai même à signer ainsi mes articles ».

Pourquoi ce nom de Tito ? Pour rien. Parce qu'il me vint à l'esprit sur le moment comme aurait pu venir sur celui d'un autre, d'un nom très commun dans mon pays natal. Le meilleur écrivain du Zagorac, le plus célèbre des écrivains de la région s'appelaient « Tito Brezovcic ». Ses collègues ont encore vécu sur les scènes de Croatie. Le père de Xaviera Sander Djidjic, l'un des plus grands écrivains croates, s'appela également Tito. Plus tard, à Moscou, cette mission constata que le Komintern, ce fut sous le nom de « Walter ».

(1) Dans l'ouvrage, Editions Gallimard, 1979.

communistes : c'est exactement de cette manière qu'il avait agi pendant la guerre d'Espagne. Et puis, dans le partage de l'Europe, qu'il avait en tête dès cette époque, il ne souhaitait pas incorporer la Yougoslavie dans sa zone d'influence : il avait besoin d'une monnaie d'échange avec Churchill et redoutait qu'un État communiste qui ne serait pas sous le contrôle direct de Moscou ne suive les vites des voies divergentes. C'est pour la même raison qu'il devait s'employer à gêner l'arrivée au pouvoir des communistes en Chine. Les événements ultérieurs ont montré que le cynisme de ce calcul n'était pas sans justification.

On convint à Téhéran d'essayer de réconcilier le gouvernement royal et les partisans, en éba-

chant Mihailovich à son sort. En juin, Tito rencontra dans l'île de Vis, dans l'Adriatique, le vice-roi de Croatie Choubovitch, que Churchill avait contraint Pierre II à nommer premier ministre. Les deux hommes lancèrent un appel invitant toute la population yougoslave à rejoindre l'armée populaire de libération.

Celle-ci, à l'époque, se trouvait en assez fâcheuse posture, à la suite d'une offensive générale des Allemands, et Tito avait bien failli être pris par les parachutistes nazis, lorsque, le 25 mai, ils avaient attaqué son Q.G. à Dvar. Il n'avait réussi à se sauver qu'en se cachant dans une grotte, abandonnant à l'ennemi sa belle tenue de maréchal.

Une conversation avec Staline

Avec Choubovitch, Tito s'engagea à ne pas soulever la question du régime tant que durait la guerre. Promit-il à Churchill, lorsqu'il le rencontra deux mois plus tard à Naples, de ne pas établir le communisme en Yougoslavie ? Les récits des deux interlocuteurs divergent sur ce point. De toute façon, le maréchal que les Soviétiques avaient mis en garde contre les méthodes impérialistes britanniques et qui s'attendait, plus ou moins, à être assailli par l'intelligence Service, fit la mauvaise tête, au point que Churchill, en sortant, se demanda, dans une lettre à Eden, s'il avait eu raison de jouer la carte Tito.

Quelques jours plus tard, le maréchal s'envola, sans prévenir personne, pour Moscou. Ce fut pour entendre Staline essayer de le persuader de consentir au retour du roi. « Tu n'as pas besoin de le restaurer pour toujours, lui dit-il. Reprends-la momentanément et à la première occasion pour le donner à son fils. On ne se doutait évidemment pas, en Occident, du genre de conversation que le dictateur soviétique pouvait avoir avec un homme en qui tout le monde avait tendance à voir son prochain désigné pour la Yougoslavie.

De même lorsque, après la libération et la victoire, le gouvernement de Belgrade, dont les éléments non communistes n'étaient que des oses aux mains de Tito, adopta, vis-à-vis des alliés, une attitude souvent provocante, cherchant, par exemple, à annuler l'indépendance de son économie, dont il ne se laissa déloger qu'après un quasi ultimatum du commandement anglo-américain. La encore, c'est Staline qui lui conseilla de « faire à son aise » comme il ne s'en vanta pas et que les apparences étaient en sens contraire, on ne voulait voir en Tito, devenu président de la République yougoslave, après avoir fait déposer le roi par le Parlement en la fin 1945, qu'un exé-

cutif, en effet, l'U.R.S.S. s'était bien gardée de donner la moindre assistance, malgré divers appels, au chef des partisans qui venait de se faire bombarder par le roi Pierre II. Elle maintint les relations diplomatiques avec le gouvernement royal en exil et avait proposé à Mihailovich de lui envoyer une mission militaire. Les motifs du Géorgien n'étaient pas apparents. D'abord, il ne voulait pas effrayer ses alliés « bourgeois » en faisant mine de trop appuyer les partis

tant assés de la politique soviétique. La condamnation à mort de Mihailovich, le procès intenté à Mgr Skopjine, archevêque de Zagreb, qui avait accepté de collaborer pendant l'occupation avec les autorités de l'État séparatiste croate, la destruction d'appareils américains coupables d'avoir envahi le territoire yougoslave, l'aide apportée aux « bandes » grecs, toutes ces signes du militantisme des partisans apparurent comme le produit de la volonté du Kremlin, alors que celui-ci s'employait dans tous les domaines à freiner les initiatives de son trop bouillant disciple.

Dans ces conditions, rares furent les esprits pour lesquels la dénonciation, en 1948, du dévotionnisme du parti communiste yougoslave et la conclusion de celui-ci du pacte d'amitié avec le Kremlin, ne constituèrent pas une surprise comique. Longtemps après, encore, il y avait des gens pour croire qu'il ne s'agissait que d'une ruse destinée à abuser les âmes naïves d'Occident. En réalité, les contradictions, latentes depuis le temps de guerre, entre deux gouvernements communistes bien décidés, l'un et l'autre, à donner le pas à l'indépendance nationale sur l'identité des idéologies, n'avaient cessé de se développer. Non seulement Moscou s'efforçait d'empêcher la collectivisation rapide du régime titoïste, mais, en 1948, la Yougoslavie en pays conquis, y recruta des agents pour ses services secrets, cherchant à prendre, au moyen de sociétés mixtes, le contrôle économique de son économie. Mais Staline jaloux la population d'un quasi ultimatum du commandement anglo-américain. La encore, c'est Staline qui lui conseilla de « faire à son aise » comme il ne s'en vanta pas et que les apparences étaient en sens contraire, on ne voulait voir en Tito, devenu président de la République yougoslave, après avoir fait déposer le roi par le Parlement en la fin 1945, qu'un exé-

La mort de Staline devait transformer la situation. Dès 1953, Khrouchchev se rendit à Belgrade pour exprimer à Tito ses regrets de ce qui s'était passé et affirmer que les « matériaux sur lesquels étaient basées les injures et les accusations contre les dirigeants yougoslaves... avaient été fabriqués par les ennemis du peuple, les méprisables agents de l'impérialisme qui avaient réussi à contrôler dans les rangs du parti soviétique. Cette version fantaisiste des événements n'eut pas l'heure de satisfaction Tito qui exigea et obtint la signature, par Khrouchchev, le 2 juin, d'une déclaration existant la coopération de tous les États, quelle que soit leur orientation idéologique et surtout reconnaissant à chaque pays le droit de choisir sa propre voie vers le socialisme.

Ce document, véritable bombe à retardement placée dans la monnaie stalinienne, devait jouer un grand rôle l'année suivante dans l'octobre polonais et la révolution hongroise. D'autant plus que Tito n'avait eu de cesse que le Kremlin n'éliminât ceux qui avaient pris contre lui les positions les plus outrancières, et notamment Mikoyan en U.R.S.S. et Balod en Hongrie. Cependant, lorsque la révolution de Budapest eut emporté, en quelques jours, le parti et le régime communistes, il approuva, bien que ce fut à son sens une « erreur de son côté », l'intervention soviétique, préférable à tout prendre, toujours selon lui, « à un chaos, à la guerre civile, à la contre-révolution et à la guerre mondiale ». Et il fit jeter en prison son disciple rebelle Mikoyan, auteur d'un livre passablement subversif sur la nouvelle classe dirigeante et coupable d'avoir écrit dans un journal américain de gauche que les événements de Budapest « signifiaient la fin du communisme en général ».

ISTH
Institut Privé des Sciences et Techniques Humaines
EXPERIENCE PEDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953
préparation au diplôme d'État de
L'EXPERTISE COMPTABLE
Examen PROBATOIRE - Taux de réussite élevé
AUTUEL, 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. : 585.59.35

préparation d'été en vacances
MEDECINE
7 centres : saint-pierre, nancy, nantes, brest, creteil, orsay, clermont
CEPES
57, r. Cl.-Lefebvre, 92 Neuilly. 722.94.94 - 745.09.19
enseignement supérieur privé

Centre ISTH Depuis 1953 Centre TOLBIAC
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
SCIENCES PO
PREMIERE PREPARATION PARLEMENTAIRE
ENSEIGNEMENT ANNUEL COMPLET
Préparation intensive
FIN JUILLET-FIN AOUT
AUTUEL, 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. : 585.59.35

le bandage révolutionnaire DOBS
SANS PELOTE - SANS CEINTURE - SANS SOUS-COSES - LAVABLE
Orthopédie SAIG
19 rue Drouot 75009 Paris - Tél. : 770.04.00

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
qui vous intéressent

251 من الجليل

ملتان ۱۱

LA MORT s'aligne

Le maréchal s'est aligné sur son sort. En juin, Tito rencontra dans l'île de Vis, dans l'Adriatique, le vice-roi de Croatie Choubovitch, que Churchill avait contrainct à quitter son poste de premier ministre. Les deux hommes lancèrent un appel à la population yougoslave à rejoindre l'armée populaire de libération.

Cette-ci, à l'époque, se trouvait dans une posture, à la suite d'une offensive générale des Allemands, et Tito avait bien l'impression que les nazis, lorsqu'ils avaient attaqué son pays, ils avaient attaqué son pays. Il n'avait pas réussi à se sauver, qu'en sachant dans une telle situation, abandonnant tout de même à l'ennemi sa belle tenue de maréchal.

La mort de Tito, le 4 juin 1980, a été annoncée par la télévision yougoslave. Le maréchal était souffrant depuis plusieurs semaines. Ses derniers jours ont été marqués par une lutte acharnée contre la maladie. La mort de Tito a été accueillie avec une certaine tristesse, mais aussi avec une certaine sérénité. Le maréchal avait mené une vie pleine de combats et de sacrifices. Sa mort marque la fin d'une ère.

La mort de Tito a été annoncée par la télévision yougoslave. Le maréchal était souffrant depuis plusieurs semaines. Ses derniers jours ont été marqués par une lutte acharnée contre la maladie. La mort de Tito a été accueillie avec une certaine tristesse, mais aussi avec une certaine sérénité. Le maréchal avait mené une vie pleine de combats et de sacrifices. Sa mort marque la fin d'une ère.

La mort de Tito a été annoncée par la télévision yougoslave. Le maréchal était souffrant depuis plusieurs semaines. Ses derniers jours ont été marqués par une lutte acharnée contre la maladie. La mort de Tito a été accueillie avec une certaine tristesse, mais aussi avec une certaine sérénité. Le maréchal avait mené une vie pleine de combats et de sacrifices. Sa mort marque la fin d'une ère.

La mort de Tito a été annoncée par la télévision yougoslave. Le maréchal était souffrant depuis plusieurs semaines. Ses derniers jours ont été marqués par une lutte acharnée contre la maladie. La mort de Tito a été accueillie avec une certaine tristesse, mais aussi avec une certaine sérénité. Le maréchal avait mené une vie pleine de combats et de sacrifices. Sa mort marque la fin d'une ère.

DU MARÉCHAL TITO

jamais

L'évolution des rapports entre Tito et l'Union soviétique a connu depuis lors des hauts et des bas. Le maréchal s'est rendu plusieurs fois en Russie, où il a reçu un accueil triomphal, le payant de bien des épreuves. Mais il a toujours refusé de réintégrer, comme Khrouchtchev puis Brejnev n'ont cessé de l'en presser, le giron du « camp communiste ». A vrai dire, pour lui, la seule existence d'un tel « camp » était un obstacle non seulement à la coexistence pacifique mais au développement du socialisme dans le monde.

C'est dans cet esprit que Tito s'est fait avec Nasser, Nehru, Nikrouh, Sukarno, le champion du « non-alignement », rassemblement de pays non engagés, fidèles à la sécurité européenne stérile de la guerre froide la lutte pour la décolonisation et le développement. Tous les mouvements de libération d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine ont bénéficié de ses encouragements, et même de son assistance directe. Les relations franco-yougoslaves ont été quelque peu aidées à l'époque de la guerre d'Algérie. Tito ayant reconnu le G.P.R.A. avant même le référendum d'automne 1962, de Gaulle, qui n'avait jamais pardonné au maréchal l'exécution de Mihailovitch, et qui, d'une manière générale, jugeait ses prétentions excessives, demanda le rappel des ambassadeurs. La situation devint si tendue par la suite, mais il fallut attendre l'avènement de Georges Pompidou pour qu'un premier ministre français fasse le voyage de Belgrade et celui de M. Giscard d'Estaing pour que le président de la République accepte de s'y rendre en visite officielle.

Paradoxalement, sa sympathie pour les non-alignés devait un moment rapprocher Tito de l'Union soviétique. La destitution de Khrouchtchev, pour lequel il avait pris parti dans sa dispute avec Pétine, l'avait pourtant beaucoup inquiété. Il redoutait que les nouveaux dirigeants ne relancent la guerre froide. Mais, lorsqu'en 1967, quelques semaines après le coup d'état des colonels grecs, éclata la guerre de six jours qui faillit bien entraîner la chute de son ami Nasser, il crut que les Américains avaient entrepris de renverser l'un après l'autre tous les régimes progressistes de la région. Il se précipita à Moscou pour tenter de persuader la « troïka » soviétique d'arrêter son aide à l'Egypte, et il ne fut pas étranger à la décision des pays socialistes de rompre les relations avec Israël.

L'année suivante, le vent devait à nouveau tourner. Pour les artisans du « printemps de Prague », Tito, qui avait su tenir tête à Staline, était un héros dans lequel ils ne se cachaient pas de voir un modèle. Aussi bien encouragea-t-il Dubcek dans la recherche d'une voie originale et indépendante vers le socialisme. En août il recevait en Tchécoslovaquie un accueil triomphal. Mais le bruit des ovations à peine retombé, les troupes de choc parvenues de Varnov se mettaient en route pour faire passer aux communistes de M. Dubcek le goût de la liberté. Alors qu'un peu partout, même à Athènes, les ambassadeurs soviétiques révélaient premiers ministres et ministres des affaires étrangères pour leur garantir que l'intervention ne menaçait en rien leur pays, le gouvernement yougoslave dut se contenter d'une sèche communication, remise par un agent subalterne. Une phase de

vive tension, accompagnée de mesures de précaution militaires, devait s'ensuivre dans les relations entre Moscou et Belgrade. Bientôt un dégel s'esquissait entre les « révisionnistes » yougoslaves jusqu'alors dénoncés par la presse de Pékin dans les termes les plus blessants, et les « dogmatistes » chinois et albanais qui ne doutaient pas que les Russes n'hésitent pas, s'ils le pouvaient, à leur faire subir le sort de la Tchécoslovaquie.

Petit à petit les choses s'apaisèrent. Tito et Brejnev échangeaient à plusieurs reprises des visites, et la Yougoslavie milita activement en faveur de la convocation de la conférence sur la sécurité européenne d'Helsinki. Mais de temps à autre, un procès de « kominformisme » montrait que l'un s'ingulait à Belgrade à dépeindre une de tel ou tel service soviétique, destructeur de prendre quelques gages pour le jour où l'âge aurait en fin de compte la robustesse et de la résistance fantastiques de Josip Broz.

Le maréchal vieillissant n'avait certes pas tort de déceler la main de l'étranger dans l'agitation qui, périodiquement, se manifestait dans telle ou telle des six Républiques unies au sein de la Yougoslavie, mais il va de soi que ces intrigues n'auraient pas été concevables si le terrain ne s'y était pas, dans une certaine mesure, prêt. « La Yougoslavie, aimait à dire Nehru, qui la connaissait bien, consiste en six Républiques, trois nations, deux alphabets et un parti politique. Dirigée par Tito, mise en un seul bloc, il se passe, à l'intérieur, le grand rêve de Tito, mais on ne saura que dans quelques années dans quelle mesure il a été réalisé. Le fait est, en tout cas, que, à la faveur de la détente

internationale et de l'amélioration des conditions de vie en Yougoslavie même, les particularismes, voire les séparatismes, ont refléchi dans plusieurs Républiques, et notamment en Slovaquie et en Croatie. Pour en venir à bout, Tito, devenu « président à vie », éprouva lourdement les appareils dirigés en prison des dizaines et des dizaines de protestataires, ni à se séparer de ses compagnons les plus éprouvés.

A vrai dire, l'épuration avait commencé bien avant le réveil du séparatisme. Après les arrestations des kominformistes, au lendemain de la rupture avec Staline, après celle de Milovan Djilas, longtemps le disciple préféré, c'était, en 1968, au tour de Rankovitch, le tout-puissant maître de la police, devenu « héros » parce qu'il s'était fiché avec Staline ; il n'eut pas été condamné par le Kominform parce qu'il avait déjà élaboré un communisme titiste. Sa longévité politique, sa réputation exceptionnelle, eurent surtout à l'art de s'adapter aux circonstances et d'en tirer le meilleur profit.

Un retournement imposé par le réalisme

Le tableau change rapidement après la condamnation du Kominform. Bien vite Tito et ses compagnons vont incarner le contraire de ce qu'ils avaient été jusqu'alors. Ce retournement est imposé par le réalisme le plus élémentaire. Les sources d'approvisionnement se tarissent, les débouchés se ferment et la Yougoslavie vit dans la crainte d'une intervention étrangère. Le pays ne pourra tenir s'il reste isolé, et le régime est condamné à ne rallier pas la masse de la population. Il ne saurait plus être question d'appliquer le marxisme-léninisme sous sa forme la plus intrinsèque. Tito assure ses arrières à l'extérieur ; il lui faut emmener les ennemis de ses nouveaux adversaires. Il se consacre à l'intérieur au redressement de la production, à l'indépendance nationale. Accusé de trahison par ceux qui furent ses associés, il leur retourne le compliment : il met au point une variété de communisme qu'il juge plus conforme à l'idéal des fondateurs du mouvement que la déformation stalinienne.

L'adoucissement du système fut d'abord le fruit de la nécessité. Pour bénéficier des crédits et de la production — il n'y a pas de plan d'ensemble pour la fédération yougoslave — et qui doit être combattue par tous les moyens. La démission de la gauche n'a sans doute pas fini en France de retentir de l'écho de ces querelles qui ont lourdement pesé sur les révolutions avortées du Chili et du Portugal. A l'est, l'autogestion était la revendication centrale des partisans de Dubcek, dans la Tchécoslovaquie de 1968, comme des érudits en colère de Gdansk et de Gdynia, en Pologne, deux ans plus tard.

Tito n'a guère cessé d'irriter l'anne des superpuissances que pour exaspérer l'autre. Il fallait sa capture exceptionnelle, son flair de maquisard, sa détermination pour parvenir à préserver, face aux intrigues, l'indépendance de la Yougoslavie, son unité et l'originalité de ses structures. Il n'y avait pas de quoi se vanter, mais il n'avait jamais — et pour cause — rencontré, avait dit de lui un jour : « Ce vieux communiste, M. Josip Broz, est un homme conséquent. Il a vraiment mérité son titre de maréchal. Quand nous le prendrons, nous le tuerons tout de suite. Mais de sa capture nous avons une douzaine de Tito en Allemagne, des hommes qui seraient des chefs et auraient l'air de résoudre et de se débarrasser de même s'ils étaient encadrés définitivement, ils ne se rendraient jamais ».

Qui, Tito, saura s'efforcer au respect de ses pires adversaires ?

ANDRÉ FONTAINE

Le titisme : une manière d'être plutôt qu'une doctrine

par BERNARD FÉRON

La vie de Tito chahutait la Yougoslavie en deux périodes antagoniques ou qui paraissent l'être. Pendant la première période, Tito se lance dans la construction du communisme pur et dur. Les pays voisins s'avancent encore à pas très lents sur la voie qui mène au socialisme. Ils en sont à la démocratie populaire, ce régime qui, en principe au moins, associe aux communistes de vieux partis bourgeois. La Yougoslavie brilla les étapes. Ses chefs sont les premiers à organiser l'épuration. Ils viennent à l'Occidentaux quand les autres alliés de l'U.R.S.S. ont le souci d'éviter les complications internationales. Jusqu'en 1948, Tito fait figure de ce qu'on appelle dans le mouvement international un dogmatique. N'a-t-il pas reproché à ses camarades français et italiens de ne pas s'être emparés du pouvoir à la faveur de la Libération ?

Un retournement imposé par le réalisme

Le tableau change rapidement après la condamnation du Kominform. Bien vite Tito et ses compagnons vont incarner le contraire de ce qu'ils avaient été jusqu'alors. Ce retournement est imposé par le réalisme le plus élémentaire. Les sources d'approvisionnement se tarissent, les débouchés se ferment et la Yougoslavie vit dans la crainte d'une intervention étrangère. Le pays ne pourra tenir s'il reste isolé, et le régime est condamné à ne rallier pas la masse de la population. Il ne saurait plus être question d'appliquer le marxisme-léninisme sous sa forme la plus intrinsèque. Tito assure ses arrières à l'extérieur ; il lui faut emmener les ennemis de ses nouveaux adversaires. Il se consacre à l'intérieur au redressement de la production, à l'indépendance nationale. Accusé de trahison par ceux qui furent ses associés, il leur retourne le compliment : il met au point une variété de communisme qu'il juge plus conforme à l'idéal des fondateurs du mouvement que la déformation stalinienne.

L'adoucissement du système fut d'abord le fruit de la nécessité. Pour bénéficier des crédits et de la production — il n'y a pas de plan d'ensemble pour la fédération yougoslave — et qui doit être combattue par tous les moyens. La démission de la gauche n'a sans doute pas fini en France de retentir de l'écho de ces querelles qui ont lourdement pesé sur les révolutions avortées du Chili et du Portugal. A l'est, l'autogestion était la revendication centrale des partisans de Dubcek, dans la Tchécoslovaquie de 1968, comme des érudits en colère de Gdansk et de Gdynia, en Pologne, deux ans plus tard.

Tito n'a guère cessé d'irriter l'anne des superpuissances que pour exaspérer l'autre. Il fallait sa capture exceptionnelle, son flair de maquisard, sa détermination pour parvenir à préserver, face aux intrigues, l'indépendance de la Yougoslavie, son unité et l'originalité de ses structures. Il n'y avait pas de quoi se vanter, mais il n'avait jamais — et pour cause — rencontré, avait dit de lui un jour : « Ce vieux communiste, M. Josip Broz, est un homme conséquent. Il a vraiment mérité son titre de maréchal. Quand nous le prendrons, nous le tuerons tout de suite. Mais de sa capture nous avons une douzaine de Tito en Allemagne, des hommes qui seraient des chefs et auraient l'air de résoudre et de se débarrasser de même s'ils étaient encadrés définitivement, ils ne se rendraient jamais ».

Qui, Tito, saura s'efforcer au respect de ses pires adversaires ?

C'est aussi le réflexe d'un homme âgé qui revient sur son passé. Dans sa maturité, Tito n'a pas lancé l'hérésie, mais il l'a acceptée lucidement. A la fin il se raidit. Le dépeçage du parti devient insupportable à un dirigeant qui a tout de même été formé à l'école du Kominform. Il remet à l'honneur le léninisme centralisme démocratique, bien oublié dans son pays. En même temps il engage la lutte contre une série de déviations — technocratisme, libéralisme, nationalisme, etc. — tout en variant les méthodes de l'autogestion. Comment à la limite concilier le centralisme démocratique d'un parti qui entend diriger la société et l'autogestion dans cette société ? Tito n'a pas donné une réponse claire à cette question que pose nécessairement le titisme.

L'autre idée de génie du régime, ce fut la « non-alignement ». Mais elle fut elle aussi le fruit des circonstances plutôt que la conséquence d'une doctrine longuement élaborée. De la fin de la guerre à 1948, en dépit de leurs difficultés avec Moscou, les dirigeants yougoslaves n'avaient eu aucun doute sur leur appartenance au camp socialiste. Après la condamnation du Kominform, ils prirent un tournant radical. Soudain ils se sentent solidaires des progressistes, trop enclins à prendre pour argent comptant les accusations des communistes orthodoxes, il importait de justifier le changement de cap.

L'illumination vint vers 1950, lorsque des dirigeants se rendirent compte que les ancêtres du mouvement avaient aussi suivi l'autogestion. Au « modèle » soviétique de socialisme bureaucratique on pouvait opposer l'expérience de pays en charge de leur destin par les travailleurs eux-mêmes. Les idéologues de Belgrade ont bûlé et continuent d'échafauder à ce propos des théories dans un langage que seuls les initiés — et encore pas toujours — comprennent. Les juristes ont enchevêtré les constructions. On peut ironiser à l'endroit de ce sujet. Mais en inventant un redémant l'autogestion les titistes ont eu un trait de génie. Rien qu'en lançant l'idée ils ont débouqué le socle ; ce fut et ce reste le moyen le plus rapide pour dégrader un système empêtré dans le titisme.

La crise de 1966

Tito lui-même a-t-il eu conscience des conséquences de la décision qu'il prenait ou qu'il approuvait ? Peut-être pas. Il a toujours egl et réglé au gré des vents. A l'ouest, il expliquait les variations qu'il juge le fin ou marqué en régime. Et les années 50 il met en place l'autogestion. Il dit déjà qu'à la différence de l'U.R.S.S. la Yougoslavie va concilier socialisme et liberté. Cependant il est vite effrayé par les exodes de certains de ses compagnons sur la voie révisionniste. M. Djilas est frappé le premier pour avoir critiqué sans ménagement la « nouvelle classe » au pouvoir. Le régime, menacé, doit vivre avec ses contradictions internes. D'une part, il recherche et commence à trouver une vérité du socialisme plus séduisante que celle qui a été implantée à Moscou. D'autre part, l'U.R.S.S.

compte sur les communistes « traditionnels » yougoslaves pour réduire à néant le rébellion. M. Rankovitch se charge de mettre hors d'état de nuire les kominformistes. Maître de la police il use contre les staliniens (et contre d'autres opposants) des méthodes que Staline n'aurait pas désapprouvées si elles avaient été mises à son service. Peut-être sauva-t-il ainsi le régime à l'heure du plus grand péril. Mais sa « politique de la main ferme », comme on dit à Belgrade, détruisait l'image que la titisme entendait donner de lui-même.

La crise véritable éclata en 1968. M. Rankovitch avait accumulé trop de pouvoirs pour ne pas inquiéter ses compagnons, et il bloqua toute évolution. Son élection permit de franchir une nouvelle étape. La Yougoslavie décide de se plier aux lois de l'économie de marché. Ses dirigeants reconnaissent que le communisme devait aboutir au dépeçage non seulement de l'Etat, mais du parti. Ils le reconnaissent et, tel plus remarquable encore, ils tolèrent les premières manifestations de ce double dépeçage. De 1965 à 1971 la chronique yougoslave toisonne d'initiatives et d'événements déconcertants pour un communisme classique. L'anne Tito est perle ramie en question. Dans chaque République, l'organisation de la Ligue des communistes prend en fait son autonomie. Les leaders de Serbie et de Croatie polémiqument ouvertement. Les pessimistes sont plutôt sensibles au danger d'anarchie. Les optimistes constatent que, dans cette société communiste-là, il y a de la vie. Les hommes de gauche atterrés par l'écrasement de la Tchécoslovaquie retrouvent à Belgrade la quel alimenter leurs espérances.

Pourtant le maréchal Tito est saisi par l'inquiétude. Tout ce tohu-bohu qu'il a déchaîné ou toléré finit par l'accabler. Il donna des directives qui ne sont pas suivies d'effet. Les Républiques profitent trop largement, à son gré, des libertés qui leur ont été reconnues. Dès 1971, il réagit avec vigueur et impose la destitution des dirigeants croates, qui avaient pris trop de cœur les revendications nationales de cette République. L'année suivante, il se tourne contre les dirigeants d'autres Républiques, notamment les Serbes qui poussent trop loin, selon lui, la démocratisation. C'est le réflexe d'un homme qui voit sa fin approcher et qui s'interroge sur la survie de son œuvre. Il multiplie les avertissements : des puissances étrangères sont aux aguets ; elles espèrent la décomposition de la Yougoslavie pour dépecer le pays ; il faut donc affirmer sa cohésion et restaurer les moyens de l'indépendance.

C'est aussi le réflexe d'un homme âgé qui revient sur son passé. Dans sa maturité, Tito n'a pas lancé l'hérésie, mais il l'a acceptée lucidement. A la fin il se raidit. Le dépeçage du parti devient insupportable à un dirigeant qui a tout de même été formé à l'école du Kominform. Il remet à l'honneur le léninisme centralisme démocratique, bien oublié dans son pays. En même temps il engage la lutte contre une série de déviations — technocratisme, libéralisme, nationalisme, etc. — tout en variant les méthodes de l'autogestion. Comment à la limite concilier le centralisme démocratique d'un parti qui entend diriger la société et l'autogestion dans cette société ? Tito n'a pas donné une réponse claire à cette question que pose nécessairement le titisme.

L'autre idée de génie du régime, ce fut la « non-alignement ». Mais elle fut elle aussi le fruit des circonstances plutôt que la conséquence d'une doctrine longuement élaborée. De la fin de la guerre à 1948, en dépit de leurs difficultés avec Moscou, les dirigeants yougoslaves n'avaient eu aucun doute sur leur appartenance au camp socialiste. Après la condamnation du Kominform, ils prirent un tournant radical. Soudain ils se sentent solidaires des progressistes, trop enclins à prendre pour argent comptant les accusations des communistes orthodoxes, il importait de justifier le changement de cap.

L'illumination vint vers 1950, lorsque des dirigeants se rendirent compte que les ancêtres du mouvement avaient aussi suivi l'autogestion. Au « modèle » soviétique de socialisme bureaucratique on pouvait opposer l'expérience de pays en charge de leur destin par les travailleurs eux-mêmes. Les idéologues de Belgrade ont bûlé et continuent d'échafauder à ce propos des théories dans un langage que seuls les initiés — et encore pas toujours — comprennent. Les juristes ont enchevêtré les constructions. On peut ironiser à l'endroit de ce sujet. Mais en inventant un redémant l'autogestion les titistes ont eu un trait de génie. Rien qu'en lançant l'idée ils ont débouqué le socle ; ce fut et ce reste le moyen le plus rapide pour dégrader un système empêtré dans le titisme.

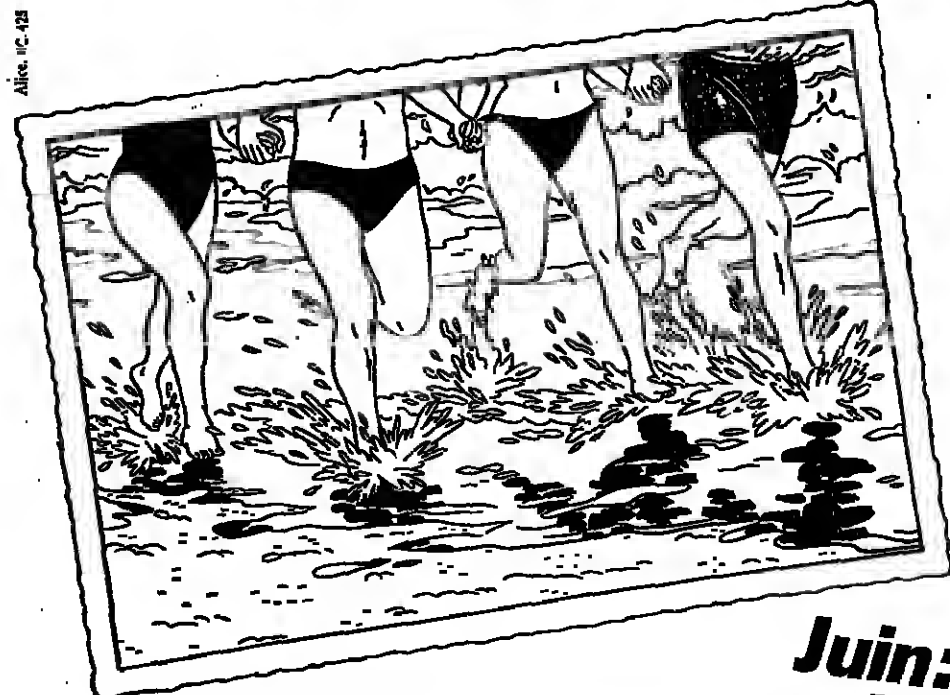
La crise de 1966

Tito lui-même a-t-il eu conscience des conséquences de la décision qu'il prenait ou qu'il approuvait ? Peut-être pas. Il a toujours egl et réglé au gré des vents. A l'ouest, il expliquait les variations qu'il juge le fin ou marqué en régime. Et les années 50 il met en place l'autogestion. Il dit déjà qu'à la différence de l'U.R.S.S. la Yougoslavie va concilier socialisme et liberté. Cependant il est vite effrayé par les exodes de certains de ses compagnons sur la voie révisionniste. M. Djilas est frappé le premier pour avoir critiqué sans ménagement la « nouvelle classe » au pouvoir. Le régime, menacé, doit vivre avec ses contradictions internes. D'une part, il recherche et commence à trouver une vérité du socialisme plus séduisante que celle qui a été implantée à Moscou. D'autre part, l'U.R.S.S.

compte sur les communistes « traditionnels » yougoslaves pour réduire à néant le rébellion. M. Rankovitch se charge de mettre hors d'état de nuire les kominformistes. Maître de la police il use contre les staliniens (et contre d'autres opposants) des méthodes que Staline n'aurait pas désapprouvées si elles avaient été mises à son service. Peut-être sauva-t-il ainsi le régime à l'heure du plus grand péril. Mais sa « politique de la main ferme », comme on dit à Belgrade, détruisait l'image que la titisme entendait donner de lui-même.

La crise véritable éclata en 1968. M. Rankovitch avait accumulé trop de pouvoirs pour ne pas inquiéter ses compagnons, et il bloqua toute évolution. Son élection permit de franchir une nouvelle étape. La Yougoslavie décide de se plier aux lois de l'économie de marché. Ses dirigeants reconnaissent que le communisme devait aboutir au dépeçage non seulement de l'Etat, mais du parti. Ils le reconnaissent et, tel plus remarquable encore, ils tolèrent les premières manifestations de ce double dépeçage. De 1965 à 1971 la chronique yougoslave toisonne d'initiatives et d'événements déconcertants pour un communisme classique. L'anne Tito est perle ramie en question. Dans chaque République, l'organisation de la Ligue des communistes prend en fait son autonomie. Les leaders de Serbie et de Croatie polémiqument ouvertement. Les pessimistes sont plutôt sensibles au danger d'anarchie. Les optimistes constatent que, dans cette société communiste-là, il y a de la vie. Les hommes de gauche atterrés par l'écrasement de la Tchécoslovaquie retrouvent à Belgrade la quel alimenter leurs espérances.

Pourtant le maréchal Tito est saisi par l'inquiétude. Tout ce tohu-bohu qu'il a déchaîné ou toléré finit par l'accabler. Il donna des directives qui ne sont pas suivies d'effet. Les Républiques profitent trop largement, à son gré, des libertés qui leur ont été reconnues. Dès 1971, il réagit avec vigueur et impose la destitution des dirigeants croates, qui avaient pris trop de cœur les revendications nationales de cette République. L'année suivante, il se tourne contre les dirigeants d'autres Républiques, notamment les Serbes qui poussent trop loin, selon lui, la démocratisation. C'est le réflexe d'un homme qui voit sa fin approcher et qui s'interroge sur la survie de son œuvre. Il multiplie les avertissements : des puissances étrangères sont aux aguets ; elles espèrent la décomposition de la Yougoslavie pour dépecer le pays ; il faut donc affirmer sa cohésion et restaurer les moyens de l'indépendance.



Juin: soleil très haut, prix très bas.

Des vacances 30% moins cher. C'est en juin au Club Méditerranée.

Pour partir, téléphonez au 296.10.00

LA MORT

DU MAR
les forces

Une carrière d'une exceptionnelle durée

1892. — Jospin Broz naît le 25 mai à Krmrovac, en Croatie.
1907-1913. — Il apprend le métier de serrurier à Sisk, puis l'exerce à partir de 1911 en Croatie, en Slovaquie, en Autriche et en Allemagne.
1913-1915. — Alors qu'il effectue son service militaire dans l'armée austro-hongroise, Jospin Broz est mobilisé en août 1914 et part sur le front serbe, puis en Galicie et dans les Carpates pour combattre les forces armées. Il est blessé le 25 mars et fait prisonnier par les Russes.
1917-1920. — Quand éclate la révolution bolchévique, il s'engage dans les Gardes rouges, participe à la manifestation de Petrograd.
1920-1923. — Revenu dans son pays en novembre 1920, avec P. Belousova qu'il a épousée en Russie, il travaille dans plusieurs usines comme métallurgiste et adhère au parti communiste yougoslave, clandestin à partir de 1921.
1923-1925. — Secrétaire du syndicat des métallurgistes et membre du comité du P.C. yougoslave de Zagreb, il est arrêté le 14 août pour ses activités syndicales et évadé de prison en octobre.
1925-1934. — Il reprend ses activités politiques clandestines et est condamné à cinq ans de détention en novembre 1925.
1934-1936. — Après avoir gagné l'Autriche sans succès, il se rend à Moscou où il travaille de février 1935 à octobre 1936 au secrétariat du Komintern pour les Balkans.
1936-1939. — De France, il organise le mouvement clandestin des volontaires yougoslaves des Brigades Internationales (B.I.) dévolues à l'armée d'Espagne.
1939-1941. — Il se rend à Moscou au début 1939, puis retourne en Yougoslavie, où il travaille au P.C.Y.
1941. — Après la capitulation le 15 avril et le départ du roi pour Londres, les membres du P.C.Y. prennent la maquis le 22 juin. Tito lance un appel à la résistance contre l'occupation allemande et l'insurrection. Il met en place des groupes de combat dans les maquis de Serbie et de Bosnie.
1942. — Les partisans continuent les combats dans tous les territoires occupés sous le commandement de Tito. En juin, il entreprend une « longue marche » avec l'armée de libération de Banate vers la Croatie. Les 26 et 27 novembre, les délégués de toutes les régions réunis par Tito à Bihac, créent le Conseil central de libération de la Yougoslavie (A.V.N.O.J.).
1943. — Deux missions britanniques se rendent en Yougoslavie. Un gouvernement provisoire est créé le 29 septembre par l'A.V.N.O.J.
1944. — Une première mission soviétique se rend en Yougoslavie en février. Le 25 mai, Tito échappe à une attaque allemande et résiste à gagner les Alpes dinariques. Il renvoie Churchill en août, au quartier général des forces alliées, en Italie. Le 13 septembre, l'armée de libération rejette les forces allemandes à Nezak et Tito renoue contact pour la première fois avec les forces alliées le 29 octobre.
1945. — Un gouvernement unitaire est constitué en mars sous la présidence de Tito. Il se rend à Moscou en avril et signe avec l'U.R.S.S. un traité d'amitié et d'alliance.
Le 20 avril, les troupes du maréchal Tito occupent Trieste, qu'elles sont contraintes d'évacuer début juin.
Tito reste premier ministre après l'élection, en novembre, d'une Assemblée fédérale, qui abolit la monarchie.
1946. — Une nouvelle Constitution fait de la Yougoslavie une République populaire fédérale. Le maréchal Tito signe des traités d'alliance avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Albanie et un accord d'amitié économique et militaire avec l'U.R.S.S.
La rupture avec l'U.R.S.S.
1947. — Tito refuse l'aide économique du plan Marshall. Un accord conclu au mois d'août avec la Bulgarie, prévoyant la création d'une Fédération balkanique, est annulé au mois de septembre sur ordre de Staline.
1948. — Le P.C. soviétique attaque la politique de Tito dans des lettres qui lui sont adressées en juin. Le Komintern, créé l'année précédente et installé à Belgrade, quitte la capitale yougoslave.
Après l'annonce du boycott économique et politique de la Yougoslavie, Tito se tourne vers l'Ouest pour recevoir une aide économique.
1948-1953. — Des accords sont signés avec les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne. Sur le plan intérieur, Tito impose la collectivisation des paysans et décide d'instituer des conseils de travailleurs, premier pas vers l'autogestion.
1953. — Tito, élu président de la République le 16 janvier, reprend, après la mort de Staline, ses relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., rompues depuis 1949. Il fait marche arrière dans le domaine de la collectivisation et autorise le retour à la propriété des terres par les paysans.
1954-1955. — Au cours d'un voyage en Inde, Tito fait avec Nehru une déclaration sur les deux principes de coexistence et de non-alignement. Il établit des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine.
En juin 1955, dans la déclaration de Belgrade, Tito réaffirme son attachement à la Yougoslavie et le droit de suivre sa propre voie vers le socialisme.

M. Lazare Kolichevski assume les fonctions de chef de l'État

M. Lazare Kolichevski, vice-président de la direction collégiale de l'État, devient automatiquement, avec la disparition du président Tito, le nouveau chef de l'État. Son titre officiel est « président de la présidence de la République socialiste fédérative de Yougoslavie », la fonction de président de la République n'ayant été reconnue par la Constitution de 1974, et à titre leut à fait exceptionnel, qu'au seul maréchal Tito. M. Kolichevski restera à la tête de cet organisme pendant peu de temps puisque son mandat expire le 15 mai. Il sera alors remplacé par un autre membre de la présidence pour une nouvelle période d'un an.

M. Kolichevski est né en 1914 dans une petite localité de Macédoine à une soixantaine de kilomètres de Skopje. Issu d'une famille d'agriculteurs, ouvrier métallurgiste dans sa jeunesse, il avait adhéré au parti communiste de Yougoslavie en 1938 et il est devenu rapidement secrétaire du comité de l'usine des armements de Kragujevac. Dès le début de l'occupation, en avril 1941, il se rend en Macédoine et est devenu rapidement secrétaire du comité de l'usine des armements bulgare de prendre sous son contrôle les organisations communistes de la région, que l'Armée bulgare avait envahie en accord avec les Allemands. Il présente la résistance immédiate et ferme les premiers détachements locaux de partisans.

En novembre 1941, il est arrêté par la police bulgare, passe en jugement et est condamné à mort, peine qui fut commuée en travaux forcés à perpétuité et qu'il purgea en Bulgarie. Mais après la capitulation de la Bulgarie à la fin de 1944, il revient en Macédoine et reprend ses activités politiques. Il occupe plusieurs postes dirigeants dans la République fédérée de Macédoine nouvellement créée, notamment ceux de président du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Membre du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, il fut à un moment président de l'Alliance socialiste, la plus importante organisation sociale après la Ligue des communistes. Depuis 1974, il est membre

LA DIRECTION COLLÉGIALE DE L'ÉTAT

M. Lazare Kolichevski assume les fonctions de chef de l'État

M. Lazare Kolichevski, vice-président de la direction collégiale de l'État, devient automatiquement, avec la disparition du président Tito, le nouveau chef de l'État. Son titre officiel est « président de la présidence de la République socialiste fédérative de Yougoslavie », la fonction de président de la République n'ayant été reconnue par la Constitution de 1974, et à titre leut à fait exceptionnel, qu'au seul maréchal Tito. M. Kolichevski restera à la tête de cet organisme pendant peu de temps puisque son mandat expire le 15 mai. Il sera alors remplacé par un autre membre de la présidence pour une nouvelle période d'un an.

M. Kolichevski est né en 1914 dans une petite localité de Macédoine à une soixantaine de kilomètres de Skopje. Issu d'une famille d'agriculteurs, ouvrier métallurgiste dans sa jeunesse, il avait adhéré au parti communiste de Yougoslavie en 1938 et il est devenu rapidement secrétaire du comité de l'usine des armements de Kragujevac. Dès le début de l'occupation, en avril 1941, il se rend en Macédoine et est devenu rapidement secrétaire du comité de l'usine des armements bulgare de prendre sous son contrôle les organisations communistes de la région, que l'Armée bulgare avait envahie en accord avec les Allemands. Il présente la résistance immédiate et ferme les premiers détachements locaux de partisans.

En novembre 1941, il est arrêté par la police bulgare, passe en jugement et est condamné à mort, peine qui fut commuée en travaux forcés à perpétuité et qu'il purgea en Bulgarie. Mais après la capitulation de la Bulgarie à la fin de 1944, il revient en Macédoine et reprend ses activités politiques. Il occupe plusieurs postes dirigeants dans la République fédérée de Macédoine nouvellement créée, notamment ceux de président du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Membre du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, il fut à un moment président de l'Alliance socialiste, la plus importante organisation sociale après la Ligue des communistes. Depuis 1974, il est membre

LA DIRECTION COLLÉGIALE DE L'ÉTAT

M. Lazare Kolichevski assume les fonctions de chef de l'État

M. Lazare Kolichevski, vice-président de la direction collégiale de l'État, devient automatiquement, avec la disparition du président Tito, le nouveau chef de l'État. Son titre officiel est « président de la présidence de la République socialiste fédérative de Yougoslavie », la fonction de président de la République n'ayant été reconnue par la Constitution de 1974, et à titre leut à fait exceptionnel, qu'au seul maréchal Tito. M. Kolichevski restera à la tête de cet organisme pendant peu de temps puisque son mandat expire le 15 mai. Il sera alors remplacé par un autre membre de la présidence pour une nouvelle période d'un an.

M. Kolichevski est né en 1914 dans une petite localité de Macédoine à une soixantaine de kilomètres de Skopje. Issu d'une famille d'agriculteurs, ouvrier métallurgiste dans sa jeunesse, il avait adhéré au parti communiste de Yougoslavie en 1938 et il est devenu rapidement secrétaire du comité de l'usine des armements de Kragujevac. Dès le début de l'occupation, en avril 1941, il se rend en Macédoine et est devenu rapidement secrétaire du comité de l'usine des armements bulgare de prendre sous son contrôle les organisations communistes de la région, que l'Armée bulgare avait envahie en accord avec les Allemands. Il présente la résistance immédiate et ferme les premiers détachements locaux de partisans.

En novembre 1941, il est arrêté par la police bulgare, passe en jugement et est condamné à mort, peine qui fut commuée en travaux forcés à perpétuité et qu'il purgea en Bulgarie. Mais après la capitulation de la Bulgarie à la fin de 1944, il revient en Macédoine et reprend ses activités politiques. Il occupe plusieurs postes dirigeants dans la République fédérée de Macédoine nouvellement créée, notamment ceux de président du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Membre du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, il fut à un moment président de l'Alliance socialiste, la plus importante organisation sociale après la Ligue des communistes. Depuis 1974, il est membre

LA DIRECTION COLLÉGIALE DE L'ÉTAT

M. Lazare Kolichevski assume les fonctions de chef de l'État

M. Lazare Kolichevski, vice-président de la direction collégiale de l'État, devient automatiquement, avec la disparition du président Tito, le nouveau chef de l'État. Son titre officiel est « président de la présidence de la République socialiste fédérative de Yougoslavie », la fonction de président de la République n'ayant été reconnue par la Constitution de 1974, et à titre leut à fait exceptionnel, qu'au seul maréchal Tito. M. Kolichevski restera à la tête de cet organisme pendant peu de temps puisque son mandat expire le 15 mai. Il sera alors remplacé par un autre membre de la présidence pour une nouvelle période d'un an.

M. Kolichevski est né en 1914 dans une petite localité de Macédoine à une soixantaine de kilomètres de Skopje. Issu d'une famille d'agriculteurs, ouvrier métallurgiste dans sa jeunesse, il avait adhéré au parti communiste de Yougoslavie en 1938 et il est devenu rapidement secrétaire du comité de l'usine des armements de Kragujevac. Dès le début de l'occupation, en avril 1941, il se rend en Macédoine et est devenu rapidement secrétaire du comité de l'usine des armements bulgare de prendre sous son contrôle les organisations communistes de la région, que l'Armée bulgare avait envahie en accord avec les Allemands. Il présente la résistance immédiate et ferme les premiers détachements locaux de partisans.

En novembre 1941, il est arrêté par la police bulgare, passe en jugement et est condamné à mort, peine qui fut commuée en travaux forcés à perpétuité et qu'il purgea en Bulgarie. Mais après la capitulation de la Bulgarie à la fin de 1944, il revient en Macédoine et reprend ses activités politiques. Il occupe plusieurs postes dirigeants dans la République fédérée de Macédoine nouvellement créée, notamment ceux de président du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Membre du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, il fut à un moment président de l'Alliance socialiste, la plus importante organisation sociale après la Ligue des communistes. Depuis 1974, il est membre

LES AUTRES MEMBRES

Outre M. Lazare Kolichevski, qui, avec la mort du maréchal Tito, a pris le pouvoir pour peu de temps, la présidence de la République, et M. Vladimir Bakaritch, la direction collégiale de l'État est composée des personnalités suivantes :

• M. TSVETKO MIATOVITCH, représentant la République fédérée de Bosnie-Herzégovine.
Ne en 1927, de nationalité monténégrine diplômé de l'école normale de Belgrade. Ancien président du gouvernement serbe, membre du comité central fédéral de la Ligue et de la présidence du gouvernement fédéral de 1963 à 1967.
• M. VITOJE ZARKOVITCH, représentant la République fédérée du Monténégro.
Ne en 1927, de nationalité monténégrine diplômé de l'école normale de Belgrade. Ancien président du gouvernement serbe, membre du comité central fédéral de la Ligue et de la présidence du gouvernement fédéral de 1963 à 1967.
• M. STEVAN DORONJSKI, représentant la région autonome de Vojvodine.
Ne en 1919, de nationalité serbe, il a fait des études supérieures à l'université de Belgrade. De 1941 à 1945, il est commissaire politique des détachements du parti yougoslave à Belgrade. Pendant la guerre, commissaire politique d'un détachement de partisans albanais et serbes. Il n'a cessé de combattre les prétentions de la présidence de la direction collégiale de l'État. Il est élu président en exercice de la Ligue des communistes de Yougoslavie en octobre 1979. Il est également, de ce fait, son représentant à la direction collégiale de l'État, fonctions qu'il conservera jusqu'à septembre 1980.
• M. PATIL HODJA, représentant la région autonome du Kosovo.
Ne en 1916, de nationalité albanaise, il a fait des études à l'école normale d'Edinburg (en Albanie), puis à l'école supérieure du parti yougoslave à Belgrade. Pendant la guerre, commissaire politique d'un détachement de partisans albanais et serbes. Il n'a cessé de combattre les prétentions de la présidence de la direction collégiale de l'État. Il est élu vice-président de mai 1978 à mai 1979.

LES AUTRES MEMBRES

Outre M. Lazare Kolichevski, qui, avec la mort du maréchal Tito, a pris le pouvoir pour peu de temps, la présidence de la République, et M. Vladimir Bakaritch, la direction collégiale de l'État est composée des personnalités suivantes :

• M. TSVETKO MIATOVITCH, représentant la République fédérée de Bosnie-Herzégovine.
Ne en 1927, de nationalité monténégrine diplômé de l'école normale de Belgrade. Ancien président du gouvernement serbe, membre du comité central fédéral de la Ligue et de la présidence du gouvernement fédéral de 1963 à 1967.
• M. VITOJE ZARKOVITCH, représentant la République fédérée du Monténégro.
Ne en 1927, de nationalité monténégrine diplômé de l'école normale de Belgrade. Ancien président du gouvernement serbe, membre du comité central fédéral de la Ligue et de la présidence du gouvernement fédéral de 1963 à 1967.
• M. STEVAN DORONJSKI, représentant la région autonome de Vojvodine.
Ne en 1919, de nationalité serbe, il a fait des études supérieures à l'université de Belgrade. De 1941 à 1945, il est commissaire politique des détachements du parti yougoslave à Belgrade. Pendant la guerre, commissaire politique d'un détachement de partisans albanais et serbes. Il n'a cessé de combattre les prétentions de la présidence de la direction collégiale de l'État. Il est élu président en exercice de la Ligue des communistes de Yougoslavie en octobre 1979. Il est également, de ce fait, son représentant à la direction collégiale de l'État, fonctions qu'il conservera jusqu'à septembre 1980.
• M. PATIL HODJA, représentant la région autonome du Kosovo.
Ne en 1916, de nationalité albanaise, il a fait des études à l'école normale d'Edinburg (en Albanie), puis à l'école supérieure du parti yougoslave à Belgrade. Pendant la guerre, commissaire politique d'un détachement de partisans albanais et serbes. Il n'a cessé de combattre les prétentions de la présidence de la direction collégiale de l'État. Il est élu vice-président de mai 1978 à mai 1979.

La Constitution devra être relouée

La disparition de Tito va entraîner quelques modifications de la Constitution yougoslave. Président de la Ligue des communistes de Yougoslavie, exerce de fait la présidence de la République. En ce qui concerne la Ligue des communistes, la fonction de président s'étendait avec la mort de Tito. Le parti n'aurait désormais qu'un président en exercice, élu pour un an. M. Stefan Doronjski, qui occupe actuellement cette charge, assurera jusqu'à l'expiration de son mandat, à l'automne 1980, étant donné qu'il siège déjà à la présidence de l'État en tant que représentant de la région autonome de Vojvodine. Cette instance suprême comprendra exceptionnellement pendant cette période huit membres au lieu de neuf.

Conformément à l'article 330 de la Constitution, la présidence de la République sera exercée par un représentant élu pour un an. Les pouvoirs qu'il exercera seront entièrement dévolus à la présidence de la République. La Yougoslavie n'aura donc plus de président de la République, mais un président de la présidence élu pour une période d'un an.

La présidence de la Yougoslavie est composée de neuf membres : un représentant de chacune des six Républiques et des deux régions autonomes et d'office, le président de la Ligue des communistes, tous élus pour une période de cinq ans. Les membres de la présidence ne peuvent exercer aucune fonction autonome, aucune fonction sociale, aucune autre que celles concernant les organisations socio-politiques, ni avoir une autre activité professionnelle. Nul ne peut être élu plus de deux fois consécutives comme membre de la présidence.

M. Lazare Kolichevski, représentant de la Macédoine, élu

La Constitution devra être relouée

La disparition de Tito va entraîner quelques modifications de la Constitution yougoslave. Président de la Ligue des communistes de Yougoslavie, exerce de fait la présidence de la République. En ce qui concerne la Ligue des communistes, la fonction de président s'étendait avec la mort de Tito. Le parti n'aurait désormais qu'un président en exercice, élu pour un an. M. Stefan Doronjski, qui occupe actuellement cette charge, assurera jusqu'à l'expiration de son mandat, à l'automne 1980, étant donné qu'il siège déjà à la présidence de l'État en tant que représentant de la région autonome de Vojvodine. Cette instance suprême comprendra exceptionnellement pendant cette période huit membres au lieu de neuf.

Conformément à l'article 330 de la Constitution, la présidence de la République sera exercée par un représentant élu pour un an. Les pouvoirs qu'il exercera seront entièrement dévolus à la présidence de la République. La Yougoslavie n'aura donc plus de président de la République, mais un président de la présidence élu pour une période d'un an.

La présidence de la Yougoslavie est composée de neuf membres : un représentant de chacune des six Républiques et des deux régions autonomes et d'office, le président de la Ligue des communistes, tous élus pour une période de cinq ans. Les membres de la présidence ne peuvent exercer aucune fonction autonome, aucune fonction sociale, aucune autre que celles concernant les organisations socio-politiques, ni avoir une autre activité professionnelle. Nul ne peut être élu plus de deux fois consécutives comme membre de la présidence.

M. Lazare Kolichevski, représentant de la Macédoine, élu

Le plus grand centre d'essai Volvo.

Il est à Paris; venez essayer dans le 17^e ou à Neuilly une des Volvo: la nouvelle 7 CV, les Diesels 6 cylindres berlines ou breaks, les gammes 340, 240 et 260.

Si vous voulez gagner du temps téléphonez-nous, on ira vous chercher.



Berline - 1700 4 cylindres - Prix au 1^{er} 80 76 50 F

CARDINET
112/114, rue Cardinet
75017 Paris
Tél.: 766.50.35.

NEULLY
16, rue d'Orléans
92200 Neuilly
Tél.: 747.50.05.

VOLVO PARIS
La passion de la qualité.

Voile en TUNISIE

Stage d'initiation ou de perfectionnement (15 j.) 2195 F tout compris
Pension complète en juin ou septembre

jsf
261.53.21.

Demandez le prospectus

LOTO

facile!
pas cher!

et ça peut rapporter gros.

Chaque semaine faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

LOTO

Equitation en TUNISIE

Stage d'initiation ou de perfectionnement (15 j.) 2195 F tout compris
Pension complète en juin ou septembre

jsf
261.53.21.

Demandez le prospectus

AUDI 100

Pour une fois, l'automobile n'est pas un objet de luxe. Elle est devenue un objet de nécessité. Audi 100, la plus grande automobile du monde, est maintenant la plus grande automobile de la France. Elle est la plus grande automobile de la France, la plus grande automobile de la France, la plus grande automobile de la France.

LA MORT

DE L'ÉTAT

DIMIR BAKARITCH et de la vieille garde

Un homme qui avait joué un rôle important dans la vie publique yougoslave, M. Bakaritch est un homme aux vastes connaissances politiques et économiques. Il a publié de nombreux ouvrages et a été consacré aux divers aspects de la vie publique yougoslave, notamment l'autogestion. De santé délicate, il n'est resté, ces dernières années, un peu en retrait des affaires, n'intervenant que dans les moments les plus importants. Il fut parmi les premiers à critiquer le système administratif de gestion économique et à exiger du gouvernement fédéral qu'il fasse preuve d'une plus grande « élasticité ».

Bonne affable

Homme affable qui n'était jamais le voir, de nature un peu rigoureuse, M. Bakaritch est le seul survivant de la vieille garde du parti encore en couple. Membre de la direction collégiale de l'Etat et de la Ligue des communistes, il est considéré comme le premier parmi les égaux et exerce une influence importante sur les affaires yougoslaves. M. Bakaritch est d'ailleurs président du Comité fédéral pour la promotion de l'ordre constitutionnel, poste qui lui a permis de jouer un rôle important dans la vie politique yougoslave. Lors de la mort du président Tito, M. Bakaritch a été l'un des premiers à réaffirmer la mission que fut, dès ses origines, impartie à l'armée de libération nationale devenue, depuis plusieurs années, l'armée populaire yougoslave : chasser du pays les envahisseurs, créer une société nouvelle et garantir l'égalité entre les nations et les nationalités.

Situation devra être retouchée

En mai 1975, M. Bakaritch a été élu président du Comité fédéral pour la promotion de l'ordre constitutionnel. Cette fonction lui a permis de jouer un rôle important dans la vie politique yougoslave. Lors de la mort du président Tito, M. Bakaritch a été l'un des premiers à réaffirmer la mission que fut, dès ses origines, impartie à l'armée de libération nationale devenue, depuis plusieurs années, l'armée populaire yougoslave : chasser du pays les envahisseurs, créer une société nouvelle et garantir l'égalité entre les nations et les nationalités.

DU MARÉCHAL TITO

Les forces armées sont un élément fondamental de la cohésion nationale

Belgrade. — Quel rôle joue l'armée dans les circonstances que traverse actuellement la Yougoslavie ? La question est rarement posée publiquement — pour ne pas dire jamais — par les dirigeants yougoslaves, mais elle est au cœur des analyses échaudées ici et à l'étranger pour tenter d'esquisser les contours de l'après-Tito.

L'un de ceux qui ont évoqué le rôle que pourraient jouer les militaires après sa disparition est le maréchal Tito lui-même. Recevant il y a deux ans, en décembre 1977, à l'occasion de la fête de l'armée, le général Ljubitchitch, ministre de la Défense nationale, et le grand état-major dans sa résidence de Brioni, le président n'avait pas hésité à aborder de front la question. Ses propos méritent d'être rappelés, car ils sont susceptibles d'éclairer les attitudes que les chefs militaires s'efforcent en droit d'adopter dans le cas où la succession du maréchal ne s'effectuerait pas de manière aussi souple que prévu.

Deux cent cinquante mille soldats

De façon guère surprenante, le président yougoslave avait développé une conception directement inspirée par l'histoire et la structure politique et ethnique du pays. Il ne s'agit pas de contenir d'assigner à l'armée une tâche de défense de l'indépendance nationale aux frontières. Les forces armées, évalua-t-il, doivent aussi combattre « les ennemis de l'intérieur », en premier lieu le « nationalisme », et veiller à ce que personne ne porte atteinte aux acquis de la révolution et à l'unité nationale. Une telle armée, évalua-t-il, jouera le meilleur garant pour demain, « lorsque, par exemple, le sera plus là ».

Le maréchal Tito ne faisait que réaffirmer la triple mission qui fut, dès ses origines, impartie à l'armée de libération nationale devenue, depuis plusieurs années, l'armée populaire yougoslave : chasser du pays les envahisseurs, créer une société nouvelle et garantir l'égalité entre les nations et les nationalités.

Ce qui était vrai pendant la guerre dans les maquis le reste aujourd'hui.

L'importance stratégique de l'espace couvert par la Yougoslavie, avec ses débouchés sur l'Adriatique (port de Rijeka au nord, bouches de Kotor au sud), qui, de tout temps, attirèrent la convoitise des grandes empires, impose aux dirigeants du pays beaucoup de vigilance dans l'exercice de la première des trois missions élémentaires du système de « défense populaire généralisée ». L'A.P.Y. est une armée moderne, forte d'environ deux cent cinquante mille hommes, et qui utilise pour 80 % des armes de fabrication nationale. Une grande partie de ses chars sont toutefois de type soviétique.

L'aviation est en mesure d'aligner, outre des Mig 21 fournis par Moscou, des appareils yougoslaves tels que le chasseur bombardier Jastreb (boucon). Les installations de radar seraient d'origine anglaise. Pour l'année en cours, la nécessité de procéder à des compressions budgétaires n'a pas épargné la défense, à laquelle seront consacrés 73 milliards de dinars, soit près de 4 milliards de dollars (5,7 % du revenu national).

Les républiques et les régions autonomes affectent, quant à elles, de 0,5 % à 1 % de leur revenu à la défense populaire généralisée.

La confiance accordée par le maréchal Tito à l'armée pour mener à bien, le cas échéant, les tâches intérieures, est compréhensible. Si, soucieux de respecter les diversités nationales, il s'est employé depuis trente ans à répartir et maximiser les responsabilités et à décentraliser le pouvoir jusqu'à la base, en introduisant un système de rotation des cadres, il a pris grand soin en même temps de ne pas ébranler ce système à l'armée. Celle-ci, pour reprendre l'expression du général Ljubitchitch, est une « organisation spécifique ». Elle n'est pas hiérarchique aux valeurs autogestionnaires, mais il est clair que celle-ci ne peuvent régir son fonctionnement.

Les instances de l'Etat et celles du parti sont subdivisées en autant d'organisations qu'il existe de républiques (six) et de régions autonomes (deux). Outre le gouvernement fédéral, il existe donc huit gouvernements de républiques ou de régions autonomes, et six gouvernements de régions autonomes.

De notre envoyé spécial

« La stratégie-hérissée »

De son expérience de la guerre de libération entre 1941 et 1945, le maréchal Tito avait conçu une organisation de défense populaire généralisée, dite « stratégie-hérissée », qui permet aux citoyens en armes de s'opposer à une agression.

Les forces armées sont composées de l'armée opérationnelle — dans les casernes — et de la défense territoriale, soirement appelée l'armée sans casernes.

En temps de paix, l'ensemble de ces effectifs est de deux millions de combattants, auxquels on a déjà distribué leurs armes.

Si les unités opérationnelles constituent l'ossature permanente de la défense, chaque commune (ville ou village) et chaque entreprise ont leur propre formation territoriale au sein de laquelle tous les com-

battants ont fait leur service militaire dans l'armée opérationnelle ou continuent de s'entraîner — ils sont volontaires — dans des centres d'entraînement spécialisés.

Ces unités territoriales n'ont pas seulement des armes légères, mais elles disposent de permanence de leurs canons, de leurs bâtiments de guerre et même de leurs avions.

Toutefois la Yougoslavie est ainsi couverte par cette armée civile de mobilisation des hommes et des femmes. En cas de guerre, le pays deviendrait, pour reprendre l'expression de Tito lorsqu'il voulait expliquer le secret militaire de l'armée yougoslave, « un camp militaire » de trois millions de citoyens adultes chargés de rendre l'existence impossible à un envahisseur.

Ses cadres ne sont pas soumis à la rotation. La langue de commandement est le serbo-croate, ce qui est une exception notable au multilinguisme en vigueur dans d'autres institutions. Dans ces conditions, les forces armées sont un élément fondamental de la cohésion nationale.

Les officiers supérieurs dans l'administration

Aujourd'hui déjà, les militaires occupent dans l'administration des positions qui leur permettent d'exercer un certain contrôle sur la vie sociale et politique. Ainsi, le ministre de la Défense est un général. C'est un autre militaire, le général Franjo Herjilovich, un Croate de Bosnie-Herzégovine, qui est à la

tête du ministère de l'Intérieur. De même, le poste de secrétaire général de la présidence d'Etat récemment créé, est occupé par le général Yvan Dolinichar, un Slovéne, et la charge très importante de procureur fédéral est assumée par le général Vouko Gozsa-Goutchevitch, un autre

nallité s'est sensiblement accru au cours des dernières années, en application d'un des principes fondamentaux du régime : « L'unité dans la diversité ».

Après la rupture avec le Kominform, en 1948, le corps des officiers fut largement épuré des éléments suspects de pro-soviétisme. Depuis lors, le haut commandement, à commencer par le général Ljubitchitch, un Serbe, a toujours montré une

grande loyauté au maréchal Tito. Il devrait rester fidèle à ses idées. L'armée saura, en tout cas, peser de tout son poids dans les orientations futures de politiques intérieure et étrangère et combattre les tentatives de se manifester à la faveur d'une crise d'autorité à la tête du parti et de l'Etat.

MANUEL LUCBERT.

ef SÉJOURS LINGUISTIQUES
PAQUES — ÉTÉ
GRANDE-BRETAGNE — ALLEMAGNE — ETATS-UNIS



- 4 formules de séjour en famille.
- Avec ou sans cours.
- Options sportives : voile, tennis, équitation.

ef ÉCOLE EUROPÉENNE DE VACANCES
9, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tél. 266-20-13

Don à retourner pour recevoir une documentation complète.

NOM

ADRESSE

VILLE Code postal P. 65



Orly sud / Barcelone

14 vols
IBERIA
par semaine

tous les jours : 13 h 35 ou 19 h 20

LE MEILLEUR MARCHÉ COMMUN.



Pour une fois, l'Europe est d'accord. L'Audi 100 fait l'unanimité. Il faut dire qu'Audi a réalisé un prodige : une vraie berline pour 47750 F. Son prix n'est pas la seule surprise. Cette 9 CV rivalise avec de plus fortes cylindrées. Pour comprendre ses performances il faut la détailler. C'est d'abord une traction avant avec arbre à cardes en tête et entraînement par courroie crantée. Mais en Bavère, où elle est construite, on ne cherche pas que la vitesse. On soigne aussi la sécurité. Ce qui explique sa direction autostabilisante et son double circuit de freinage. Cherchez donc cela sur ses concurrentes et vous comprendrez le succès de l'Audi 100 L.

Quant à l'économie, seuls les chiffres parlent : 7,4 l/100 km d'essence ordinaire à 90 km/h ; 9,6 l/100 km à 120 km/h ; 12,6 l/100 km en ville (consommation conventionnelle à vitesse stabilisée). L'Audi 100 L a aussi reçu tous les suffrages pour son habitabilité et sa ligne. Comparez pour l'Europe, applaudissez par l'Europe. L'Audi 100 L va faire plus d'un heureux en France.

AUDI 100 L. UNE VRAIE BERLINE ALLEMANDE POUR 47750 F.



Equitation TUNISIE



261.53.21

DU MARE
AU

MICHEL AUBIN.

(1) Le terme employé dans les textes yougoslaves pour désigner ces groupes ethniques est celui de *Narod*, qui signifie à la fois peuple et nation.

(2) Les chiffres indiqués ici sont ceux du recensement de 1971. Depuis lors, l'accroissement global de la population yougoslave est évalué à environ 10 %. Mais cet accroissement est fort inégal, selon les régions.

(3) *Narodnost*, par opposition à

Sur le territoire central de la Yougoslavie, comprise entre la Slovénie et la Macédoine, on aurait pu

**du 22 avril
au 7 mai**

prix exceptionnels

dans tous les rayons

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE PARIS
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER



مكتبة المجلد

LA MORT

LES RÉACTIONS EN FRANCE

Le sens du danger

(Suite de la première page.)

Mais il était aussi de ne pas rajouter complètement l'idéologie léniniste soviétique dans le mesure où, ce faisant, il aurait terni son image dans le mouvement communiste international et diminué son importance en Yougoslavie même.

Un politicien pragmatique

Au cours d'une conversation avec Tito, au moment le plus grave de la crise, je lui ai fait remarquer qu'en tant que communiste le drapeau vivait dans une Yougoslavie pré-révolutionnaire que sous la domination soviétique. Il m'a alors regardé avec incrédulité, non en raison de mon choix, mais parce que je disais le pays au-dessus du régime — au-dessus même de son aspect personnel, dans le cadre duquel nous autres communistes évions le droit d'exercer le pouvoir.

La déception que Tito avait du danger ne le trahissait que dans les situations les plus tendues et les plus subtiles et, même dans de telles circonstances, il était encore capable de mesurer les risques et de se décider sur les réponses concrètes à donner. Ses erreurs étaient alors rapidement oubliées ou justifiées.

Il était un politicien pragmatique et un organisateur plus qu'un penseur, profond et original. Son sens du danger le rendait profondément méfiant des théoriciens et de toute théorie.

Le danger et l'action demandaient une intuition subtile, et Tito la possédait au plus haut degré. Il écrivait parfois des difficultés à parler en public du fait que sa langue était plus rapide que son esprit. Et deux idées pouvaient alors se réduire à une seule.

Il était le timonier et le vent

Tito avait perçu tout le courage de prendre des décisions. Il n'a pas été, bien sûr, le seul responsable chargé de diriger la Yougoslavie au travers des tempêtes de ces quarante dernières années. Mais l'air souvent ou le sentiment qu'il était à la tête du timonier et le vent. Certains naissent révolutionnaires avec le caractère de sa foudre dans les idées et les conditions de leur époque. Tito était de ceux-là. Il avait vraisemblablement joué un rôle important dans l'histoire quel mouvement politique. Mais il ne pouvait devenir le leader d'une révolution et le chef absolu d'un pays que par le communisme.

Il est parvenu à cette position en identifiant le mouvement, le parti, et le gouvernement à sa propre personne. Ses appréhensions et ses infortunes devenaient les leurs et vice versa.

Rebelle né, il eut l'occasion d'apprendre lors de son séjour en Union soviétique (1934-1935) que les institutions et le pouvoir sont deux choses différentes. Mais il ne put pas s'empêcher de penser que les institutions peuvent s'effondrer si elles ne sont pas cimentées par un idéal. Tout, en politique, peut être utilisé comme moyen pour atteindre une fin : Tito est servi des idées.

Il n'a pas sacrifié ses idéaux au pouvoir, non pas qu'il leur ait été attaché par principe mais parce qu'il avait réalisé qu'il ne pouvait acquiescer au pouvoir qu'en se servant d'eux. Voilà pourquoi Tito était si important aux yeux des communistes ordinaires qui sont des gens très concernés en définitive par le pouvoir que ont les idéaux. Ils voyaient en lui leur représentant : il était leur leader, voire leur maître mais il était aussi celui qui réalisait leurs rêves.

L'identification de Tito avec l'Etat et la vie nationale le conduisit à accorder la plus grande attention à sa place dans l'histoire. Cette préoccupation coula avec son bon sens parvint à préserver son tempérament naturellement bouillant des tentations de la cruauté : il était l'un des dirigeants communistes les plus rationnels et les moins dogmatiques.

Son pouvoir personnel croissant l'a sans aucun doute rendu de plus en plus sceptique quant à la théorie marxiste du développement naturel de l'Etat. Ce qui est son tour a renforcé ses inquiétudes quant à la pérennité de son œuvre.

C'est ainsi qu'il tira un enseignement modeste de son ancien modèle Staline. Sept ou huit mois après la mort du dirigeant soviétique, il fit devant quelques collaborateurs la remarque suivante : « La rapidité

avec laquelle un tel homme est tombé est véritablement incroyable ». La condamnation mondiale de Staline, notamment après sa mort, encouragea Tito à rechercher un équilibre entre le pouvoir personnel et les institutions légères.

Opposants politiques et dissidents auraient eu peu de chance de survivre en Yougoslavie si Tito n'avait pas compris la nature illusoire de la « place dans l'histoire » que l'on acquiert en versant le sang de ses sujets et de ses fidèles.

Utiliser les idées des autres

Bien qu'il n'ait été à l'origine d'aucune idée, il savait rapidement s'emparer de celles des autres, ce qui reflète son pragmatisme. Il mesurait toute chose à l'aune de l'expérience. Les idées qui ne pouvaient être traduites dans la réalité avaient peu de sens pour lui-même si un politicien qu'il était il ne pouvait pas toujours les rejeter.

Ses attitudes face à l'art étaient du même ordre. Il détestait une sorte de kitsch réaliste social. Un jour, il qualifia une femme écrivain fède et peu talentueuse de : « grande coquette », sans aucun doute parce qu'elle avait l'air d'abandonner sa personne et son « combat ». Mais il acceptait aussi les sculptures et les architectes modernes — du moins

que l'on fit de plus beau, de plus cher et de plus luxueux. Même les animaux sauvages qu'il abattait devaient être les plus gros.

Son amour de la richesse froissait les intellectuels et les idéalistes du parti, qui étaient encore relativement nombreux dans les années de l'après-guerre. Mais Tito n'en tenait pas compte. Pas seulement parce qu'il avait le goût du luxe, mais parce qu'il voyait un moyen de faire état de son pouvoir. L'éclat des apparences était, pour lui, inséparable des qualités de l'homme d'Etat et du leadership politique. Il lui rappelait les anciennes idées couronnées, empires austro-hongrois aussi bien que rois serbes. Il préservait scrupuleusement tout ce qui avait jadis appartenu à la couronne royale et y ajoutait tout ce qu'il pouvait.

Tito se rendait compte, bien sûr, que tout cela pouvait entraîner en contradiction avec la modestie et la simplicité professées par les communistes, mais il ne s'en souciait pas. Il n'était pas un homme d'Etat mais un homme d'Etat. Il était éthique et n'interdisait pas à ses fidèles de vivre d'une façon composable. Par la suite, ce style épicurien et permis au parti d'abandonner ses dogmes et de libérer les sociétés.

Il ne croyait pas que le peuple fût opposé à ses manières de vivre

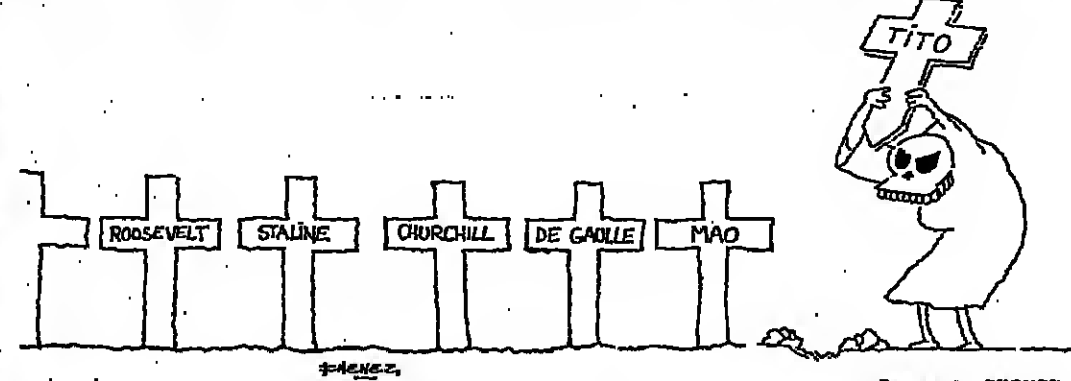
dominant des masses dans l'histoire. Un jour que je la lui exposais, alors que nous escortions en train le corps d'un camarade mort, Boris Kidrich, il me répondit : « Fadaises que tout cela, les processus historiques dépendent souvent d'une seule personne ». Il pensait manifestement à lui-même et à son rôle.

Après la mort... qui sait ?

Bien qu'il se prétende athée, je ne pense pas que les sentiments religieux aient entièrement disparu chez Tito. Lorsqu'un jour je lui dis que la mort n'est suivie que de la décomposition chimique, il me répondit avec un sourire : « Ne parlez pas de cela... on ne sait jamais ».

Il insistait toujours sur le fait que la confirmation des sentences de mort ne faisait pas partie de ses responsabilités de chef d'Etat. Il est évident que ceci pouvait être attribué à sa préoccupation quant à sa « place dans l'histoire », mais on peut y voir également le reflet d'un sens du péché réprimé.

Son courage avait toujours un but. Il évitait de courir des risques inutiles, mais il était certainement disposé à mourir plutôt que d'abandonner le pouvoir conquis. Dans les moments d'amère incertitude que



lorsqu'ils étaient devenus célèbres, il pouvait accepter l'en sans réticences idéologiques d'un tel rôle. C'était un homme d'Etat qui se reconnaît et sans danger.

Crois de nationalité. Il se considérait Yougoslave depuis sa jeunesse. Durant la guerre son engagement pour la Yougoslavie était clair pour l'une quelconque des nations qui la composent s'est révélée indéniable. C'est ce qui constituait le fondement de l'autorité communiste et de la vision personnelle qu'avait Tito d'un Etat fort appartenant à la fois aux Balkans et à l'Europe centrale.

Tito n'a jamais fait preuve d'un comportement particulièrement émotionnel vis-à-vis de la Croatie. J'ai en fait eu l'impression qu'il se sentait plus de points communs avec les Sloènes (sa mère était Sloène) qu'avec les Croates. Il respectait les Serbes, en particulier leur combativité et le talent dont ils faisaient preuve dans la création des Etats. En revanche, ses perspectives intellectuelles étaient fœcondées d'une manière aiguë par son lieu de naissance, Zagorje, dont les douces collines s'étendent au long de la frontière séparant la Croatie de la Sloénie. Il n'a jamais eu garde son dialecte de Zagorje malgré la capacité dont il faisait preuve dans l'apprentissage des langues étrangères d'abord l'allemand et le russe, puis l'anglais.

L'éclat des apparences

Je me rappelle une conversation que nous avons eue sur le problème des nationalités en 1953 — époque à laquelle l'indépendance de la Yougoslavie était déjà bien établie. Il pensait que les différences nationalistes de notre pays pourraient en fonder dans une entité unique. Il était plus important à ses yeux d'appartenir à un Etat qu'à un groupe ethnique. Il ne cachait pas son admiration pour la monarchie austro-hongroise capable de maintenir un centre politique fort grâce à une combinaison de loie, d'ordre et d'autonomie locale.

Tito attachait une énorme importance à l'édification des institutions de l'Etat tant à leurs fondations qu'à leurs symboles extérieurs. Aucun uniforme, aucun emblème n'a été adopté sans qu'il l'ait personnellement étudié avec attention. Une fois qu'une chose est établie, avait-il l'habitude de dire, il est difficile de la changer. Tito protégeait avec soin sa réputation. Il gardait à distance ses camarades les plus proches même dans l'exaltation qu'entraîne la proximité de la mort ou de la victoire au cours de la guerre. L'émotion était démise aussi longtemps que chacun se rappelait son propre rang.

Tito avait le sens de l'humour. Il était capable de faire des plaisanteries sur son compte à condition de ne pas mettre en question son rôle. Mais, tout en préservant son prestige, il n'aurait d'ennemi pendant ou intérieurement triviel. Tout ce qui lui appartenait — palais, voitures, yacht — devait être ce

Il avait que le public aime les fortes personnalités et le faste qui les entoure. Ce qui ne l'empêchait pas d'être concerné par les problèmes des gens simples et, en particulier, des pauvres. Il se rappelait la pauvreté de sa jeunesse. Il se voyait lui-même comme un chef populiste qui se souciait d'un dirigeant communiste.

Un homme doué d'un tel talent politique acquiesce vite l'habileté à gouverner et, plus vite encore, le goût du luxe. Mais Tito savait apprendre très rapidement beaucoup d'autres choses. Il m'est arrivé, une fois, de corriger sa prononciation d'une phrase latine et, jamais plus, il ne lui est arrivé de commettre la même faute. Il en allait de même avec l'orthographe avant la guerre.

Malgré son amour de la chasse et des plaisirs, il n'était pas paresseux. Mais il ne se traitait pas à la tâche pour lui-même. Rien ne lui échappait de ce qui était important dans le domaine de la politique du pouvoir et de son prestige personnel. Il était le politicien complet.

Tant que tout marchait conformément à ses intentions, il se contentait d'une supervision discrète. Il lui est arrivé de ne pas se mêler, pendant des mois, de son travail ou de celui des autres. Il était souple, intelligent et capable d'apporter une attention méticuleuse aux détails qui lui semblaient importants.

Tito n'acceptait pas, personnellement, la théorie marxiste du rôle

nous avons connus à l'occasion du conflit avec Staline de 1948, il s'est écrit avec fougue lors d'une promenade dans l'ancien parc royal de Bardo : « Mourir sur sa propre terre. Au moins le souvenir survivra-t-il ! » Jamais intrigué, il était loyal et attentif avec ses collaborateurs jusqu'à ce que des différences ou des « déviations » se manifestent. Il devenait alors méfiant et acerbé, borné dans la définition des différences et noticissait impitoyablement le rejet de celui qui l'avait offensé.

Après avoir écarté un adversaire, il ne cherchait aucune vengeance apparente. Dès qu'il avait surmonté l'amertume des premiers instants, il châtissait en fonction de motifs strictement politiques.

Mon exécution du parti elle-même et ma détermination postérieure ne furent pas, à mon avis, motivées par la vindicte personnelle de Tito. Je crois en fait qu'il début le conflit lui-même.

Enfin à faire confiance aux gens, Tito se trompait souvent à leur endroit. Beaucoup l'on déçu mais il s'en sortait toujours. Même quand il accordait la plus grande confiance à quelqu'un ou à quelque chose, il gardait toujours assez de prudence et d'indépendance d'esprit pour suivre la route tourmentée qu'il avait conduit à sa « cène délicate dans l'histoire ».

MILOVAN DJILAS.

Copyright Sunday Times Titus et l'histoire sont de la rédaction du Monde.

LA RÉVOLUTION DE TITO

MILOVAN DJILAS

Une guerre dans la guerre 1941-1945

Préface de Kosta Christitch

Milovan Djilas se destinait au métier d'écrivain. Il rencontra le communisme et Tito — sur son chemin. Une guerre dans la guerre raconte comment Djilas fut emporté dans la folle sauvagerie de la Seconde Guerre mondiale. Son récit passionnant sur la vie et les combats yougoslaves éclaire des épisodes mal connus de la lutte des communistes dans un pays où plusieurs régions furent soignées à blanc par l'hitlérisme. Mais l'ouvrage de Djilas va plus loin. Pour la première fois, un chef communiste (Djilas fut considéré jusqu'en 1953 comme le dauphin de Tito) se révèle dans le plus secret de son intelligence.

L'Express

Collection "Notre Époque" **ROBERT LAFFONT**

M. MARCHAIS : un grand révolutionnaire de notre temps.

L'Humanité du lundi 5 mai publie le message adressé par M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., à la présidence de la Ligue des communistes de Yougoslavie, après la mort du président Tito. M. Marchais écrit notamment : « Avec lui, c'est un grand dirigeant révolutionnaire de notre temps, un champion de la liberté, de l'indépendance et du développement des nations, un chef d'Etat jouissant d'une haute autorité internationale qui disparaît tout entier. »

« (...) Le nom de Tito restera attaché à la lutte pour engager son pays dans une voie originale et neuve, dans la construction d'un socialisme autogestionnaire d'un socialisme aux traditions et réalités de la Yougoslavie ainsi qu'aux aspirations des peuples. Il y parvint en surmontant les plus difficiles héritages de la guerre, en résistant aux condamnations injustes et aux pressions du mouvement communiste international, y compris du Parti communiste français, en refusant de céder aux sollicitations de l'impérialisme. »

« Le nom de Tito restera attaché à la cause de l'indépendance, de la souveraineté des peuples et de la paix. Son action infatigable pour le dépassement de la division du monde en blocs joua un rôle déterminant dans la naissance et le développement du mouvement des pays non alignés, qui traduit les aspirations des peuples à résoudre les problèmes de la faim, de la misère, de l'exploitation, de la sous-développement, à instaurer un nouvel ordre économique et politique mondial. Il fut l'un des pères de ce mouvement et en resta, jusqu'aux instants ultimes de sa vie, l'un des principaux animateurs. »

M. MITTERRAND : une grande figure historique.

M. François Mitterrand a envoyé à M. Kolisevski, président de la République populaire fédérative de Yougoslavie, le télégramme suivant : « Le parti socialiste tient à vous exprimer sa profonde émotion devant la disparition du président Tito. Il se joint au deuil du peuple yougoslave. Nous saluons la mémoire du grand chef d'Etat bâtisseur de l'Etat yougoslave qui a su trouver une voie propre pour la construction du socialisme dans l'indépendance et la solidarité avec le tiers-monde. »

Les socialistes retiendront également son action pour le développement des pays non alignés. Le président Tito demeurera l'une des grandes figures historiques de ce temps. »

« L'U.D.F. salue la mémoire de celui qui eut la résistance et la lutte du peuple yougoslave contre le nazisme (...) Au moment où s'aggravent les tensions internationales, l'U.D.F. tient à réaffirmer qu'elle attache la plus haute importance à la solidarité de la Yougoslavie et de l'indépendance de la Yougoslavie, qui doit au maréchal Tito de les avoir retrouvées et affirmées. »

M. COUVE DE MURVILLE : le problème de la Yougoslavie est celui des rapports entre Serbes et Croates.

« Rien n'est acquis à jamais. Le problème de la Yougoslavie tel qu'il se présente après Tito est, à mon avis, essentiellement le problème des rapports entre les différentes populations qui peuplent la Yougoslavie, essentiellement entre les Serbes et les Croates, a déclaré M. Couve de Murville, dimanche 4 mai, au Club de la presse à l'Europe 1. Toutes les difficultés en Yougoslavie sont toujours venues de là et s'y a des troubles et des atteintes à l'unité du pays, la cause viendra de là. »

« Tito, a-t-il ajouté, l'ancien premier ministre, avait su insuffler d'autorité pour avoir rassemblé les pays autour de lui et autour du parti qu'il avait créé. Maintenant qu'il est mort, la question est de savoir si tous ces pays pourront rester groupés et continuer à s'entendre pour gouverner le pays ou si, au contraire, les recomposeraient à se disperser. »

M. Couve de Murville pense que ce qu'il faut d'abord retenir de la Yougoslavie, c'est son rôle dans la résistance et la reconstruction de la Yougoslavie après la guerre, son rôle dans l'indépendance et la relation unie du pays. »

« M. LEO HAMON, vice-président de l'association France-Yougoslavie : « Tito n'a pas seulement aboli un régime social et politique, il a également engagé le socialisme de son pays dans une voie originale, celle de l'autogestion, de l'autonomie et de la libre compétition des entreprises publiques et privées. L'expérience et les réformes yougoslaves s'imposent à l'attention de tous et méritent notre sympathie. »

« LE MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE : « Le dernier des grands personnages de la deuxième guerre mondiale disparaît. Tito a fait la Yougoslavie d'aujourd'hui. Il a jeté les bases de la coopération Est-Ouest et Nord-Sud. Il a forgé la politique du non-alignement. Il a ouvert dans son propre pays la voie originale de l'autogestion. Il restera dans l'histoire comme un grand homme d'Etat qui s'est formé par la guerre pour affirmer l'existence du tiers-monde. (...) Mais l'honneur d'un pays n'est pas aussi sombre que le prétendent les prophètes du malheur toujours prêts à agiter les risques de guerre pour faire peur aux Français. La tâche n'est pas de redire M. Giscard d'Estaing. »

« M. ROGER GERARD SCHWARTZBERGER, vice-président du M.R.G. : « Le maréchal Tito laissera l'image d'un résistant exemplaire contre l'agression nazie. Ce dernier Grand de la seconde guerre mondiale aura été un artisan consciencieux de l'indépendance nationale en refusant la satellisation par Staline. Il marquera l'histoire de notre temps d'une trace profonde, celle d'un homme de conscience, de courage et de liberté. Jusqu'au dernier jour, il aura illustré cette phrase de Victor Hugo : « Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent. »

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : un pari.

« Patiemment, non sans heurts et retours en arrière, Tito s'est efforcé de dissoudre les vieilles haines, les antiques rivalités, les tendances centrifuges, pour construire un ensemble yougoslave homogène dans une diversité maintenue mais organisée. »

« C'est un gigantesque pari. L'appareil aujourd'hui est séduisant. La réalité, autrement dit la permanence du système, c'est à partir de maintenant qu'on pourra la juger. »

« Le long « enterré » de Tito et à l'attente de sa disparition à Paris, sans nul doute, de vérifier le bon fonctionnement des institutions yougoslaves et la solidité du pays. Mais qu'attendra-t-il lorsque se sera éteint l'ombre du géant frappé à mort ? »

(GERGE MAFFERT.)

L'AUBRE : apparences trompeuses.

« Que le Seigneur vous protège, monsieur le maréchal ! Car désormais ce qui est à Dieu lui rendra tout naturellement. »

« Et, la balance sera lourde en votre défaveur. »

« Ce qui appartient à César vous sera, en revanche, attribué et apparaît, malgré tous vos succès, bien léger en regard de ce que vous fîtes, réellement, derrière le rideau des honneurs, des fastes et des apparences trop souvent trompeuses. »

(JACQUES GUILLIEM-BRULON.)

LE MATIN DE PARIS : l'ombre du Kremlin.

« Mais, au-delà des problèmes internes qui vont surgir, il y a évidemment l'ombre du Kremlin. Eclipsée par le maréchal Tito, elle peut demain renaître, menaçante. »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le chène abattu.

« Aujourd'hui, celui qui par sa stature, son caractère, et son seul comme un rempart n'est plus à Belgrade comme à Moscou, dont les tentations et des appétits sont vides. Espérons que l'édifice construit par Tito saura résister aux vents comme aux autres. Espérons que, le chène abattu, la forêt lui succèdera. »

(PHILIPPE MARCOVICI.)

LIBERATION : il a repris sa liberté.

« Même à l'état végétatif le pouvoir de Tito restait tellement important que l'acharnement thérapeutique a pu passer pour un acte justifié par la raison d'Etat et possible des plus grands honneurs. Et sans nul doute les dits médecins seront prochainement décorés. »

« Ca faisant les médecins yougoslaves et la direction de la Ligue des communistes n'ont pas fait autre chose que de renouveler une expérience déjà faite en Espagne et en Algérie : l'agonie des vieux leaders nationaux comme transition pacifique d'un régime autoritaire à un autre plus dispersé. »

« On peut prendre l'histoire autrement : dans un ultime effort, le maréchal Tito a réussi à échapper aux mains de ses tortionnaires. En quelque sorte, il aurait repris sa liberté. »

(JACQUES JULY.)

DU MAR
DANS LE M

MOSCOU : M
POURQUOI CO

NEW-DELHI : le mo
est

LA MORT ACTIONS EN FRANCE

and révo-
lutions.
di 5 mai
d'après
présidence
d'après
la mort de
Tito, les
chiffres
d'après
la mort de
Tito, les
chiffres

M. COUVE DE MURVILLE : le problème de la Yougoslavie est celui des rapports entre Serbes et Croates.

Rien n'est acquis à jamais. Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Tito, l'homme qui a engagé les Serbes et les Croates dans une aventure commune, a été le garant de la paix et de la coopération.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

Le problème de la Yougoslavie est, à mon avis, essentiellement celui des rapports entre Serbes et Croates.

DU MARÉCHAL TITO ET DANS LE MONDE

De très nombreux messages de condoléances ont été adressés au gouvernement yougoslave par des chefs d'Etat et des personnalités politiques du monde entier. Tous, dans le monde occidental et dans les pays de l'Est, parmi les pays non alignés et au sein des organisations internationales, rendent hommage au maréchal Tito.

A LONDRES, dans un télégramme adressé au gouvernement yougoslave, la reine Elizabeth a déclaré avoir appris avec « une grande tristesse » la mort du président Tito. « Depuis longtemps admiré en Grande-Bretagne et considéré comme un grand patriote et comme un homme d'un courage et d'une ténacité extraordinaires », le premier ministre, Mme Margaret Thatcher, a rendu hommage à celui qui « a contribué à la Yougoslavie moderne et assuré son indépendance ».

VIENNE, le chef de l'Etat autrichien, M. Kirchschlager, a adressé un télégramme de condoléances au gouvernement yougoslave, tandis que le chancelier Bruno Kreisky saluait la mémoire de « celui qui réalisa la prouesse de se séparer du communisme monolithique stalinien du vivant même de Staline ».

A MADRID, le président du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, a déploré « la perte que constitue pour tous » la mort du maréchal Tito, « le dernier des plus grands personnages de l'après-guerre ».

MOSCOU : un éminent militant du mouvement communiste international

De notre correspondant

Moscou. — Si la télévision soviétique a réussi, dimanche soir 4 mai, à insérer en continu la nouvelle de la mort du maréchal Tito dans son programme d'information, la Pravda, seul journal paraissant le lundi, est très discrète : elle reprend simplement le bas de sa dernière page deux lignes d'informations de l'agence Tass. Les détails de fabrication expliquent sans doute qu'on n'y trouve encore aucune biographie du dirigeant yougoslave, mais étant donné sa longue agression par la presse soviétique et rendu compte régulièrement, cette discrétion reste surprenante. Si ce fait pas y accorder une trop grande signification politique, il est clair que les responsables de la Pravda n'ont pas eu bon de brouiller au dernier moment leur mise en page à cause du président Tito.

Le présentateur de la télévision et le pour sa part un bref communiqué de l'agence Tass : « Le peuple soviétique se profondément affligé par la mort du président Tito, un grand dirigeant du mouvement communiste international et du mouvement ouvrier ». Le communiqué souligne en outre le rôle actif du président Tito au sein du mouvement communiste international et ses mérites dans la lutte pour la paix, contre l'impérialisme et le colonialisme, ainsi que dans la construction du socialisme en Yougoslavie.

Après ces derniers mois, la polémique entre la presse soviétique et yougoslave et les critiques officielles contre « certains dirigeants » de Belgrade.

NEW-DELHI : le mouvement des non-alignés est orphelin

De notre correspondant

New-Delhi. — La presse indienne salue en Tito l'un des fondateurs, avec Nehru et Nasser, du mouvement des non-alignés. La mort du président yougoslave laisse une place considérable dans les quotidiens ce lundi 5 mai et plusieurs journaux lui consacrent leurs éditoriaux. « Au-delà de ses compatriotes », note l'Indian Express, « c'est le mouvement des non-alignés dans son ensemble qui est aujourd'hui orphelin. La tragédie est d'autant plus grande qu'elle survient à une époque où le monde a plus que jamais besoin d'entendre la voix de la paix et de la raison, voix qui était justement la sienne ».

« So mort crée un vide difficile à combler au sein des non-alignés », écrit le National Herald, qui relate qu'il fut « l'un des rares hommes d'Etat européens qui, non seulement comprit et sympathisa avec les aspirations du tiers-monde, mais identifia complètement son pays aux nations en voie de développement ».

Un « timonier »

Pour le Times of India, Tito, peut-être plus encore que Mao, méritait le titre de « grand timonier » pour l'habileté avec laquelle il sut naviguer entre les deux blocs et faire accepter ses conceptions aussi bien à l'U.R.S.S. qu'à la Chine. Ce qu'a été l'homme qu'il fut à l'origine de deux des orientations qui contribuent à façonner la politique mondiale moderne. D'une part, « en rompant avec Staline, il fit reconnaître la possibilité de voies nationales d'accès au socialisme et contribua à dissocier ce dernier des déviations stalinistes ». D'autre part, « en fondant le mouvement des non-alignés, il ouvrit une troisième voie, libre de toute alliance avec un bloc quelconque, aux pays en voie de

A STOCKHOLM, le ministre des affaires étrangères, M. Ola Ullsten, a également souligné la perte que représente pour le monde entier la mort du maréchal Tito. M. Olof Palme, ancien premier ministre, a rappelé que c'est en grande partie grâce à lui que le mouvement des non-alignés a pu persévérer.

A ANKARA, le premier ministre, M. Demirel, a souligné dans un message de condoléances « l'importante contribution apportée par le grand chef de la nation yougoslave au renforcement de la coopération et des relations amicales entre nos gouvernements ».

A ATHÈNES, M. Caramanlis, premier ministre, a rendu hommage aux efforts constants du maréchal Tito, « en temps de guerre comme en temps de paix », pour « l'indépendance de la Yougoslavie et pour la paix ».

Dans les pays socialistes
A MOSCOU, aucun message officiel de condoléances n'avait encore été publié ce lundi en fin de matinée. L'agence Tass a fait état de la « profonde affliction du peuple soviétique ». Dans une longue biographie, l'agence souligne « le rôle actif du président Tito au sein du mouvement communiste international et ses mérites dans la lutte contre le fascisme », sans toutefois mentionner sa rupture avec Staline en 1948.

LE CAIRE : l'homme de l'équilibre

De notre correspondant

Le Caire. — A la fin des années 50 et au début des années 60, trois hommes (Tito, Nehru et Nasser) étaient sur la scène du monde comme les trois mousquetaires. Ils étaient tous trois différents : Tito était un chrétien, Nasser un musulman, Nehru un hindou influencé par l'islam. Nasser était l'homme des convulsions et de la faction ; le maréchal Tito l'homme des colères et de l'équilibre ; Nehru l'homme de la formulation et de l'habileté intellectuelle. La décadence de l'un constituait une défaite pour eux trois, la victoire de l'un une victoire pour eux trois. Ils se rejoignaient en amitié, ils se rejoignaient en amitié, ils se rejoignaient en amitié.

Le Caire. — A la fin des années 50 et au début des années 60, trois hommes (Tito, Nehru et Nasser) étaient sur la scène du monde comme les trois mousquetaires. Ils étaient tous trois différents : Tito était un chrétien, Nasser un musulman, Nehru un hindou influencé par l'islam. Nasser était l'homme des convulsions et de la faction ; le maréchal Tito l'homme des colères et de l'équilibre ; Nehru l'homme de la formulation et de l'habileté intellectuelle. La décadence de l'un constituait une défaite pour eux trois, la victoire de l'un une victoire pour eux trois. Ils se rejoignaient en amitié, ils se rejoignaient en amitié, ils se rejoignaient en amitié.

Le Caire. — A la fin des années 50 et au début des années 60, trois hommes (Tito, Nehru et Nasser) étaient sur la scène du monde comme les trois mousquetaires. Ils étaient tous trois différents : Tito était un chrétien, Nasser un musulman, Nehru un hindou influencé par l'islam. Nasser était l'homme des convulsions et de la faction ; le maréchal Tito l'homme des colères et de l'équilibre ; Nehru l'homme de la formulation et de l'habileté intellectuelle. La décadence de l'un constituait une défaite pour eux trois, la victoire de l'un une victoire pour eux trois. Ils se rejoignaient en amitié, ils se rejoignaient en amitié, ils se rejoignaient en amitié.

L'attitude de Tito à la conférence de La Havane

L'an passé, à la conférence de La Havane, devant les assauts des Etats de mouvance soviétique contre la politique de paix avec Israël, le président yougoslave et de quelques autres permit au Caire de ne pas être exclu du mouvement des non-alignés. Dans le Caire, Tito montra à Nasser, en présence de Nehru, une lettre où Ben Gourion demandait à Belgrade d'offrir sa médiation dans le conflit arabo-israélien. En échange de quoi l'Etat hébreu pourrait se joindre aux non-alignés. « Cela est fort drôle », dit Nasser, qui refusa de répondre au premier ministre israélien de l'époque. Trois mois plus tard, c'était l'expédition franco-anglo-israélienne contre l'Egypte nassérienne. Favorable

Dans le tiers-monde

AU CAIRE, le président Anouar El Sadate a déclaré avoir « perdu un ami cher et un compagnon dans la route du combat pour l'instauration de la paix et de la justice dans le monde ».

A ALGER, le président Chadli Bendjedid a assuré les dirigeants yougoslaves que l'Algérie et la Yougoslavie « restaient indéfectuellement solidaires dans la défense de l'héritage du président Tito ».

A TUNIS, le président Bourguiba a rendu hommage à son « grand ami » et a déclaré, comme l'Egypte et l'Algérie, un deuil d'une semaine.

A AMMAN, le roi Hussein de Jordanie a exprimé sa tristesse à la suite du décès du « champion du non-alignement » et a décrié trois jours de deuil.

AUX NATIONS UNIES, le secrétaire général, M. Kurt Waldheim, a qualifié la mort du président Tito de « perte irréparable pour son pays et pour le monde entier qui doit puiser courage et inspiration dans son exemple ».

M. Waldheim a dit avoir « bénéficié de nombreuses reprises de la vision des choses du président Tito », dont il a souligné la « profonde influence » sur les affaires internationales.

BONN : un protagoniste de la coopération

Dans un message adressé à M. Lazar Kolisevski, président de la présidence collective de la République yougoslave, le chancelier Helmut Schmidt a rendu hommage au maréchal Tito. « La mort de cette éminente personnalité est une grande perte, et pas seulement pour votre pays et ses citoyens... Sa perspicacité et sa détermination m'ont profondément impressionnés », a notamment déclaré le chancelier allemand.

L'ancien chancelier Willy Brandt a, pour sa part, déclaré « l'opinion qui est largement partagée à Bonn — que l'humanité a perdu en Tito un protagoniste clairvoyant et courageux de la coopération pacifique ». M. Genscher, ministre des affaires étrangères, a également rendu hommage à celui qui, « bien au-delà des frontières de son pays, a acquis des mérites particuliers pour la paix et la détente dans le monde ».

De notre correspondant

Bonn. — Si la mort longtemps retardée du maréchal Tito ne pouvait plus causer aucune surprise, les hommages qui lui sont rendus aujourd'hui dans la République fédérale comportent un aspect particulièrement remarquable : le plus grand mérite que beaucoup de citoyens ouest-allemands ont attribué au maréchal Tito est d'avoir organisé dans son pays la résistance contre la Wehrmacht. Même et cette guerre de libération était considérée par l'Allemagne communiste, on se souvient que, dès 1943, le nouveau leader de la Yougoslavie libérée s'était élevé contre la domination nazienne. Même dans les « groupes de la gauche » d'extrême gauche les plus divers, on s'accorde apparemment à reconnaître à Tito l'insigne mérite d'avoir provoqué la première faille dans le monolithisme soviétique. Le dirigeant yougoslave a été le premier, et cela dans des conditions particulièrement difficiles, à affirmer, au sein du mouvement des non-alignés, son indépendance et celle de son pays. Certains esprits malicieux ne manquent évidemment pas de rappeler que, durant la guerre mondiale, le jeune Joseph Broz s'était distingué dans la guerre de l'empire austro-hongrois contre le tsar.

Le grand public a, sans aucun doute, oublié le rôle joué par Tito dans la création et la consolidation du mouvement des pays non-alignés, et seuls les spécialistes se souviennent de l'influence que le maréchal Tito-Nasser-Nehru a eue sur l'histoire mondiale pendant près d'une décennie. Même si les orientations de ce mouvement sont désormais beaucoup plus diverses, les dirigeants de la République fédérale

ROME : le P.C.I. salue l'« artisan d'une expérience socialiste originale »

De notre correspondant

Rome. — « Le camarade Tito est mort », titre l'Unità sur huit colonnes en première page, saluons cette « grande figure de patriote, de révolutionnaire, de combattant pour la paix ». L'organe officiel du P.C.I. consacre de nombreux commentaires à l'événement. Il publie en particulier un message de condoléances très éloquent que le comité central a adressé à la Ligue des communistes yougoslaves et qu'une délégation est allée remettre, dimanche 4 mai, à l'ambassadeur à Rome.

Tant d'éloges étaient prévisibles. Les deux partis entretenaient d'excellents rapports ces dernières années. Ils avaient définitivement oublié ce que Togliatti écrivait, le 2 juillet 1948 dans l'Unità : « Nous avons condamné les dirigeants yougoslaves parce que dans cette espèce d'organisation militaire, les communistes et les nationalistes, il n'y a ni discussion ni démocratie interne... » A la fin de l'année dernière, on attribuait au maréchal Tito un rôle important dans le rapprochement intervenu entre le P.C.I. italien et la Chine.

« Combattant communiste depuis l'époque de la III^e Internationale, dirigeant d'une guerre de libération antifasciste qui a été en même temps une révolution nationale et sociale, le camarade Tito a été l'artisan d'une expérience socialiste originale qui n'a jamais failli, même dans les moments les plus durs et les plus douloureux de sa vie politique et de sa vie personnelle », écrit dans son message le comité central du P.C.I. italien. « A tous les pays du monde, grande et petite », pour avoir été « jaloux de l'indépendance, de la souveraineté et de l'unité nationale yougoslaves et de l'autonomie de son parti ».

Pour les communistes italiens, Tito figure « parmi les fondateurs du non-alignement et de ce vaste mouvement de peuples et de pays qui ont efficacement contribué à vaincre la guerre froide et qui se battent encore aujourd'hui contre les dangers croissants d'une escapade de la logique de puissance et de bloc pour ouvrir au monde de nouvelles voies de paix et de coopération ». C'est une allusion au nouvel internationalisme que préconise désormais le P.C.I.

Le comité central souligne enfin que Tito était un « ami de l'Italie » favorisant la conclusion du traité d'Osimo, lequel a réglé définitivement, le 1^{er} octobre 1975, la question frontalière qui était pendante entre les deux pays depuis la deuxième guerre mondiale.

IBERIA

Orly sud / Madrid
3 vols quotidiens
10 h 40 • 14 h 30 • 20 h 10

Orly sud / Barcelone
2 vols quotidiens
13 h 35 ou 19 h 20

tout l'été un pont aérien
France/Espagne

IBERIA

Orly sud / Madrid
3 vols quotidiens
10 h 40 • 14 h 30 • 20 h 10

Orly sud / Barcelone
2 vols quotidiens
13 h 35 ou 19 h 20

tout l'été un pont aérien
France/Espagne

erre à l'autre

un même fleuve »

[illegible]

Product 3712

L'ASEAN : A L'OMBRE
DU VIETNAM EN ARMES

Deux semaines avec les guerriers d'Allah

Mr. JEAN BERTOLINO

plus exactement, son *Q.C.*, la
vraie vérité, qui abrite le gros
de la troupe est encore à une
demi-heure de marche.

Un bonquet de mitriers, situé
sur un emblec tabulaire de
la colline et de bonne aggrégation
et d'endroit par des siècles de
vues printannières, dissimule la
sente du commandement, ainsi
d'une mosquée à ciel ouvert dont
l'aire est délimitée par une rangée
de galets et un emplacement
couvert de foin sec que l'on
pourrait qualifier de «réfectoire»
de «salon de thé». Pendant les
dix-huit heures d'animation et durant

Hakim a une conception de la victoire qui n'est pas de ce siècle. « Nous avons, nous dit-il, la mission d'attaquer la route qui relie Shagaserai à Jalebad, pour arrêter toute communication, toute circulation. Quand les convois militaires envoyés par les communistes athées passent dans notre vallée, nous les attaquons... Nous appartenons presque tous à des classes dépourvues de richesses. Notre armement, face à la puissance de feu des Sové-

Pour atteindre la base, nous sommes passés tout à côté sans nous en rendre compte.

Les Moudjahidines qui occupent cet oued sont nés là. De leurs « *morchars* », véritables nids d'algues, ils ont chassés les anglaises et les parties bouchées de leur empiement de lauzes, ils surveillent la route, volent chaque jour leur maison abandonnée et leurs parents, ils ont fait de leur oued sans communistes qu'ils connaissent bien, avec lesquels ils ont grandi, qui sont leurs cousins, leurs frères, les cultivateurs à leur place.

plus de cinquante mille personnes, aujourd'hui réfugiées au Pakistan ou dans les défilés. Pas une habitation n'est restée intacte : façades crevées, toitures effondrées.

Un étrangement, cette opération millimétrique qui s'est attachée à tout casser, n'a fait — de source moudjahidienne — que très peu de victimes, et surtout pas de victimes civiles. Les gens s'étaient sauvés dans la montagne.

L'usage, par les Soviétiques, d'un napalm ou des gaz toxiques ne leur a pas permis de gagner la place, l'occupant réprime !

Quotidiennement, des convois de blindés soviétiques passent dans la vallée de la Kunar. Instants dans le premier convoi, nous nous rendons compte qu'il y a moins de 300 mètres de Babel, nous pouvions les observer à notre aise. Jusqu'au printemps dernier, nous n'avions pas vu de chars, ils n'avaient pu vivre dans la clandestinité. Les Mondjahidine désignaient en malles dans cette région dont l'importance stratégique est évidente, des réserves de provisions en nourriture et en munitions au Pakistan. Les maquisards islamiques doivent nécessairement traverser la route de la vallée de la Kunar, ils ne peuvent pas être aperçus, ils ne peuvent pas être parfaitement compris que, pour étouffer la guérilla dans ce secteur, il fallait le contrôler entièrement et chasser les guérilleros. Les convois de blindés soviétiques ont fait, parfois en frappant très durement, la vallée de Degowal, à huit heures de marche de notre base, construite dans une zone montagneuse, au sud-est, au sud-ouest, au nord, au sud, au sud-est, au sud-ouest. Une centaine de blindés, équipés par les Mig et les hélicoptères de combat, firent un mouvement de circonvolution et planèrent systématiquement sous les villages, mettant en fuite

Paradoxe de cette guerre. A 15 kilomètres de Babel à vol d'oiseau se trouve la célèbre passe de Khyber, qui coûta tant de vies aux régiments de la reine Victoria, et le poste-frontière de Dokhan. On peut y voir de très près des communistes afghans, équipés de bottes soviétiques et de casquettes cubaines. On peut même leur parler. Impassibles, les scouts pakistanais, en uniformes gris, coiffés d'un béret à huppe écarlate, les ignorent. Mais

SOIXANTE - CINQ JEUNES GENS AURAIENT ÉTÉ TUÉS LORS DES ÉMEUTES ANTISOVIÉTIQUES

A Pékin, le chef de l'Etat pakistanais, le général Zia Ul Haq, a poursuivi, samedi 3 et dimanche 4 mai, ses entretiens avec les dirigeants chinois. L'agence China nouvelle a indiqué que le vice-premier ministre chinois, M. Deng Xiaoping, avait appelé tous les pays du monde à adopter une politique de « réponse du tec au rac » à l'Union soviétique, avec des cours de son second entretiens avec le président pakistanais.

À Téhéran, le président Bani Sadr a souligné, le 4 mai, à M. Malmierca, ministre cubain des affaires étrangères, une proposition en vue de l'ouverture d'une enquête de cinq pays non alignés sur la situation en Afghanistan.

A New-Delhi, où il vient d'effectuer une visite de trois jours, M. Roy Jenkins, président de la Commission de la C.E.E., a déclaré que les efforts accomplis par les pays européens afin de donner des gendarmes permettant le retrait de ses troupes d'Afghanistan n'avaient, jusqu'à présent, suscité aucune réponse encourageante de la part de ce pays.

L'ÉNERGIE DE LA SOLARA.

PLUS DE PUISSANCE, MOINS D'ESSENCE.



L'énergie de la Solara, vous la découvrirez en essayant la nouvelle Talbot. La Solara, c'est une limousine puissante, luxueuse, mais à la consommation modeste. En 1980, concilier le plaisir de conduire et celui de consommer peu, c'est une performance brillante.

à allumage transistorisé qui équipe la GLS, développe 88 ch DIN (62,9 kW). Sur la route c'est une vraie Talbot : efficace, sûre, confortable ; traction avant à moteur transversal, elle a 4 roues indépendantes et un freinage assisté surpuissant.

Solara, l'économie : la GLS grâce à sa boîte 5 vitesses, et sans rien sacrifier de sa puissance

et de son brio, se contente de 6,1 l aux 100 à 90 km/h en vitesse stabilisée et d'une vignette 7 CV. Solera, le luxe : sa ligne est longue, ses

contours généreux. Asseyez-vous au volant et savourez : intérieur vaste, 5 larges places, sièges profonds, insonorisation rigoureuse, équipements à faire pâlir ses rivaux.

Solara, le choix : 2 moteurs, 3 boîtes (4 ou 5 vitesses, et automatique) et 6 versions de 36.600 F à 48.750 F.

Solara, la nouvelle Talbot est chez vos
Concessionnaires et Agents Talbot. Venez l'essayer:
elle est éblouissante.

Garantie 6 ans anticorrosion Talbot.

Modelo 2180, Pot. cas. en 120V ac 15-4.800. 40, 100 F. Compensación a 90 km/h en 4ª marcha 4,5. A 120 km/h en 5ª marcha 3,2. En 6ª marcha de tipo modo 3,7. TALBOT A CHOKE & HILL.

L'ESPRIT AUTOMOBILE

TALBOT



L'ESPRIT AUTOMOBILE
TALBOT

AFRIQUE

Algérie

Le président Chadli Bendjedid dénonce « la francophonie en tant qu'expression du colonialisme »

Alger (A.F.P.). — Président, samedi 3 mai, la séance d'ouverture de la session du comité central du F.L.N. M. Chadli Bendjedid a dénoncé « la francophonie en tant qu'expression du colonialisme économique et culturel ». Évoquant les événements de l'indépendance et les revendications culturelles des étudiants « berbères » qui en étaient l'origine, il a déclaré : « Nous

disons qu'un patrimoine culturel en tant qu'acquis de l'ensemble du peuple et non du patrimoine qui serait le monopole d'une région ou d'un groupe ». Après avoir stigmatisé « les colonialistes qui surrogent le droit de protéger et de préserver une partie de cette nation », le président Chadli a affirmé : « Nous disons qu'il faut ouvrir sur les langues étrangères et non à l'emploi de la francophonie en tant qu'expression du colonialisme économique et culturel. »

République Sud-Africaine

INTERDICTION D'UN ALBUM DE PINK FLOYD

La censure sud-africaine a interdit la diffusion d'un quarante-cinq tours et du dernier album de Pink Floyd, *Another Brick in the Wall*, qui contient une chanson jugée préjudiciable à la sécurité de l'Etat. La chanson, dont les paroles disent notamment : « Nous n'avons pas besoin d'éducateurs, nous n'avons pas besoin de contrôle des esprits », a été adoptée comme chant de marche par les quelque cent mille lycéens mécontents contre l'apartheid dans l'éducation.

L'album, qui était en vente depuis deux mois et était en tête du hit-parade sud-africain, a cependant été déjà diffusé à cinquante mille exemplaires avant que la liste hebdomadaire des publications interdites ne le mentionne, le 2 mai, à la section des « articles jugés dangereux ».

Tout en réaffirmant « l'attachement de l'Algérie à la civilisation arabo-islamique », le président Chadli a indiqué qu'un « dossier culturel sera ouvert et sera dévolu de la même manière dont ont été étudiés les autres dossiers » dans le cadre des institutions du pays. « En dehors de ce cadre, a-t-il affirmé, aucun problème ne doit être posé. » Le chef de l'Etat a conclu son discours par une mise en garde très ferme : « Je me suis engagé devant vous, a-t-il dit, à l'adresse du comité central, et devant le peuple algérien, à respecter la charte nationale, et je poursuivrai le chemin que j'en suis le prix. »

PROCHE-ORIENT

APRÈS LE SANGlant ATTENTAT D'HÉBRON

Une répression sans précédent s'abat sur l'ensemble de la Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Pour l'ensemble de la presse israélienne l'attentat contre le chef de l'Etat à Hébron le 2 mai et les conséquences qu'en a tirées le gouvernement de M. Begin marquent un « tournant » dans l'histoire de l'occupation de la Cisjordanie.

L'administration militaire a souligné que la fusillade de vendredi était un événement sans précédent dans le territoire depuis plus de treize ans. Les mesures de répression qui ont été prises et celles qui sont envisagées sont également exceptionnelles, à tel point que certaines voix, peu nombreuses il est vrai, se font entendre en Israël pour mettre en garde le gouvernement contre tout excès et faire remarquer que ce dernier semble être déjà tombé dans le piège du terrorisme en réagissant d'une manière exagérée qui pourrait créer une situation de tension irréversible. Celle-ci rendrait définitivement impossible les faibles espoirs de réaliser le projet d'autonomie et de convaincre les Palestiniens d'y participer.

Trois jours après l'attentat, la Cisjordanie donne l'impression de vivre dans un régime de couvre-feu permanent. Tout paraît étrangement calme et silencieux : la population vit manifestement dans la crainte des sanctions dont elle est menacée et les personnalités politiques se montrent réticentes à faire part de leur opinion. Toute la région paraît traumatisée par la sévérité de la riposte des autorités israéliennes.

Dans la longue liste des mesures arrêtées par le gouvernement, l'expulsion des maires de Hébron et de Kalkhoul est de loin la plus grave, car elle signifie que l'activité politique limitée, qui existait jusqu'alors, va être

considérablement réduite. MM. Fahed Kawasme et Mohamed Melhem étaient parmi les représentants palestiniens les plus importants et influents. Le couvre-feu imposé aux cinquante mille habitants de Hébron est total, et il semble devoir rester en vigueur durant de nombreux jours, si ce n'est plusieurs semaines.

Toujours à la recherche des auteurs de l'attentat, les soldats fouillent la ville maison par maison ; des dizaines de personnes soupçonnées d'avoir porté assistance aux terroristes ou tout simplement de pouvoir fournir des renseignements sur leur compte ont été arrêtées et interpellées. Non seulement les trois bâtiments d'où les coups de feu sont partis ont été dynamités, mais encore l'armée a-t-elle occupé plusieurs maisons voisines des lieux de l'attentat.

« Châtiment collectif »

D'autre part, les communications entre la Cisjordanie et la Jordanie et à travers les ponts sur le Jourdain ont été interrompues temporairement. La plupart des maires et autres personnalités dans tout le territoire ont été assignés à résidence et ont été avertis qu'ils seraient tenus personnellement responsables du moindre incident dans leur localité. Ils ont été prévenus qu'ils devaient s'abstenir de faire des déclarations aux journalistes. La censure des journaux arabes publiés à Jérusalem-Est a été notablement renforcée.

Pour protester contre ces mesures, considérées comme un « châtiment collectif », une grève

des commerçants a eu lieu samedi et dimanche dans plusieurs villes de Cisjordanie et dans la partie arabe de Jérusalem, mais le mouvement devait cesser car les autorités militaires ont menacé les grévistes de fermer leur commerce s'ils ne rouvraient pas boutique.

Selon le quotidien *Yediot Aharonot*, le gouvernement serait prêt à prendre d'autres décisions, telles que l'expulsion des maires de Ramallah et d'El-Bireh (jugés responsables de l'agitation qui régnait en Cisjordanie au cours des dernières semaines), la fermeture des établissements scolaires, le blocage prolongé des passages sur les ponts du Jourdain et l'arrêt de la plupart des échanges financiers et commerciaux avec la Cisjordanie.

Pour tenter de justifier l'expulsion de MM. Kawasme et Melhem, ainsi que celui du cheikh Rajab Tamim — président du tribunal religieux islamique — Hébron, le gouverneur militaire de Cisjordanie, le général Benjamin Ben Eliazar a déclaré au cours d'une conférence de presse que ces trois personnes avaient par leurs récentes déclarations, créé une situation telle que l'attentat commis le 2 mai avait pu être organisé. Invité à préciser l'objet de ses accusations, le général Ben Eliazar a cité des déclarations faites les 24 mars à Hébron, lors d'une réunion de protestation contre la décision d'étendre la politique d'implantation.

M. Kawasme avait prédit que « l'empire sioniste » tomberait comme « les empires britannique et nazis ». M. Melhem avait dit : « Nous commençons à perdre espoir dans les moyens pacifiques. Ce qui a été pris par la force ne peut jamais être repris, sinon par la force. »

Adoptant un ton beaucoup plus violent, le cheikh Tamim, connu pour son fanatisme religieux, avait affirmé que Jaffa, Haïfa et Saint-Jean d'Acre (en Israël) appartenaient aux musulmans au même titre que Hébron.

Afin de mettre en valeur la responsabilité des trois expulsés, le gouverneur a insisté sur le fait que les premiers éléments de l'enquête montraient que les auteurs de l'attentat étaient vraisemblablement des habitants de Cisjordanie et non pas des gens venus de l'extérieur, contrairement à ce que prétend l'O.L.P. Mais il n'a été aucune preuve que la découverte d'une cigarette de « fabrication locale » à l'endroit où se dissimulait le commando.

Dissolution du Comité d'orientation nationale

Par ailleurs, le gouvernement a abondamment dénoncé les membres du Comité d'orientation nationale comme autres « responsables » de l'agitation qui, selon lui, a créé les conditions de l'attentat du 2 mai. Ce comité, créé il y a un an, est composé d'une vingtaine de membres parmi lesquels se trouvent un grand nombre de maires et de personnalités de divers milieux considérés comme les plus progressistes et les plus intransigeants dans le refus de toute autre solution que l'autodétermination et l'indépendance.

Ce comité avait fait partie des maires d'Hébron et de Kalkhoul a été la première tentative de fonder une institution représentative en dehors des municipalités. Le comité a eu une fonction primordiale de coordination du peu d'activité politique tolérée jusqu'à présent par les Israéliens. Il a consolidé le mouvement nationaliste favorable à l'O.L.P. et a renforcé l'autorité des maires, à l'intérieur comme à l'extérieur vis-à-vis de la population de Cisjordanie comme du gouvernement israélien. Depuis novembre, il était dénoncé comme un « danger » pour l'administration militaire par de nombreux membres de la majorité gouvernementale qui réclamaient sa dissolution et des sanctions contre ses dirigeants.

geants, l'attentat d'Hébron vient de fournir aux Israéliens une occasion de mettre fin à son action.

Cette fois, il semble que les maires veulent s'abstenir de toute réaction susceptible d'aggraver encore la répression. Ainsi ils paraissent ne pas envisager une démission collective. Ils estiment que les Israéliens, qui ont déjà annulé les élections municipales qui devaient avoir lieu en avril, n'hésiteraient pas malheureusement à les remplacer par des personnes choisies par l'administration, comme le permet la loi jordanienne, toujours en vigueur dans les territoires occupés.

M. Weizman critique

A Jérusalem, les éléments les plus dur du gouvernement et de la coalition se font entendre avec force. Ils ont, comme prévu, imposé en grande partie leur existence d'une politique d'une extrême sévérité dans les territoires en obligation par exemple un modeste comme le ministre de la défense, M. Weizman, à adopter certaines de leurs recommandations. Le chef de file des « faucons », M. Ariel Sharon, ministre de l'Agriculture, a souhaité que le gouvernement reconsidère sa position dans les négociations sur l'autonomie (1). Il n'a pas été suivi. Mais le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a déclaré que les Israéliens devaient désormais renforcer davantage leur « présence » dans les territoires occupés.

Le président de la commission parlementaire de la défense, M. Moshe Ahrens, a ajouté pour sa part que la réponse à l'attentat d'Hébron devait se résumer par les mots « pénalités et implantations ». Toutefois, le conseil des ministres a différé toute décision concrète à propos d'un nouveau développement des implantations et du projet d'autorisation des colons à s'installer dans le centre de Hébron. Le mouvement extrémiste Gush Emunim a demandé la démission de M. Weizman, à qui il reproche d'avoir fait preuve ces derniers mois d'un excès de libéralisme et même de laxisme dans l'administration de la Cisjordanie. Plusieurs de ses collègues ont également adressé de sévères reproches au ministre de la défense, mais M. Begin est intervenu, malgré le grave différend qui l'oppose à M. Weizman, pour déclarer que le gouvernement dans son ensemble était responsable de toute la politique dans les territoires occupés.

La plupart des victimes de l'attentat étaient des membres ou des sympathisants du Gush Emunim, dont le chef est Kyriat Arba, implantation située aux portes de Hébron. Dimanche, l'armée, au prix de quelques heures, a dû boucler ce secteur alors que par vengeance certains colons de Kyriat Arba venaient de commencer à se livrer à des actes de vandalisme dans des maisons arabes.

Parmi les commentateurs des diverses personnalités politiques israéliennes, on a particulièrement remarqué les propos modérés du chef de l'opposition, M. Pères. Ce dernier a mis en garde le gouvernement contre une attitude de représailles systématiques et collectives. « Les francophones, a-t-il dit, ne doivent pas être inquiétés. » Il a ajouté : « Le châtiment des coupables est nécessaire, mais la création de nouvelles implantations ne saurait en aucun cas passer pour une solution. » Pères, dénonçant les dangers d'une attitude « inconsiderée », a tiré cette conclusion : « Nous ne devons pas nous laisser dicter notre politique par l'O.L.P. qui ne cherche qu'à torpiller l'actuel processus de paix. » Dans son éditorial, *Haaretz* est l'un des seuls journaux à critiquer les mesures prises depuis l'attentat. Il précise que « il est faux de penser que ces mesures peuvent suffire à éliminer les risques d'agitation. La politique de la main de fer ne fera qu'augmenter la haine des Arabes à notre égard ».

FRANÇOIS CORNU.

(1) Ces négociations ont d'ailleurs été interrompues lundi à la demande de la délégation égyptienne.

Le nouveau Braun micron 2000. Son secret est dans le peigne.

Il est petit et discret, ce peigne incorporé à la grille du Micron 2000, et pourtant il est fort ingénieux. C'est en effet un peigne-guide qui permet de raser avec la plus grande facilité les poils longs et souples du cou, ceux qui sont le plus difficile à attraper.

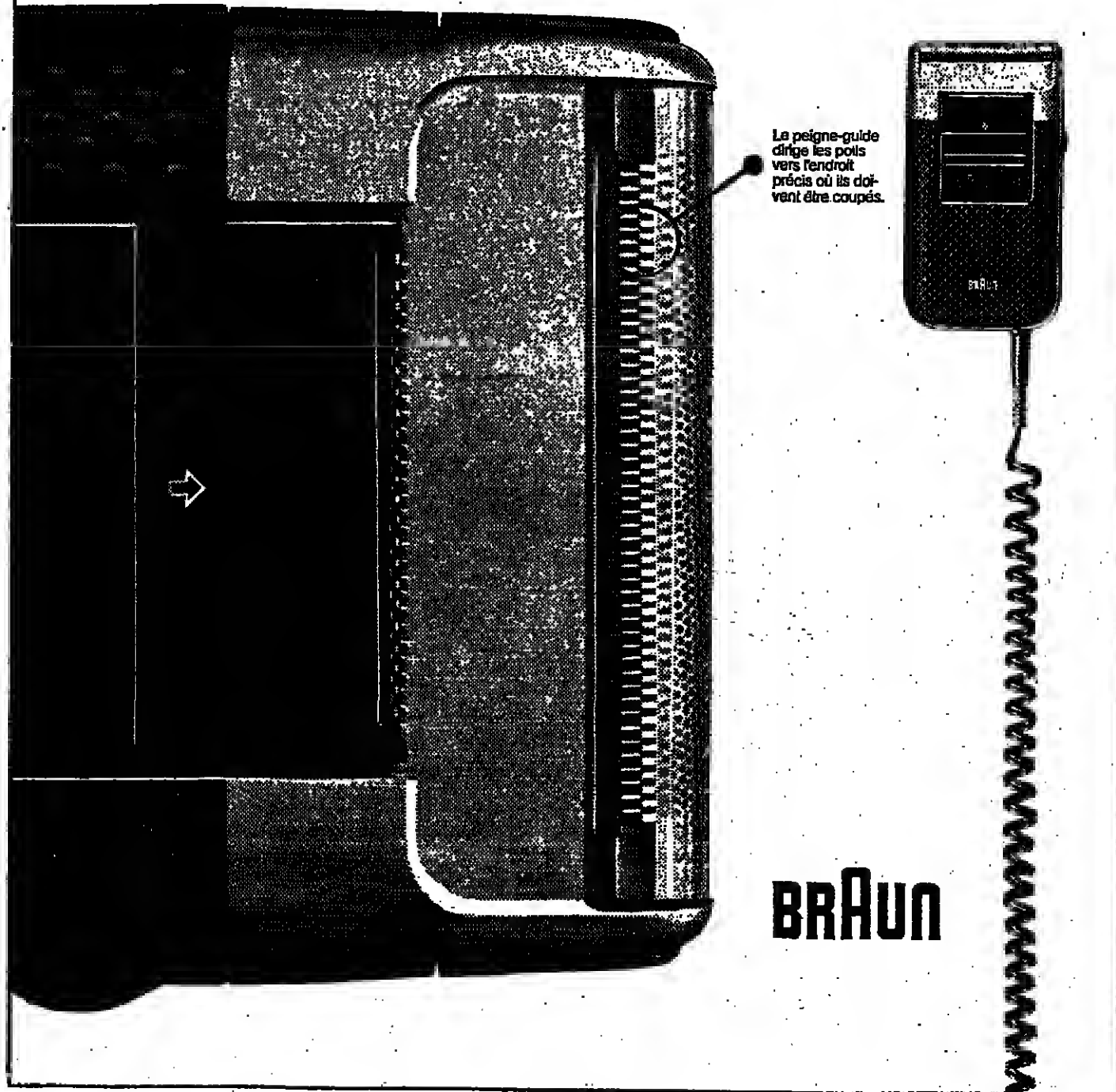
Ces poils se glissent entre les

dents du peigne-guide qui les redresse. Puis ils sont dirigés vers une rangée d'alvéoles conçues spécialement pour eux dans la grille Micron, cette grille souple qui fait l'efficacité du rasage Braun.

Les 30 lames en acier suédois doublement trempé font le reste. Pas un poil n'en réchappe.

Enfin, de nouveaux perfectionnements rendent le rasage encore plus agréable et plus sûr : un cordon téléphone et un boîtier avec des nodules antidérapants qui assurent une excellente prise en main.

Indiscutablement, de tous les rasoirs que Braun ait jamais conçus, le Micron 2000 est le meilleur.



Le Monde
dossiers et documents

Numéro de mai

LES GISCARDIENS

Second dossier du numéro :

LA PROSTITUTION

Le numéro : 3,50 F

Abonnement un an (10 numéros) : 35 F

PROCHE-ORIENT

LES OTAGES DE TÉHÉRAN ET CEUX DE LONDRES

- Les diplomates américains ont été répartis dans onze villes iraniennes
- Amorce de négociations dans la capitale britannique ?

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Sadegh Ghotbzadeh, a réaffirmé, dimanche, que son gouvernement « ne discutera pas et ne cédera pas aux terroristes » qui détiennent depuis mercredi une cinquantaine d'otages à l'ambassade d'Iran à Londres. Il a ajouté que son pays n'accepterait « aucune médiation » avec le commando, mais qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que les ambassadeurs d'Algérie et de Jordanie se rendent à l'ambassade, « sans aucune mission de négociation ».

Arak, Mahalat, Chiraz, Djahrom, Isfahan, Nadja, Jafar, Tabriz, Méched, Yazd et Qom. Les forces gouvernementales et les organisations autonomistes kurdes se rejettent la responsabilité de la rupture de la trêve. Un communiqué de l'armée, diffusé dimanche soir par la télévision iranienne, affirme que des « contre-révolutionnaires » ont tiré sur les forces gouvernementales qui ramassaient les cadavres et portaient secours à la population, faisant vingt blessés dans les rangs militaires.

D'autre part, il ressort des différents communiqués diffusés par les « étudiants islamiques » de Téhéran que les otages américains ont d'ores et déjà été répartis dans onze villes iraniennes : Téhéran, Londres. — A la demande de M. Hurd, ministre d'Etat au Foreign Office, les représentants diplomatiques du Royaume-Uni en Iran, rejoints ultérieurement par ceux de la Syrie, se sont rendus dimanche 4 mai dans l'appartement du ministre des affaires étrangères pour tenter de mettre fin dans un délai raisonnable au siège de l'ambassade d'Iran. Craignant en effet que la prolongation du siège n'aggrave les relations entre Londres et Téhéran, le gouvernement britannique a jugé nécessaire de répondre rapidement à l'appel du groupe de ceux qui ont préféré appeler des « preneurs d'otages » plutôt que des « terroristes » et qui, samedi, avaient suggéré une intervention diplomatique des gouvernements arabes en vue d'assurer leur sécurité et celle des otages et de « conclure avec succès toute l'opération ». La teneur des conversations n'a pas été révélée, mais la rencontre, qualifiée d'« utile échange de vues » par les officiels britanniques, marque seulement le début d'une négociation.

L'action diplomatique est engagée parallèlement à l'opération policière, qui est contrôlée par un conseil restreint siégeant en permanence et réunissant les représentants des principaux ministères concernés. Les autorités policières se déclarent satisfaites des rapports « fiables » entretenus avec les « preneurs d'otages ». Cette amabilité est considérée comme un élément indispensable au succès de l'opération psychologique engagée pour obtenir la libération des otages. Les policiers, utilisant des experts psychologiques, ont été envoyés à Stockholm, puis en Hollande, et par lequel des relations de sympathie se développent au fil des jours entre les otages et leurs

Aussi bien, dans une interview donnée à la B.B.C. l'occasion de l'anniversaire de son arrivée au pouvoir, Mme Thatcher, tout en réaffirmant l'exclusive responsabilité de son gouvernement britannique, a souligné son attachement à une solution négociée par « la patience et la persuasion », a évoqué son désir d'améliorer les relations avec l'Iran. « Le chemin de Téhéran ne passe pas par Moscou », a-t-elle dit.

Il semble bien que Londres et Téhéran sont en contact permanent par la voie diplomatique. Dans ce contexte, les déclarations de M. Ghotbzadeh sur le fait que

● Cinquante-deux pour cent des Français pensent que le président Carter a eu raison de déclencher une opération de commando pour tenter de libérer les otages américains de Téhéran, selon un sondage effectué mercredi 30 avril, par Paris-Match et effectué quatre jours plus tôt par Public S.A. A la question de savoir si M. Carter devrait céder désormais à l'« exigence » ou « entreprendre une action militaire d'envergure contre l'Iran », plus de tiers des personnes interrogées (31 %) ne savent pas ce qu'il devrait faire ; 22 % estiment que le président Carter devrait céder, 24 % sont partisans d'une nouvelle opération de commando et 17 % favorables à une opération militaire d'envergure.

● Deux pilotes de l'aéronavale américaine ont été tués samedi 3 mai dans l'incident de leur avion F-4 Phantom II qui s'est écrasé en mer d'Oman peu après avoir décollé du porte-avions Nimitz, a annoncé un porte-parole de la marine à Virginia Beach (Virginie). C'est du Nimitz qu'avaient décollé le 24 avril les huit hélicoptères de la mission manquée de sauvetage des otages de Téhéran. — (A.F.P.)

FRANCIS CORNÉ

Une mise au point de M. Chapour Bakhtiar

L'ancien premier ministre iranien nous adresse une lettre à propos de l'édition d'« L'Express » (Le Monde du 3 mai) dans laquelle son récent passage à Bagdad était signalé ainsi que celui du général Oveissi sur nommé la « bourreau de Téhéran ».

Redoutant un « amalgame », M. Bakhtiar rappelle qu'il a « chaque fois que l'occasion s'en est présentée, dit et répété n'avoir aucun rapport avec les personnalités et organisations se réclamant du régime », et que sa « lutte contre le régime khoméniste » est la « continuation logique et naturelle de son combat de toujours ».

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Vance critique la « confusion » de la politique étrangère

Dans une interview donnée à l'hebdomadaire dominical anglais The Observer, M. Cyrus Vance expose sa conception des rapports entre le secrétaire d'Etat et le conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale. Bien qu'il s'abstienne de nommer M. Brzezinski, il laisse entendre que sa collaboration avec ce dernier n'a été rien moins qu'harmonieuse et qu'il en est résulté une certaine « confusion ». Pour lui, le conseiller du président doit coordonner les différents points de vue soumis à la Maison Blanche et en informer correctement M. Carter, mais « il ne faut pas que ce soit lui qui définisse la politique étrangère ou qui s'exprime en public à ce sujet. C'est la tâche du président et du secrétaire d'Etat ».

maintenir les sanctions prises contre l'U.R.S.S. en réponse à l'invasion de l'Afghanistan et d'autre part, la nomination de M. Muskie a fait l'objet de commentaires plutôt défavorables au U.R.S.S. Pour M. Vichneski, éditeur de la Pravda, il s'agit d'une « manœuvre de diversion » visant à apaiser les inquiétudes de certains milieux influents au Congrès où M. Vance « comptait de nombreux amis ». M. Vichneski émet des doutes sur la « modération » du sénateur du Maine, qui, selon lui, fut un partisan de la guerre au Vietnam et soutiendrait les « extrémistes israéliens ».

Persuadé qu'en ordonnant le raid raté sur l'Iran, M. Carter a été, non à des motifs électoraux mais à une conviction profonde, M. Vance n'en pense pas moins que « le recours à la force en Iran n'est pas le moyen d'amener une solution », qu'il risque même de « rendre plus difficile une solution ».

M. Reagan l'emporte de peu sur M. Bush dans la « primaire » républicaine du Texas

Dallas (A.F.P., A.P., U.P.I.). — M. Ronald Reagan a remporté, avec une marge plus étroite que prévue sur son principal concurrent, M. George Bush, la « primaire » républicaine qui avait lieu, samedi 3 mai, au Texas, tandis que le président Carter a très largement devancé le sénateur Kennedy au cours d'un vote indicatif au sein du parti démocrate, le même jour, dans le même Etat.

Le très forte résistance opposée par M. Bush à l'ancien gouverneur de Californie a constitué la surprise de cette journée. M. Reagan a obtenu 82 % des suffrages des électeurs républicains contre 47 % à M. Bush. L'ancien directeur de la C.I.A., qui est originaire du Connecticut, mais qui a bâti sa fortune au Texas, où il est installé depuis trente ans, a, en particulier, enregistré un excellent score devant M. Reagan, à Houston, dont il a été le représentant au Congrès au cours de deux mandats successifs. Quant à M. Reagan, il n'a pas réitéré la performance qu'il avait accomplie dans cet Etat face à M. Gerald Ford lorsqu'en 1976 il était adjoint aux deux délégués à la convention nationale du Grand Old Party.

Ces résultats ont été d'autant plus remarquables que M. Reagan avait quelque peu plâtronné avant la consultation, laissant entendre que le maintien de la candidature de l'ancien directeur de la C.I.A. ne se justifiait plus. Ils viennent d'autre part peu après la victoire de M. Bush sur M. Reagan dans la « primaire » de Pennsylvanie, le 22 avril dernier (Le Monde du 24 avril).

Cependant, en raison du système adopté par le G.O.P. au Texas, qui donne la préférence au candidat arrivé en tête dans

chacune des vingt-quatre circonscriptions électorales de cet Etat, M. Reagan a obtenu soixante-cinq délégués à la convention nationale qui aura lieu en juillet, à Detroit, contre quinze à M. Bush. L'ancien gouverneur de Californie a encore accentué son avance, samedi, en obtenant au cours de diverses consultations, vingt-huit délégués en Arizona, trente-quatre dans l'Idaho, douze dans le Minnesota, sept dans le Missouri et quatre dans l'Illinois (un territoire américain situé dans le Pacifique). Au total, M. Reagan a six cent trente-trois délégués et M. Bush cent vingt-six, alors qu'il en faut cent quatre-vingt-dix-huit pour obtenir l'investiture du parti républicain.

Du côté démocrate, M. Carter a reçu, samedi, au Texas, 56 % des suffrages contre 23 % à M. Kennedy, le reste s'éparpillant entre des personnalités n'ayant pas proclamé leur choix. Il s'agit d'une victoire psychologique pour le président, le scrutin de samedi n'ayant aucune valeur indicative et n'ayant aucune conséquence sur la désignation des cent cinquante-deux délégués que le Texas enverra à la convention nationale. M. Carter est de toute façon, avec mille cent vingt-neuf délégués déjà attribués, presque assuré d'obtenir l'investiture de son parti pour laquelle mille six cent soixante-six voix sont nécessaires. Deux leçons sont à tirer, chez les démocrates, de ce scrutin : le sénateur Kennedy n'a pas réussi à aller très au-delà de l'électorat noir et américain-mexicain qui l'a massivement soutenu ; d'autre part, l'échec de la mission de sauvetage des otages de Téhéran n'a apparemment pas affecté la popularité de M. Carter au Texas, un Etat pourtant réputé conservateur et militariste.

Cuba

Les États-Unis ferment leur bureau de visas à La Havane

Les États-Unis ont annoncé dimanche 4 mai la fermeture de leur bureau de visas à La Havane pour protester contre les bagarres qui ont eu lieu devant la section des intérêts américains à Cuba (Le Monde daté 4-5 mai).

« La situation actuelle laisse des personnes qui désirent légitimement se rendre aux États-Unis sans sécurité et sans protection. Ceci est intolérable », a déclaré Mme Anita Stockman, l'un des porte-parole du département d'Etat. Les États-Unis, a précisé Mme Stockman, « ne peuvent pas continuer de délivrer des visas dans de telles conditions ».

Trois cent quatre-vingts personnes sont toujours bloquées à l'intérieur de l'immense de l'ancienne ambassade américaine. Le porte-parole a souligné que de la nourriture serait apportée aux réfugiés qui refusent de sortir, craignant pour leur sécurité.

Douze des trois cent quatre-vingts réfugiés ont la double nationalité cubaine et américaine et sont considérés par Washington comme étant des citoyens américains. Le groupe comprendrait d'anciens prisonniers politiques, soixante-dix femmes et une dizaine d'enfants. Les autorités cubaines ont exigé publiquement dimanche la remise inconditionnelle de toutes les personnes de sexe masculin réfugiées au siège de la section des intérêts américains, les femmes et les enfants pouvant seuls bénéficier de la sécurité, selon un communiqué officiel cubain.

Selon la presse cubaine, une militante des comités de défense de la révolution cubaine et un « élément anticubain » ont été tués au cours d'un incident survenu samedi. Selon les journaux, cet incident est dû à « un élément antisocial qui a lancé sa voiture contre une manifestation populaire, tuant une femme et faisant plusieurs blessés ». Aussitôt, « un soldat du ministère de l'Intérieur a riposté en abattant l'agresseur ».

Les accrochages survenus vendredi devant la section des intérêts américains ont été qualifiés de « provocation yankee » par le quotidien Granma.

Selon l'organe officiel cubain, les anciens prisonniers politiques qualifiés d'« antisociaux » ont commencé à « lancer des consignes antisociales » qu'ils ont immédiatement donné lieu à des affrontements. Les esprits des anciens prisonniers politiques, ajoute Granma, se sont « échauffés » et les fonctionnaires américains leur ont indiqué qu'ils « pourraient se rendre aux États-Unis seulement par petits groupes et que la responsabilité de ces derniers appartenait au gouvernement cubain ». Les « éléments antisociaux » ont utilisé des briques et d'autres matériaux de construction qu'ils ont « lancés sur le peuple », précise Granma. Selon le quotidien, des témoins assurent avoir vu des marines qui gardent le bâtiment américain « lancer des pierres sur les voisins ».

Conférence internationale sur les réfugiés au Costa-Rica

La question des réfugiés cubains fera l'objet d'une réunion internationale le 8 mai prochain à San-José, a annoncé samedi 3 mai la présidence du Costa-Rica. Cette réunion se tiendra à l'initiative du président Carazo, qui a envoyé une invitation en ce sens aux « gouvernements intéressés ». La présidence n'a pas précisé quels étaient ces gouvernements. Les États-Unis ont déjà confirmé dans une lettre du président Carter qu'ils enverraient à San-José une délégation dirigée par M. William Bowdler, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires latino-américaines.

Le Costa-Rica avait accepté au départ d'accueillir trois cents réfugiés cubains, puis avait décidé de les recevoir tous, c'est-à-dire plus de dix mille, sur son territoire. Néanmoins, au deuxième jour du pont entre La Havane et San-José, le 17 avril dernier, le gouvernement cubain avait interdit la sortie d'autres réfugiés vers le Costa-Rica.

Un investissement exceptionnel


ST-CERGUE-GENÈVE

Ensemble résidentiel LES CHESAUX-DESSUS

Station suisse été-hiver au cœur du Jura (altitude 1150-1680 m), à 35 min. seulement de l'aéroport intercontinental de Genève/Cointrin

APPARTEMENTS
de 1 à 5 chambres comprenant : cuisine équipée, grande terrasse et parking.
dès Frs. 85.000.-.

Construction de qualité suisse traditionnelle.
Environnement privilégié et protégé, calme, air pur, verdure et soleil.
Vue sur les Alpes et le Mont-Blanc.



LIVRAISON IMMÉDIATE
Visite des appartements-témoins entièrement équipés, tous les jours.

Facilité de crédit. Hypothèque 1^{er} rang à raison de 60%.
Faible taux d'intérêt. Amortissement 2% l'an.

Renseignements et vente :
Etude du notaire
A.L. BURNIER,
3, rue César-Soulié
CH 1260 Nyon
Tél. 022/611451

Ensemble résidentiel
LES CHESAUX-DESSUS
Intéret pour un appartement
de 3 chambres.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Localité _____ Pays _____
N° de tél. _____

F/MO/2

T D'HÉBRON

Emble de la Cisjordanie

Les samedi 3 mai, les milices de la Cisjordanie ont été réorganisées en unités de la garde nationale. L'objectif de cette réorganisation est de fournir aux Israéliens une sensation de mettre fin à une action.

Cette fois, il semble que les milices veulent s'abstenir de toute réaction susceptible d'aggraver encore la répression. Elles paraissent ne pas envisager une démission collective. Il n'est pas exclu que les Israéliens, qui ont déjà annulé les élections municipales, n'hésitent pas à leur offrir à les remplacer par des unités choisies par l'administration, comme le permet la loi jordanienne, toujours en vigueur dans les territoires occupés.

M. Weizman critique

A Jérusalem, les éléments les plus durs du gouvernement et de la coalition se font entendre avec force. Ils ont, comme prévu, imposé en grande partie leur avis sur la politique à suivre. Le président du conseil, M. Begin, a été contraint de s'abstenir de toute intervention. M. Begin a déclaré au cours d'une conférence de presse que le gouvernement reconnaît sa position dans les négociations de l'autonomie (1). Il n'a pas dit s'il s'agit d'une reconnaissance ou d'une concession. Mais le ministre de l'Agriculture, A. Shilon, a déclaré que le gouvernement reconnaît sa position dans les négociations de l'autonomie (1). Il n'a pas dit s'il s'agit d'une reconnaissance ou d'une concession. Mais le ministre de l'Agriculture, A. Shilon, a déclaré que le gouvernement reconnaît sa position dans les négociations de l'autonomie (1). Il n'a pas dit s'il s'agit d'une reconnaissance ou d'une concession.

La situation de la Cisjordanie

La situation de la Cisjordanie est très tendue. Les milices de la garde nationale ont été réorganisées en unités de la garde nationale. L'objectif de cette réorganisation est de fournir aux Israéliens une sensation de mettre fin à une action.

Cette fois, il semble que les milices veulent s'abstenir de toute réaction susceptible d'aggraver encore la répression. Elles paraissent ne pas envisager une démission collective. Il n'est pas exclu que les Israéliens, qui ont déjà annulé les élections municipales, n'hésitent pas à leur offrir à les remplacer par des unités choisies par l'administration, comme le permet la loi jordanienne, toujours en vigueur dans les territoires occupés.

Le Monde

revue et documents

numéro de mai

GISCARDIENS

numéro de mai

PROSTITUTION

Le numéro 3,50 F

LES ASSISES ÉCOLOGISTES DE LYON

La désignation du candidat à l'élection présidentielle est renvoyée à des congrès régionaux

Lyon. — Certaines traditions écologiques sont attachées au terme de radicalisme, mais il ne faut pas se laisser aller à l'état de vestiges, décalés par rapport à la vie politique et sociale. C'est la conviction des militants du Mouvement écologiste français (MEF) lors de la réunion des assises écologistes de Lyon, qui s'est tenue du 4 au 6 mai.

Après avoir discuté de la situation de la France, les participants ont décidé de renvoyer la désignation du candidat à l'élection présidentielle à des congrès régionaux, qui auront lieu à l'automne.

De notre envoyé spécial

Les assises ont désigné une « équipe de représentants » chargée de superviser l'organisation des assises régionales qui choisiront le candidat à l'élection présidentielle et d'assurer la pré-campagne, notamment en prenant des contacts avec les autres mouvements écologistes. Cette équipe, élue par les participants, est composée de :

- M. Yves Cochet, Mme Geneviève Jannot et M. Brice Lalonde (RAT) ;
- Mme Solange Farnes, M. Philippe Labret et M. Michel Politzer (MEP) ;
- Mme Bernard Dumont et Roger Masson (Mouvement écologiste Rhône-Alpes) ;
- et M. Alain De Swarte (Combat-nature).

L'ÉQUIPE DE REPRÉSENTANTS

Les assises ont désigné une « équipe de représentants » chargée de superviser l'organisation des assises régionales qui choisiront le candidat à l'élection présidentielle et d'assurer la pré-campagne, notamment en prenant des contacts avec les autres mouvements écologistes. Cette équipe, élue par les participants, est composée de :

- M. Yves Cochet, Mme Geneviève Jannot et M. Brice Lalonde (RAT) ;
- Mme Solange Farnes, M. Philippe Labret et M. Michel Politzer (MEP) ;
- Mme Bernard Dumont et Roger Masson (Mouvement écologiste Rhône-Alpes) ;
- et M. Alain De Swarte (Combat-nature).

verra-t-on se succéder, sur un texte général, des amendements infatigables, dont la subtilité provoque parfois l'effet d'un « casse-tête » de base. L'avenir bruyant d'une telle incompréhension ? Chez les écologistes. Et, quand tout de la finesse est employé au service d'une unité qui tient lieu de programme, comment s'y reconnaître dans la mêlée obscure des ambitions personnelles ? On y renonce ; on réunit les rivaux et l'on remet à plus tard de les départager, avec l'espoir que, sans que l'on sache comment ni pourquoi, la situation se déconstruise. « Le surplus avant la poursuite, c'est ce qu'il y avait de plus difficile

Les concessions des Amis de la Terre

Les amis de M. Lalonde ne l'ont pas dit. Mais, dès l'ouverture des assises, vendredi matin, ils avaient marqué un point en obtenant que l'assemblée se déclare souveraine, ce qui signifiait que l'argument du MEF refusant de se considérer comme engagé par les décisions qui seraient prises à Lyon avant d'avoir consulté ses instances n'était pas reconnu comme valable. Les membres du MEF, participant à ce qui portait officiellement le nom d'« Assises des groupes écologistes », étaient placés sur le même pied que les autres « représentants » qu'eux-mêmes ou des groupes locaux, et non une organisation intégrée ayant ses propres structures de décision. Toutefois, cet épisode de procédure laissait intact l'enjeu des assises : les écologistes quitteraient-ils Lyon en ayant choisi leur candidat à l'élection présidentielle — ce ne pouvait être que M. Lalonde — ou bien en ayant adopté une procédure dilatoire, propre à éviter une division au sein du mouvement, dont certains membres réclamaient, par hostilité envers M. Lalonde, de se tourner vers M. Delors et d'apporter à celui-ci la caution militante qui lui fait défaut ?

Dimanche matin, les Amis de la Terre ont choisi, malgré une majorité de quelques voix (135 voix contre 124 dans un premier vote, puis, un second vote ayant été demandé, 189 contre 133 en faveur de leur position, de se rallier à une proposition du MEF remettant à des assises régionales le soin de désigner le candidat écologiste pour 1981. Une

équipe de neuf personnes, parmi lesquelles figuraient plusieurs candidats possibles, mais pas tous, est chargée de superviser l'organisation de ces assises, qui, à la demande du RAT, doivent se réunir avant le 15 juillet.

Au long des débats de samedi et dimanche, les Amis de la Terre, forts de la victoire qu'ils avaient remportée vendredi, avaient multiplié les concessions. Ils avaient accepté, par exemple, de restreindre un amendement qui visait à permettre les alliances avec des partis politiques dans les élections locales. Le texte adopté rejette toute alliance électorale avec quelque parti que ce soit, tout en se prononçant pour des « actions communes » avec les syndicats et les partis sur des questions « extra-parlementaires » et en recommandant la pratique de telles actions avec les mouvements proches de l'écologie. De même, dans un débat sur l'organisation du mouvement écologiste, M. Lalonde avait indiqué que sa formation « n'a pas le fédéralisme des sigles » et qu'elle accepterait de disparaître si des structures communes à l'ensemble des écologistes se mettaient en place. Enfin, le RAT a accepté, dimanche, que les « mouvements écologistes » qui pouvaient s'associer à la campagne du candidat écologiste ne soient pas représentés au sein de l'équipe chargée d'assurer le pré-campagne, celui-ci étant seulement invité à « rencontrer » ces mouvements. Cette ultime concession des Amis de la Terre a provoqué des critiques parmi ceux qui ne se reconnaissent pas dans le MEF ni dans le RAT. Mme Isabelle Cabut, responsable de l'« Rhodanologie », la Gazette ouverte (1) et qui, tout en appartenant au RAT, avait été l'une des animatrices de ce « troisième collège », a annoncé qu'elle quittait les rangs des Amis de la Terre.

En dépit de ses efforts, le RAT a dû constater que la candidature de M. Lalonde n'était pas encore acceptée par la moitié des participants aux assises. M. Lalonde a été élu au premier rang, avec 207 voix, dans l'« équipe des neuf », devant largement M. Labret (133 voix). Il est le premier, mais il n'est que cela.

PATRICK JARREAU.

● M. Thierry Jeantet, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, vendredi 2 mai, que, sur « au moins trois thèmes concrets » : 1) l'éducation d'un plan alternatif pour l'économie et la diversification des énergies ; 2) une campagne en faveur du référendum à initiative populaire ; 3) la lutte pour une démocratisation de l'information, le M.R.G. est prêt à aller plus loin dans le dialogue avec les Amis de la Terre, le MEF et les autres groupes écologistes.

● M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré samedi 3 mai à Nice que sa candidature à la présidence de la République a pour objectif de « faire entendre la voix de tous ceux qui sont opposés à la capitulation de l'Occident, alors que les risques de guerre mondiale dans les cinq ans sont plus élevés qu'il y a dix ans ». « La France, a-t-il dit, devrait songer avant tout à regrouper ses forces, sans s'affaiblir dans des revendications matérielles ou syndicales, et ne pas imaginer qu'elle serait tenue à l'écart des prévisions géopolitiques de l'O.R.S.S. »

Des socialistes européens élaborent des « idées pour l'Europe »

L'Association pour le projet socialiste et le centre culturel Mondopéra, proche du P.S.I., organisent, lundi 5 et mardi 6 mai, à Rome, un colloque intitulé « Idées socialistes pour l'Europe ». Il s'agit pour les socialistes européens, notamment ceux qui siègent à l'Assemblée des Communautés européennes, d'élaborer des idées pour l'Europe, sous la présidence de M. Jacques Delors, Claude Estier et Gilles Martinelli, de faire avancer la construction européenne

dans une perspective d'avenir socialiste. Le colloque devrait s'ouvrir avec l'examen de deux rapports : celui de M. Jacques Delors, président de la commission économique de l'Assemblée de Strasbourg, consacré à la définition d'une « approche socialiste » des problèmes économiques de l'Europe, puis celui de M. Giorgio Ruffolo sur le thème : « Croissance ou progrès ? Le problème du développement équilibré ».

Le colloque de Rome est l'aboutissement d'une recherche entamée au sein d'un groupe d'experts réunis à l'initiative de la Commission des Communautés par des personnalités socialistes qui ont fait en l'Europe, comme M. Jacques Delors et Giorgio Ruffolo, l'effort de définir les étapes du développement social et économique (décembre 1977), le troisième, enfin, sur les conceptions économiques et sociales dans la Communauté (décembre 1979). Dans l'esprit de ces propositions, le colloque de Rome doit être également le point de départ d'un processus permettant de faire avancer quelques idées socialistes pour l'Europe.

Un consensus et deux convictions dominent la pensée de ces socialistes européens. Ils constatent en effet qu'il y a une grande analogie entre les difficultés économiques, sociales et organisationnelles auxquelles les sociétés européennes doivent faire face.

Un consensus et deux convictions dominent la pensée de ces socialistes européens. Ils constatent en effet qu'il y a une grande analogie entre les difficultés économiques, sociales et organisationnelles auxquelles les sociétés européennes doivent faire face.

En outre, ces socialistes ont la conviction que les progrès de la construction de l'Europe assurent la solution des difficultés économiques, sociales et organisationnelles auxquelles les sociétés européennes doivent faire face.

En outre, ces socialistes ont la conviction que les progrès de la construction de l'Europe assurent la solution des difficultés économiques, sociales et organisationnelles auxquelles les sociétés européennes doivent faire face.

LE P.S. ET LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Le secrétariat national du P.S. nous signale que dans quatre départements : Gers, Gironde, Gard et Haute-Garonne, les candidatures à l'élection sénatoriale du 17 avril ont été déposées. M. Jean-Louis Baudry, député de la Gironde, a été élu sénateur. M. Jean-Louis Baudry, député de la Gironde, a été élu sénateur.

M. GISCARD D'ESTAING A SION POUR L'ANNIVERSAIRE DE SON ÉLECTION

M. Valéry Giscard d'Estaing intervient lundi 5 mai à 18 h 30 dans le cadre de l'émission « Une heure avec le président de la République ». Cette émission est diffusée sur la chaîne de télévision de Sion. M. Giscard d'Estaing y répondra aux questions de Jean-Marie Cavada (F.R.S.), Martine Allain-Régnault (A.S.) et François de Closets (C.F.I.). Cette émission est diffusée sur la chaîne de télévision de Sion.

Un contexte favorable au capital

Dans un contexte qui est « pour l'instant, en termes de rapport de forces, favorable au capital », les socialistes doivent proposer une nouvelle approche. Celle-ci passe, selon M. Delors, par l'idée que des changements très importants doivent être apportés à nos structures de production et que la mobilité des facteurs de production doit être encouragée, y compris sur le marché du travail.

En contrepartie, les socialistes demandent que les travailleurs puissent accéder à la démocratie industrielle, sur les lieux de travail comme à l'échelon de l'entreprise.

En contrepartie, les socialistes demandent que les travailleurs puissent accéder à la démocratie industrielle, sur les lieux de travail comme à l'échelon de l'entreprise.

En ce qui concerne la construction européenne elle-même, M. Delors insiste sur la nécessité de créer « un espace de relative

stabilité monétaire » et de rechercher à un effet multiplicateur la loi de l'écologie commune. C'est-à-dire, selon lui, en matière de réajustement des secteurs industriels en crise, d'occupation de nouveaux créneaux et de définition d'une politique commune de l'énergie.

Cette démarche, que l'auteur qualifie lui-même de « tous azimuts », est fondée sur l'idée d'une « croissance différenciée ». Cette dernière notion devrait être expliquée par M. Ruffolo.

En soulignant que la crise actuelle n'est pas seulement celle du capitalisme, mais aussi celle de l'État bien-être, M. Ruffolo évoque la nécessité d'une « croissance différenciée ». Cette dernière notion devrait être expliquée par M. Ruffolo.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Deux élections cantonales...

CHARENTE-MARITIME. R.P.E. sont U.D.F. m. de Bernesuil, 2 286 voix. E.L.U. Michel Chiquet, P.C., 524 voix. M. Delors, P.S., 523 voix. Maurice Duquenois, écologiste, 65.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Charles Signon, ancien député R.P.E., décédé dans un accident de la route. Charles Signon avait été élu au premier tour de l'élection cantonale de mars 1976 avec 2 162 voix contre 1 812 à M. William Pépé (P.C.) et 528 à M. Bernard (P.S.). 3 705 suffrages exprimés.

Après de trente et un ans, M. Jérôme Signon, avocat, a été élu conseiller municipal, le 20 avril dernier, en remplacement de son père, qui était maire de Bernesuil. Sur 130 inscrits, il y avait eu 133 suffrages exprimés et 130 voix pour M. Signon. Le 25 avril, M. Jérôme Signon était élu maire à l'unanimité.

Pour cette élection cantonale partielle, M. Jérôme Signon réalise un meilleur score que son père en mars 1976 : 51,22 % des voix contre 54,4 % à l'ancien député. Le parti communiste enregistre un recul de plus de 5 points : 22,24 % contre 27,33 % en 1976. Quant au P.S., il est relativement stable : 14 % contre 14,26 % en 1976.

Les résultats de ce vote ne remettent pas en cause l'équilibre politique de l'assemblée départementale où majoritaire en opposition démissionnaire, chacun vingt-deux élus qui est présidée — au bénéfice de l'âge — par M. Max Lecomte (M.D.S.P.), ancien ministre, sénateur.

R.P.E. sont U.D.F. m. de Bernesuil, 2 286 voix. E.L.U. Michel Chiquet, P.C., 524 voix. M. Delors, P.S., 523 voix. Maurice Duquenois, écologiste, 65.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Charles Signon, ancien député R.P.E., décédé dans un accident de la route. Charles Signon avait été élu au premier tour de l'élection cantonale de mars 1976 avec 2 162 voix contre 1 812 à M. William Pépé (P.C.) et 528 à M. Bernard (P.S.). 3 705 suffrages exprimés.

Après de trente et un ans, M. Jérôme Signon, avocat, a été élu conseiller municipal, le 20 avril dernier, en remplacement de son père, qui était maire de Bernesuil. Sur 130 inscrits, il y avait eu 133 suffrages exprimés et 130 voix pour M. Signon. Le 25 avril, M. Jérôme Signon était élu maire à l'unanimité.

Pour cette élection cantonale partielle, M. Jérôme Signon réalise un meilleur score que son père en mars 1976 : 51,22 % des voix contre 54,4 % à l'ancien député. Le parti communiste enregistre un recul de plus de 5 points : 22,24 % contre 27,33 % en 1976. Quant au P.S., il est relativement stable : 14 % contre 14,26 % en 1976.

Les résultats de ce vote ne remettent pas en cause l'équilibre politique de l'assemblée départementale où majoritaire en opposition démissionnaire, chacun vingt-deux élus qui est présidée — au bénéfice de l'âge — par M. Max Lecomte (M.D.S.P.), ancien ministre, sénateur.

...et deux municipales

FINISTÈRE. Plouigneau (2^e tour). Inscr. 2 857 ; vot. 2 141 ; suffr. expr. 2 082. Liste d'entente pour une meilleure gestion démocratique (m.a.j.), conduite par M. Joseph Urien, entre 855 et 781 voix : 21 sièges ; liste d'union de la gauche (à dominante communiste), conduite par M. Théophile Lejeune, P.C., entre 782 et 688 voix ; liste socialiste et d'union populaire, conduite par M. Eugène Le Gall, entre 687 et 537 voix.

Il s'agit d'élire un nouveau conseil municipal après la démission collective des conseillers sortants, qui avaient été élus sur une liste d'union de la gauche, et qui étaient en désaccord sur les méthodes de gestion et le budget.

Au premier tour, la liste « de large union » conduite par M. Pouy-Deumais avait obtenu 523 et 579 voix, celle du P.C. entre 584 et 584 voix, celle du P.S. entre 593 et 554 voix et celle de l'Assemblée pour le progrès de la commune, conduite par le maire sortant, M. Berthoin (P.S.), entre 458 et 357 voix.

TAHET-GARONNE. Avallier (2^e tour). Inscr. 602 ; vot. 499 ; suffr. expr. 483. Liste « de large union »

225 voix (moyenne de liste) : 2 E.L.U.P.C. : liste pour une gestion démocratique, conduite par M. Dauby, P.S., maire démissionnaire, 196 voix (moyenne de liste).

M. Dauby (P.S.), élu maire à la tête d'une liste d'union de la gauche en mars 1977, avait donné sa démission en décembre dernier pour protester contre l'ouverture, dans le canton d'Avallier, d'une enquête d'ordre public sur le projet de centrale nucléaire de Golfech. huit autres conseillers municipaux avaient démissionné pour la même raison. Un conseil municipal provisoire avait été élu le 17 mai, mais la liste d'union n'avait pu se constituer.

Au premier tour, la liste « de large union » conduite par M. Pouy-Deumais avait obtenu 523 et 579 voix, celle du P.C. entre 584 et 584 voix, celle du P.S. entre 593 et 554 voix et celle de l'Assemblée pour le progrès de la commune, conduite par le maire sortant, M. Berthoin (P.S.), entre 458 et 357 voix.

1100 pages 145 F. francs
156 F. francs

MEMENTO PRATIQUE FRANCIS LEFEBVRE

FISCAL 1980

SOCIAL 1980

l'édition 1980 est parue

le maximum de renseignements sûrs et objectifs dans le minimum de place : format 16 x 24 épaisseur 4 cm

940 pages 130 F. francs
141 F. francs

ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE
15, rue Vite, 75017 PARIS

LE MONDE

Vous y trouvez la disposition des lieux des rubriques d'annonces immobilières

LES BUREAUX

que vous recherchez

RESPIRE RESISTE INVENTE

voici LA REVUE

avec

Daniel Barchet, Bernard Cohen, Gérard Combes, Jean-François Ferry, Pierre Guichard, Dominique Lacroix, Armand Maréchal, René Vacher, Jacques Zander

Dans le

abécédaire idéologique

NON!

Ensemble

Adresser

à

13

ANNIVERSAIRE

Libres opinions Les anciens combattants interpellent le gouvernement

par RENÉ PEYRE (*)

L'UNION française des associations de combattants célèbre son trente-cinquième anniversaire. Créée le 14 mai 1945 par une ordonnance émise par le général de Gaulle, l'U.F.A.C. avait, selon l'expression de René Cassin, « coordonné démocratiquement et sur un pied d'égalité la résurrection des anciennes fédérations et associations nées de la guerre 1914-1918 et l'essor des nouveaux groupements créés par les combattants, résistants et déportés de 1939-1945 ». L'U.F.A.C., ajoutait René Cassin, est « considérée comme l'organisation la plus représentative, en raison de l'importance proportionnelle de ses effectifs... ». Actuellement, l'U.F.A.C. regroupe cinquante-cinq fédérations et associations, possédant des unions départementales, et représente plus de deux millions d'anciens combattants et victimes de guerre appartenant aux trois générations du feu.

See statuts stipulent qu'elle a pour but de défendre les droits moraux et matériels de ses adhérents ainsi que le paix. Elle n'a jamais cessé, depuis sa création, de remplir ce rôle.

Quand un journaliste écrit, le 11 avril dernier, « l'U.F.A.C. a une tendance politique d'opposition » et indique que plusieurs membres d'un parti politique de gauche élisent un bureau national, il exprime parfaitement un avis « officiel ». En revanche, quand il ajoute : « elle est une organisation très influente », il fait preuve d'objectivité.

De même, quand le secrétaire d'Etat aux anciens combattants donne à la tribune du Sénat la liste des « bonnes » associations dont l'U.F.A.C. est exclue, il reconnaît que l'U.F.A.C. est le « locomotive » du mouvement combattant français. Pourrait-on espérer un plus bel hommage ? Je crois devoir préciser que l'U.F.A.C. ne détermine pas une action sous l'influence de tel ou tel courant de pensée mais uniquement en fonction des intérêts communs des anciens combattants.

En quelques années, elle a obtenu des résultats appréciables. Mais, en raison de l'obstination du gouvernement, un certain nombre de problèmes restent à résoudre, en particulier la réévaluation des pensions militaires et la réévaluation du 8 mai comme jour férié.

Le 17 avril dernier, après deux ans de discussions, la commission tripartite chargée d'étudier l'application du rapport constant — indexation des pensions — a terminé ses travaux. Une majorité des deux tiers (anciens combattants, plus parlementaires) a évalué à 14,26 % le décalage préjudiciable aux anciens combattants. L'U.F.A.C. demande, en conséquence, au premier ministre de tenir ses engagements. Le 8 mars 1978, en effet, M. Raymond Barre, dans une lettre adressée à l'un de nos présidents d'association, écrivait : « Je tiens à vous confirmer que le gouvernement s'est engagé à tenir ses engagements et conclusions qui seront retenues par la commission tripartite. »

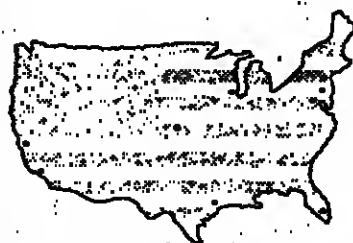
Dans un souci de réalisme, l'U.F.A.C. propose que ce rattrapage sur les pensions militaires de 14,26 % soit amorcé dans le budget des anciens combattants de 1981 et étalé sur trois ans en s'inspirant de son plan triennal.

Depuis la suppression des cérémonies officielles décidée par le président de la République en 1975, l'U.F.A.C. organise à Paris et en province la commémoration du 8 mai 1945. Répondant ainsi au vœu exprimé par l'U.F.A.C., le gouvernement a rétabli les cérémonies officielles à compter du 8 mai prochain. Nous nous en félicitons. Mais nous demandons avec insistance que l'Assemblée nationale puisse se prononcer sur la proposition de loi adoptée l'an dernier par deux cent quatre-vingt-dix voix contre zéro au Sénat, faisant du 8 mai un jour férié.

Le 15 avril dernier, lors de la réunion d'information organisée au Sénat par l'U.F.A.C., une centaine de parlementaires représentant les groupes politiques de la majorité et de l'opposition nous ont apporté leur soutien.

En revanche, nous déplorons la désinvolture avec laquelle le gouvernement traite les élus de la nation et les anciens combattants, et nous regrettons que le président de la République — qui souhaitait donner aux anniversaires de 1980 une « solennité particulière » — n'ait pas jugé bon d'être à Paris le 8 mai pour présider les cérémonies officielles à l'Arc de triomphe de l'Etoile et l'hommage à Jean Moulin au Panthéon.

* Président de l'U.F.A.C.



Apprenez la langue des affaires au pays des affaires.

Depuis un siècle, Berlitz contribue à faire de l'anglais la langue universelle des affaires : en quelques semaines, Berlitz peut vous aider à devenir un homme d'affaires international.

Berlitz propose aux cadres, aux hommes d'affaires et aux étudiants d'Europe de s'inscrire dans des prestigieuses écoles d'anglais : Chicago, Houston, Los Angeles, Miami-Coral Gables, New York, Princeton, San Francisco et Washington. Dans ces 8 villes (et dans 200 écoles Berlitz dans le monde), Berlitz a installé des centres d'études spécialement équipés pour ce programme international. La rue, l'hôtel, le restaurant, les passants, seront la plus vivante des salles de classe.

Les professeurs Berlitz sont rodés à l'emploi du matériel « multi-média », production exclusive Berlitz et vous apprennent en quelques semaines le vocabulaire utile et pratique. Total-

ment plongé dans un « bain » d'anglais, vous n'apprenez pas seulement à parler, mais à communiquer, à vivre et à penser en anglais.

Voyagez et apprenez en même temps. Berlitz vous prend en charge dès votre descente d'avion.

Envoyez dès aujourd'hui cette demande de documentation à :

THE BERLITZ SCHOOL OF LANGUAGES
Quartier Général pour le monde :
Research Park Bldg. 6, 100 State Road,
Princeton - New Jersey 08540 USA
Phone: (609) 924-8500 - Telex: 0843467
Nom et prénom : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Profession : _____
Indiquez de combien de semaines vous disposez : 1 2 3 4 5 6
La ville choisie : _____
La date à laquelle vous pouvez commencer : _____

PARIS - TEL. 281.84.34 - Telex : 220 661
BRUXELLES - TEL. 219.04.78
GENÈVE - TEL. 21.22.83

BERLITZ

Langues Vivantes. Depuis 1878. Origines probées.

M. Raymond Barre présidera les cérémonies du 8 mai à Paris

M. Raymond Barre présidera les cérémonies du 8 mai à Paris. Le premier ministre déposera en fin d'après-midi une gerbe de fleurs dans la crypte du Panthéon à la mémoire de Jean Moulin, avant de se rendre sur les Champs-Élysées devant la plaque apposée, au coin de la rue de Tilsitt, à la mémoire des étudiants qui ont osé organiser une cérémonie du souvenir le 11 novembre 1940.

M. Barre ranimera la flamme à l'Arc de triomphe en présence d'une importante délégation d'anciens combattants américains.

En province, tandis que le président de la République visitera le 8 mai, l'école militaire de Saint-Maixent, des cérémonies

seront organisées dans chaque préfecture et sous-préfecture, en présence des représentants du gouvernement et éventuellement de détachements de l'armée.

Deux protestations

Le gouvernement s'étant opposé à l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi relative au 8 mai férié, qui avait été occupée par la conférence des présidents, « la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.) » proteste contre cette « scandaleuse décision et renouvelle, en ce trente-cinquième anniversaire de la libération des camps, son attachement à la célébration

officielle de la victoire sur le nazisme qui doit devenir, dans la fidélité au souvenir des combattants disparus, un jour férié, une grande fête de la liberté et de la paix retrouvées.

Elle appelle les déportés, les internés, les familles de disparus à s'unir et à agir pour que soit respectée la volonté de la nation. Pour sa part, l'Union des femmes françaises estime que « la victoire du 8 mai ne fut pas seulement celle des armées mais aussi des peuples, la victoire de leur lutte aux formes multiples contre l'occupant, allant des actes les plus obscurs aux grandes actions d'éclat (...)

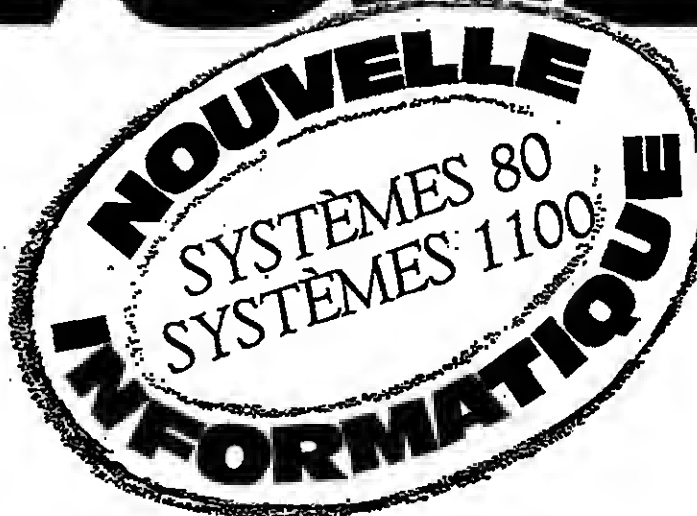
Dans ce combat où elles prirent toute leur place, des millions de femmes dans le monde accablèrent à cette conscience qui, pour elles, se traduisait aussi par la revendication de l'égalité des droits dans tous les domaines. »

Fleurs du souvenir fleurs de la paix...

L'Association départementale de la Manche de la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre prendra une initiative originale à l'occasion de la célébration du 8 mai. En compagnie de délégations d'anciens combattants américains et allemands, les anciens prisonniers de guerre français visiteront les trois cimetières allemands de Orglandes, Marigny et Falaise-sur-Mer, ainsi que la nécropole de St James, installée dans le département, afin d'y fleurir les tombes.

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

VOULOIR



Je veux
donner à tous l'information
dont ils ont besoin, facilement

Tu veux
traiter par lots
à partir de fichiers classiques

Il veut
une informatique décentralisée

Nous voulons
un matériel juste adapté aux besoins
de l'entreprise et à son budget

Vous voulez
disposer d'une grande puissance de calcul

Ils veulent
un système d'exploitation performant et éprouvé

ILS VEULENT

Pour recevoir une documentation, retournez ce bon à :

Sperry Univac, service Relations Extérieures - 3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX

Monsieur..... Fonction.....
Société.....
Adresse.....

désire recevoir une documentation
Sur les Systèmes 80 ☐ à partir de 12.000 F* par mois
Sur les Systèmes 1100 ☐ à partir de 70.000 F* par mois
(cochez la case correspondant à votre budget)

SPERRY UNIVAC EST UNE DIVISION DE SPERRY S.A.

*PRIX DE LOCATION POUR UNE CONFIGURATION DE BASE. PRIX H.T. MAI 80

Les 7 et 8 juin

L'INHUMATION DU SOLDAT INCONNU D'INDOCHINE

Le président de la République assistera, le samedi 7 juin à 9 heures, à la messe solennelle qui sera célébrée en l'église Saint-Louis-des-Invalides à l'occasion des cérémonies d'inhumation du soldat inconnu d'Indochine. Une prise d'armes suivra l'office religieux et le chef de l'Etat adressera un message aux armées.

La dépouille mortelle du soldat inconnu d'Indochine, qui repose provisoirement aux Invalides, sera, au cours de l'après-midi, transférée par hélicoptère au quartier militaire d'Arras (Pas-de-Calais) où aura lieu une veillée d'armes avant l'inhumation, le dimanche 8 juin, au cimetière national de Notre-Dame-de-Lorette en présence de M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

Ce soldat est l'un des 57.958 militaires français morts au cours des combats en Indochine. 11.747 corps ont été rapatriés.

VENTE A CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES
Dimanche 11 mai à 14 heures
LIVRES ANC. ET MODERNES
Architecture, Paris
Seigneurie
M. J. et J.-P. LELIEVRE, comm.-
priseurs ass. - Tél. (37) 34-04-33
EXPOB. - sal. 10, 16-12 et 16-17 h.
dimanche, 10 h. 30 - 11 h. 30.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières
Vous y trouverez partout
LES BUREAUX
que vous recherchez

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Le Monde

Société

LE SÉJOUR DE JEAN-PAUL II EN AFRIQUE

Le pape a rencontré les dirigeants de la République populaire du Congo

Une bousculade a provoqué la mort de neuf personnes au Zaïre

De notre envoyé spécial

Jean-Paul II est arrivé à Brazzaville, capitale de la République populaire du Congo, le lundi 5 mai à 8 heures (heure locale), ayant traversé le fleuve Congo en bateau.

Il a été accueilli par le colonel Denis Sassou-Nguesso, président de la République et chef du Parti congolais du travail (parti unique marxiste-léniniste). « Vos objectifs rencontrent les nôtres, le bonheur de l'homme », a déclaré le pape au chef de l'Etat congolais. Le pape devait ensuite célébrer une messe, puis retourner au Zaïre pour se rendre à la cathédrale Notre-Dame du Rosaire à Kisangani. Il doit quitter le Zaïre mardi 6 mai pour le Kenya.

Après l'embarquement du pape pour Brazzaville, le président Mobutu a révélé qu'il a fait remettre à l'Etat la demande de Jean-Paul II, quatre dirigeants du mouvement étudiant qui avaient été arrêtés le mois dernier.

Kinshasa. — L'atmosphère d'effervescence populaire qui baigne Jean-Paul II depuis son arrivée au Zaïre sera complétée si un grave incident, ayant fait une dizaine de morts, n'était venu assombrir, dimanche 4 mai, le séjour à Kinshasa. Vers 8 heures du matin, la foule était déjà fort dense autour des grilles, bloquant

l'accès de l'esplanade du Palais du peuple, un bâtiment de style néo-stalinien édifié suivant les plans d'architectes chinois. Au moment de l'ouverture des portes, un immense mouvement de foule a précipité brutalement vers les entrées plusieurs centaines de personnes emportées dans une bousculade meurtrière.

Cette secousse humaine incontrôlable fit quelques cinq cents blessés — selon les estimations de la Croix-Rouge — dont quatre-vingts ont été hospitalisés. On a dénombré neuf morts, présumés ou asphyxiés par la foule. Parmi eux figuraient deux jeunes garçons. Leur corps étaient exposés, dimanche, à la morgue de l'hôpital général de Mama-Yemo.

Comme toujours en pareil cas au Zaïre règne la loi du silence. Les autorités n'ont pas jugé bon de publier le moindre communiqué. Le pape, nous a-t-on affirmé de bonne source, n'a été informé de la gravité de l'incident qu'en fin d'après-midi, en grande partie d'ailleurs grâce à l'entremise de journalistes. Après avoir reçu la communauté polonaise du Zaïre, Jean-Paul II devait assister à une soirée culturelle dans les jardins de la nonciature. L'annulation tardive de cette manifestation n'a été assortie d'aucune explication.

Quelques cinq cent mille fidèles ont participé, pendant près de quatre heures, à la messe solennelle sur l'immense esplanade. Ce fut une cérémonie tout à la fois

grandiose, fervente et bon enfant. Jean-Paul II avait pris place derrière un autel surélevé abrité d'un toit de paille. En présence du président Mobutu et de sa toute nouvelle épouse, le pape ordonna, conformément au long cérémoniel, huit évêques. Quatre étaient zairois, deux autres venaient du Burundi, un du Soudan et le dernier de Djibouti. Le pape déclencha les acclamations en saluant la foule de quelques mots, dans les quatre principales langues du pays : lingala, kikongo, swahili et tchiluba. Il procéda à la messe en français, latin et lingala avec le cardinal Agostino Rossi, préfet de la congrégation pour l'évangélisation des peuples.

Il était difficile de rester insensible à l'étrange beauté des cantiques chantés en lingala, au rythme des tam-tams et au son des guitares et des accordéons. Autre africanisation de la liturgie : les officiants présentent les offrandes au pape en esquissant de légers pas de danse tandis que la foule accompagne les cantiques en frappant des mains. Jean-Paul II paraissait vivement apprécier l'heureux résultat mélodique de cette « inculturation » de la messe souhailée depuis longtemps par le clergé zairois. A midi précis, le pape prononça l'Angelus, retransmis en direct sur la place Saint-Pierre par Radio-Vatican. Plusieurs centaines de milliers de bras s'élevèrent, brandissant des

drapaux aux couleurs du Zaïre et du Vatican, puis offrirent à la bénédiction pontificale le plus hétéroclite des inventaires : croix, chapelets, rosaires, missels, statuettes, montres-bracelets et mille objets en tout genre.

Le pape avait rappelé, samedi, aux évêques, la nécessité de l'« africanisation » de l'Eglise car « la construction du royaume de Dieu ne peut pas se dispenser d'emprunter des éléments des cultures humaines ». Cette « inculturation » concerne à la fois le langage du message chrétien, la catéchèse, la réflexion théologique, le liturgie et les formes de la vie chrétienne. Encore faut-il, s'agissant de la foi chrétienne, que les Eglises d'Afrique s'en tiennent, a souligné le pape, « au patrimoine identique essentiel de la même doctrine du Christ ». Autrement dit, assure Jean-Paul II, l'africanisation n'est pas forcément et toujours bonne en soi : « Cette œuvre, a-t-il dit, aux évêques, pour laquelle je tiens à vous exprimer toute ma confiance, requiert beaucoup de lucidité théologique, de discernement spirituel, de sagesse et de prudence et aussi de temps ».

Jean-Paul II continue de se montrer parfaitement à l'aise avec tous et à tout moment. Samedi, il a combié de joie une famille de Kinshasa en s'arrêtant quelques minutes dans sa petite maison au numéro 48, avenue de la

Victoire. Sur un petit autel, étaient disposés une photo de l'illustre visiteur, une croix et quelques chapelets. Après avoir reçu le pape agenouillé, le père de famille, un mécanicien depuis peu à la retraite, s'est entretenu avec lui des menus aspects de la vie quotidienne à Kinshasa. « Le cardinal m'a fait prévenir il y a une semaine, dit-il, mais je n'y croyais pas. Et il est venu... » Pendant ce temps, les mères de famille voisines jetaient leurs enfants dans les bras du pape, qui prend un évident plaisir à les

bénir d'un signe de croix sur le front. L'humour n'est pas la moindre qualité de Jean-Paul II. Quelques instants après son arrivée à l'aéroport de Kinshasa, une fillette lui présentait un bouquet de fleurs et récitait un compliment en l'honneur du mouvement populaire de la révolution, le Parti unique zairois. Quand elle eut terminé, le pape lança d'un air malicieux à l'adresse du chef de l'Etat : « Elle sait fort bien prier l'Evangile, cette demoiselle... »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire page 20, les déclarations de Jean-Paul II.)

Une pénurie des vocations au Congo

● Superficie : 342 000 kilomètres carrés.

● Population : 1 500 000 habitants. Dispersés dans plus de quatre mille villages, les Congolais appartiennent à la race banoue. Ils sont divisés en de nombreux groupes, dont les plus importants sont : le groupe Kongo, au sud ; le groupe Téké, au centre ; le groupe Boubangui, au nord. Ces groupes sont fractionnés en de nombreuses tribus. Dans le Nord également, se trouvent des Pygmées, qui vivent dans de petits hameaux.

● Politique : ancienne colonie française, après avoir transité par une situation intermédiaire comme Etat autonome dans la Communauté française, le Congo accède à l'indépendance en 1960. En 1963, le gouvernement de l'abbé Fulbert Youlou, président de la République, est renversé. Celui-ci, qui mourra en exil à Madrid en 1972, est remplacé par M. Massamba-Débat, qui est éliminé à la démissionnaire le 10 septembre 1968. Il est remplacé par le capitaine Alfred Roulé, qui cède la place, le même année, au commandant Marien Ngouabi, président du Conseil national de la révolution. La République populaire du Congo est née en 1969, avec comme premier président, le colonel Denis Sassou Nguesso, et dirigée par un parti politique

unique : le Parti congolais du travail.

● Economie : les ressources sont essentiellement agricoles, mais l'exploitation est difficile en raison des moyens de communication insuffisants, dans un pays occupé à 50 % par la forêt équatoriale. Les cultures sont : le manioc, l'igname, le maïs et le riz.

● Religions : après une première évangélisation par les Portugais au quinzième siècle, la première véritable mission est établie de 1768 à 1773. Un siècle plus tard, les missionnaires de la Congrégation du Saint-Esprit — s'installent définitivement.

Aujourd'hui, le Congo compte 530 000 catholiques (37 % de la population) avec un archevêque et deux évêques, 48 prêtres diocésains, 80 religieux prêtres, 17 religieux non prêtres, et 101 religieuses. Les protestants sont 150 000, les musulmans 5 000 et les animistes 700 000.

L'Eglise au Congo a été très éprouvée par l'assassinat inopiné, en mars 1977, du cardinal Emile Biyadé, archevêque de Brazzaville. Le nouvel archevêque, nommé en 1978, est Mgr Barthélémy Gakuba. L'Eglise souffre d'une pénurie de vocations, et les congrégations missionnaires ne peuvent plus fournir le personnel réclamé par les évêques.

DURANT SON SÉJOUR EN FRANCE

Le pape concélébrera une messe en plein air le dimanche 1^{er} juin au Bourget

Voici le programme officiel du voyage de Jean-Paul II en France, du 30 mai au 2 juin :

VENREDI 30 MAI

18 heures. Arrivée à Orléans. Déplacement en hélicoptère jusqu'aux Champs-Élysées.

19 h. 20. — Accueil par M. Giscard d'Estaing, accompagné du gouvernement. Le pape se rend en voiture découverte jusqu'à Notre-Dame par le Concorde, et le boulevard Saint-Germain.

19 h. 30. — 7a. Messe dans la cathédrale, en présence du président de la République, des corps constitués, des évêques et du clergé de Paris.

18 heures. — Messe concélébrée sur le parvis de Notre-Dame. Les évêques, le clergé parisien concélébreront.

— Dès l'issue de la messe, retour dans la cathédrale : allocation aux seuls membres du clergé.

— Le pape s'adresse au peuple de Paris et à ses représentants au quai de l'Hôtel-de-Ville.

— Retour en bateau sur le Seine à la Nonciature.

SAMEDI 31 MAI

8 h. 30. — Rencontre à la nonciature avec les représentants des confessions non catholiques.

10 heures. — Entretien avec le président de la République. Présentation de la famille du président. Le pape salue les personnalités invitées à l'Élysée ; transfert à l'archevêché en voiture découverte ; repas et retour à la nonciature.

15 heures. — Transfert à la chapelle de la médaille miraculeuse, rue du Bac, en voiture découverte. Prière à la chapelle renouée, brève présentation des responsables et des réalisations de la catéchèse et des mouvements caritatifs ; dans les jardins : rencontre des religieuses de Paris.

Transfert au Champ-de-Mars : rencontre avec des Polonais ; départ en hélicoptère pour Saint-Denis.

18 heures. — Messe dans la basilique de Saint-Denis pour les travailleurs français et immigrés ; ran-

contre avec quelques responsables chrétiens en monde ouvrier ; — Retour à la nonciature en hélicoptère, où il rencontre des responsables nationaux des mouvements laïcs.

DIMANCHE 1^{er} JUIN

8 h. 30. — A l'Institut catholique, rencontre des professeurs et des étudiants ;

9 h. 30. — Départ en hélicoptère pour Le Bourget où, à 10 heures, en voiture découverte, il fait le tour du terrain de la célébration ;

10 h. 30. — Messe concélébrée pour la paix de Dieu ; retour à la nonciature où il délègue ;

12 h. 30. — Transfert en hélicoptère au séminaire d'Issy-les-Moulineaux ; accueil par les évêques avec lesquels il a une séance de travail ; présentation des administrateurs, des bureaux des conseils presbytéraux de la région parisienne ;

19 heures. — Dîner avec les évêques ;

20 h. 30. — Transfert au Parc des Princes pour la veillée avec les jeunes (voiture ouverte à l'arrivée) ;

LUNDI 2 JUIN

8 h. 15. — Rencontre de prière avec les représentants des organisations internationales catholiques auprès de l'UNESCO. Jean-Paul II visite ensuite l'UNESCO où il prononcera un discours en présence des membres du conseil exécutif et d'une assemblée qualifiée.

12 heures. — Retour en voiture ouverte à la nonciature.

14 heures. — Contact avec la presse à l'Ecole militaire. Le pape part ensuite pour Lisieux en hélicoptère.

A Lisieux, messe sur le parvis de la basilique. Présence d'anciens évêques missionnaires, de prêtres fidèles du diocèse de passage en France, de malades ; brève visite au cimetière de Lisieux et rencontre avec les contemplatives ; contact avec le bureau de l'Union des supérieures majeures de France et le Comité permanent des religieux. A 18 heures, le pape quitte la France pour Rome.

DIR

TOUT.

Je veux
donner à tous l'information
dont ils ont besoin, facilement

Tu veux
traiter par lots
à partir de fichiers classiques

Il veut
une informatique décentralisée

Nous voulons
un atout juste adapté aux besoins
de l'entreprise et à son budget

Vous voulez
une grande puissance de calcul

Ils veulent
l'information performante et éprouvée

Je veux
contrôler l'information

Tu veux
choisir le mode conversationnel
et la base de données

Il veut
une informatique centralisée

Nous voulons
un réseau en temps réel

Vous voulez
disposer de beaucoup de puissance au moindre coût

Ils veulent
choisir un matériel dans une "gamme longue"
conçu pour suivre l'évolution de l'entreprise
sans changement ni conversion

UN SYSTEME 80 OU UN SYSTEME 1100

SPERRY UNIVAC

Les informaticiens qui savent écouter.

Retournez ce bon à :
1, rue Bellini - 92806 PUTEAUX

Remplissez vos coordonnées :
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____

RELIGION

LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II EN AFRIQUE

Les déclarations du pape

Comme à son habitude, Jean-Paul II profite des nombreux discours qu'il prononce devant des auditoires divers, au long de son périple africain, pour faire connaître les grandes lignes de sa pensée sur les différents problèmes auxquels doivent faire face les Eglises locales.

S'adressant aux évêques zairiens, il reconnaît la légitimité d'une certaine africanisation, tout en rappelant les normes universelles, notamment dans le domaine moral, où le pape a dénoncé la polygamie et appelé les vertus du mariage aux familles et celles du célibat aux prêtres et religieux.

Sur le plan politique, Jean-Paul II s'est montré beaucoup plus ferme que lors de son voyage en Amérique latine. S'il a affirmé que

« le service de Dieu se distingue du pouvoir civil », le pape a souligné le rôle de l'Eglise comme aiguillon de la conscience des dirigeants politiques, il a loué les évêques pour leurs rappels à l'ordre, en ajoutant que le Saint-Siège ne les « déchargera d'aucune responsabilité ». Pour ce qui est de la politique internationale, enfin, le pape n'a pas hésité à déplorer l'ingérence des puissances étrangères dans le continent africain, qu'elles soient capitalistes ou marxistes. Peut-être conscient des critiques formulées ici ou là à propos de la multiplication de ses voyages menés en « chef d'Etat », Jean-Paul II a expliqué que s'il prenait si souvent son « bâton de pèlerin » c'était pour défendre partout les droits de l'homme.

● Les évêques zairiens face au « mobutisme ».

« J'ai remarqué la zèle, le courage et la cohésion dont vous avez su faire preuve, pour éclairer et guider votre peuple chrétien, lorsque les circonstances l'exigeaient. Car les épreuves ne vous ont pas été ménagées. (...) Vous avez stimulé vos fidèles à tous les niveaux et responsables à surmonter le découragement et l'immoralité (...), vous avez même appelé l'ensemble de vos compatriotes à un redressement de la nation. De tels actes manifestent votre sens des responsabilités pastorales. Je souhaite avec vous que ces appels soient repris, médités et surtout vécus dans leurs conséquences et avec persévérance par ceux dont vous voulez former ou recueillir la conscience ».

« Le Saint-Siège, lancé plus tard Jean-Paul II, à son auditoire épiscopal, a déclaré qu'il n'aurait aucune responsabilité : au contraire, il vous responsabilisera et il vous aidera à trouver les solutions les plus conformes à votre vocation ».

Cela dit, l'Eglise ne doit pas, estime Jean-Paul II, empêcher sur la sphère d'action des dirigeants politiques. « Votre service de Dieu, a-t-il poursuivi, se distingue du pouvoir civil, tout en respectant sa compétence et sa responsabilité, il doit pouvoir s'exercer lui-même dans une pleine liberté, dans sa foi, qui est l'éducation de la foi, la formation des consciences, la pratique religieuse, la vie des communautés chrétiennes et la défense de la personne humaine, de ses libertés et de ses droits, de sa dignité » (Discours aux cinquante-six évêques zairiens le samedi 3 mai).

● La formation civique.

La foule a acclamé avec ferveur lorsque le pape exhorta les évêques à « former les citoyens honnêtes et courageux dont le pays a besoin, ennemis de la corruption, du mensonge et de l'injustice, soucieux d'un développement harmonieux, et spécialement des catégories les plus pauvres » (Discours aux cinquante-six évêques zairiens, le dimanche 4 mai).

● L'ingérence des grandes puissances en Afrique.

« C'est avec un étonnement empreint de tristesse que j'ai constaté que ce continent est lui aussi marqué par des influences dirigées de l'extérieur ou de l'extérieur, sous couvert d'aide économique, souvent, en réalité dans la perspective d'un intérêt qui n'est pas vraiment humanitaire que l'équité », le pape ajouta : « Comme on souhaiterait que les diverses nations d'Afrique puissent mener et grandir à l'écart des conflits idéologiques et politiques étrangers à leur mentalité profonde, qu'elles ne soient pas amenées à consacrer aux ornements, par exemple, une part démesurée des moyens parfois réduits dont elles disposent ou que l'assistance qu'elles reçoivent ne soit pas subordonnée à une quelconque forme d'allégeance. » (Discours aux chefs de missions diplomatiques, le samedi 3 mai).

● Contre le racisme et la violence.

« Faut-il évoquer les problèmes liés au racisme, que tant de vos frères, les chrétiens, dénoncent et que l'Eglise catholique pour sa part réprouve de la manière la

plus ferme ? Mes prédécesseurs ont, en maintes occasions, proclamé le caractère anti-évangélique de cette pratique. Certains commentateurs ont également souligné mon souci de défendre en tous points les droits de l'homme. Je puis vous dire que c'est en luttant contre ce fléau du racisme que j'envisage aussi d'agir pour promouvoir leur respect. Fort heureusement, des signes sont venus, comme au Zimbabwe, que des efforts patients peuvent véritablement fonder des espoirs réalistes ».

Dénonçant la violence politique qui « n'est pas digne de l'homme », Jean-Paul II a vanté les vertus de la « parole africaine, confrontation loyale par la conversation et la négociation ». Invité d'ouvrir la discussion par les intellectuels et la jeunesse universitaire, le pape les a mis en garde contre « la tentation des idéologies, trompeuses par leur apparence simpliste, et les idéologies du matérialisme sous toutes ses formes, car il est toujours source d'asservissement » (Discours aux diplomates).

● La liberté religieuse et le marxisme.

Dans une allocution adressée au colonel Denis Sassou-Nguesso, président de la République du Congo, le pape a déclaré que l'Eglise souhaitait que les croyants puissent professer publiquement leur foi. « Je sais, M. le président, que vous comprenez cet espoir, qui ne menace pas l'Etat. La liberté religieuse est en effet au cœur du respect de toutes les libertés et des droits inaliénables de l'individu » (Discours aux dirigeants congolais le lundi 5 mai).

Le synode de l'Eglise réformée de France invite les chrétiens à « se mobiliser en vue d'un nouvel ordre économique mondial »

Dijon. — Il n'est pas de meilleur test pour les Eglises contemporaines que leur capacité économique. Mais il est tant de sortes d'économismes ! Celui qui est axé sur le matériel, celui qui est axé sur le spirituel, celui qui est axé sur l'homme et celui qui est axé sur Dieu. Le protestantisme français estime avoir été suffisamment de pas vers l'homme et le monde, mais il doit aller plus avant. Les déclarations platoniques ne manquent certes pas. Comme ses prédécesseurs, le pasteur Jean-Pierre Monsarrat, qui vient d'être élu président du Conseil national de l'Eglise réformée de France au synode de Dijon, du vendredi 2 mai au dimanche 4 mai, déplore l'« absurdité » des divisions protestantes, qui obligent à « doubler » pour le moins les statuts des Eglises distinctes de l'« alliance ecclésiastique ».

« Il faut pourtant, ajoute-t-il, maintenir notre identité » et veiller à ne pas se laisser absorber par l'Eglise catholique, fortement majoritaire en France, sans oublier toutefois que ce ne sont pas toujours les éléments théologiques qui pèsent le plus lourd dans la balance.

Conclusion : demain comme aujourd'hui les chrétiens ne peuvent pas se satisfaire de l'« état des lieux ». Le prochain séjour du pape à Paris ne laisse pas indifférents les protestants. Mais ils entendent « ne pas faire l'impasse » pendant quelques instants, comme cela a été demandé lors de la récente réunion œcuménique de Chantilly, il faudrait rencontrer Jean-

De notre envoyé spécial

Paul II et pouvoir avoir un échange avec lui, ainsi que Paul VI en a donné l'exemple à Genève.

L'œcuménisme dans l'information à travers le monde a quant à lui fait des progrès considérables. Les chrétiens n'y sont pas pour grand-chose. Ils n'ont fait qu'oublier le pas des échanges politiques, sociaux et culturels d'une planète devenue de plus en plus solidaire. Les quatre hôtes de l'Eglise réformée de France à Dijon, dont deux n'étaient pas protestants, avaient pour tâche de sensibiliser le synode aux problèmes Nord-Sud, à ceux de l'Est et de l'Asie.

Il convient d'« inverser la formation », a déclaré le pasteur Vincent Cosmao : « D'émancipés, nous, Occidentaux, nous devons devenir récepteurs. Le critère de la vérité de la foi est la parole avec les pauvres ». Les chrétiens devraient donc être particulièrement réceptifs au message des Eglises du tiers-monde. « La théologie peut être un facteur de régulation et contribuer à surmonter le danger de guerre sainte ».

Pour le prêtre orthodoxe roumain Ion Bria, il s'agit de dépasser les notions fautes d'accueil et d'« évangélisme ». L'Eglise doit vivre à l'intérieur d'elle-même la catholicité, c'est-à-dire l'universalité. Ce n'est pas le renforcement des structures des relations extérieures qui arrivera à ce résultat. La bureaucratie est la plus impuissante. « Créer des fonds spéciaux contre le racisme est une chose, mais le pasteur Chipenda (Angola), mais le plus important n'est pas là. Mieux vaut rendre leurs terres aux indiens. Mieux vaut que la France remette en cause sa politique des DOM-TOM ».

Sur le plan pratique, le synode demande que des initiatives soient prises en liaison avec le Conseil œcuménique et qu'un effort financier

LE PASTEUR MONSARRAT : UN « HOMME DE TERRAIN »

Le pasteur Jean-Pierre Monsarrat, nouveau président du conseil national de l'Eglise réformée de France, a été désigné par un conseil de vingt membres renouvelés à 50 %, (soit dix pasteurs et quatre laïques) (femmes). De souche tarnaïse, il est né à Londres en 1927, où il vécut pendant treize ans. Ainsi, dit-on, « expliquant un certain flou et une froideur apparente, il a fait ses études de théologie en Ecosse, à Paris et à New-York. D'abord pasteur à Vahre (Tarn), il prend en 1963 à Lyon la charge de la paroisse des Yvernois ».

En 1970, il est élu président du conseil de la région Centre-Alpes-Rhône, l'une des plus importantes de l'Eglise réformée de France. Son mandat a été renouvelé quatre fois.

un séjour linguistique ?

CSLC
CLERMONT-FERRAND
Centre de Séjours Linguistiques et Culturels
Séjours de Professeurs, lauréats du concours d'Etat, bacheliers et bacheliers (53150) et Communauté d'Etudiants (54000)
documentation : 12 rue Gabriel Péri
63000 CLERMONT-FERRAND
Téléphone (73) 93-58-88

LE COMITÉ NATIONAL DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE COMPROMET DES MILITANTS POLITIQUES ET SYNDICAUX.

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — « Au nom du Christ, nous ne pouvons accepter des situations flagrantes d'injustice, des inégalités qui restent souvent scandaleuses dans la société d'aujourd'hui (...) La société qui, dans les faits, prend son parti du chômage est inacceptable. (...) Vivre, c'est avoir de quoi vivre, mais c'est aussi pouvoir éprouver ses joies et ses possibilités dans le travail et dans le cadre de vie. Quand une société aboutit à détruire l'homme, elle entre en contradiction fondamentale avec l'Evangile (...) Nous ne pouvons admettre les atteintes portées à l'option des militants, une répression ou un syndicat qui s'acquitte de son devoir ».

Tes furent quelques-uns des propos de M. Herbulot, à l'occasion des douzièmes rencontres nationales de l'Action catholique ouvrière, qui ont eu lieu du vendredi 2 au dimanche 4 mai à Bordeaux. Les mille délégués participants à cette rencontre, marquant en même temps le trentième anniversaire du mouvement, ont vivement applaudi le président de la commission épiscopale de monde ouvrier lorsque celui-ci a affirmé avec vigueur qu'il croyait « à la mission irremplaçable des mouvements catholiques en classe ouvrière ». De leur côté, tout en affirmant leur désir d'un approfondissement de la foi et d'une formation théologique plus complète, les militants de l'ACO ont insisté sur le fait que leur mouvement n'est pas à lui seul l'Eglise en classe ouvrière. Attachés à l'Eglise à ses prêtres, à ses évêques et au pape, ils soulignent la pluralité des courants qui la traversent.

Différents de la J.O.C. (jeunesse ouvrière chrétienne), de la J.O.C.F. (jeunesse ouvrière chrétienne féminine) ou des autres mouvements de militants ACO sont également très diversifiés en leur sein même. L'ACO se veut une somme de toutes ces différences syndicales ou politiques et refuse de privilégier les uns au détriment des autres. On remarquera cependant qu'au nouveau comité national (dont la présidence est désormais Mme Thérèse Chatain, de toutes les confessions) la francophonie du cadre de vie et le président M. Daniel Bescroix, membre de la C.G.T. et du P.S.U., une large place a été faite aux militants déjà engagés dans des partis. Ainsi, les membres du parti communiste, au nombre de deux dans le précédent comité, sont désormais sept. Parmi les autres partis, les syndicalistes ont noté huit sièges à des membres du parti socialiste, trois au P.S.U., vingt à la C.F.D.T. et douze à la C.G.T.

« Ce vote sera peut-être révélateur », déclare Georges Marchais, dissident militant. Sans doute est-il aussi un début de réponse aux questions posées tout au long de ces journées sur la crise économique, les difficultés du syndicalisme ou la situation politique après les législatives de 1978. — G. L.

ÉDUCATION

Le congrès de « réunification » des organisations d'étudiants est confronté au problème de la grève générale

Près de six cents délégués participent, depuis le samedi 3 mai, à l'université de Paris-X à Nanterre, au Congrès de réunification du mouvement étudiant, qui doit achever ses travaux lundi 5 mai au soir. Préparé par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-Unité syndicale, animée principalement par l'Organisation communiste internationaliste, trotskiste) et le Mouvement d'action syndicale (MAS, proche de la Ligue communiste révolutionnaire), ce rassemblement est la première tentative, depuis plus d'une dizaine d'années, de reconstruire « une grande organisation syndicale étudiante ».

Dans le grand amphithéâtre de l'université de Nanterre, les travaux séparent les différentes sensibilités du mouvement étudiant. A droite de la tribune, les socialistes de « courant Mitterrand » et ceux du « courant Bocard ». Au centre, la majorité de l'UNEF-Unité syndicale proche de l'O.C.I. A gauche, plus clairement, les militants du MAS appartenant à la L.C.R. La disposition contrainte de la majorité de l'UNEF n'a pas de signification politique, elle s'explique seulement par le nombre de ses délégués. C'est en effet ce courant qui a obtenu le plus de mandats lors des congrès locaux de réunification qui ont eu lieu ces derniers mois dans les villes universitaires. Avec trois cent soixante-douze délégués (59,14 % des voix) ils distancent nettement les socialistes, qui obtiennent 168 mandats (26,23 % des voix) et la majorité L.C.R. du MAS, qui obtient 92 mandats (14,63 % des voix).

Réunis pour la première fois, trotskistes, socialistes, autog-

ternitaires des comités communistes pour l'autogestion (C.C.A.), oppositionalistes du parti communiste et plus simplement adhérents d'associations locales ou corporatives d'étudiants, se penchent sur un débat sur l'orientation future du syndicat qu'ils ont en train de créer. L'enjeu est important pour des militants qui veulent, comme le souhaite M. Jean-Christophe Cambadélis, leader de la majorité de l'UNEF, « arriver à un syndicat de cent mille membres le plus rapidement possible ». M. Cambadélis a proposé au congrès, pour le mois à venir d'engager l'action sur des objectifs précis allant de la défense des œuvres universitaires à la libre inscription des bacheliers dans l'université de leur choix, en passant par le refus des réformes de second et de troisième cycles.

En l'absence de la lutte à mener à plus court terme pour la défense des étudiants étrangers, M. Cambadélis a expliqué que la situation pouvait devenir favorable.

M. Cambadélis préconise un réajustement dans toutes les universités pour savoir si « les étudiants sont prêts à se mettre en grève partout ». Il a aussi annoncé que l'UNEF rencontrerait jeudi 8 mai M. Jean Imbert, directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires et président de la commission nationale pour l'inscription des étudiants étrangers. L'UNEF a aussi rendez-vous le 9 mai avec M. Jean-Claude Gassiot, conseiller technique au cabinet du premier ministre, pour évoquer le problème des étudiants étrangers.

M. Julien Dray, représentant de la majorité du MAS, est favorable à une action plus rapide. Il a demandé au congrès de répondre positivement à l'appel de la coordination de Grenoble à la grève générale pour les 6 et 7 mai (le monde du 3 mai). « Il faut porter un coup décisif au gouvernement », a-t-il déclaré, en ajoutant que « la grève générale correspond concrètement à la volonté des étudiants ».

Ce problème de la grève et donc de la tactique syndicale a été un des principaux thèmes abordés au cours des deux premières journées du congrès. Il a notamment opposé les socialistes, qui, par la voix de M. Jean-Marie Lécuyer ont critiqué le « fétichisme de la grève générale », aux trotskistes qui veulent construire un rapport de forces à l'université.

SERGE BOLLOCH.

ANGLETERRE 3 formules

ANGLAIS : pour les ADULTES DESIREUX DE COMMENCER UN COURS D'ANGLAIS EN 10 SEMAINES, 3, 5 ou 10 HOURS PAR JOUR 1 A 5 SEMAINES.

ETUDIANTS : 3 SEMAINES 1980. RECEPTION DES 5000 COURS, POUR ADULTES, CHIFFRE, COMPARAISON, CONFERENCE, EXERCICES, SPORTS, PAGES ETC...

ELIENS : VUE EN FAMILLE ANGLAISE, FAMILIARISATION, ANCIENS, CHIFFRES ETC...



BRITISH EUROPEAN CENTRE
3, rue Richemont 75008 Paris Tél : 369.18.34

N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
— souhaite recevoir votre brochure BEC —

adultes étudiants élèves

école des cadres
du commerce et des affaires économiques
92, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. 747.06.40 +

Établissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'Etat.

Depuis 27 ans, formation de cadres opérationnels en 3 ans d'études concrètes dispensées par des méthodes actives.

● Admission : exclusivement sur concours d'entrée.
(8 centres (Paris et Province)).

● Spécialisations : marketing - gestion des PME - commerce international - gestion financière - organisation informatique.

● Options : DECS (expert-comptable) - bilingue français-anglais - français-arabe - informatique.

● Enseignement post-EdC : Dallas - Londres.

concours d'entrée obligatoire : 3-4 j/m.

ESSEC
ADMISSION SUR TITRES EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise (Sciences, Lettres, Droit, etc.) l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet de suivre la même scolarité que les étudiants admis par concours.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux ans (ou dix-huit mois si la session d'été a pu être suivie).

La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait l'une des toutes premières écoles de gestion française, comparable aux meilleures business schools étrangères.

● Dernière session d'admission pour la rentrée 1980 : les 10-12 septembre 1980, à Cergy.

● Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1^{er} août 1980.

● Documentation et dossier d'inscription - ESSEC - Admissions, B.P. 105 - 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél. : 030-40-57.

(Publicité)

MAITRISE GESTION

● Institut des sciences et techniques comptables et financières.

● Admission : BTS, DEUG, DUT, Licences admissibilité Grandes Ecoles (ingénieur ou gestion).

Concours d'entrée les 9, 10 et 11 juin.

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE
58, avenue Didier - 94 SAINT-MAUR

Institut supérieur d'études appliquées
Institut du tourisme et des loisirs

École des Cadres, 92, av. Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine, Tél. 747.06.40 +

Établissement privé d'enseignement supérieur mixte

L'Ecole des Cadres Femmes n'est maintenant spécialisée en deux branches. Vous avez le choix entre l'ISEA et l'ITL.

Formation efficace et concrète en deux ans aux professions de :

● Assistante et secrétaire de direction bilingue, trilingue ;

● Médecin d'aéromédecine et d'entreprise ;

● Relations publiques ;

● Publicité ;

● Action commerciale (distribution) ;

● Traduction commerciale, interprétation d'entreprise ;

● Tourisme et Loisirs, 3 options ;

* Formations sanctionnées par un BTS, diplôme d'Etat.

Examen d'entrée : 12-13 mai

de « réconciliation »
 des étudiants est confronté
 à la grève générale

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

Les étudiants participent, depuis le samedi 25 avril, à la manifestation de la grève générale. Ils ont été confrontés à la manifestation de la grève générale.

LES PROJETS DE RÉFORMES PÉNALES

La sécurité contre les libertés

C'est peu dire que le projet de loi « sécurité et liberté », adopté le 30 avril par le conseil des ministres, est un texte répressif et qu'il menace, au nom de la sécurité, les libertés.

On connaît l'antienne : en France, comme dans la plupart des pays occidentaux, les courbes de criminalité s'envolent. La peur d'instabilité, les actes d'autodéfense se multiplient.

On peut discuter ce phénomène. Insister, comme l'a fait il y a trois ans le comité d'études sur la violence, présidé par M. Alain Peyrefitte, sur la prévention. Reconnaître, comme M. Raymond Barre il y a peu de temps, que la répression est l'aveu d'un échec.

On peut aussi, comme le fait M. Jean-Marie Le Pen, se rallier aux théories criminelles les plus conservatrices et considérer qu'on ne peut laisser, sans réagir, s'installer la violence.

Cette montée des périls est préoccupante mais non menaçante, et on ne s'explique pas que le gouvernement ait choisi, pour la combattre, d'écarter une noix avec un marteau-pilon. Les cambrages, les agressions dans les rues, les enlèvements et prises d'otages, etc., atteignent un niveau insupportable ? Ils seront réprimés sans faiblesse.

Les libérations conditionnelles seront accordées quand elles le seront, au cas par cas, en fonction des circonstances atténuantes une fois sur deux écrites, le sursis disparaît, on ne s'en fait, en cas de récidive, etc. En quelques articles, ce sont des peines entières de notre système pénal, fondé sur l'aménagement du délinquant et sur sa réinsertion, qui sont remis en cause.

Un exemple parmi d'autres : celui qui aura commis un vol à l'arraché avec violence — par exemple si, dans la précipitation, il a heurté sa victime et que celle-ci soit tombée — sera, s'il s'agit d'un premier délit, condamné à un emprisonnement de 10 à 200 000 francs d'amende. Cette peine, le cas échéant, pourra être prononcée avec sursis.

Peines automatiques

En cas de récidive, la peine encourue double et ne peut être assortie d'un sursis. Autrement dit, le délinquant n'est pas condamné à une amende — ce qui est l'hypothèse la plus vraisemblable — se voit automatiquement infliger une peine effective égale ou supérieure à deux ans d'emprisonnement, à laquelle s'ajoute avec la même automaticité la peine antérieure. Si celle-ci a été prononcée avec sursis, la différence avec le système actuel est la suivante : en cas de vol avec violence, le coupable risque aujourd'hui, devant une cour d'assises de deuxième degré, un emprisonnement de 10 à 200 000 francs d'amende, à laquelle s'ajoute avec la même automaticité la peine antérieure. Si celle-ci a été prononcée avec sursis, la différence avec le système actuel est la suivante : en cas de vol avec violence, le coupable risque aujourd'hui, devant une cour d'assises de deuxième degré, un emprisonnement de 10 à 200 000 francs d'amende, à laquelle s'ajoute avec la même automaticité la peine antérieure.

Jusqu'ici, les différences entre les deux systèmes sont minimes. Tout change en cas de récidive, qu'il s'agisse d'un nouveau vol avec violence ou d'un simple cambrage. La peine effective ne peut, à ce moment-là, être inférieure à deux ans, alors que, dans le système actuel, le tribunal a la faculté d'accorder un sursis s'il estime qu'il existe des circonstances atténuantes. En outre, la peine prononcée avec sursis, après le premier délit, s'ajoute automatiquement à ces deux ans minimum (aujourd'hui le tribunal peut dispenser de l'exécution de cette peine). On comprend pourquoi le Syndicat des magistrats de la République souligne que ce système de peine automatique risque, à terme, de doubler le nombre des détenus.

La saisine directe

La n'est pas la plus inquiétante, mais dans la faculté laissée désormais au parquet, sous prétexte d'accroître la courbe de la justice, c'est-à-dire de limiter les détentions provisoires, de saisir directement le tribunal correctionnel de la cour d'appel, s'il s'agit d'un crime, sans passer par un juge d'instruction. Si on s'en tient à cette explication, c'est-à-dire à cette disposition une volonté — non avouée cette fois — de répression accrue, on est obligé de constater que le remède est pire que le mal.

Car, en dépit des déclarations de M. Peyrefitte, soulignant que cette procédure s'appliquera aux affaires « étiquetées » — comme l'affaire de Broglie ? — rien, dans le projet, ne permet de penser pour cette interprétation. Le texte dit simplement que le parquet « peut » saisir le tribunal ou la chambre d'accusation, « à l'égard des charges déjà rassemblées ». Rien de plus.

Cette disposition est triplement dangereuse pour les libertés. Elle supprime un degré de juridiction. Elle dessaisit les juges d'instruction (magistrats du siège), renforce les pouvoirs du parquet hiérarchiquement contrôlé, et elle conduit à des condamnations prononcées sur la base de rapports de police qu'aucun juge

d'instruction ne sera là pour constater. On connaît les résultats auxquels conduit ce système en matière de flagrant délit. Une procédure dont on annonce pourtant la suppression, mais que des dispositions reviennent à généraliser.

Combinée avec les mesures sur le sursis et la récidive, la saisine directe du tribunal ou de la chambre d'accusation conduit à des extravagances. Un seul exemple : l'auteur présumé d'un cambrage commis de nuit (circonstance aggravante pour le vol) — son affaire est élucidée — est condamné, s'il est récidiviste, à trente ans d'emprisonnement, sans autre forme de procès.

L'« habeas corpus » du pauvre

La seule contrepartie à cette mise en pièces de quelques garanties dont bénéficie le justiciable est une disposition que le garde des sceaux présente comme l'institution d'un « habeas corpus » à la française. Cette affirmation mérite d'autant plus d'être dis-

cutée qu'elle constitue l'unique contrepartie d'un texte dont le volet répressif l'emporte sur tout le reste.

L'« habeas corpus » qui vient d'entre-Manche permet à toute personne victime d'une détention arbitraire de saisir un juge. D'après l'expression « habeas corpus » (ce qui signifie « que tu aies le corps »), qui signifie littéralement l'obligation pour le magistrat de se faire présenter le détenu et de le relâcher s'il estime incarcéré illégalement. L'expression et le projet figurent en tête du programme de Bolot, présenté en janvier par M. Raymond Barre. Le projet est en ces termes : « Toute personne qui s'estime victime d'une détention irrégulière, ou qui serait victime d'une telle détention, pourra le dénoncer et saisir un juge. L'autorité qui détient l'individu — quelle qu'elle soit — administrative, judiciaire ou militaire — devra établir, sous le sceau de la preuve de son droit, une commission présidée par un professeur de droit, M. Jean Rivéro, avait été créée à ce sujet.

M. Clément, député, avait assigné, le 25 avril 1979, au premier ministre, la tâche de traduire cette promesse dans les textes avant six mois. Puis on n'en avait plus entendu parler.

Trois risques de détention arbitraire, au sens de l'« habeas corpus », subsistent dans la loi française : la procédure de flagrant délit, la procédure de saisine directe de la République qui n'est pas un magistrat du siège, de délivrer un mandat de dépôt ; des internements psychiatriques dans des lieux de détention provisoire d'extrangers en instance d'expulsion. Ce sont ces trois cas que le projet de M. Peyrefitte s'efforce de corriger. Le flagrant délit, c'est aussi l'absence d'instruction et d'enquête sérieuse, même si la « flagrance » n'est pas établie, les jugements à la chaîne et leur redoublant d'efficacité, lorsque cette procédure est utilisée conjointement avec la loi dite « anti-casseurs ». De cela, le projet ne souffre mot.

L'internement psychiatrique

Si on doit se féliciter de voir disparaître du code la faculté que le procureur de la République peut décider d'une incarcération, il faut rappeler qu'il existe en droit français des textes qui limitent, en théorie, les possibilités d'internement arbitraire, notamment l'obligation pour le juge d'instruction de motiver ses ordonnances de détention provisoire et leur renouvellement, par des arguments tirés du dossier et non par des considérations générales. On pouvait attendre du garde des sceaux qu'il rappelle ces dispositions souvent ignorées. Hélas ! Le texte évoque bien le problème de la détention provisoire mais c'est en vain. Lorsque la peine encourue sera de plus de cinq ans d'emprisonnement, le juge d'instruction n'aura plus à motiver sa décision. Où est le progrès ? L'internement psychiatrique dans

les établissements privés avait aussi, il y a près de dix ans, quelques remous, à la suite du placement d'office dans une clinique de Nîmes d'Isabelle Le Mire, que ses parents souhaitaient voir rompre avec un éducateur, M. Paul de Saligny, dont ils contestaient l'influence. Avec ce texte, Isabelle Le Mire serait théoriquement à l'abri d'une telle mesure, mais les établissements psychiatriques sont depuis longtemps sous le contrôle de la justice, ce qui n'empêche pas de tels internements de se reproduire.

C'est peut-être par un abus de langage que le gouvernement peut présenter comme une mesure libérale la nécessité de détenir les étrangers en instance d'expulsion. Or, l'article 23 de la loi Bonnet, qui permet de détenir arbitrairement des étrangers en instance d'expulsion, est en fait une disposition qui crée un vide que le gouvernement se promettrait, disait-on, de combler. Avec le projet présenté par M. Peyrefitte, qui réintroduit à l'article 23 de la loi Bonnet, la possibilité de détenir les étrangers en voie d'expulsion, c'est fait. Cette mesure sera maintenant, juridiquement inattaquable puisque toute décision en ce sens sera placée sous le contrôle d'un juge du siège, mais son véritable objet est bien de revenir à une disposition qui a conduit à de nombreux cas de détention d'extrangers.

Composé au Royaume-Uni, où les cas de détention arbitraire sont rares, l'« habeas corpus » à la française aura du mal à faire la preuve de son efficacité, tant son esprit apparaît éloigné de nos lois et de nos traditions. C'est à la justice, et non à la police, qu'il appartient de garantir la liberté.

L'heure est à la répression, les articles sur la « sécurité » le prouvent. Si on ne change pas la société, on ne peut pas changer la justice. Si on ne change pas la société, on ne peut pas changer la justice. Si on ne change pas la société, on ne peut pas changer la justice.

BERTRAND LE GENDRE

M. Yves Rocco est nommé, par arrêté publié au Journal officiel du 4 mai, directeur du service de la police judiciaire. M. Rocco était, jusqu'à présent, directeur des services judiciaires du ministère (le Monde du 22 avril).

Attentat contre un dépôt de l'E.D.F.

Un attentat a été commis, le 1er mai, contre un dépôt de l'E.D.F. à Saint-Aubin-sur-Mer (Calvados) près de Caen. Plusieurs cocktails Molotov ont été lancés sur le dépôt, qui a été totalement brûlé et un fourgon a été endommagé. Les dégâts sont évalués à 100 000 F. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les enquêteurs ont découvert sur les lieux une inscription : « F.I.E.D. », dont les enquêteurs ont saisi la signification.

POINT DE VUE

L'exécution des peines

par MIREILLE DELMAS-MARTY (*)

DANS le projet de loi « sécurité et liberté » un point, dès à présent, doit attirer une attention particulière : la partie du texte relative à l'exécution des peines, qui viendrait renforcer la loi du 22 novembre 1978. A l'époque, en effet, cette loi avait soulevé des doutes quant à sa constitutionnalité. En éliminant tout cela, le projet du 30 avril n'a-t-il pas été trop loin ?

Moins de deux ans après la loi du 22 novembre 1978, qui institue une « période de sûreté » pendant laquelle certains condamnés ne peuvent bénéficier de mesures favorables (telles que suspension ou fractionnement de la peine, placement à l'extérieur, permission de sortir, semi-liberté, libération conditionnelle) et qui modifie les conditions d'octroi des permissions de sortir, voit un projet qui « aggrave » les inconvénients » de cette loi (le Monde du 2 mai 1980).

Encore faudrait-il savoir pourquoi et comment.

Le but peut être de proposer un retour à une plus stricte légalité des peines, en évitant un trop grand décalage entre la peine prononcée par le juge et la peine effective, celle que le condamné exécute. C'est alors un choix de politique criminelle qui est proposé au Parlement.

Certes, il s'agit là d'une rupture avec les tendances à l'individualisation de la peine et au recasement du délinquant, marquées, particulièrement de 1968 à 1978, par quelques textes de loi. D'une rupture aussi par rapport à l'« avant-projet » de code pénal, adopté en 1978, qui soulignait la nécessité de diversifier la mesure d'incarcération afin de lui permettre de s'adapter, d'une part, à toutes les formes de criminalité et à toutes les catégories de délinquants, d'autre part, à l'évolution de chaque condamné tout au long de son incarcération. Et l'on pourrait voir alors dans ce nouveau projet un retour aux fondements plus classiques de la peine : mise à l'écart du condamné, infirmation des délinquants potentiels.

On peut regretter un tel choix qui alignerait l'abandon de beaucoup d'efforts humanitaires tentés depuis la loi de 1978, assurément, mais qui, en fait, ne croit pas à la répression et à la punition sans hypocrisie.

Seulement il y aurait une autre interprétation de la loi de 1978, celle du projet de 1980, interprétation qui ne serait plus de politique criminelle, mais de politique tout court. A y regarder de plus près, en effet, ces textes semblent bien contenir autre chose qu'un retour vers l'orthodoxie pénale classique (celle du code de 1910). Car les réformes antérieures ne sont pas purement et simplement abrogées. D'une part, ce sont des dispositions de la loi de 1978, qui ont été maintenues, mais avec certaines durées de sortie de prison plus ou moins rapidement et plus ou

On dira que la question a déjà été soulevée devant le Conseil constitutionnel (22 novembre 1978), qui n'a pas considéré comme contraires à la Constitution les dispositions de la loi de 1978 « qualifiant mesures d'administration judiciaire de telles décisions ». « Attribuant compétence à une commission administrative pour statuer sur les autorisations de sortie » et « permettant que le juge du siège qui le préside soit mis en « mort » ». Le Conseil s'en est tenu à « que, en droit pénal, les décisions relatives aux modalités d'exécution des peines sont par nature distinctes de celles par lesquelles celles-ci sont prononcées ; que, par suite, l'application de ceux des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, qui régissent les condamnations n'a pas pour objet de limiter les décisions relatives aux modalités d'exécution des peines ».

En effet, le projet prévoit de nouveaux cas dans lesquels « les permissions de sortir ne seront accordées qu'à l'unanimité des membres composant la commission de l'application des peines ». Or on sait que, si cette commission est présidée par le juge de l'application des peines, le procureur de la République et le chef de l'établissement pénitentiaire en sont membres de droit (art. 722, al. 4, c. proc. pén., mod. loi de 1978). Autrement dit, le pouvoir exécutif peut, par le texte de cette loi, s'opposer à la décision.

L'administration et le juge

Mais avait-il prévu l'extension proposée dès 1980 dans le cadre des permissions de sortir et d'autres extensions encore à des mesures telles que la semi-liberté, la libération conditionnelle, la réduction, la fractionnement ou la suspension de la peine ?

On sait le Conseil constitutionnel soucieux de veiller, notamment en droit pénal (décisions du 28 novembre 1973 et du 23 juillet 1975), à un strict respect de la Constitution. Une telle extension, en 1980, de dispositions déjà existantes en 1978 peut l'amener à présumer son analyse. D'autant que, dans l'intervalle, le Conseil d'Etat a fait connaître un point de vue plus nuancé. Par un arrêt du 4 mai 1979, il a considéré comme simples modalités d'exécution des peines, échappant au législateur, « le déterminisme du régime d'incarcération applicable aux divers types d'établissements pénitentiaires appelés à recevoir les condamnés de longues peines ». A contrario, et d'ailleurs clairement exprimées dans les conclusions de M. Franc, commissaire du gouvernement, apparaît une distinction entre les mesures d'exécution des peines, qui échappent au législateur, et les autres, celles qui justifient, au contraire, la compétence du législateur, et sont donc placées sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Il s'agit des mesures qui, « directement ou indirectement, remettent en cause les caractéristiques légitimes de la peine, et notamment sa durée ; les permissions de sortir, les libérations conditionnelles, le régime de semi-liberté ont tous pour effet de modifier — de façon provisoire ou non — le contenu d'une peine privative de liberté et de permettre à un détenu condamné à un emprisonnement d'une certaine durée de sortir de prison plus ou moins rapidement et plus ou

On exagère quand on considère l'application des peines comme l'« unanimité certaine des décisions dans ce domaine, le projet confie à l'administration un pouvoir que la Constitution invite à réserver au juge.

La sécurité n'en exige pas tant, et, si l'on veut, comme l'exprime l'exposé des motifs du projet de loi en 1978, assurer « la garantie fondamentale que constitue la collégialité », que l'on reprenne donc l'idée de la commission de révision du code pénal, pleinement approuvée dans son principe par les tribunaux et organismes qui avaient été créés, d'un « tribunal de l'exécution des peines », composé de magistrats du siège et compétent pour décider des principales phases de cette exécution (voir les art. 161 et 162 de l'avant-projet définitif de code pénal, 1978).

Si non la loi proposée, contredisant son intitulé même, risquerait de sacrifier la liberté sans utilité évidente pour la sécurité.

(*) Conclusions Franc, sous Conseil d'Etat, 4 mai 1979, J.O.P. 1979, II, 1242.

Menaces de sanctions

contre des éducateurs hostiles aux « portiques ».

Le Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire (SNEPAP) proteste contre les procédures disciplinaires engagées contre les éducateurs de la prison de la République qui n'est pas un magistrat du siège, de délivrer un mandat de dépôt ; des internements psychiatriques dans des lieux de détention provisoire d'extrangers en instance d'expulsion. Ce sont ces trois cas que le projet de M. Peyrefitte s'efforce de corriger. Le flagrant délit, c'est aussi l'absence d'instruction et d'enquête sérieuse, même si la « flagrance » n'est pas établie, les jugements à la chaîne et leur redoublant d'efficacité, lorsque cette procédure est utilisée conjointement avec la loi dite « anti-casseurs ». De cela, le projet ne souffre mot.

Dans la pratique, cette mesure risque d'avoir une portée limitée. On ne sache pas que les juges correctionnels de Paris, où existe l'unique chambre spécialisée en matière de flagrant délit, soient plus émetteurs que leurs collègues du parquet. Le flagrant délit, c'est aussi l'absence d'instruction et d'enquête sérieuse, même si la « flagrance » n'est pas établie, les jugements à la chaîne et leur redoublant d'efficacité, lorsque cette procédure est utilisée conjointement avec la loi dite « anti-casseurs ». De cela, le projet ne souffre mot.

L'internement psychiatrique

Si on doit se féliciter de voir disparaître du code la faculté que le procureur de la République peut décider d'une incarcération, il faut rappeler qu'il existe en droit français des textes qui limitent, en théorie, les possibilités d'internement arbitraire, notamment l'obligation pour le juge d'instruction de motiver ses ordonnances de détention provisoire et leur renouvellement, par des arguments tirés du dossier et non par des considérations générales. On pouvait attendre du garde des sceaux qu'il rappelle ces dispositions souvent ignorées. Hélas ! Le texte évoque bien le problème de la détention provisoire mais c'est en vain. Lorsque la peine encourue sera de plus de cinq ans d'emprisonnement, le juge d'instruction n'aura plus à motiver sa décision. Où est le progrès ? L'internement psychiatrique dans

les établissements privés avait aussi, il y a près de dix ans, quelques remous, à la suite du placement d'office dans une clinique de Nîmes d'Isabelle Le Mire, que ses parents souhaitaient voir rompre avec un éducateur, M. Paul de Saligny, dont ils contestaient l'influence. Avec ce texte, Isabelle Le Mire serait théoriquement à l'abri d'une telle mesure, mais les établissements psychiatriques sont depuis longtemps sous le contrôle de la justice, ce qui n'empêche pas de tels internements de se reproduire.

C'est peut-être par un abus de langage que le gouvernement peut présenter comme une mesure libérale la nécessité de détenir les étrangers en instance d'expulsion. Or, l'article 23 de la loi Bonnet, qui permet de détenir arbitrairement des étrangers en instance d'expulsion, est en fait une disposition qui crée un vide que le gouvernement se promettrait, disait-on, de combler. Avec le projet présenté par M. Peyrefitte, qui réintroduit à l'article 23 de la loi Bonnet, la possibilité de détenir les étrangers en voie d'expulsion, c'est fait. Cette mesure sera maintenant, juridiquement inattaquable puisque toute décision en ce sens sera placée sous le contrôle d'un juge du siège, mais son véritable objet est bien de revenir à une disposition qui a conduit à de nombreux cas de détention d'extrangers.

Composé au Royaume-Uni, où les cas de détention arbitraire sont rares, l'« habeas corpus » à la française aura du mal à faire la preuve de son efficacité, tant son esprit apparaît éloigné de nos lois et de nos traditions. C'est à la justice, et non à la police, qu'il appartient de garantir la liberté.

FAITS ET JUGEMENTS

Des policiers auraient brandi leurs armes lors d'une manifestation à Paris le 1er mai.

Le quotidien Libération publie, lundi 5 mai, plusieurs photographies prises au quartier Latin, à Paris, le 1er mai, lors de la manifestation pour la dénationalisation de la marijuana au cours de laquelle plusieurs dizaines de personnes ont été interpellées puis une dizaine jugées en flagrant délit, vendredi 2 mai (le Monde des 3 et 4 mai). Ces clichés montrent au moins deux hommes, des gardiens de la paix en civil, selon Libération, le revolver au poing, parmi les badauds. Sur l'une des photographies, on peut voir l'un des policiers tenant son arme alors qu'un de ses collègues dégage la sienne de son étui.

A la préfecture de police de Paris on indique que le préfet a demandé à l'inspection générale des services (I.G.S.) de faire une enquête.

Les poursuites contre le prince Thibault d'Orléans. — Une confrontation a eu lieu, mercredi 30 avril, entre le prince Thibault d'Orléans, inculpé de complicité de tentative de vol qualifiée, et écopé depuis le 28 avril (le Monde du 28 avril), et Mme Suzanne Courty, propriétaire d'une importante collection de tableaux, partie civile. M. Jean-Pierre Belmas, juge d'instruction au tribunal de Tarbes, chargé de ce dossier, doit d'ailleurs par ailleurs organiser une confrontation générale le 25 mai.

Le casino de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire), fermé chaque année d'octobre à mai, n'a pas rouvert ses portes le 5 mai, le ministère de l'Intérieur ayant retiré l'agrément des jeux à cet établissement le 25 janvier.

UNE LIBERTÉ INSUPPORTABLE

Samedi 3 mai à Bourg-la-Reine (Seine), un homme a été, apparemment sans raison, sur une jeune fille, Mlle Sylvie Escaline, vingt ans, qui se trouvait dans une voiture en mouvement. Elle a été gravement blessée au cou. L'homme n'a pas cherché à s'enfuir et a été arrêté.

On a donc su l'identité : Jacques Matriage. Il a déclaré aux policiers qu'il avait passé vingt années en prison et ne pouvait supporter sa liberté retrouvée.

C'est à Valence que Jacques Matriage, le 15 mars 1969, avait tué M. Roland Gachon, représentant de commerce (le Monde du 28 mars 1969). Il avait été condamné à la réclusion à perpétuité pour ce meurtre. Libéré en 1978, il occupait un emploi de manœuvre à Lyon.

Incapable de se réadapter à la vie et au dehors et après vingt années passées en prison, il est revenu à Valence et, selon le récit qu'il a fait aux policiers, a acheté une carabine. Il s'est alors caché dans des boîtes, au bord du Rhône, samedi matin 3 mai et a tiré à deux reprises sur la voiture de M. Gachon.

Le casino de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire), fermé chaque année d'octobre à mai, n'a pas rouvert ses portes le 5 mai, le ministère de l'Intérieur ayant retiré l'agrément des jeux à cet établissement le 25 janvier.

Le Monde

sports

AUTOMOBILISME

AU GRAND PRIX DE BELGIQUE

Retour au premier plan des Ligier et première victoire de Didier Pironi

Zolder. — Le pilote français Didier Pironi, vingt-huit ans, a remporté sur Ligier, dimanche 4 mai, à Zolder (Belgique), sa première victoire en grand prix. Deuxième temps des essais, Pironi a bouclé en tête les soixante-douze tours du Grand Prix de Belgique sans être vraiment

inquiété par l'Australien Alan Jones (Williams), auteur du meilleur temps des essais et distancé finalement de quarante-sept secondes. Il y avait un an (29 avril 1979) que le constructeur français Guy Ligier avait enlevé son dernier succès avec Patrick Depailler — aujourd'hui chez Alfa-Romeo — dans le Grand Prix d'Espagne.

De notre envoyé spécial

Après les essais, tout indiquait que le Grand Prix de Belgique se jouerait entre les pilotes de Williams, Jones et Reutemann, et de Ligier, Laiffe et Pironi. Le circuit de Zolder avec ses fortes ralentissements ne semblait pas devoir vraiment convenir aux Renault de Jean-Pierre Jabouille et de René Arnoux, dont la vitesse de pointe est le meilleur atout. Le tout était donc de savoir lequel des constructeurs en vedette en 1979, Ligier en début de saison, Williams dans la seconde partie du championnat, réussissait à donner à ses pilotes la voiture la mieux préparée pour un tel circuit. Le potentiel des Ligier et des Williams était très comparable — conception, moteur, pneus — c'est en définitive la fiabilité et surtout la tenue des freins, exceptionnellement sollicités à Zolder, qui devaient faire la différence. De fait, seul le vainqueur, Pironi, n'a connu aucun ennui tout au long des 306 kilomètres de l'épreuve. Son coéquipier Jacques Laffite a été très vite pénalisé par des freins défectueux et, si Jones est classé deuxième, il a été contraint de laisser partir Pironi, faute de pouvoir exploiter ses freins autant qu'il l'aurait voulu.

Dans les deux équipes françaises, Renault et Ligier, la situation est désastreuse. Ce sont les deux derniers pilotes, René Arnoux — vainqueur des Grands Prix du Brésil et d'Afrique du Sud — et Didier Pironi — vainqueur du Grand Prix de Belgique — qui se sont mis en évidence depuis le début de l'année. Arnoux, quatrième à Zolder, est désormais premier du cham-

L'épouvantail

La victoire d'un Ligier vient à point nommé après une « traversée du désert » que le constructeur a connue, comme il se doit, fort longue. Conséquences au début de 1979, les voitures françaises (JS 11) ont par la suite connu un développement difficile, provoqué, pour l'essentiel, par des ennus d'adéquation et aggravés par la mise en service de nouvelles monopieces, extrêmement performantes, relevant pour beaucoup de la même technique (Lotus), telles les Williams. Si ce détonnement en attonnement, les Ligier étaient rede-

LES RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX DE BELGIQUE

Classement des pilotes à l'issue des 72 tours (à 306 km) : 1. Pironi (Ligier), 2. Jones (Williams), 3. Reutemann (Williams), 4. Arnoux (Renault), 5. J. P. Jabouille (Renault), 6. Villeneuve (Ferrari), 7. Depailler (Alfa Romeo), 8. Laiffe (Ligier), 9. Piquet (Williams), 10. Prost (Renault), 11. S. N. (Williams), 12. P. (Williams), 13. P. (Williams), 14. P. (Williams), 15. P. (Williams), 16. P. (Williams), 17. P. (Williams), 18. P. (Williams), 19. P. (Williams), 20. P. (Williams), 21. P. (Williams), 22. P. (Williams), 23. P. (Williams), 24. P. (Williams), 25. P. (Williams), 26. P. (Williams), 27. P. (Williams), 28. P. (Williams), 29. P. (Williams), 30. P. (Williams), 31. P. (Williams), 32. P. (Williams), 33. P. (Williams), 34. P. (Williams), 35. P. (Williams), 36. P. (Williams), 37. P. (Williams), 38. P. (Williams), 39. P. (Williams), 40. P. (Williams), 41. P. (Williams), 42. P. (Williams), 43. P. (Williams), 44. P. (Williams), 45. P. (Williams), 46. P. (Williams), 47. P. (Williams), 48. P. (Williams), 49. P. (Williams), 50. P. (Williams), 51. P. (Williams), 52. P. (Williams), 53. P. (Williams), 54. P. (Williams), 55. P. (Williams), 56. P. (Williams), 57. P. (Williams), 58. P. (Williams), 59. P. (Williams), 60. P. (Williams), 61. P. (Williams), 62. P. (Williams), 63. P. (Williams), 64. P. (Williams), 65. P. (Williams), 66. P. (Williams), 67. P. (Williams), 68. P. (Williams), 69. P. (Williams), 70. P. (Williams), 71. P. (Williams), 72. P. (Williams).

Basket-Ball

En match de préparation pour le tournoi de qualification aux Jeux de Moscou, la Tchecoslovaquie a battu la France par 97 à 80, le 3 mai, à Gien.

Escrime

L'Italienne Anna Maria Sparacuti, championne du monde des fleuret de 1978, a battu la Roumaine Elena Belova, par 5 touches à 2.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (seizième journée) : 1. OGC Nîmes, 2. FC Girondins de Bordeaux, 3. FC Metz, 4. FC Lorient, 5. FC Nancy, 6. FC Valenciennes, 7. FC Amiens, 8. FC Caen, 9. FC Sochaux, 10. FC Mulhouse, 11. FC Troyes, 12. FC Reims, 13. FC Clermont, 14. FC Auxerre, 15. FC Bourges, 16. FC Evry, 17. FC Compiègne, 18. FC Châteauroux, 19. FC Angers, 20. FC Le Mans, 21. FC Orléans, 22. FC Saint-Étienne, 23. FC Nantes, 24. FC Monaco, 25. FC Marseille, 26. FC Lyon, 27. FC Saint-Raphaël, 28. FC Toulon, 29. FC Nîmes, 30. FC Montpellier, 31. FC Perpignan, 32. FC Béziers, 33. FC Narbonne, 34. FC Carcassonne, 35. FC Colmar, 36. FC Haguenau, 37. FC Schœlcher, 38. FC Dunkerque, 39. FC Valenciennes, 40. FC Amiens, 41. FC Caen, 42. FC Sochaux, 43. FC Mulhouse, 44. FC Troyes, 45. FC Reims, 46. FC Clermont, 47. FC Auxerre, 48. FC Bourges, 49. FC Evry, 50. FC Compiègne, 51. FC Châteauroux, 52. FC Angers, 53. FC Le Mans, 54. FC Orléans, 55. FC Saint-Étienne, 56. FC Nantes, 57. FC Monaco, 58. FC Marseille, 59. FC Lyon, 60. FC Saint-Raphaël, 61. FC Toulon, 62. FC Nîmes, 63. FC Montpellier, 64. FC Perpignan, 65. FC Béziers, 66. FC Narbonne, 67. FC Carcassonne, 68. FC Colmar, 69. FC Haguenau, 70. FC Schœlcher, 71. FC Dunkerque, 72. FC Valenciennes, 73. FC Amiens, 74. FC Caen, 75. FC Sochaux, 76. FC Mulhouse, 77. FC Troyes, 78. FC Reims, 79. FC Clermont, 80. FC Auxerre, 81. FC Bourges, 82. FC Evry, 83. FC Compiègne, 84. FC Châteauroux, 85. FC Angers, 86. FC Le Mans, 87. FC Orléans, 88. FC Saint-Étienne, 89. FC Nantes, 90. FC Monaco, 91. FC Marseille, 92. FC Lyon, 93. FC Saint-Raphaël, 94. FC Toulon, 95. FC Nîmes, 96. FC Montpellier, 97. FC Perpignan, 98. FC Béziers, 99. FC Narbonne, 100. FC Carcassonne, 101. FC Colmar, 102. FC Haguenau, 103. FC Schœlcher, 104. FC Dunkerque, 105. FC Valenciennes, 106. FC Amiens, 107. FC Caen, 108. FC Sochaux, 109. FC Mulhouse, 110. FC Troyes, 111. FC Reims, 112. FC Clermont, 113. FC Auxerre, 114. FC Bourges, 115. FC Evry, 116. FC Compiègne, 117. FC Châteauroux, 118. FC Angers, 119. FC Le Mans, 120. FC Orléans, 121. FC Saint-Étienne, 122. FC Nantes, 123. FC Monaco, 124. FC Marseille, 125. FC Lyon, 126. FC Saint-Raphaël, 127. FC Toulon, 128. FC Nîmes, 129. FC Montpellier, 130. FC Perpignan, 131. FC Béziers, 132. FC Narbonne, 133. FC Carcassonne, 134. FC Colmar, 135. FC Haguenau, 136. FC Schœlcher, 137. FC Dunkerque, 138. FC Valenciennes, 139. FC Amiens, 140. FC Caen, 141. FC Sochaux, 142. FC Mulhouse, 143. FC Troyes, 144. FC Reims, 145. FC Clermont, 146. FC Auxerre, 147. FC Bourges, 148. FC Evry, 149. FC Compiègne, 150. FC Châteauroux, 151. FC Angers, 152. FC Le Mans, 153. FC Orléans, 154. FC Saint-Étienne, 155. FC Nantes, 156. FC Monaco, 157. FC Marseille, 158. FC Lyon, 159. FC Saint-Raphaël, 160. FC Toulon, 161. FC Nîmes, 162. FC Montpellier, 163. FC Perpignan, 164. FC Béziers, 165. FC Narbonne, 166. FC Carcassonne, 167. FC Colmar, 168. FC Haguenau, 169. FC Schœlcher, 170. FC Dunkerque, 171. FC Valenciennes, 172. FC Amiens, 173. FC Caen, 174. FC Sochaux, 175. FC Mulhouse, 176. FC Troyes, 177. FC Reims, 178. FC Clermont, 179. FC Auxerre, 180. FC Bourges, 181. FC Evry, 182. FC Compiègne, 183. FC Châteauroux, 184. FC Angers, 185. FC Le Mans, 186. FC Orléans, 187. FC Saint-Étienne, 188. FC Nantes, 189. FC Monaco, 190. FC Marseille, 191. FC Lyon, 192. FC Saint-Raphaël, 193. FC Toulon, 194. FC Nîmes, 195. FC Montpellier, 196. FC Perpignan, 197. FC Béziers, 198. FC Narbonne, 199. FC Carcassonne, 200. FC Colmar, 201. FC Haguenau, 202. FC Schœlcher, 203. FC Dunkerque, 204. FC Valenciennes, 205. FC Amiens, 206. FC Caen, 207. FC Sochaux, 208. FC Mulhouse, 209. FC Troyes, 210. FC Reims, 211. FC Clermont, 212. FC Auxerre, 213. FC Bourges, 214. FC Evry, 215. FC Compiègne, 216. FC Châteauroux, 217. FC Angers, 218. FC Le Mans, 219. FC Orléans, 220. FC Saint-Étienne, 221. FC Nantes, 222. FC Monaco, 223. FC Marseille, 224. FC Lyon, 225. FC Saint-Raphaël, 226. FC Toulon, 227. FC Nîmes, 228. FC Montpellier, 229. FC Perpignan, 230. FC Béziers, 231. FC Narbonne, 232. FC Carcassonne, 233. FC Colmar, 234. FC Haguenau, 235. FC Schœlcher, 236. FC Dunkerque, 237. FC Valenciennes, 238. FC Amiens, 239. FC Caen, 240. FC Sochaux, 241. FC Mulhouse, 242. FC Troyes, 243. FC Reims, 244. FC Clermont, 245. FC Auxerre, 246. FC Bourges, 247. FC Evry, 248. FC Compiègne, 249. FC Châteauroux, 250. FC Angers, 251. FC Le Mans, 252. FC Orléans, 253. FC Saint-Étienne, 254. FC Nantes, 255. FC Monaco, 256. FC Marseille, 257. FC Lyon, 258. FC Saint-Raphaël, 259. FC Toulon, 260. FC Nîmes, 261. FC Montpellier, 262. FC Perpignan, 263. FC Béziers, 264. FC Narbonne, 265. FC Carcassonne, 266. FC Colmar, 267. FC Haguenau, 268. FC Schœlcher, 269. FC Dunkerque, 270. FC Valenciennes, 271. FC Amiens, 272. FC Caen, 273. FC Sochaux, 274. FC Mulhouse, 275. FC Troyes, 276. FC Reims, 277. FC Clermont, 278. FC Auxerre, 279. FC Bourges, 280. FC Evry, 281. FC Compiègne, 282. FC Châteauroux, 283. FC Angers, 284. FC Le Mans, 285. FC Orléans, 286. FC Saint-Étienne, 287. FC Nantes, 288. FC Monaco, 289. FC Marseille, 290. FC Lyon, 291. FC Saint-Raphaël, 292. FC Toulon, 293. FC Nîmes, 294. FC Montpellier, 295. FC Perpignan, 296. FC Béziers, 297. FC Narbonne, 298. FC Carcassonne, 299. FC Colmar, 300. FC Haguenau, 301. FC Schœlcher, 302. FC Dunkerque, 303. FC Valenciennes, 304. FC Amiens, 305. FC Caen, 306. FC Sochaux, 307. FC Mulhouse, 308. FC Troyes, 309. FC Reims, 310. FC Clermont, 311. FC Auxerre, 312. FC Bourges, 313. FC Evry, 314. FC Compiègne, 315. FC Châteauroux, 316. FC Angers, 317. FC Le Mans, 318. FC Orléans, 319. FC Saint-Étienne, 320. FC Nantes, 321. FC Monaco, 322. FC Marseille, 323. FC Lyon, 324. FC Saint-Raphaël, 325. FC Toulon, 326. FC Nîmes, 327. FC Montpellier, 328. FC Perpignan, 329. FC Béziers, 330. FC Narbonne, 331. FC Carcassonne, 332. FC Colmar, 333. FC Haguenau, 334. FC Schœlcher, 335. FC Dunkerque, 336. FC Valenciennes, 337. FC Amiens, 338. FC Caen, 339. FC Sochaux, 340. FC Mulhouse, 341. FC Troyes, 342. FC Reims, 343. FC Clermont, 344. FC Auxerre, 345. FC Bourges, 346. FC Evry, 347. FC Compiègne, 348. FC Châteauroux, 349. FC Angers, 350. FC Le Mans, 351. FC Orléans, 352. FC Saint-Étienne, 353. FC Nantes, 354. FC Monaco, 355. FC Marseille, 356. FC Lyon, 357. FC Saint-Raphaël, 358. FC Toulon, 359. FC Nîmes, 360. FC Montpellier, 361. FC Perpignan, 362. FC Béziers, 363. FC Narbonne, 364. FC Carcassonne, 365. FC Colmar, 366. FC Haguenau, 367. FC Schœlcher, 368. FC Dunkerque, 369. FC Valenciennes, 370. FC Amiens, 371. FC Caen, 372. FC Sochaux, 373. FC Mulhouse, 374. FC Troyes, 375. FC Reims, 376. FC Clermont, 377. FC Auxerre, 378. FC Bourges, 379. FC Evry, 380. FC Compiègne, 381. FC Châteauroux, 382. FC Angers, 383. FC Le Mans, 384. FC Orléans, 385. FC Saint-Étienne, 386. FC Nantes, 387. FC Monaco, 388. FC Marseille, 389. FC Lyon, 390. FC Saint-Raphaël, 391. FC Toulon, 392. FC Nîmes, 393. FC Montpellier, 394. FC Perpignan, 395. FC Béziers, 396. FC Narbonne, 397. FC Carcassonne, 398. FC Colmar, 399. FC Haguenau, 400. FC Schœlcher, 401. FC Dunkerque, 402. FC Valenciennes, 403. FC Amiens, 404. FC Caen, 405. FC Sochaux, 406. FC Mulhouse, 407. FC Troyes, 408. FC Reims, 409. FC Clermont, 410. FC Auxerre, 411. FC Bourges, 412. FC Evry, 413. FC Compiègne, 414. FC Châteauroux, 415. FC Angers, 416. FC Le Mans, 417. FC Orléans, 418. FC Saint-Étienne, 419. FC Nantes, 420. FC Monaco, 421. FC Marseille, 422. FC Lyon, 423. FC Saint-Raphaël, 424. FC Toulon, 425. FC Nîmes, 426. FC Montpellier, 427. FC Perpignan, 428. FC Béziers, 429. FC Narbonne, 430. FC Carcassonne, 431. FC Colmar, 432. FC Haguenau, 433. FC Schœlcher, 434. FC Dunkerque, 435. FC Valenciennes, 436. FC Amiens, 437. FC Caen, 438. FC Sochaux, 439. FC Mulhouse, 440. FC Troyes, 441. FC Reims, 442. FC Clermont, 443. FC Auxerre, 444. FC Bourges, 445. FC Evry, 446. FC Compiègne, 447. FC Châteauroux, 448. FC Angers, 449. FC Le Mans, 450. FC Orléans, 451. FC Saint-Étienne, 452. FC Nantes, 453. FC Monaco, 454. FC Marseille, 455. FC Lyon, 456. FC Saint-Raphaël, 457. FC Toulon, 458. FC Nîmes, 459. FC Montpellier, 460. FC Perpignan, 461. FC Béziers, 462. FC Narbonne, 463. FC Carcassonne, 464. FC Colmar, 465. FC Haguenau, 466. FC Schœlcher, 467. FC Dunkerque, 468. FC Valenciennes, 469. FC Amiens, 470. FC Caen, 471. FC Sochaux, 472. FC Mulhouse, 473. FC Troyes, 474. FC Reims, 475. FC Clermont, 476. FC Auxerre, 477. FC Bourges, 478. FC Evry, 479. FC Compiègne, 480. FC Châteauroux, 481. FC Angers, 482. FC Le Mans, 483. FC Orléans, 484. FC Saint-Étienne, 485. FC Nantes, 486. FC Monaco, 487. FC Marseille, 488. FC Lyon, 489. FC Saint-Raphaël, 490. FC Toulon, 491. FC Nîmes, 492. FC Montpellier, 493. FC Perpignan, 494. FC Béziers, 495. FC Narbonne, 496. FC Carcassonne, 497. FC Colmar, 498. FC Haguenau, 499. FC Schœlcher, 500. FC Dunkerque, 501. FC Valenciennes, 502. FC Amiens, 503. FC Caen, 504. FC Sochaux, 505. FC Mulhouse, 506. FC Troyes, 507. FC Reims, 508. FC Clermont, 509. FC Auxerre, 510. FC Bourges, 511. FC Evry, 512. FC Compiègne, 513. FC Châteauroux, 514. FC Angers, 515. FC Le Mans, 516. FC Orléans, 517. FC Saint-Étienne, 518. FC Nantes, 519. FC Monaco, 520. FC Marseille, 521. FC Lyon, 522. FC Saint-Raphaël, 523. FC Toulon, 524. FC Nîmes, 525. FC Montpellier, 526. FC Perpignan, 527. FC Béziers, 528. FC Narbonne, 529. FC Carcassonne, 530. FC Colmar, 531. FC Haguenau, 532. FC Schœlcher, 533. FC Dunkerque, 534. FC Valenciennes, 535. FC Amiens, 536. FC Caen, 537. FC Sochaux, 538. FC Mulhouse, 539. FC Troyes, 540. FC Reims, 541. FC Clermont, 542. FC Auxerre, 543. FC Bourges, 544. FC Evry, 545. FC Compiègne, 546. FC Châteauroux, 547. FC Angers, 548. FC Le Mans, 549. FC Orléans, 550. FC Saint-Étienne, 551. FC Nantes, 552. FC Monaco, 553. FC Marseille, 554. FC Lyon, 555. FC Saint-Raphaël, 556. FC Toulon, 557. FC Nîmes, 558. FC Montpellier, 559. FC Perpignan, 560. FC Béziers, 561. FC Narbonne, 562. FC Carcassonne, 563. FC Colmar, 564. FC Haguenau, 565. FC Schœlcher, 566. FC Dunkerque, 567. FC Valenciennes, 568. FC Amiens, 569. FC Caen, 570. FC Sochaux, 571. FC Mulhouse, 572. FC Troyes, 573. FC Reims, 574. FC Clermont, 575. FC Auxerre, 576. FC Bourges, 577. FC Evry, 578. FC Compiègne, 579. FC Châteauroux, 580. FC Angers, 581. FC Le Mans, 582. FC Orléans, 583. FC Saint-Étienne, 584. FC Nantes, 585. FC Monaco, 586. FC Marseille, 587. FC Lyon, 588. FC Saint-Raphaël, 589. FC Toulon, 590. FC Nîmes, 591. FC Montpellier, 592. FC Perpignan, 593. FC Béziers, 594. FC Narbonne, 595. FC Carcassonne, 596. FC Colmar, 597. FC Haguenau, 598. FC Schœlcher, 599. FC Dunkerque, 600. FC Valenciennes, 601. FC Amiens, 602. FC Caen, 603. FC Sochaux, 604. FC Mulhouse, 605. FC Troyes, 606. FC Reims, 607. FC Clermont, 608. FC Auxerre, 609. FC Bourges, 610. FC Evry, 611. FC Compiègne, 612. FC Châteauroux, 613. FC Angers, 614. FC Le Mans, 615. FC Orléans, 616. FC Saint-Étienne, 617. FC Nantes, 618. FC Monaco, 619. FC Marseille, 620. FC Lyon, 621. FC Saint-Raphaël, 622. FC Toulon, 623. FC Nîmes, 624. FC Montpellier, 625. FC Perpignan, 626. FC Béziers, 627. FC Narbonne, 628. FC Carcassonne, 629. FC Colmar, 630. FC Haguenau, 631. FC Schœlcher, 632. FC Dunkerque, 633. FC Valenciennes, 634. FC Amiens, 635. FC Caen, 636. FC Sochaux, 637. FC Mulhouse, 638. FC Troyes, 639. FC Reims, 640. FC Clermont, 641. FC Auxerre, 642. FC Bourges, 643. FC Evry, 644. FC Compiègne, 645. FC Châteauroux, 646. FC Angers, 647. FC Le Mans, 648. FC Orléans, 649. FC Saint-Étienne, 650. FC Nantes, 651. FC Monaco, 652. FC Marseille, 653. FC Lyon, 654. FC Saint-Raphaël, 655. FC Toulon, 656. FC Nîmes, 657. FC Montpellier, 658. FC Perpignan, 659. FC Béziers, 660. FC Narbonne, 661. FC Carcassonne, 662. FC Colmar, 663. FC Haguenau, 664. FC Schœlcher, 665. FC Dunkerque, 666. FC Valenciennes, 667. FC Amiens, 668. FC Caen, 669. FC Sochaux, 670. FC Mulhouse, 671. FC Troyes, 672. FC Reims, 673. FC Clermont, 674. FC Auxerre, 675. FC Bourges, 676. FC Evry, 677. FC Compiègne, 678. FC Châteauroux, 679. FC Angers, 680. FC Le Mans, 681. FC Orléans, 682. FC Saint-Étienne, 683. FC Nantes, 684. FC Monaco, 685. FC Marseille, 686. FC Lyon, 687. FC Saint-Raphaël, 688. FC Toulon, 689. FC Nîmes, 690. FC Montpellier, 691. FC Perpignan, 692. FC Béziers, 693. FC Narbonne, 694. FC Carcassonne, 695. FC Colmar, 696. FC Haguenau, 697. FC Schœlcher, 698. FC Dunkerque, 699. FC Valenciennes, 700. FC Amiens, 701. FC Caen, 702. FC Sochaux, 703. FC Mulhouse, 704. FC Troyes, 705. FC Reims, 706. FC Clermont, 707. FC Auxerre, 708. FC Bourges, 709. FC Evry, 710. FC Compiègne, 711. FC Châteauroux, 712. FC Angers, 713. FC Le Mans, 714. FC Orléans, 715. FC Saint-Étienne, 716. FC Nantes, 717. FC Monaco, 718. FC Marseille, 719. FC Lyon, 720. FC Saint-Raphaël, 721. FC Toulon, 722. FC Nîmes, 723. FC Montpellier, 724. FC Perpignan, 725. FC Béziers, 726. FC Narbonne, 727. FC Carcassonne, 728. FC Colmar, 729. FC Haguenau, 730. FC Schœlcher, 731. FC Dunkerque, 732. FC Valenciennes, 733. FC Amiens, 734. FC Caen, 735. FC Sochaux, 736. FC Mulhouse, 737. FC Troyes, 738. FC Reims, 739. FC Clermont, 740. FC Auxerre, 741. FC Bourges, 742. FC Evry, 743. FC Compiègne, 744. FC Châteauroux, 745. FC Angers, 746. FC Le Mans, 747. FC Orléans, 748. FC Saint-Étienne, 749. FC Nantes, 750. FC Monaco, 751. FC Marseille, 752. FC Lyon, 753. FC Saint-Raphaël, 754. FC Toulon, 755. FC Nîmes, 756. FC Montpellier, 757. FC Perpignan, 758. FC Béziers, 759. FC Narbonne, 760. FC Carcassonne, 761. FC Colmar, 762. FC Haguenau, 763. FC Schœlcher, 764. FC Dunkerque, 765. FC Valenciennes, 766. FC Amiens, 767. FC Caen, 768. FC Sochaux, 769. FC Mulhouse, 770. FC Troyes, 771. FC Reims, 772. FC Clermont, 773. FC Auxerre, 774. FC Bourges, 775. FC Evry, 776. FC Compiègne, 777. FC Châteauroux, 778. FC Angers, 779. FC Le Mans, 780. FC Orléans, 781. FC Saint-Étienne, 782. FC Nantes, 783. FC Monaco, 784. FC Marseille, 785. FC Lyon, 786. FC Saint-Raphaël, 787. FC Toulon, 788. FC Nîmes, 789. FC Montpellier, 790. FC Perpignan, 791. FC Béziers, 792. FC Narbonne, 793. FC Carcassonne, 794. FC Colmar, 795. FC Haguenau, 796. FC Schœlcher, 797. FC Dunkerque, 798. FC Valenciennes, 799. FC Amiens, 800. FC Caen, 801. FC Sochaux, 802. FC Mulhouse, 803. FC Troyes, 804. FC Reims, 805. FC Clermont, 806. FC Auxerre, 807. FC Bourges, 808. FC Evry, 809. FC Compiègne, 810. FC Châteauroux, 811. FC Angers, 812. FC Le Mans, 813. FC Orléans, 814. FC Saint-Étienne, 815. FC Nantes, 816. FC Monaco, 817. FC Marseille, 818. FC Lyon, 819. FC Saint-Raphaël, 820. FC Toulon, 821. FC Nîmes, 822. FC Montpellier, 823. FC Perpignan, 824. FC Béziers, 825. FC Narbonne, 826. FC Carcassonne, 827. FC Colmar, 828. FC Haguenau, 829. FC Schœlcher, 830. FC Dunkerque, 831. FC Valenciennes, 832. FC Amiens, 833. FC Caen, 834. FC Sochaux, 835. FC Mulhouse, 836. FC Troyes, 837. FC Reims, 838. FC Clermont, 839. FC Auxerre, 840. FC Bourges, 841. FC Evry, 842. FC Compiègne, 843. FC Châteauroux, 844. FC Angers, 845. FC Le Mans, 846. FC Orléans, 847. FC Saint-Étienne, 848. FC Nantes, 849. FC Monaco, 850. FC Marseille, 851. FC Lyon, 852. FC Saint-Raphaël, 853. FC Toulon, 854. FC Nîmes, 855. FC Montpellier, 856. FC Perpignan, 857. FC Béziers, 858. FC Narbonne, 859. FC Carcassonne, 860. FC Colmar, 861. FC Haguenau, 862. FC Schœlcher, 863. FC Dunkerque, 864. FC Valenciennes, 865. FC Amiens, 866. FC Caen, 867. FC Sochaux, 868. FC Mulhouse, 869. FC Troyes, 870. FC Reims, 871. FC Clermont, 872. FC Auxerre, 873. FC Bourges, 874. FC Evry, 875. FC Compiègne, 876. FC Châteauroux, 877. FC Angers, 878. FC Le Mans, 879. FC Orléans, 880. FC Saint-Étienne, 881. FC Nantes, 882. FC Monaco, 883. FC Marseille, 884. FC Lyon, 885. FC Saint-Raphaël, 886. FC Toulon, 887. FC Nîmes, 888. FC Montpellier, 889. FC Perpignan, 890. FC Béziers, 891. FC Narbonne, 892. FC Carcassonne, 893. FC Colmar, 894. FC Haguenau, 895. FC Schœlcher, 896. FC Dunkerque, 897. FC Valenciennes, 898. FC Amiens, 899. FC Caen, 900. FC Sochaux, 901. FC Mulhouse, 902. FC Troyes, 903. FC Reims, 904. FC Clermont, 905. FC Auxerre, 906. FC Bourges, 907. FC Evry, 908. FC Compiègne, 909. FC Châteauroux, 910. FC Angers, 911. FC Le Mans, 912. FC Orléans, 913. FC Saint-Étienne, 914. FC Nantes, 915. FC Monaco, 916. FC Marseille, 917. FC Lyon, 918. FC Saint-Raphaël, 919. FC Toulon, 920. FC Nîmes, 921. FC Montpellier, 922. FC Perpignan, 923. FC Béziers, 924. FC Narbonne, 925. FC Carcassonne, 926. FC Colmar, 927. FC Haguenau, 928. FC Schœlcher, 929. FC Dunkerque, 930. FC Valenciennes, 931. FC Amiens, 932. FC Caen, 933. FC Sochaux, 934. FC Mulhouse, 935. FC Troyes, 936. FC Reims, 937. FC Clermont, 938. FC Auxerre, 939. FC Bourges, 940. FC Evry, 941. FC Compiègne, 942. FC Châteauroux, 943. FC Angers, 944. FC Le Mans, 945. FC Orléans, 946. FC Saint-Étienne, 947. FC Nantes, 948. FC Monaco, 949. FC Marseille, 950. FC Lyon, 951. FC Saint-Raphaël, 952. FC Toulon, 953. FC Nîmes, 954. FC Montpellier, 955. FC Perpignan, 956. FC Béziers, 957. FC Narbonne, 958. FC Carcassonne, 959. FC Colmar, 960. FC Haguenau, 961. FC Schœlcher, 962. FC Dunkerque, 963. FC Valenciennes, 964. FC Amiens, 965. FC Caen, 966. FC Sochaux, 967. FC Mulhouse, 968. FC Troyes, 969. FC Reims, 970. FC Clermont, 971. FC Auxerre, 972. FC Bourges, 973. FC Evry, 974. FC Compiègne, 975. FC Châteauroux, 976. FC Angers, 977. FC Le Mans, 978. FC Orléans, 979. FC Saint-Étienne, 980. FC Nantes, 981. FC Monaco, 982. FC Marseille, 983. FC Lyon, 984. FC Saint-Raphaël, 985. FC Toulon, 986. FC Nîmes, 987. FC Montpellier, 988. FC Perpignan, 989. FC Béziers, 990. FC Narbonne, 991. FC Carcassonne, 992. FC Colmar, 993. FC Haguenau, 994. FC Schœlcher, 995. FC Dunkerque, 996. FC Valenciennes, 997. FC Amiens, 998. FC Caen, 999. FC Sochaux, 1000. FC Mulhouse, 1001. FC Troyes, 1002. FC Reims, 1003. FC Clermont, 1004. FC Auxerre, 1005. FC Bourges, 1006. FC Evry, 1007. FC Compiègne, 1008. FC Châteauroux, 1009. FC Angers, 1010. FC Le Mans, 1011. FC Orléans, 1012. FC Saint-Étienne, 1013. FC Nantes, 1014. FC Monaco, 1015. FC Marseille, 1016. FC Lyon, 1017. FC Saint-Raphaël, 1018. FC Toulon, 1019. FC Nîmes, 1020. FC Montpellier, 1021. FC Perpignan, 1022. FC Béziers, 1023. FC Narbonne, 1024. FC Carcassonne, 1025. FC Colmar, 1026. FC Haguenau, 1027. FC Schœlcher, 1028. FC Dunkerque, 1029. FC Valenciennes, 1030. FC Amiens, 1031. FC Caen, 1032. FC Sochaux, 1033. FC Mulhouse, 1034. FC Troyes, 1035. FC Reims, 1036. FC Clermont, 1037. FC Auxerre, 1038. FC Bourges, 1039. FC Evry, 1040. FC Compiègne, 1041. FC Châteauroux, 1042. FC Angers, 1043. FC Le Mans, 1044. FC Orléans, 1045. FC Saint-Étienne, 1046. FC Nantes, 1047. FC Monaco, 1048. FC Marseille, 1049. FC Lyon, 1050. FC Saint-Raphaël, 1051. FC Toulon, 1052. FC Nîmes, 1053. FC Montpellier, 1054. FC Perpignan, 1055. FC Béziers, 1056. FC Narbonne, 1057. FC Carcassonne, 10

Une jeune

UN DOCUMENTAIRE DE DANIEL KARLIN SUR TF 1

Lundi 5 mai

compréhensible patience, de l'inébranlable galatéï lémoignés et par les éducatrices et par un Karlin qui ne croit pas, il n'es pas tort, d'entrer dans le champ. Pourquoi ce que nous sommes en train de faire est si important qu'elle semble pour lui, grâce à lui, un certain rôle thérapeutique.

Résultats? Mines pour le moment, malgré l'optimisme enflant du commentaire. Il a raison finalement sur le point très important d'une certaine ségrégation. Le petit cercle des personnes qui parlent d'autrui quelque chose difficilement discernables, sans cesse de présenter les signes bien connus d'un état pathologique, celui-là même pense-t-on aujourd'hui, ce cas fameux d'enfants, comme ça se passe, mais j'ai dit tout cela pour observer récemment un = spécimen = en Indonésie.

Daniel Karlin e l'intention, il nous l'a déclaré, de rappeler lors des prochaines émissions, le pourcentage extrêmement mince, je ne dirai pas de guérisons, elles sont rarissimes, moutons de réinsertions après des années de surveillance, c'est un milieu social adapté. Il nous a désigné, en revanche, les responsables probables à ses yeux de ce drame.

A en croire le père, c'est le mère pour avoir gravement négligé, ple, maltraité son bébé. Et à en croire le mère, c'est le père pour le lui avoir repris de force après leur séparation. Où est la vérité ? Et pourquoi penser que ces brutalités prétendues soient la cause principale d'une éjection peut être due. Il faudrait tout de même s'en enquérir, à ces déficiences, voire à un accident pré ou postnatal.

On sait & l'heure actuelle, les travaux anglo-saxons l'ont abondamment prouvé, que certaines circonstances tout à fait indépendantes de l'attitude des parents peuvent causer des retards, voire des handicaps moleurs ou mentaux extrêmement graves. Nombreux sont les pécariats et même les ségnales les psychiatriques qui ont été constatés chez des enfants nés dans des conditions purement physiques de la grossesse et de l'accouchement, sans pouvoir exclure non plus une fragilité, non point acquise mais innée. Car, enfin, tous les enfants merrys ne deviennent pas estuistes et rcpécroquissent. En ne prsentant qu'une seule rcpsonse possible d'une femme question des signes de la folie, on culpabilise inutilement les parents.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h 30 L'été aux enfants.
19 h C'est arrivé un jour.
Le clochard d'argent.
19 h 15 Une minute pour les femmes.
A la table de Paris : tout pour la maison.
19 h 30 Enfants et adultes.
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « l'odyssée du sous-marin
"Merka »
Finis américains du R. Wise (1957).
A. Gable, B. Alexander, B. Bond, J. Warden.
B. Dexter, D. Dickles (N., rediffusion).
L'afriquentisme : sous-titre : « l'indépendance officielle
du Nord d'Algérie sous l'égide française en opposition
contre les Japonais
Le séquestration des réfugiés et de documents.
saires. Le conflit de conjugués oppose deux
grands auteurs : Clark Gable et Burt Lancaster.
22 h Débat : L'arsenal de futur.
Avec MM. J. Chevalier, directeur des applications
ministères du G.S.A. - R. H. Molliard,
directeur de la recherche scientifique, du Centre
de l'Institut Pasteur, expert O.M.S., le Général
Rueggli, ancien chef des services armés de
l'Armée de l'Air, et le général R.
Bordas, président de la Fondation pour les
études de défense nationale.

1830 - 1980
PASSIONNANT
150 ans de vie française
à travers
LA REVUE
DES DEUX MONDES
A2 LUNDI 5 MAI 21 H 40

21 h 40 Document : La Revue des Deux Mondes.
C'est cinquante ans d'histoire de France d'
travers une revue qui, de révolutionnaire à
en 1830, est devenue au fil des ans le lieu
de tous les courants avant de tenter
récemment de se moderniser...

22 h 35 Variétés : Salle des fêtes.

23 h 25 Journal.

AL. Ribeiro, A. Cell, U. de Oliveira, S. Bonani,
R. Dumas (rediffusion).
Un soldat ne sa pas passer une semaine de per-
mission à Paris s'il en va se faire rechercher et
délivrer sa fiancée, enlevée par des bandi-
tes qui commencent un trésor caché par le
père de la jeune fille.
Pendant l'un d'apprentis dans l'esprit des
Aliments de la Trinité, à l'écouter, naturels,
action à rebondissement, exploits acrobati-
ques de Beimondo, héros toujours sur la
brèche.

18 h. 30, Feuilletot : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mariné.
19 h. 30, Présence des arts : Les moyenâgeux du dix-neuvième siècle, au château de Cognac.
20 h. « Kuchthofen », de G. Hoffmann, adapt. E. Richard, réal. J.-W. Garrett, avec G. Claisse, R. Carol, E. Dautun, P. Gelbois, etc.
21 h. L'autre scène ou les vivants et les dévants : De la tranquillité de l'âme.
22 h. 30, Nuits musicales : Cinémathèque en

15 h. 2. Sir-Huit : Jazz-time ; 19 h. 30. France et musique
20 h. Les chasseurs du son.
21 h. 34. Concert (en direct du grand auditorium Radio-France) : « Sonate pour violon et piano » n° 1 en la mineur » (Schumann), « Sonate pour violon et piano » n° 2 en fa mineur » (Prokofiev), « Sonate pour violon et piano en ré mineur » n° 1 » (Bach-Salomon), avec Dong Suk Kang, violon, et Gordon Back.
22 h. 30. Ouvert la nuit : INA-G.R.M., espace des sons ou musique des sons dans l'espace ; 23 h. 5. Les solistes français : œuvres de Koerner et Telemann.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Mille première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.
Le regard des hommes d'E. Eugèr.
Etre à la une : 14 h, 5. Les autrices
du cirque : 14 h, 25. Variétés (et à 15 h, 30.
17 h, 25, 17 h, 33) : 14 h, 30. Série : Mariages
(Maxime) : 15 h, 35. Regard des femmes sur
le monde : 16 h, 15. Histoires : 16 h, 35. Chant et
contre-chant : 16 h, 55. Mardi journal : 17 h, 15.
Livres-service : 17 h, 40. Cuisine : salade de
Saint-Jacques au fole gras.
18 h TF 4.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
Je vous rends compte respectueusement...
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Special parents : des ménages savantes aux
champs.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les Inconnus de 17 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : Mathieu, Gaston, Peulche.
Réalisation de R. Bernard, avec J.-M. Thi-
baudet, J. Martinielli, M. Lejeune, L. Conte.
R. Bernard.
Mathieu, pour se consoler de son veuvage,
s'est pris d'amour pour un cheval (Gaston)
et Peulche (Peulche) l'apprivoise les deux
amoureux et part à l'aventure avec ces nou-
veaux compagnons.
22 h 15 Documentaire : Frédéric, une deuxième
Ouvre-moi cette porte où je frappe et
pleure
L'existence, l'image, la télévision, au jour
le jour avec un peu d'espoir.
23 h 10 Journal.

17 b 50 Secrét A2.
Emilie; Papivole; Discoupage; Les quatre
amis; Mes mains sur la parole.
18 b 30 Set la vie des
sœurs enchaînées.
19 b 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
20 b 20 Emissions régionales.
19 b 45 Top club.
20 b Journal.
20 b 40 Les dossiers de l'écran : Le « France »
de 1956 à 1979.
En studio de France France, transformé,
réaménagé et rebaptisé *Norvège*, un reportage
sur le dernier des grands transatlantiques,
historique de la « série » comprise.
22 b Débat : Pourquoi le « France » ne s'appelle
plus « France » ?
Avec les commandants C. Pettre, directeur
commandant du « France » ; G. Croelle,
commandant du « France » ; J.-M. Guillou, commandant du « Mermoz » ;
MM. J. Breton, secrétaire général de l'association
des commandants de grands transatlantiques ;
F. Legain, secrétaire général de la Fédération
des syndicats maritimes CGT-F ; E. Esnèr,
président de la « Marine marchande » ;
J. Vissefort, historien de la marine, et
S. Wickham, professeur à l'université
Paris 1 de Dauphine.

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Le R.P.R. (Rassemblement pour la République)
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Césaire animé.
Histoire de France : le soleil de Versailles.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « Mathias Sandorf ».
Film de G. Lampa (1928) : L'aveu
I. Jordan, F. Rahal, S. Vergara, V. Fabrice,
B. Blier, R. Mary, A. Cassa, C. Studer (redig.)
En 1869, dans un pays d'Europe centrale,
un aristocrate, cet secret d'un mouvement
révolutionnaire, est dénoncé par ses ennemis
et réfugié dans une forteresse.
22 h 10 Journal.

8 h. Les ebemins de la connaissance : Jeanna à la mesure de ses voix (la théologie de la guerre au Moyen Age) ; à 8 h. 32, Les refus de Simone Weil ; Roma at soo Eglise ; à 8 h. 50, La cistrière Ce feu.

De notre correspondant

about de la décennie écoulée. Ce n'est pas à savoir quand ces appels seront commercialisés. Dans un premier temps en effet, il est prévu que les constructeurs japonais fourniront à la Chine un système destiné au siège central de la compagnie de transport, fonctionnant en anglais et avec des chiffres. Plus tard — mais la date n'est pas précisée — celui-ci sera relié à une ligne à avec des terminaux situés dans les principaux ports de Chine qui traiteront les informations en chinois.

Les Japonais sont les seuls à chercher comment faire entrer les idéogrammes dans des ordinateurs. La première utilisation de ces caractères est dans la constitution de banques de données en idéogrammes pour la gestion. Ils ont également mis au point un cadre des techniques de reconnaissance des formes, des prototypes permettant la lecture des deux syllabaires nippons *keiji* à la main.

Le Nihon Keizai, journal économique, qui commente l'appel des Chinois à l'ouverture commerciale entre Japonais et Américains sur le marché de l'investissement, en conclut : « Les tourments », conclut le journal.

**JOURNÉE NATIONALE
DU SOUVENIR**
FRANÇAISES et FRANÇAIS
LE 8 MAI
ACHETEZ LE
BLEUET de FRANCE



Emblème des Anciens Combattants
et Victimes de la Guerre

AU PROFIT des VEUVES - ORPHELINS
et ASCENDANTS

PARTICIPATION MINIMUM 0,50 F

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

En moins d'une heure.
Partout où vous verrez ce panneau.

AUTO BILAN



Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4267-23

ABONNEMENTS			
3 mois	6 mois	9 mois	12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
174 F 222 F 422 F 545 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

300 F 550 F 800 F 1050 F
STRANGER

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

293 F PAYS-BAS 355 F 508 F 844 F

IL — SUISSE - TUNISIE
250 F 450 F 650 F 850 F

Par vole aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) vou-
dront bien joindre ce chèque.

Changements d'adresse d'ad-

nifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leurs

demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange et l'autre boit. Cartoucherie, Théâtre Forçé 7 (265-15-27), 20 h. 30 : Rose Apollon. Conservatoire (248-12-81), 20 h. 30 : Le Montre-Pia. Vincennes Théâtre O-Sorano (374-74-74), 21 h. : Si jamais j'te pince.

Les salles subventionnées

et municipales

Opéra (743-97-50), 20 h. : Récital P. Schreier (Mozart, Schumann). Comédie-Française (238-10-30), 20 h. 30 : La Mouchette. Odéon (339-70-32), 20 h. 30 : La Kocouff. Théâtre de la Ville (274-11-24), 20 h. 30 : Jennifer Muller and the Works.

Les autres salles

Antoine (238-71-71), 21 h. : Une case de vic. Artistique-Athénien (272-20-77), 20 h. 30 : Un silence à soi. Daunou (267-69-14), 21 h. : Vexamine, la Bête et la Vertu. Rochette (232-32-82), 20 h. 30 : la Leçon : la Cantatrice chauve. Locomotrice (244-27-24), 18 h. 30 : Les Incantations. 20 h. 30 : Les Vagabonds de Lilius. 21 h. 30 : Mort d'un gitan. de proie. 22 h. 15 : Idée fixe - III. 23 h. 15 : Partons français. Nocturne (770-52-70), 21 h. : Un clocher dans mon jardin. Marie-Stuart (338-17-50), 20 h. 30 : Haine surréaliste. 22 h. 30 : Rue du Cirque-Romain. Plaisance (330-00-05), 20 h. 30 : La Lettre aux corps. Présent (203-02-35), 21 h. : Le Maître d'œuvre. Studio des Champs-Élysées (723-25-10), 21 h. : Bianchieserie Blanche. Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : 1315 France. Théâtre de l'Union (770-00-84), 20 h. 30 : Le Barbier de Séville.

Comédies musicales

La Péniche (265-48-38) : Otopopolis.

Les chansonniers

Caveau de la République (378-44-45), 21 h. : Sans le mot d'cou, monsieur, le dialogue n'est plus possible. Deux-Anes (066-10-30), 21 h. : Féroce. Anc.

Les cafés-théâtres

À la Sec (266-20-35), 20 h. : Patrie Lili, 21 h. 15 : Pâtet and Co., 22 h. 30 : La Revanche de Nana, 23 h. 45 : O. Roux. Bistrot de Beaubourg (277-48-02), 21 h. 30 : Naphthaline. Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Arcub = MC 2, 21 h. 30 : Raoul, le Valois, 22 h. 30 : les Belges. Car'Com (372-71-15), 21 h. : Phédoe à repasser. Café d'Edgar (322-11-02), 1. 30 h. 30 : Charlotte, 22 h. : les Ours Salses, 23 h. 15 : Couple-moi l'œuf. 21. 22 h. 30 : Riqui-Pouah. Comédiants (277-41-40), 20 h. 45 :

MERCREDI

GAUMONT

FRANCESCO ROSI
GIAN MARIA VOLONTE

Le Christ s'est arrêté à EBOLI



Un film de FRANCESCO ROSI
avec GIAN MARIA VOLONTE
Le Christ s'est arrêté à EBOLI
Distribution : CARLO LEVI
PAOLO BONACELLI - ALAIN CUNY - IRENE PAPAS - FRANÇOIS SIMON
Scénario : FRANCESCO ROSI - TONYO GUERRA - RAFAELE LA CARIA
Réalisation : FRANCESCO ROSI
Lundi 5 mai, à 20 h, au cinéma LA PAGOOR, avant-première suivie d'un débat - Avec le concours de l'Institut culturel italien de Paris et la présence de MME FRANCESCO ROSI, Emmanuel LE BOY LADURIE, Leonardo SCIASCIA et Enrico FULCHIGNONI.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 5 mai

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque
Chaillet (704-24-24), télécha. Beaubourg (278-35-57), 15 h. et 18 h. : Morceaux choisis du cinéaste russe (19 h. : la Quatrième Alliance de Danie Marguerite, de G.L. Dreyer, 19 h. : les Trois lumières, de F. Lang). 21 h. : Cinéma japonais : le Démon du Japon, de K. Kuroki.

Les exclusivités

L'ALBUM DE MARTIN SCORSESE (A. v.o.) : Papodis 7 (703-12-15).
APOCALYPSE NOW (A. v.o.) : Balzac 8 (261-10-30) ; Grand-Père 8 (254-46-38).
APPARENCE FÉMININE (Fr.) : Saint-André-des-Arts 8 (238-46-18).
AO ROULOT JERRY (A. v.o.) : Quintette 5 (334-35-40) ; Montecarlo 5 (233-09-53).
A.I.C. 2 (238-55-54) ; Balzac 8 (261-10-30) ; Paroissien 14 (323-31-11) ; Clichy-Patella 18 (322-37-41) ; Gaumont-Gambetta 20 (328-10-68).
L'AVARE (Fr.) : Publicis Matignon 8 (330-01-97) ; Montparnasse-Patella 14 (322-15-23).
BLAKE JACK (Ang. v.o.) : Studio de la Harpe 8 (354-52-43).
OLYMPIE-SURPOT 14 (347-67-43).
BUFFET FROID (Fr.) : Studio Média 8 (333-25-77) ; Paroissien-City 8 (322-45-76).
LE CAVALIER ÉLECTRIQUE (A. v.o.) : Quintette 5 (334-35-40) ; Locomotrice 8 (333-25-77) ; Collège 8 (323-27-66).
V.I. : Berliet 8 (232-06-70) ; Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Nations 12 (343-04-67) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf 8 (225-15-45).
LE FOU DE MAI (Fr.) : Saint-Séverin 8 (335-50-51).
LE GUIGNOIR (Fr.) : Gaumont-Les Halles 12 (297-49-70) ; Richelieu 2 (323-06-70) ; Ambassade 8 (323-19-08) ; Française 8 (770-33-88) ; Nations 12 (343-04-67) ; Panvela 12 (323-15-23) ; Gaumont-Conventio. 15 (322-15-23) ; Wepler 18 (387-50-70

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La s/n cl.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,88
OFFRES D'EMPLOI	8,00	8,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Allemagne fédérale DIRECTEUR ADMINISTRATIF & FINANCIER

Nous sommes un Groupe Français de Travaux Publics, d'envergure internationale. Nous recherchons pour notre Filiale en R.F.A. un Cadre capable de prendre en charge l'ensemble des problèmes administratifs, comptables et juridiques de la Société dans une conjoncture d'expansion et d'extension.

Le candidat retenu aura au moins 30 ans, sera diplômé de l'enseignement supérieur et aura une expérience réussie dans une fonction similaire, acquise si possible dans la branche T.P.

De nationalité Française ou Allemande, il sera installé à BONN. Il devra envisager des déplacements sur l'ensemble de la R.F.A. Il est indispensable qu'il soit parfaitement bilingue et il nous paraît nécessaire qu'il ait une bonne connaissance du milieu Allemand.

Notre Groupe se développe. Ce poste peut constituer la première étape d'une carrière promotionnelle.

Envoyer votre dossier de candidature avec photo sous réf. 3015 à nos bureaux 64 rue la Botte 75008 PARIS.

Groupe Yves ROCHER 1^{er} milliard de F en 1979 10 filiales dans le monde (Allemagne - Autriche - Belgique - Espagne - États-Unis - Grande-Bretagne - Finlande - Hollande - Suisse)

CREER et DIRIGER une ENTREPRISE

C'est une chance exceptionnelle qu'Yves ROCHER veut offrir à des hommes capables de s'implanter à l'étranger pour y réussir. Le challenge est à la mesure des marchés où ces filiales devront se développer : CANADA, MEXIQUE, BRÉSIL, ITALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE.

Les candidats devront avoir un sens aigu du commerce et de la gestion et pourront en apporter la preuve par leur expérience professionnelle ou leur réussite personnelle.

Si vous avez l'AMBITION d'une telle réussite et LA VOLONTÉ INFLEXIBLE d'y parvenir, alors écrivez à :

Monsieur Yves ROCHER
62, avenue d'Iéna
75116 Paris

SOUCHIER - FAGES

Matériel de sécurité et commandes à distance
(étude - fabrication - installation - entretien)
recherche son futur

DIRECTEUR GENERAL INGENIEUR GRANDE ECOLE (Centrale, Mines, Ponts...)

Il assistera le Président Directeur Général dans la gestion et le développement de l'entreprise, prenant plus particulièrement en charge la coordination des services techniques (bureau d'études, unités de fabrication, services chantiers).

Le candidat aura 30 ans minimum. Il justifiera de compétences de gestionnaire et d'animation des hommes ainsi que d'une solide technicité pluridisciplinaire et d'une bonne connaissance de l'environnement Bâtiment. Il devra faire preuve d'autorité, de souplesse de caractère et d'esprit d'entreprise.

La fonction proposée devra évoluer rapidement vers les responsabilités élargies de Direction Générale.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement par
Jean-Pierre Martichoux et Associés
Conseillers de Direction
56, rue Jacob - 75279 PARIS Cedex 06



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Directeur Général

Le Président d'un important groupe du secteur tertiaire, en expansion constante de 25 % par an, C.A. annuel supérieur à 900 millions de francs, effectif 800 personnes (siège à Lille) crée, dans le cadre de son développement, un poste de Directeur Général.

Participant très étroitement à l'élaboration de la politique générale du Groupe, il prendra personnellement en charge, avec l'aide d'une équipe nationale, la direction, l'animation et le développement de l'ensemble des unités d'exploitation décentralisées sur l'ensemble du territoire. Elles couvriront tous les points de vente ainsi que les services administratifs et de gestion s'y rapportant.

Ce poste de grande envergure sera confié à un Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, justifiant déjà de plusieurs années d'expérience de direction et d'animation, acquise à un niveau de direction générale.

Le niveau de rémunération proposé reste très ouvert et tiendra compte des compétences offertes.

Séle
CEGOS

Merci d'adresser très rapidement un dossier de candidature aussi complet et détaillé que possible, à notre conseil, F. ROUSSEAU, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES, sous référence 6125M.

Albi, Bordeaux, Brionne, Dusseldorf, Liège, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, São Paulo, Stettin, Tunis.

Pour CREER et DIRIGER
une Agence Régionale d'Information
Scientifique et Technique (ARIST)
ayant pour rôle de promouvoir l'innovation
technologique dans les P.M.I. de l'industrie
nous recherchons

UN INGÉNIEUR

- Excellente formation (Grande Ecole ou Université).
- Connaissance et pratique de la P.M.I. indispensables.
- Très bon contact humain.
- Sens du service public.

Résidence : Amiens - Picardie.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, à :

O.R.I.C. de PICARDIE
34, rue de l'Osage
80037 AMIENS CEDEX

Cabinet d'expertise comptable et de commissaires
aux comptes d'implantation nationale
recherche

DEUX EXPERTS-COMPTABLES OU MÉMORIALISTES

5 ou 6 ans d'expérience en cabinet d'expertise
POSTE A POURVOIR REGION OUEST
Lettre manuscrite, C.V. et photo à M. Jean ADRIAN
31, rue de la Colonne - 75008 PARIS

Organisme français de coopération recherche pour
institut de formation commerciale à ALGER

CADRES COMMERCIAUX

Diplômés de l'enseignement supérieur commercial.
Pour l'enseignement de :

- Comptabilité, Mathématiques, Statistiques (DECS souhaité)
- Techniques commerciales (expérience Achat, Vente, Distribution en entreprise souhaitée).

Les candidats devront avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 années.

Les contrats sont établis par le Ministère Français des AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. et d'une photo sont à adresser sous référence 9292/M à :

A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

IMPT GROUPE FRANÇAIS recherche pour GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIÈRE ET COMPTABLE D'UNE SOCIÉTÉ EN AFRIQUE NOIRE

RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

- D.E.C.S. ou équivalent ;
- Avec expérience ;
- Anglais indispensable.

Avantages habituels d'expatriement
Adresser C.V. et prétentions sous n° 54.524 à
CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75008 Paris Cedex 01.

Important Groupe Français
recherche pour

AFRIQUE NOIRE JEUNES INGÉNIEURS

Diplômés électromécanique
ou Techniciens Supérieurs B.T.S., D.U.T.,
Génie Mécanique

- Anglais indispensable.
- Connaissance structures métalliques appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à n° 54.525
CONTESSÉ Publicité,
20, avenue de l'Opéra, 75008 PARIS Cedex 01, qui tr.

Voire usine en Bourgogne

De formation ingénieur, vous avez une expérience professionnelle d'au moins dix ans qui vous a permis de maîtriser les problèmes quotidiens de la fabrication d'articles de grande série et d'assurer la Direction d'une unité d'au moins cinq cents personnes. Vous êtes intéressé à prendre un poste en Bourgogne. Logement assuré. Rémunération importante liée au niveau de compétence déjà acquis.

L'entreprise produit et commercialise des produits de grande consommation et l'établissement est un des principaux du groupe. Répondant directement au Directeur Général, le Directeur d'établissement devra associer étroitement ses collaborateurs à la réalisation de leurs objectifs de qualité et de délais et pratiquer des méthodes de gestion rigoureuse. Homme de contact, il aura pour mission après une période d'intégration d'optimiser l'exploitation sur les plans technique et financier et de gagner l'adhésion d'un groupe de six cents personnes.

Adresser un curriculum vitae et photo aux conseils en recrutement SIRCA sous la référence 804403 M. Discretion assurée.

Sirca

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC

Case France S.A., filiale de J.J. CASE

(Marchés de travaux publics, chiffre d'affaires 400 MF)

recherche

UN RESPONSABLE DE CREDIT

Au sein du Service Finances il assurera activement le réseau commercial en France et à l'étranger sur le plan des moyens de financement, en assurant à notre entreprise une position de leader dans ce domaine. Il garantira la sécurité des ventes (détermination de lignes de crédit, analyses de bilan - pièces de nomenclature etc.).

Nous nous adressons à des candidats ayant une bonne connaissance du Droit Commercial et Cambial et de la langue anglaise. Une expérience de financement dans le milieu bancaire ou des biens d'équipement est nécessaire à la réussite dans un poste appelé à déboucher sur une évolution de carrière intéressante.

Ce poste est à pourvoir à VIERZON (Cher).

Ecrire à :
Département du Personnel
CASE FRANCE SA
10, rue P. Sézard
18100 VIERZON

case

GROUPE MATRA BRANCHE COMMUNICATIONS

Dans nos usines de l'Ouest, nous possédons un outil de production particulièrement bien adapté à la réalisation de grandes séries d'éléments plastiques (coulées presses à injecter), électro-mécaniques (ateliers spécialement adaptés, personnel rodé) et électrologiques (chaines de fabrication de très grandes séries).

Cet ensemble, pour diversifier sa clientèle, recherche un :

Ingénieur technico-commercial de sous-traitance

pour, dans l'immédiat tout au moins, prospecter et vendre aux clients potentiels à l'extérieur même du groupe (ils sont nombreux).

Cet objectif une fois atteint, il élargira vers l'extérieur son activité commerciale et constituera une clientèle d'entreprises hors groupe (essentiellement des grandes unités possédant des services achats bien structurés).

Cette offre constitue une opportunité intéressante pour un jeune ingénieur désireux d'élargir un horizon professionnel par une ouverture sur une fonction commerciale sans abandonner pour autant le monde de la technique.

L'homme que nous cherchons a une expérience de production (fabrication, méthodes, etc.) en électronique ou électromécanique. Celle-ci peut être relativement courte d'ailleurs. L'essentiel étant qu'elle lui ait donné une bonne connaissance des impératifs industriels.

Les profils professionnels théoriques qui nous paraissent devoir convenir sont au nombre de deux :

- Jeune ingénieur ayant deux/trois ans d'expérience professionnelle ;
- Technicien formé sur le tas ayant diversifié ses expériences dans des activités complémentaires.

Dans tous les cas, le goût du contact en milieu industriel, la vivacité et le sens de la négociation sont des atouts importants. La connaissance de l'anglais sera utile pour traiter avec les filiales étrangères et la possibilité de se déplacer fréquemment, un impératif à accepter.

Envoyer C.V. détaillé (indiquant rémunération recherchée) sous référence 1285-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75008 PARIS

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



MOTTA FRANCE
recherche pour son usine située à
ARGENTAN
adjoint
au responsable
service entretien
travaux neufs

Chargé de la réalisation de travaux neufs et du suivi du budget d'investissement, le candidat retenu sera diplômé d'une grande école (ENSAM - ECAM - ICAM - ENSEM - ESME...) avec de préférence une formation complémentaire de frigoriste et parlera l'anglais.

Une première expérience professionnelle de 3 ans dans un service de travaux neufs est nécessaire.

Ecrire avec C.V. et prétentions (Réf. X11/80) au Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES - 8, Avenue Delcassé - 75384 PARIS CEDEX 08.



ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES recherche
pour ses essais de matériel d'armement.

un Technicien
Titulaire BTS ou DUT
chargé de l'encadrement des équipes de tir.

un Technicien
Titulaire BTS ou DUT.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste à :
Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges
Carrefour de Zéro-Nord/Route de Guerry
BP 712 - 18015 BOURGES CEDEX

Importante Société Française d'études, de construction de chaudières et de matériels thermiques pour Centrales Conventuelles et Nucleaires dont le siège social est situé à VILLAX (75) recherche pour ses usines du Nord (LYS-LEZ-LANNOY)

UN INGÉNIEUR
MÉCANICIEN

ARTS et MÉTIERS OU ÉQUIVALENT
ayant une expérience de chaudronnerie, soudage, mécanique, contrôle non destructif pour CONTRÔLE et ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEURS.

- 30 ans minimum.
- Anglais indispensable.
- Déplacement de courte durée France et Etranger.

Adresser C.V. détaillé et prétentions au réf. 2284 M à SWEERTS, B.P. 260, 75241 PARIS CEDEX 09, q. tr.

responsable
comptable et
administratif

Fabricant de chaussures de qualité filiale d'un groupe international recherche, pour son unité de production (600 personnes), ville moyenne du Centre de la France, son Responsable Comptable et Administratif.

- Le poste :
- Gestion Comptable (comptes clients, fournisseurs, déclarations...). Clôture annuelle de l'exercice. Bilan et compte d'exploitation mensuels.
- Comptabilité analytique.
- Conseil du Directeur de l'usine en matière de Gestion.

Le candidat : formation DESC ou BP ancien régime ; expérience confirmée secteur industriel. Homme rigoureux mais de contact et de communication. L'âge n'est pas un critère d'exclusion. La rémunération est motivante.

Envoyer C.V., photo + prétentions sous réf. 593-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. 13, rue Thautville - 75010 PARIS

ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES recherche

Ingénieur d'essai

pour matériel d'armement.
Formation Mécanicien. Origine Ecole Nationale d'Ingénieurs ou équivalent.
Expérience non exigée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 80/10 à :
Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges
Carrefour de Zéro-Nord/Route de Guerry
BP 712 - 18015 BOURGES CEDEX



Directeur Financier
200000 F/an +

Société de fabrication matériel de précision (C.A. 79 : 320 millions ; objectif 80 : 400 millions ; bonne rentabilité) recherche pour son siège région centre Val de Loire un **DIRECTEUR FINANCIER**. Rattaché directement au Président Directeur Général, il planifiera, coordonnera et contrôlera les opérations des services : comptabilité générale et analytique, finances, gestion budgétaire, assurances. Il animera 28 collaborateurs dont 6 cadres. Agé d'au moins 35 ans, de formation grande école commerciale ou d'ingénieur (ECP particulièrement apprécié), il a exercé de réelles responsabilités financières et comptables dans une entreprise industrielle de taille équivalente. Anglais indispensable. Ecrire sous référence 80216 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Mornier 75009 - PARIS

ASSOCIATION CHERCHE POUR INTERNET D'EDUCATION SPECIALISEE en vue de créer d'unités de 12 jeunes

- 1) **DIRECTEUR(ICE)** Permis V.L. Indispensable.
- 2) **EDUCATEUR(ICE) CHEF** **EDUCATEUR(ICE)** **SPECIALISES**

— Expérience motivation, C.C.E.I. 1966. Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite, photo à ACCUEIL ET PROMOTION DES ETUDIANTS B.P. 17 59301 VALENCIENNES CEDEX. Rech. pr région MEDITERRANEE

INGENIEURS-MECANICIENS
Résistance des matériaux
Expérience calcul sur ordinateur 1 à 3 ans d'expérience

INGENIEURS-THERMISTIENS
Expérience calcul sur ordinateur 1 an d'expérience.
Ecr. avec C.V. et prétentions n° 56.962 Contesse Publiée, 20, av. de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01.

I.C.I. PHARMA
offre à JEUNE PHARMACIEN possédant :
— de solides connaissances en pharmacologie industrielle
— le goût pour le travail en équipe
— le souci de la qualité des relations humaines
— la volonté de commander et d'innover
— une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Un poste d'Assistant au Directeur de Production dans le cadre de son Unité de Reins. Adresser C.V. et photo à I.C.I. PHARMA B.P. 401, 51064 REIMS CEDEX.

Impte Sté Implantée dans la MARCHE recherche pour l'une de ses filiales (125 personnes)

UN COMPTABLE QUALIFIE
environ 30 ans titulaire du D.E.C.S. ou diplôme équivalent, il aura pendant quelques années assuré effectivement toutes les opérations comptables et fiscales et devra posséder des connaissances et des aptitudes en matière de gestion et de gestion.

Adresser C.V. détaillé et prét. à Régie-Press, n° 19.618 M 85 bis, r. Beaumais, 75002 Paris.

SOCIETE D'IMPORTANCE NATIONALE recherche pour son implantation des **PYRENEES ATLANTIQUES (MOURENX)**

cadre
spécialisé en gestion
immobilière

chargé au sein d'une équipe, d'assurer les responsabilités globales de GÉRANCE d'un important groupe immobilier. Les candidats devront avoir :
• une formation supérieure assortie si possible, d'une expérience dans le domaine de la GESTION LOCATIVE.
• le goût des contacts.
• une grande aptitude au travail en équipe.
Possibilité d'évolution de carrière dans groupe important pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 7114 à :

organisation et publicité
Tél. 05.90.00.7500 PARIS/01.10.10.10.10

RESPONSABLE DES SERVICES
COMPTABILITE, CONTROLE DE GESTION

Nous sommes un groupe industriel de taille internationale. Nous pratiquons une politique de décentralisation et nous cherchons, pour une unité industrielle dont le chiffre d'affaires est de l'ordre d'un milliard de francs, un responsable des services comptabilité et contrôle de gestion. Sa fonction :
• mettre en place une nouvelle organisation permettant d'adapter les procédures générales du groupe aux besoins de l'unité.
• mettre au point et faire appliquer des procédures liées à un système de gestion informatisé, également en pleine évolution.
• former son personnel, cadres et employés, et ses interlocuteurs dans les unités opérationnelles, à l'utilisation des outils de gestion.
Ce poste, rattaché directement au directeur de l'usine, convient à un homme de 33 ans minimum, diplômé d'une école de commerce ou équivalent + DECS, ayant déjà l'expérience de la direction d'un service comptabilité et contrôle de gestion d'une usine importante.
La rémunération est « ouverte » dans un groupe qui offre de réelles possibilités de carrière. Le poste est situé dans une ville de province, proche d'un centre universitaire.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 143 L.M.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach 75017 paris

Fabricant de produits d'équipement de la maison recherche un

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Missions : Définition des objectifs de production en qualité, coût et délai ; Définition et mise en œuvre des méthodes de gestion, d'organisation et de contrôle de la production ; Animation du personnel (50 personnes environ).

Profil : 35 ans minimum ; Formation technique supérieure ; Bonnes connaissances en informatique souhaitées ; Expérience indispensable de plusieurs années à des fonctions similaires ; Aptitudes prouvées à l'encadrement ; Esprit créatif.

Ce poste pourra évoluer vers des responsabilités plus importantes au sein de la Direction.
Lieu de résidence : ville moyenne de Bourgogne.
Mandat de nous écrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 8134 A :

AVISO 11 quai Rambaud, 69002 LYON
Membre du Syndic

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
SECTEUR INFORMATIQUE

recherche :
Pour une usine de 500 personnes en province

UN CONTROLLER (140 000 F +)

Responsable devant le Directeur de l'Usine, il assurera des liaisons fonctionnelles avec le siège de la Société en France et aux Etats-Unis.
Ce poste est une opportunité pour un diplômé d'Etudes Supérieures ayant environ 5 ans d'expérience. La pratique courante de l'anglais est exigée. De fréquentes séjours de courte durée aux U.S.A. sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions de salaire sous réf. n° 56.830 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, q. tr.

Très importante société du secteur tertiaire distribuant à l'échelon national des biens d'équipement techniques à dominante électrique recherche :

CADRES COMMERCIAUX
DE PREMIER PLAN

avec formation et expérience
Les candidats aptes à :
— encadrer et animer une force de ventes de technico-commerciaux sédentaires et itinérants.
— assurer la responsabilité de la gestion d'unités décentralisées de 20 à 30 personnes.

Cette fonction constitue par tradition le point de passage privilégié de carrières évolutives.
Plusieurs postes sont à pourvoir, notamment dans la région LANGUEDOC-ROUSSILLON et dans les régions BRETAGNE et PAYS DE LA LOIRE.

Adresser C.V. en précisant le secteur choisi à n° 56.821 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra. L'examen des candidatures sera effectué par un conseil spécialisé qui garantira la plus entière discrétion aux candidats.

Groupe Privé d'Assurances IARD recherche un

Inspecteur Commercial

pour les régions suivantes :
— Département du NORD
— Départements 03, 18, 36, 45, 58

Etudes supérieures, bons résultats acquis sur le terrain.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 4 551 à

MEDIA BA
8, Bd des Indes, 75002 Paris
(Réponse et discrétion assurées)

MOTTA FRANCE

recherche pour son usine située à ARGENTAN (61)

CONTROLEUR
DE GESTION

Diplômé de l'enseignement supérieur (écoles de commerce : HEC - ESSEC - ESCP - ESCAE - IEP, ou écoles d'ingénieurs + formation complémentaire), il devra justifier d'une première expérience de gestion acquise dans une entreprise industrielle. Il sera chargé de la mise en place de l'automatisation de la comptabilité analytique de l'usine, du suivi des coûts de production, des prix de revient et des écarts avec l'aide d'une équipe de plusieurs personnes. Anglais indispensable.

Adresser CV et prétentions (réf. X11/80) au Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé 75384 PARIS CEDEX 08



ORGANISME FINANCIER
à forme mutuelle
région MEDITERRANEE SUD
recrute

un DIRECTEUR

- solide expérience bancaire ;
- connaissance comptable ;
- animation du personnel.

Envoyer lettre, photo, C.V. et prétentions N.5981 PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Important Groupe industriel recherche pour une à ses usines à proximité de Rouen

INGÉNIEUR EN RÉGULATION
INDUSTRIELLE

POUR :
— la conception, la modification, le dépannage et l'entretien des dispositifs de régulation ;
— la formation du personnel à la régulation et à l'utilisation des matériels.

Avant :
— formation supérieure ;
— expérience professionnelle approfondie ;
— connaissances de la régulation électrique et électronique et des microprocesseurs.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à n° 56.782 CONTESSÉ Publiée, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

INGENIEUR
MATERIEL et ENTRETIEN
SUD-DUEST

- Nous sommes une usine de 500 personnes rattachée à un important groupe français.
- Nous cherchons un ingénieur mécanicien (A-M ou équivalent) pour prendre la responsabilité du service matériel et entretien.

Le poste comporte :
— la gestion courante d'un service de 40 personnes
— l'entretien des équipements techniques dans leurs performances conception de nouvelles chaînes, automatisation...
Notre candidat doit avoir des connaissances solides en électromécanique et une expérience professionnelle confirmée.

Ecrire avec CV et prétentions à N° 56.597 CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

LYON

French Subsidiary of an
US INTERNATIONAL COMPANY
selling consumer goods
looks for its

Administrative
Manager

He will be responsible for over-all administrative control including sales administration, financial management and coordination with european and overseas management.
He will manage 35 employees.

Candidates for this rewarding position should have had a good education as well as experience in a similar position or as Chief Accountant in an international company and be 30 years old or less. Initial salary negotiable.

Interested candidates are requested to send details of qualifications and experience which will be treated strictly confidentially to n° 9799 L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75008 Paris Cedex 02.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS DEBUTANTS

Grandes Ecoles à vocation électronique

Pour participer à la CONCEPTION et aux ETUDES de SYSTEMES complexes et d'EQUIPEMENTS modernes de communication.

Ils utiliseront les techniques de pointe en traitement du signal micro et mini-informatique...

De larges perspectives d'évolution de carrière sont assurées aux candidats de valeur au sein de la division ou du Groupe.

Pour Paris et la Province
adresser C.V. et photo à Monsieur ANTOINE B.P. 156
92230 GENNEVILLIERS Cedex.

«Nous sommes pressés, mais nous saurons attendre l'homme de dimension dont nous avons besoin»

nous a dit le Directeur Général d'une importante société de Conseil en Informatique qui, pour assurer la maîtrise de son expansion, doit renforcer son équipe dirigeante.

Elle recherche un

consultant de haut niveau informatique bancaire

appelé à seconder le Directeur du Département

Agissant dans le cadre d'un marché «porteur», théâtre d'évolutions nombreuses exigeant la mise en œuvre de meilleures ressources technologiques, il sera nécessairement un professionnel de l'informatique.

De solides connaissances des techniques bancaires seront un avantage certain.

Ses responsabilités comprendront des missions de conseil de niveau élevé, le pilotage d'équipes sur des contrats valorisants. Il devra contribuer activement aux actions de développement commercial.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations, sous référence 228 TA, à

SCOTI

53 rue de Miromesnil
75008 Paris.

Discrétion assurée.

Développer une organisation professionnelle

Plusieurs centaines d'entreprises du Nord, très diverses par la taille et le secteur d'activité, trouvent dans notre organisation patronale une représentativité qui leur est précieuse. Elles utilisent largement les services que nous mettons à leur disposition : formation, information économique et sociale, etc. Représentativité et services que nous voulons encore améliorer en accroissant le nombre de nos adhérents.

C'est la mission prioritaire que nous confierons à notre Secrétaire Général : à lui de convaincre le millier d'entreprises encore chos les murs de nous rejoindre. A lui, ensuite, de les intégrer dans notre organisation et de les faire bénéficier au maximum du soutien que nous pouvons leur apporter.

Peu importe que votre encore jeune carrière se soit déroulée jusqu'ici en entreprise ou en organisation professionnelle. Pour nous, l'essentiel c'est d'abord votre adhésion sans réserve à notre conception de l'entreprise et à nos objectifs. Votre formation supérieure (Sciences-Éco, Droit, ESC...) et une expérience minimale de cinq ans vous mettront à l'aise pour faire avancer les problèmes qui préoccupent nos adhérents. Votre réussite dans ce poste en création devra déboucher sur un élargissement progressif de vos attributions. Les consultants de SIRCA nous assistent dans ce recrutement. Faites-leur connaître sous référence 802 404 M que ce poste à Lille vous intéresse, en leur précisant vos prétentions et votre délai de disponibilité. Soyez assuré de leur discrétion.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC

analyste programmeur

LE POSTE :

Analyse, écriture et mise au point des programmes en vue de l'acquisition et du traitement de données en provenance de capteurs situés soit au fond des puits pétroliers, soit parmi les équipements de surface.

LE CANDIDAT :

- niveau BTS, IUT ou équivalent,
- expérience confirmée en analyse et programmation,
- connaissances souhaitées :
 - Application : temps réel
 - Langage : Fortran - Assembleur
 - Calculateur : PDP 11 - LSI 11

(référence RND/2-80)

agent technique en électronique

LE POSTE :

Assure, en collaboration avec un ingénieur, l'étude et la réalisation d'instruments de mesures destinés à l'industrie pétrolière, et plus particulièrement utilisés dans les puits (haute pression et température).

LE CANDIDAT :

- niveau BTS, IUT ou équivalent,
- expérience confirmée de l'électronique industrielle,
- connaissances souhaitées :
 - Électronique analogique
 - Capteurs de mesures
 - Mécatronique générale.

(référence RND/3-80)

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable pour ces deux postes. La rémunération sera fonction de l'expérience et de la qualification.

Ecrire à FLOPETROL - Service du Personnel - BP 592 - 77005 MELUN CEDEX.

Importante société de parfumerie de renommée mondiale, recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

Sous la dépendance immédiate du Directeur Général, il sera responsable de l'application de la politique commerciale de la Société, de l'animation et de la dynamisation de la force de vente, de l'expansion sur le marché français.

Il sera également en charge des services administratifs dépendant de la Direction Commerciale France.

De formation supérieure, H.E.C., E.S.E.C. ou équivalente, âgé de 35 ans environ, il devra justifier d'une expérience notable dans le domaine de la distribution, de préférence sélective.

Sa fonction nécessitera de nombreux déplacements.

Poste à PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo au n° 8.135 « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS CEDEX 02.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE recherche pour sa Division EXPORT

Chef de Produit

Robinerie Industrielle

- Connaissance approfondie des matériels de toutes marques.
- Expérience Export souhaitée.
- Responsabilités étendues : négociation des achats, ventes (directes et par réseau).

Envoyez CV, photo et présentations sous réf. 9794 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris cedex 02 - qui transmettra



HISPANO-SUIZA

Recherche pour sa Division

turbomachines international

2 INGENIEURS

Formation GRANDES ECOLES + Commerce international pour postes

INGENIEURS COMMERCIAUX

Turbines à gaz industrielles et Turbo compresseur de suralimentation diesel.

Activités :
- Prospection auprès des organismes concernés par nos matériels
- Elaboration et conclusion des propositions commerciales établies en collaboration avec les Départements techniques de la Société.
- Contacts avec la clientèle et suivi pendant le déroulement des affaires.

Possibilité de développement de carrière en particulier en tant que délégué de la société dans les pays clients.

Profil :

- Expérience minimum de 10 ans des contacts commerciaux à haut niveau sur marchés Pétroliers Ferroviaires Maritimes
- Forte personnalité, sens aigu de la négociation
- Disponibilité pour voyages à l'étranger
- Parfaitement bilingue Français Anglais, 3ème langue souhaitée, Espagnol, Portugais...

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé sous référence I.C. aux Relations du travail HISPANO SUIZA Siège Social 333, bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX en rappelant la référence du poste.

LE CENTRE TECHNIQUE DE L'INFORMATIQUE recherche

UN INFORMATICIEN «BASE DOCUMENTAIRE»

LA DEFENSE

Le C.T.I. assure un rôle d'assistance et de conseil technique aux départements informatiques des administrations et organismes publics. Le développement de son groupe informatique documentaire et bureautique nécessite la création d'une fonction nouvelle. Dépendant du responsable de groupe, le documentaliste informaticien participera à la conception, au développement et à la mise en place de grands systèmes de banques de données accessibles à tout le territoire national.

Le candidat retenu, de formation scientifique supérieure, aura une expérience soit en SGRD, logiciels de base, réseaux, soit de documentaliste possédant une bonne maîtrise de l'outil informatique.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Ecrire sous référence 134 M à AL CONSEIL, 54, rue Marillat, 75008 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

contrôle de gestion et informatique deux atouts pour un ingénieur débutant

Le projet « CONTRÔLE DE GESTION » constitue une opportunité certaine pour acquérir la double formation que vous recherchez :
- Formation Technique dans une entreprise réputée pour sa Maîtrise de l'INFORMATIQUE et son aptitude à préparer l'avenir (Réponse vocale, Télétel, Connexion à Transpac).

- Ouverture réelle et sérieuse sur les problèmes de GESTION que vous rencontrerez au cours de votre carrière.

Il s'agit de repenser sur le fond les circuits d'Information du Contrôle de Gestion, de proposer les modifications répondant aux attentes de nos Départements et de mettre en œuvre les moyens informatiques nécessaires.

Nous voulons donc rencontrer un Ingénieur Généraliste qui allie la formation de haut niveau et les qualités personnelles (Animation, Innovation, Organisation) qui lui permettront de mener à bien ce projet complet.

Notre développement (17% environ sur le dernier exercice) favorisera une évolution au sein de nos différents Départements.

Merci d'envoyer lettre et CV, sous référence 801515 à

LA REDOUTE Division Cadres 57, rue de Blanchemaille

59100 ROUBAIX.

La Redoute

SOCIÉTÉ LEADER «MENUISERIE INDUSTRIELLE»

recherche EXCELLENT

PROMOTEUR DES VENTES

pour poste DÉLÈGUE RÉGIONAL BASSIN PARISIEN

Possédant :
• une formation secondaire approfondie par BAC G3 ou similaire : études complémentaires bilingues ;
• le sens des responsabilités et de l'organisation ;
• l'homme de terrain avec une expérience de la vente de produits de second-marché ;
• des contacts avec Maîtres d'Œuvre, Architectes, Entreprises et Négoces ;
• forte capacité de travail, efficacité, ambition.

Nous offrons :
• produit leader, en forte progression ;
• voiture de société - frais ;
• réf. 80508

Les candidatures seront traitées de façon confidentielle, mais seules seront prises en considération, celles comportant lettre manuscrite, CV détaillé, photo récente et niveau de salaire actuel, adressées sous la référence du poste à

DIRECTION GÉNÉRALE - VELUX FRANCE

5, avenue Ferdinand de Lesseps - Z.I. Sud - 91420 Moreangis

IFB LOCALBAIL jeunes FRANCE M...
comp...
ANALYSTES ET PROGRAMME...
UNE GR... SA... SE FAIRE...
RAN...
INGENIE...
Des postes convien...

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Personne de dimension

de l'industrie informatique qui, pour assurer

haut niveau

bancaire

des évolutions nombreuses exigeant la mise

en œuvre d'un professionnel de l'inform.

à un poste de

de niveau élevé, le pilotage d'équipement

aux notions de développement commercial.

à la référence 228 TA, à

Discretion assurée.

HISPANO-SUIZA

Recherche pour sa Division

turbomachines international

INGENIEURS

IBES ECOLES + Commerce International

IBES COMMERCIAL

et Turbo compresseur de suralimentation

des organismes concernés par nos machines

avec les Départements techniques de la

clients et avoir pendant le déroulement des

supplément de carrière en particulier en tant

notamment dans les pays clients.

de 10 ans des contacts commerciaux

et, sans limite de la négociation

et voyages à l'étranger, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

langue française, 3ème langue courante,

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	87,00	87,00
IMMOBILIER	14,00	16,48
AUTOMOBILES	38,00	45,88
AGENDA	38,00	45,88
PROP. COMM. CAPITALUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



La Banque de l'équipement

jeunes commerciaux

FRANCE - MISSIONS D'INTERVENTION

Nous poursuivons notre politique de promotion interne : elle nous amène à recruter ceux qui, dans 5 ans, dirigeront certaines de nos agences.

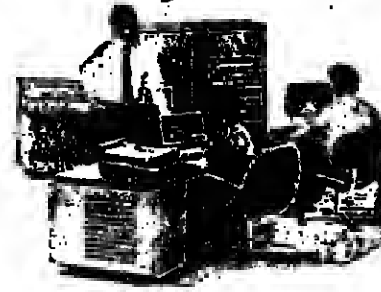
• Votre formation : Débutant ou première expérience, un BAC + 2 à 3 années d'études supérieures, une grande souplesse d'adaptation, le goût de la négociation commerciale et la mobilité géographique sont nécessaires pour réussir dans le poste.

• Votre activité : Conseiller et VENDRE aux chefs d'entreprises, commerçants, artisans et professions libérales la meilleure formule de financement (crédit et leasing).

Vous ferez partie d'une équipe d'intervention dont le rôle consiste à effectuer des missions de remplacement ou de renforcement auprès de nos 70 agences en France. Ce poste, très formateur, occupé pendant 2 ans minimum, vous permettra d'évoluer vers des postes de plus grande responsabilité.

Envoyer CV + photo sous référence 437 à : COMPAGNIE BANCAIRE - Services Orientation-Recrutement 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

compagnie bancaire



Jeunes ingénieurs, nous vous donnons les moyens de réussir.

Au moment de vous lancer dans la vie active, ne choisissez pas un poste mais plutôt une entreprise qui cherche à vous valoriser. HEWLETT-PACKARD se donne cette vocation à travers une formation continue agressive et la possibilité de passer d'une fonction à une autre dès le moment où vous aurez fait vos preuves.

Mais nous ne vous offrons pas la facilité. En effet, nous recherchons des jeunes ingénieurs diplômés, électroniciens ou informaticiens, désireux de devenir des ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux pour la vente de nos ordinateurs industriels, scientifiques ou de gestion.

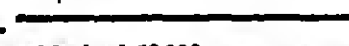
Or votre formation ne vous a pas préparé à la vente. Pourtant nous estimons que cette formation de haut niveau est un atout indispensable pour réussir. Vendre un système informatique, vous devez le savoir, c'est avant tout résoudre un problème. Mais plus que la seule maîtrise des problèmes, vous aimez convaincre et ainsi conclure des affaires. Pour cela, vous devez être les premiers convaincus.

Le but que nous vous proposons ce n'est pas uniquement de rentrer des commandes, mais surtout de satisfaire nos clients et de gagner ainsi leur estime et leur fidélité.

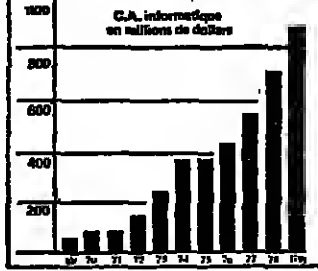
Les moyens que nous mettons à votre disposition sont, outre des produits performants et la notoriété de notre entreprise, un support logistique solide avant vente et après vente. Une voiture personnelle vous est aussi fournie.

Qui sommes-nous en mini-informatique ? La contribution de l'informatique à notre chiffre d'affaires total est passée de 15 % en 1969 à 48 % en 1978. Nous sommes ainsi devenus le troisième constructeur mondial de mini-informatique avec des ventes dépassant le milliard de \$. Pour poursuivre cette croissance, nous avons besoin de vous.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo à Gérard KLOPPEL, Département Recrutement, Hewlett-Packard, BP 6, 91401 Orsay Cédex. (sous référence 8407)



HEWLETT PACKARD



ANALYSTES ET PROGRAMMEURS

GRANDS SYSTEMES

- COBOL, PL/1, ASSEMBLEUR
- CICS, IMS/DB, IDS/IDS
- PROTEGE, PAC, ATOS

Postes à pourvoir à PARIS

Envoyer C.V. confidentiel à :

APSIDE 40, RUE DE PONTHEU 75008 PARIS - 225.12.46

RACAL REDAC S.A. est une filiale d'un groupe international de plus de 10 000 personnes et nous sommes leaders mondiaux dans la conception assistée par ordinateur dans le domaine des circuits imprimés.

La filiale française créée en 1979 doit faire face à un développement rapide tant sur le plan du C.A. que de la commercialisation de nouveaux systèmes et ceci, nous amène à recruter des

Ingénieurs Commerciaux

120.000 +

L'évolution du marché de la conception assistée par ordinateur sera durable et avec un taux de croissance exceptionnelle. Après formation, votre évolution dans notre nouvelle filiale française sera identique si vous savez convaincre vos interlocuteurs : directeurs techniques, chefs de service, de la rentabilité et de l'investissement de l'un de nos nouveaux systèmes.

Envoyer CV à Mile RENUCCI - RACAL REDAC - 40, rue Jean-Jaures, Tour « Les Mercuriales » - 93176 BAGNOLET Cedex - Tél. 362.15.81



PHILIPS

DEPARTEMENT INFORMATIQUE INTERNE

recherche

INGENIEUR en TELEMATIQUE

(ENST, CNAM, SUPLEEC, ENSAM...)

Intéressé par la coordination de projets de transmission de données de taille et de nature diverses. Une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion de projets de ce type est indispensable.

Connaissances en téléphonie ou en logiciel de communication IBM appréciées.

Anglais parlé souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à PHILIPS - Département I.S.A. - Service du Personnel, 6, rue Firmin Gillot 75015 PARIS.

UNE GRANDE SOCIETE SAIT AUSSI SE FAIRE TOUTE PETITE

plus par nécessité que par modestie... parce que la taille, si elle peut être sécurisante, éloigne des réalités et, quand on a choisi le domaine du traitement et de la transmission de l'information, savoir s'adapter à son marché c'est une question de survie. C'est pourquoi les équipes commerciales que nous avons constituées sont petites : 8 à 10 personnes où chacun a la responsabilité complète de sa clientèle : analyse des besoins, choix des matériels adaptés, conclusion du contrat et suivi.

Elles ont leur vie propre. Leur souplesse permet d'y pratiquer des procédures rapides de communication, d'échanges, de décisions. Elles constituent pour nous un relais précieux avec le marché. Les renseignements d'ordre technique ou commercial qu'elles nous fournissent, nous permettent de réactualiser en permanence notre politique commerciale.

Des postes sont à pourvoir à PARIS, REGION PARISIENNE et toutes les grandes villes de PROVINCE.

Merci d'adresser votre candidature + C.V. sous réf. V 73 (en précisant la région désirée) à RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX

RANK XEROX



1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INSTRUMENTALE

2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX

recherche pour ses

CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT

de la Région Parisienne (Argenteuil, Eragny, Pontoise)

et ses centres de FABRICATION

de Montluçon et de Rouen.

INGENIEURS METHODES

Ces postes conviendraient à des INGENIEURS A & M

La préférence sera donnée à des candidats ayant effectué une spécialisation en France ou aux Etats-Unis, dans le domaine de l'électro-mécanique, l'électronique ou les automatismes.

Adresser C.V. manuscrit + photo à Direction du Personnel et des Relations Sociales 6 avenue d'Iéna - 75783 PARIS CEDEX 16

SAGEM

Jean-Claude MASSON, Directeur des Ventes DOCUMENTATION :

Ingénieurs Commerciaux

Nos ventes ont confirmé notre avance technologique



Créée en 1978 par Jean-Louis AUQUE, notre Directeur Général, DOCUMENTATION FRANCE a connu en 2 ans un développement rapide :

IMPRIMANTES EFFECTIF	C.A.
1979	100 45 24 M.F.
PREVISIONS 1980	200 75 50 M.F.

A ces résultats, deux raisons principales : La volonté de rendre chacun de nos collaborateurs autonome et responsable. Des produits technologiquement très en avance sur nos concurrents (nos imprimantes sont les plus rapides du monde : 1 000 à 3 000 LPM, on line ou off line).

Pour atteindre nos objectifs, nous recrutons des Ingénieurs Commerciaux possédant 3 à 5 ans d'expérience chez un constructeur d'ordinateurs.

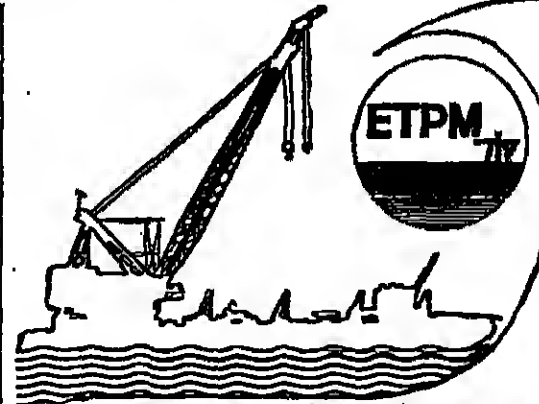
Leur salaire, à la hauteur de leur responsabilité, sera sans limite.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et REGION, BORDEAUX, LILLE, NANCY, NANTES.

Vous désirez en savoir plus ?

Adresser-moi vite votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. photo) : Jean-Claude MASSON - DOCUMENTATION - 30, rue du Morvan 51160 503 - 51423 RUNGIS cedex.

DOCUMENTATION



Leader Européen de l'Offshore Pétrolier

Le développement rapide de nos activités nous amène à étoffer notre encadrement notamment dans le cadre d'importantes réalisations prévues au Moyen-Orient et en Extrême Orient.

Nous recherchons :

2 INGENIEURS très confirmés

TP - AM - ENSI ou équivalent

ayant acquis une expérience opérationnelle d'au moins 10 ans dans une entreprise internationale de Travaux Publics (Travaux Publics Industriels) ou dans une Société d'Ingénierie (Process Pétrolier), capables de prendre en charge d'importants projets offshore à Paris et d'en suivre la réalisation sur le terrain en tant que Project Manager.

Des qualités de Gestionnaire, la maîtrise parfaite de la langue anglaise et une grande disponibilité sont indispensables.

De réelles perspectives de développement de carrière sont possibles pour des candidats de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions, à réf. 5992 M à P. LICHAU SA BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

responsable finances et contrôle de gestion

GENIE CIVIL

Une Entreprise de Génie Civil (C.A. : 100 MF, France et exportation) offre de solides perspectives d'avenir dans Société dynamique et en développement rapide, à Contrôleur de Gestion ou Responsable Financier soucieux d'élargir ses responsabilités.

Directement rattaché au Directeur Général il aura pour mission : de mettre en place et assurer le bon fonctionnement du système de gestion de l'Entreprise ; établissement et contrôle des budgets, suivi des chantiers, synthèse pour la prise de décisions, d'assumer la responsabilité de l'ensemble des services administratifs et financiers (comptabilité, trésorerie, personnel) dont il devra progressivement améliorer l'efficacité.

Profil souhaité : Formation supérieure à Solides compétences dans les domaines : contrôle de gestion, finances, comptabilité, organisation administrative. 4 à 5 ans d'expérience, de préférence dans le secteur bâtiment, travaux publics ou ingénierie.

Lieu de travail : Paris.

Adresser CV détaillé, photo, rémunération souhaitée sous référence 7095 à :



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SONAUTO gestionnaire système/univac 1100

Nous importons et distribuons en France les voitures PORSCHE et MITSUBISHI ainsi que les motos YAMAHA et gérons en temps réel nos véhicules comme leurs pièces de rechange. L'arrivée d'un UNIVAC 1100/60 nous amène à créer la fonction système. Vous participez à l'installation du matériel et des logiciels et au développement du réseau (40 terminaux) et des bases de données. Vous conseillez les études et l'exploitation. Vous avez une formation supérieure de préférence, et surtout acquis une bonne expérience de la mise en œuvre de la plupart des techniques utilisées sur le série 1100 : EXEC 8, CMS et DMS 1100. Ce poste fait de vous, à terme, notre responsable système. Sachez que notre siège se déplace de Levallois (92) à Cergy-Pontoise (95) fin 1980. Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3727 LM) à « Carrières de l'informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.

PARIS

recherche pour son Département Opérations

jeune diplômé HF

- Formation supérieure (ESG, Ecole d'Ingénieurs + IAE, ...).
 - Goût du concret.
 - Aptitude à la gestion des hommes.
 - Pratique courante de l'anglais.
 - Première expérience professionnelle dans le secteur bancaire appréciée.
- Après une formation pratique approfondie au sein des services opérationnels de la banque, il sera appelé à prendre des responsabilités dans ce département.
- Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée au Service Recrutement, Elisabeth Lankel, The Chase Manhattan Bank, 41 rue Cambon 75001 Paris.



Le Centre de Recherche de

SYNTHELABO

recrute un.

chef de laboratoire

Il aura la responsabilité d'un laboratoire de synthèse organique. Agé de 25 ans minimum. Sa formation sera du niveau Doctorat ès Sciences ou équivalent. Une expérience de 2 à 5 ans en synthèse est souhaitée. Il aura une bonne connaissance des méthodes physiques d'analyse structurale : RMN, IR, MASSE, Chromatographie. Bonne rémunération, avantages sociaux.

Envoyer CV au Directeur Administratif et Technique - LERS - 58 rue de la Glacière 75013 Paris.

Collaboratrice

MANPOWER recherche pour développer son secteur secrétariat bilingue PARIS IX une collaboratrice

Elle sera chargée :
- du recrutement, détachement et gestion du personnel intermédiaire bilingue.
- des contacts avec nos clients (prospection et suivi).
Pour réussir vous devez être parfaitement bilingue (anglais-français), posséder une première expérience du secrétariat et surtout être attirée par une carrière commerciale.
Préférence sera donnée à une candidate de langue maternelle anglaise.
B. MONET - MANPOWER - Service Recrutement - attend vos CV, photo et prétentions au : 88, rue La Fayette - 75009 PARIS.

MANPOWER



Publicis Conseil

recherche

pour faire face à la poursuite de son fort développement

Publicis Conseil recrute

Chefs de Publicité senior de talent

pour PARIS ou PROVINCE

Formation supérieure (HEC, ESSEC ou équivalent) et 4 années minimum d'expérience exigées.

Adresser C.V. détaillé à Direction du Personnel, 35, rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine.

(Réponse et discrétion assurées.)

DIRECTEUR EXPORT

Groupe industriel 400 MF de C.A. fortement exportateur, matériels mécaniques d'équipement, recherche le directeur de ses exportations. Il a plus de 35 ans, une excellente culture générale, est parfaitement bilingue anglais. Son expérience de la vente et des marchés extérieurs dans le secteur industriel et des biens d'équipement est indiscutable et prouvée. Il a aussi dirigé des hommes et animé une équipe c'est-à-dire qu'une expérience de gestionnaire n'est pas suffisante. Base : Paris. Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous N° 849015 M à : Régie Presse - Le monde 85, bis rue Réaumur - 75002 PARIS qui transmettra. (Discrétion totale - réponse rapide.)

FILIALE chargée de la mise en œuvre des SYSTÈMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des

analystes

(réf. 8361 A)
Maîtrise d'Informatique, Ecole d'Ingénieur ou équivalent,

programmeurs

(réf. 8361 P)
DUT informatique ou équivalent.

débutants

pour travailler au développement de systèmes informatiques utilisant les bases de données et le télétraitement.

- Formation complémentaire assurée
- Matériel utilisé : IBM sous OS
- Langage utilisé : Assembleur.



Envoyer CV, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

Importante Entreprise de Travaux et de Services Publics implantée sur l'ensemble du territoire métropolitain et à l'étranger, recherche pour la suite de la gestion au Siège et dans les Directions Régionales, un

PRATICIEN CHEVRONNÉ de la COMPTABILITÉ et du CONTROLE BUDGÉTAIRE

- Le poste, outre une solide formation comptable, exige une bonne expérience de la gestion d'unités décentralisées. Il demande le sens et l'habileté des contacts humains.
- Basé à PARIS, il nécessitera une large disponibilité pour de fréquents déplacements en province.
- Ce poste, rattaché à la Direction, pourrait contenir un cadre d'expérience ayant fait carrière dans la comptabilité et/ou le contrôle de gestion, au sein d'entreprises importantes.
- Disponibilité rapide appréciée.

Adr. lettre de candidature manuscrite en indiquant prétentions, accompagnée d'un C.V. et d'une photo sous n° 56214 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cédex 01, qui transmettra.

Henkel France

cherche pour son Département

Dehydag

qui commercialise des produits organiques destinés aux industries chimiques et pharmaceutiques, un

INGENIEUR COMMERCIAL

Il est autonome sur le secteur de la région parisienne. Il développe la vente de produits de base auprès des industries cosmétiques et pharmaceutiques.

Ingénieur chimiste, âgé de 28 ans minimum, il a obligatoirement une bonne connaissance de cette clientèle industrielle, ayant exercé dans ce domaine et pendant plus de deux ans, des fonctions similaires.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. M 425, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

giser 49, av. de l'Opéra
75002 Paris

IMPORTANTE ENTREPRISE DE MÉCANIQUE

BANLIEUE NORD (93)

Leader sur son marché

recrute

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR

NIVEAU V MÉTALLURGIE
Niveau DUT, expérience P.M.I. 3 ans.
Matériel IBM 43-31.

Connaissances souhaitées : logiciel COBOL, DBA et COBOL. Langage COBOL exigé.

Salaires 70.000 à 80.000 F (+ avantages sociaux) selon expérience.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 56530, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CÉDEX 01, qui transmettra.

jeune chef de projet IMS/DLI

La direction informatique d'un grand groupe chimique (Paris-La Défense) dispose d'un 370 et d'un 3031/MVS supportant une centaine de terminaux et travaille dans une philosophie IMS/DLI. Les chefs de projet mènent une réalisation de bout en bout (du contact avec l'utilisateur jusqu'à la mise en exploitation) et animent une équipe de quatre/cinq analystes-programmeurs. De formation INGÉNIEUR, Grande École de préférence, vous avez acquis en trois ans minimum une bonne pratique du COBOL et surtout des techniques DB/DC d'IBM dans un environnement gros système. Venez piloter le développement de sous-systèmes comptables et commerciaux. Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3804 LM) à « Carrières de l'informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS

JEUNES CADRES

HEC - ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO

Débutants ou ayant une première expérience de quelques années, pour renforcer la structure actuelle de son

CONTROLE DE GESTION

Les candidats retenus seront dans un premier temps chargés de réaliser des études économiques ponctuelles.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution de carrière au sein de la division ou du groupe à PARIS et en PROVINCE.

Adresser C.V., photo et prétentions à J.P. GALLAIS
16, rue du Fossé Blanc - 92231 GENNEVILLIERS.



COMSIP ENTREPRISE

JEUNES INGENIEURS ELECTRICIENS

Nous sommes un des plus importants groupes français de dimension internationale et nous assurons la totalité des prestations pour la mise en service d'ensembles et sous-ensembles en électrotechnique, automatique et systèmes informatiques appliqués à l'industrie.

Pour faire face à notre développement en France comme à l'étranger, nous souhaitons renforcer notre potentiel par l'intégration d'Ingénieurs Electriciens ou Automaticiens débutants.

Nous désirons rencontrer des Ingénieurs diplômés (SUPELEC, INSA, ENSI...), motivés par la fonction d'Ingénieur d'affaires (études, gestion, chantiers).

Ces Ingénieurs ont le sens de l'animation, l'esprit d'entreprise, une disponibilité aux déplacements à l'étranger et la pratique de l'anglais.

Les personnes intéressées adressent un dossier sous référence : 6602 à COMSIP ENTREPRISE, Direction du Personnel - BP 50, 92506 RUEIL-MALMAISON Cédex.

Nous fabriquons, commercialisons, installons, des biens d'équipement notamment dans les industries agro-alimentaires. Nous sommes leader dans ces principaux domaines. Notre développement est important et nous renforçons nos équipes.

Nous recherchons un

ingénieur de projet

DIPLOME CENTRALE - MINES, ENSI
A.M. ou équivalent

Il prendra en charge, au sein de notre Département Technique, la réalisation d'installations très automatisées dans l'agro-alimentaire. Il a quelques années d'expérience dans une société d'ingénierie et une bonne pratique de l'anglais. (Réf. 424)
Si ce poste vous intéresse, écrivez avec CV, photo et prétentions à Bernard LEGRAND, Directeur du Personnel.

ALFA-LAVAL

INDUSTRIE
BP 56
79340 LES CLAYES SOUS BOIS.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE MINIERE

recherche pour son SERVICE COMMERCIAL

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (X, MINES, E.C.P.)

35 ans environ, le candidat retenu se verra confier en particulier l'élaboration d'offres et la négociation de contrats.

Il devra avoir une expérience de l'Industrie Minière ainsi qu'une bonne connaissance de l'Anglais.

Poste à pourvoir à Paris, comportant des déplacements fréquents à l'étranger.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 4098, à SCS JONCTION 9, rue des Halles, 75001 PARIS qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

مذاكرات

OFFRES D'EMPLOI		La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	IMMOBILIER	57,00	67,03
	IMMOBILIER	14,00	16,46
	AUTOMOBILES	39,00	45,86
	AGENDA	39,00	45,86
	PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADEES		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	IMMOBILIER	59,00	69,40
	IMMOBILIER	14,00	16,46
	AUTOMOBILES	25,00	29,40
	AGENDA	25,00	29,40

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

directeur d'usine
secteur alimentaire
REGION PARISIENNE 130.000 F
Responsable de la production et du conditionnement d'une unité de 100 personnes, il assurera le planning de fabrication et l'approvisionnement. Il aura la responsabilité de la gestion de l'usine et de la direction du personnel et sera en rapport fréquent avec le Siège. L'homme que nous recherchons aura une formation d'ingénieur dans le secteur alimentaire et possèdera une expérience de la production. Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous référence 7051 au :
CABINET PANISSOD-SUHNER
Conseil en Recrutement
19, rue Greneta - 75002 PARIS

GRAND GROUPE FRANCAIS MULTINATIONAL
recherche
pour sa Direction Financière:
UN JEUNE CADRE FINANCIER
- ENGINEERING FINANCIER INTERNATIONAL
- ASSISTANCE FILIALES
Formation : Etudes Supérieures type HEC ou ISA
Anglais courant indispensable
2 à 4 ans d'expérience financière dans l'INDUSTRIE ou la BANQUE.
Ouverture de carrière dans le Groupe pour candidat de fort potentiel.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à : 56639 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche
DES RESPONSABLES DE PERSONNEL
Dépendant directement du Directeur de l'établissement, ils auront la responsabilité du traitement administratif des postes, du recrutement du personnel employé, de la formation, de l'application de la législation sociale. Ils auront un rôle de conseiller auprès du Directeur de magasin en matière sociale. Ces postes pourraient convenir à des candidats débutants de formation écoles supérieures de commerce, juridiques, sciences économiques. Une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction serait très appréciée. Les postulants devront, dans le cadre de leur évolution de carrière, accepter le principe de la mobilité géographique, et s'adapter aux contraintes horaires de la grande distribution. Les postes sont à pourvoir en région Parisienne et en Province. Formation assurée, larges perspectives de carrière, soit dans la même fonction, soit en évolution vers la fonction commerciale. Rémunération x 13 + nombreux avantages sociaux. Pour les débutants un salaire de l'ordre de 65.000 F, annuels et un statut d'agent de maîtrise.
Envoyer C.V. manuscrit, photo et dernière rémunération sous réf. 92158 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES

Importante société financière française réalisant plus de 3 milliards de chiffre d'affaires, en relation avec des entreprises de plus de 120 pays, souhaite créer au sein de l'une de ses directions la fonction
Organisateur
gestion administrative
Ce spécialiste participera à la conception de la nouvelle organisation de cette direction, en assurera la réalisation en liaison avec le département Informatique et aura ensuite à s'intéresser aux développements ultérieurs qui pourront concerner les filiales à l'étranger.
Une première expérience d'organisation de circuits administratifs et de gestion comptable, acquise si possible dans le secteur tertiaire, est nécessaire.
La pratique de l'anglais est très souhaitable.
Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature ss réf. A 3907 B, 1 rue de Berri 75008 Paris.
Bernard Julhiet Psycom Membre de Syntec

Banque Populaire
ORGANISME CENTRAL DES BANQUES POPULAIRES A PARIS
recherche
ingénieurs
grandes écoles
ou équivalent pour son service
ETUDES D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE
Les candidats seront (après formation si nécessaire) intégrés dans des groupes de travail de 4 ou 5 personnes de très haut niveau qui ont chacun en charge l'organisation et l'informatique d'un département de la Société dans un contexte de téléprocéssing.
Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 8920 à P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

ERIN
recherche
• DES INGENIEURS débutants à 3 ans d'expérience.
• DES ANALYSES-PROGRAMMEURS logiciel de développement - contrôle de processus industriels - connaissances matériels MITRA - SOLAR - SEL - etc.
Salaire motivant.
Ecrire avec C.V. sous réf. 508 à Azil Publicité, 91, rue de la République, 91000 Evry, qui transmettra ou tél. pour renseignements 01-60-84-75.
RECHERCHONS UN VENDEUR exceptionnel DIAMANT PLACEMENT ayant au minimum 1 an d'expérience et de résultats probants basé Paris. Téléphonez pour rendez-vous à 39-71-71.
TELSYSTEM recherche HOMME SYSTEME 30-30 connaissant parfaitement OSI. Tél. : 292-06-77, poste 10.

MATRA
Pour ses activités télésupervision et communication MATRA recrute des
INGENIEURS INFORMATIENS TEMPS-REEL
Leur mission est la conception et le développement de logiciel temps réel sur mini-calculateurs. Ces postes nécessitent une formation Grande Ecole (E.S.E., I.M.A.G., INSA de Lyon...). Une première expérience similaire est nécessaire. Pour ces postes, l'ANGLAIS est INDISPENSABLE. Lieu de travail : VELIZY. Des déplacements à l'étranger de courte et moyenne durée sont à prévoir.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 003171 BK M à :
MATRA 6.P. N° 1 - 78140 VELIZY

DIRECTEUR DES FILIALES
LA DISTRIBUTION DES BIENS D'EQUIPEMENT DE LA MAISON VOUS EST FAMILIERE
Vous avez acquis l'expérience de la gestion rigoureuse, fort du motif des équipes commerciales réduites mais performantes. Il est temps pour vous de prendre des responsabilités car vous êtes oimé par l'esprit « Chef d'entreprise ». Nous, qui occupons depuis longtemps une place de premier plan dans la décoration intérieure, sommes prêts à vous rencontrer pour vous offrir le poste de
DIRECTEUR DE NOS FILIALES FRANCE-NORD AVEC RESIDENCE A PARIS
Nous vous promettons beaucoup de travail, et, au bout de la réussite, vous offrons une possibilité de participation importante au capital de ces filiales.
Prière adresser candidature avec C.V. détaillé et prétentions n° 55.579 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société de matériel pour les Travaux Publics réalise 70 % de son chiffre d'affaire à l'exportation recherche pour
l'Allemagne et pays de langue allemande
délégué commercial
Basé à Paris, il passera plus de 50 % de son temps dans les pays de son secteur. Dans le cadre de ses objectifs commerciaux il prendra en charge l'animation des vendeurs, la promotion des ventes et le suivi des affaires. Une formation commerciale supérieure doit être complétée par une première expérience de la vente de biens d'équipement. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est indispensable.
Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence 733 M sur l'enveloppe au :
Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en gestion du personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

DIVISION SYSTEMES DE COMMUTATION
Notre Division Systèmes de Commutation constitue l'équipe de développement d'un système de pointe. Elle recherche le
futur responsable de la conception et de la réalisation du matériel
Profil : Ingénieur ESE, ENSI
- 2/3 ans d'expérience dans la réalisation de systèmes conçus autour de micro-processeurs,
- bonne connaissance des boîtiers à haute intégration.
Envoyez C.V. sous réf. 4122 à
Le Matériel Téléphonique Thomson-CSF
Gestion des Cadres - 46, quai A. le Gall - 92103 BOULOGNE.

ingénieur débutant
ETP-AM ou équivalent
Société d'importance nationale recherche un INGÉNIEUR débutant, diplômé ETP, AM ou équivalent. Il sera l'adjoint d'un responsable de groupe opérationnel, chargé de la réalisation d'importantes opérations immobilières. Il devra veiller à la conformité des logements, au programme et aux prestations prévues et sera l'interlocuteur privilégié des acquéreurs.
Possibilité d'évolution de carrière dans groupe important pour candidat de valeur.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 7112 à :
QI organisation et publicité
7 RUE MARCOSS 75003 PARIS

MATRA
recherche pour l'un de ses domaines de pointe :
INGENIEURS GESTION TECHNIQUE
POUR DIVISION PRODUCTION, ayant une expérience en production électronique. Il devra mettre en place des procédures de gestion de fabrication en ce qui concerne les coûts, les délais, la documentation. Réf. 1
POUR DIVISION PROJETS, ETUDES ET DEVELOPPEMENT, ayant une expérience de projet, il sera l'adjoint d'un responsable d'affaire pour toutes les activités en rapport avec la gestion des coûts, des délais, de la documentation et des modifications. Réf. 2
Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 629
MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

Unilever France Services
recherche
ADJOINT AU RESPONSABLE DU RECRUTEMENT DES CADRES
FONCTION : Il sera chargé des contacts avec les Grandes Ecoles et Universités, du recrutement, de la sélection puis des sessions de formation initiale des nouveaux recrutés. Il sera diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieurs, aura acquis 3 ans d'expérience en entreprise industrielle dans un poste opérationnel (ventes, comptabilité, usine) et parlera couramment l'anglais. Importantes possibilités d'évolution de carrière tant en France qu'à l'étranger.
Adresser C.V. et prétentions (Référence XV/801) au Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES - 8, Avenue Delcassé 75384 PARIS CEDEX 06.

LE SYNDICAT D'UNE GRANDE PROFESSION LIBÉRALE EN PERMANENTE ÉVOLUTION
recherche
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Le développement de l'organisme l'ambition, en plus du rôle administratif habituel, à étudier et à réaliser l'ensemble des services (juridique, économique, social) de la profession. Il devra veiller à la cohésion de ses actions par la circulation de l'information interne et la promotion de missions de relations publiques. Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 55.458.
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Très important groupe de bâtiment et de Travaux Publics largement diversifié et très actif sur le plan international recherche pour les services administratifs de son Siège Social (banlieue Ouest)
CADRE FINANCIER
chargé sous l'autorité du Chef du service financier de gérer la
TRESORERIE
France et Internationale du Groupe. Expérience de quelques années dans poste similaire (entreprise ou banque) souhaitée. Anglais courant indispensable.
Envoyer C.V. à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, sous N° 48168.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET DE FORMATION
à Saint-Laure, recherche
INGÉNIEUR EN CHEF
NIVEAU DIRECTEUR (formation grande école, E.S.E. ou similaire) pour assurer une action de PROSPÉCTION et programmation, et de REALISATION pratique dans les domaines :
- INFORMATIQUE et micro-informatique ;
- GESTION financière et comptabilité.
Autres domaines de compétences appréciés.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à G. BROWN, 38, rue Guisard, 75017 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

et de projet IMS/DLI
nation d'un grand groupe chimique...
XANDRE TIC S.A.
DE ROYALE - 75008 PARIS
S.A. - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES
EMPRE DE SYNTIC

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
VISION TELECOMMUNICATIONS
NES CADRES
ESSEC - SCIENCES PO - SUP DE CO
une première expérience de quelques années pour le contrôle de gestion
UN ADJOINT devra un premier temps charger de quelques tâches ponctuelles.
Salaire motivant et évolution de carrière possible pour un poste à PARIS et en PROVINCE.
C.V. photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 1 rue de la Gare - 92121 GENNEVILLIERS.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

TRAITEMENT DE TEXTE ET PHOTOCOMPOSITION

Venez vendre une gamme originale, conçue et fabriquée en France par Graphic Systems.

Graphic Systems est une entreprise française à vocation internationale fondée en 1976, qui veut devenir leader dans le domaine de la photocomposition informatisée et du traitement de texte.

Vous avez une très bonne expérience traitement de texte, informatique ou photocomposition; nous avons besoin de vous pour l'un des postes suivants:

INGENIEUR COMMERCIAL PARIS et R.P.
Vous reprendrez un territoire bien travaillé: celui de votre prédécesseur qui vient d'être promu Chef de Ventes.

INGENIEUR COMMERCIAL ADMINISTRATION
Vous êtes très bien introduit sur ce marché où vous avez déjà conclu des affaires importantes.

Rémunération motivante (fixe + commiss.)

Veuillez envoyer votre C.V., photo (rét.) et niveau de rémunération actuel à: Graphic Systems, Direction Générale, 33, av. du Maréchal de Lattre de Tassigny, 94120 Fontenay-sous-Bois.

Premier fabricant français de stratifiés techniques pour l'industrie électronique et électromécanique recherche pour renforcer l'équipe de techniciens de son laboratoire central un

TECHNICIEN PHYSICO-CHIMISTE (niveau I.U.T.)

Ayant des connaissances dans les polymères, la résistance des matériaux.

Pour ces fonctions, les connaissances suivantes sont un atout supplémentaire:

- connaissances en électronique;
- expérience dans la fabrication des résines, des stratifiés ou des matériaux composites;
- l'anglais lu, écrit, parlé;
- l'allemand technique lu.

La préférence sera donnée à un candidat dynamique, rigoureux, ayant le sens de l'analyse et de l'expérimentation.

Lieu de travail: banlieue Nord de Paris, mais prévoir des déplacements de courte durée en province.

Envoyer C.V., photo et prêt, à n° 56.751, CONTEXSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

chef de projet INFORMATIQUE

Nous sommes un important Groupe Aéronautique situé en Banlieue Ouest de Paris. Les projets informatiques sont confiés à l'interieur des services utilisateurs. Nous recherchons, pour notre département Aéro-Vente, un chef de projet.

Ses missions seront de concevoir les applications liées aux activités du département et d'animer les équipes de réalisation (internes ou externes).

De formation ingénieur, le candidat, âgé d'environ 30 ans, devra justifier d'une expérience de quelques années dans une fonction similaire, si possible dans des projets concernant l'aéro-vente (gestion de pièces détachées, recharges...). La connaissance de PL1 et des bases de données est nécessaire.

Ambiance d'équipe et possibilités d'évolution.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous la référence 57.124/281 à ADEQUATION 62/64 avenue Emile Zola - 75015 PARIS.



jeunes diplômés GRANDES ECOLES DE COMMERCE

Grand Groupe Européen (produits cosmétiques) recherche jeunes DIPLÔMÉS HEC, ESCP, ESC.

2 années environ de "terrain" avec responsabilités réelles d'un secteur de vente (réseau franchisé).

3 possibilités de développement de carrière:

- DIRECTION REGIONALE DES VENTES FRANCE,
- FILIALES ETRANGERES,
- MARKETING-PUBLICITE.

Nous avons besoin d'hommes de qualité qui occuperont à moyen terme des postes de responsabilités en France et plus encore à l'étranger.

Ecrire avec C.V. sous réf. 1360-M à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising - RUE D'AUTREUIL - 75016 PARIS

Quel que soit votre secteur d'activité, si vous êtes conseillers en investissements, nous vous offrons la possibilité de diffuser un produit complémentaire et rémunérateur.

LE DIAMANT PLACEMENT
traité par nos soins avec sérieux et le respect de la clientèle.
Ecrire PUBLI G.R. N° 308 - 27, Fg Montmartre 75009 PARIS q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE spécialisée dans les TELECOMMUNICATIONS recherche pour sa DIRECTION MARKETING

Le chef de service politique produits

Le candidat doit posséder une formation supérieure d'ingénieur (E.S.E., E.N.S.T., ...) de préférence avec une orientation dans la transmission, la commutation ou la télé-informatique.

Une expérience d'au moins 3 ans lui aura permis d'acquérir des connaissances pratiques portant sur l'architecture de systèmes, réseaux et/ou produits.

Il sera chargé de l'élaboration de la politique de produits à moyen et long terme et participera à la définition de la politique commerciale.

Le poste nécessite une bonne qualité de contact, l'esprit d'innovation et forte motivation pour les responsabilités à un niveau élevé.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions s/réf. 11925 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris, q.tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIE FINE PARIS Pour son Centre de Recherches

INGENIEUR synthèse organique

ayant quelques années d'expérience en synthèse et mise au point de procédés

- Diplômé IPSOI - ESCIL - ENSC Strasbourg/Montpellier/Toulouse, ou équivalent;
- anglais lu et parlé;
- allemand lu couramment.

Adressez dossier de candidature en précisant rémunération souhaitée à n° 56023 CONTEXSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

Premier fabricant français de stratifiés techniques pour l'industrie électronique et électromécanique recherche pour renforcer l'équipe de techniciens de son laboratoire central un

TECHNICIEN CHIMIE PHYSIQUE (niveau I.U.T.)

Ayant des connaissances dans les thermodynamiques ou les polymères et dans les techniques modernes d'analyse (D.S.C.-GEBOMATO-GAZAGE et liquides, spectro infrarouge...).

Pour ces fonctions, les connaissances suivantes sont un atout supplémentaire:

- connaissances en électronique;
- expérience dans la fabrication des résines, des stratifiés ou des matériaux composites;
- l'anglais lu, écrit, parlé;
- l'allemand technique lu.

La préférence sera donnée à un candidat dynamique, rigoureux, ayant le sens de l'analyse et de l'expérimentation.

Lieu de travail: banlieue Nord de Paris, mais prévoir des déplacements de courte durée en province.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 56.751, CONTEXSE-P. 20, av. Opéra, 75040 Paris, Cedex 01.

Assistante Financière

Agée d'au moins 28 ans, de formation comptable supérieure, type sciences Eco, HEC-JF et possédant l'expérience de la comptabilité anglo-saxonne.

Le poste, rattaché au Contrôleur européen, comprend essentiellement des tâches liées au reporting.

Il suppose une pratique des terminaux ordinateurs et comporte, pour une faible part, quelques travaux de secrétaire classique.

La fonction, évolutive à terme pour une candidate de valeur, nécessite d'être parfaitement bilingue anglais/français.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la réf. 600 M à notre conseil qui garantit réponse et discrétion.

Raymond Poulsen Consultants 57, Av. de Suffren 75007 PARIS

RADIO FRANCE

115, avenue du Président-Kennedy, 75116 PARIS, recherche

TECHNICIEN EXPLOITATION

EN STUDIO OU EN EXTERIEUR

- Titulaire du baccalauréat C, R, P2, P3.
- Les candidats masculins devront être libérés du service national.

Ecrire avec prétentions, C.V. et photo.

La Division Française d'un très important Groupe International fabricant de produits de cosmétiques, d'hygiène et de beauté, recherche

Chef de Produit

ayant une formation Marketing et les qualités indispensables pour assumer rapidement des responsabilités accrues.

Le candidat idéal:

- 28 ans minimum
- diplômé d'une Grande Ecole
- ambitieux, travailleur acharné, désireux d'atteindre des objectifs.

Pourrait:

- une expérience confirmée de Marketing
- la connaissance du marché des cosmétiques, produits de soins
- une parfaite maîtrise de l'Anglais.

Ce poste demande énergie et volonté mais offre un potentiel d'évolution important.

Les candidats sont invités à fournir un CV détaillé sous référence 5156 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02, qui transmettra



L'un des leaders mondiaux de l'industrie de la Sécurité recherche de

JEUNES INGENIEURS D'AFFAIRES

Chargés, au sein de la direction commerciale FRANCE, après formation, d'assurer des contacts commerciaux à haut niveau auprès d'une clientèle bien déterminée.

Les candidats doivent avoir une formation supérieure soit scientifique, soit commerciale, complétée par une expérience professionnelle de type technico-commercial.

Anglais lu et parlé indispensable.

Ces postes, situés à Paris, peuvent réserver une large possibilité d'évolution pour des candidats de valeur.

Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions à la Direction des Sélections Humaines, 15-17, avenue Morane-Sauvart, 78140 VELIZY.

ingénieurs système

FILIALE chargée de la mise en œuvre des SYSTEMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des analystes pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de:

- DEUX 3035 - 12.000 K octet/sec,
- UN 5025 - 8.000 K,
- UN 370/168 AP - 8.000 K,
- 1000 terminaux de télétraitement.



Envoyer C.V. sous réf. 8366 Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

FILIALE SOCIÉTÉ AMERICAINE COMPOSANTS ELECTRONIQUES USINE EN FRANCE recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Diplômés grande école Ingénieurs Electroniciens.

RESPONSABLE RESEAU DISTRIBUTION

Formation commerciale supérieure.

Pour les deux postes la connaissance de l'anglais est souhaitable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 6.963 à F. LECHAU S.A., 229, 19063 Paris cedex 02, qui transmettra.

JEUNE INGENIEUR

Pour succéder Responsable du Service Informatique

CONNAISSANCE DU FORTRAN INDISPENSABLE.

Anglais lu et si possible écrit. Deux années d'expérience seraient un atout supplémentaire.

Déjà obligations militaires. 13° mois. Horaire libre. Restaurant d'entreprise. Avant, soit, divers.

Merci lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions à n° 56.538, CONTEXSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

T.R.T. TELECOMMUNICATIONS RADIO-ELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES recherche pour son Département

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Possédant de bonnes connaissances en:

- Réseaux ou télé-informatique.
- Procédure de transmission.
- Pour communication de messages et ayant acquis une première expérience de la négociation et de la vente de produits «réseaux».

Adr. curriculum vitae à T.R.T., 5, av. Réaumur, 92250 - LE PLESSIS-ROBINSON.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES DU SECTEUR NATIONALISE recherche pour

PARIS LA DEFENSE DEBUTANTS

Jeunes hommes libérés des obligations militaires de formation:

- DEUG droit privé ou niveau Baccalauréat, complétés de préférence par une formation en sciences éco., commerce ou gestion.

Après formation aux techniques de l'assurance, ils se verront confier au sein d'une équipe: l'élaboration de nouveaux produits; l'administration des contrats existants.

Ils seront chargés de leur promotion auprès de notre réseau commercial et du suivi des résultats.

Les candidats intéressés adresseront leur dossier à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q. tr. sous référence PV 41.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL recherche

UN AUDITEUR INTERNE

de formation Grande Ecole de Commerce ou études comptables supérieures

Le candidat devra:

- Justifier d'une expérience de 3 ans minimum en tant que senior auditeur au sein d'un cabinet Anglo-Saxon ou d'un groupe international.
- Avoir une bonne connaissance de l'Anglais et si possible de l'Espagnol ou du Portugais.

Lieu du Poste: BOULOGNE-SUR-SEINE Déplacements à prévoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 83202 M à BLEU Publicité 17, rue Labat - 93400 VINCENNES qui transmettra

A L'INTERIEUR D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL UN ETABLISSEMENT FINANCIER recherche

CHEF DE SERVICE CONTENTIEUX

un cadre pour poste

- Age minimum 30 ans;
- Diplômé en DROIT;
- Expérience exigée.

Lieu de travail: PARIS.

Adressez C.V., photo et prétentions à n° 56.495, CONTEXSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

BANQUE INTERNATIONALE PLACE DE PARIS recherche

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRME

- 4 à 5 ans d'expérience de la programmation COBOL.

- Applications sur mini et moyens ordinateurs.
- Evolution vers des fonctions d'analyste.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, sous le numéro T 01669 M. REGIE PRESSE, 55 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION 1 000 personnes, située NORD DE PARIS (93) recherche

RESPONSABLE DES ACHATS

DOMAINE:

- mécanique, décolletage, fonderie, matriçage, électricité, plastique et sous-traitance.

Le poste sera donné à un cadre diplômé ayant eu une expérience technique et la responsabilité d'un Service Achats dans le domaine demandé.

Envoyer C.V., prétentions et photo à n° 56.538, Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR BANLIEUE SUD recherche

INGENIEUR

FORMATION:

- ELECTROMECANICIEN.

TACHES:

- Ingénierie de BATIMENT et plus spécialement HOSPITALIERE.
- Toutes installations techniques de BATIMENT.
- Etablissement et suivi des propositions TECHNIQUES et COMMERCIALES.
- Elaboration de dossiers techniques complets.

LES CANDIDATS DEVONT ÊTRE:

- Titulaires d'un diplôme GRANDE ECOLE ou équivalent.
- Posséder, si possible, quelques années d'expérience, et s'intéresser à l'EXPLOITATION.

LANGUE ANGLAISE ECRITE ET PARLEE INDISPENSABLE.

Adressez curriculum vitae et prétentions SOUS LA REFERENCE n° 253 à: PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles, 75006 PARIS, qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,40
IMMOBILIER	14,00	16,40
AUTOMOBILES	39,00	45,80
AGENDA	39,00	45,80
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,40

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,40
IMMOBILIER	14,00	16,40
AUTOMOBILES	39,00	45,80
AGENDA	39,00	45,80

REPRODUCTION INTERDITE

secrétaires

Un poste de SECRÉTAIRE DE DIRECTION

va être ouvert au sein d'une
Société Industrielle de premier plan
Il s'agit après mise au courant et formation
d'acquiescence à un véritable niveau de direc-
tion. Une bonne connaissance de l'anglais serait
appréciée.
La rémunération sera étudiée en fonction de la
candidature retenue en association d'avantages sociaux
importants.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et
préférences à n° 33.745, CONTEXTE Publiée,
30, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS Cedex 01.

IMP. CABINET DE GROUPE

Secrétaire d'Etude
Secrétaire Juridique
Secrétaire Comptable

Ecr. n° 3.113 « le Monde » Pub.
5, r. Italie, 75017 Paris ced. 07.

Secrétaire Dactylo

Expérience souhaitée 3 ans.
Adm. lettre manuscrite + photo
+ C.V. à SCARPA (Personnel),
50, r. Etienne-Maillard, 75002 Paris

ORGANISME

UNIVERSITAIRE
PARIS (15)
Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

Secrétaire
Secrétaire

information divers

Pour connaître les emplois offerts
à l'étranger (Amérique, Afrique, Asie)

lisez la revue spécialisée

MIGRATIONS (LM)

3, rue Montyon - 75429 PARIS Cedex 09

(Documentation gratuite sur demande)

POUR

TROUVER

UN

EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION
SUR L'EMPLOI vous propose
GUIDE COMPLET (220 pages)
Extraits de sommaires :

• Les 3 types de C.V. : résumés,
exemples, erreurs à éviter.

• La graphologie et ses pièges.

• 12 méthodes pour trouver
l'emploi idéal : avec plans.

• Réussir entretiens, interviews.

• Les bons réponses aux tests.

• Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEA,
4, sq. Montigny, 75 Le Chesnay

1971, 4 places, 4.50

Particulier vend 16.14.17.1979

20.000 km, prix argus.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

Tél. : 24-26-72.

propositions

diverses

EMPLOYEURS

ETUDIANTS

TRAVAIL

TEMPORAIRE

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

RAJOURS

L'immobilier

appartements vente

2° arrdt.

N.D. DES VICTOIRES
Bel imm. pied-à-terre 35 m².
4 m. sous plafond. 250.000 F.
Tél. : 22-25-04.

3° arrdt.

Temple - 2° et 3° arrdt. tout
confort. 105.000 F.
P. 10000 F. 10000 F.
P. 10000 F. 10000 F.

4° arrdt.

MARAISS-THORIGNY
4° arrdt. 2 pièces, wc. Libre
N° MAILLEY en 55-07-44

5° arrdt.

MARAISS, 5, r. des Tournelles,
5500 F. 5500 F. 5500 F.

6° arrdt.

MARAISS, 5, r. des Tournelles,
5500 F. 5500 F. 5500 F.

7° arrdt.

MARAISS, 5, r. des Tournelles,
5500 F. 5500 F. 5500 F.

8° arrdt.

MARAISS, 5, r. des Tournelles,
5500 F. 5500 F. 5500 F.

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

L'A-86 KILOMÈTRE PAR KILOMÈTRE

L'autoroute la plus chère de France

C'est l'autoroute la plus chère de France, la plus contestée, la plus difficile. L'A-86, que des élus ont baptisée le « pépinière », a été imaginée il y a vingt ans. La première déclaration d'utilité publique pour ce qui était alors la déviation de Goussier date du début des années 60. Le principe d'une grande boucle autour de la proche banlieue parisienne a été inscrit au schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme en 1965. Mais cette boucle ne sera pas fermée avant 1985, au mieux.

Ses 77 kilomètres coûteront plus de 12 milliards de francs, des francs de 1978 : le prix de six centrales nucléaires de 900 mégawatts. Les sommes dépensées en moyenne pour construire 4 kilomètres d'autoroute autour de Paris suffiraient, par exemple, pour terminer la mise à deux fois deux voies des 100 kilomètres de la RN 13 entre Bayeux et Cherbourg que les Normands réclament à cor et à cri sans succès. Tracer une voie nouvelle au plein banlieue parisienne coûte cher, d'autant plus cher que

les nouvelles exigences de protection de l'environnement ont largement alourdi l'addition des ingénieurs des ponts. « Si c'était à refaire, on ne traverserait plus le bois de Verrières comme on l'a fait », reconnaît un des ingénieurs de la direction générale de l'équipement. Les passages convertis ont remplacé les tranchées ouvertes ; les tunnels, les viaducs. Sauvegarder les espaces verts, réduire le bruit, sont devenus des impératifs auxquels on ne peut échapper.

Toutes les difficultés que doivent surmonter les constructeurs de l'A-86 ne sont pas surmontées, loin s'en faut. Si au nord et à l'est tout paraît arrangé, il n'en va pas de même au sud et surtout à l'ouest.

Pourtant, de M. Michel Girard, président du conseil régional, à M. Lucien Lannier, préfet de région, tous les responsables mettent au rang des « priorités des priorités » la fin de l'A-86

nécessaire pour améliorer la circulation croissante autour de la capitale et pour ordonner l'aménagement des départements périphériques. Elle ne fera pas partie des autoroutes sacrifiées sur l'autel des économies et de la défense de l'environnement lors de la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. Bien au contraire. Cela dit, la note à payer donne froid dans le dos. L'établissement public régional d'Ile-de-France consacre à l'A-86 près de 19 % de son budget. En 1979 il a accepté, non sans quelques grincements de dents, d'accroître sa participation pour accélérer la réalisation de ce « super-périphérique ». Jusque-là, il en partageait les dépenses avec l'Etat : 55 % pour lui, 45 % pour la région.

Aujourd'hui, la part régionale est de 70 %. Ainsi le budget de l'A-86 a été de 543 millions de francs en 1979 et de 530 millions en 1980.

Toutefois, au rythme de 600 millions (de 1978) par an, les derniers crédits ne seront débloqués qu'en 1986.

Il faudra donc attendre l'an 2000 pour faire le tour de la banlieue parisienne sans franchir de fou royaume. Les habitants de Chevilly-Larue ou de Bueil qui refusent les tracés proposés, ont encore quelques années de tranquillité devant eux, même si, comme elle paraît décidée à le faire, l'administration va au bout de ses projets. Pour l'instant, les crédits actuellement débloqués ne permettront de relier l'autoroute du Nord à celle du Sud qu'en 1985 et simplement grâce à l'existence de B3, la bretelle qui joint la porte de Bagnolet à Roissy.

Aujourd'hui, 26,5 kilomètres de l'A-86 sont en service ; 10 sont en travaux. 5 devront être engagés avant 1981. Il restera encore à construire 35,5 kilomètres. Pour près de la moitié de son parcours, cette autoroute n'est donc qu'à l'état de projet. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir déjà suscité de vives controverses.

THIERRY BRÉHIER

VU DE RUEIL-MALMAISON

DEPUIS plus de vingt ans, ingénieurs de l'équipement et « défenseurs » de l'environnement ont pris l'habitude de se retrouver face à face dès qu'un projet important voit le jour. Il en est ainsi, bien entendu, pour l'A-86, par exemple, à Rueil-Malmaison.

Chef comptable de profession, la cinquantaine égarée, M. Yves Drans est président de l'association de défense du quartier Bellevue-Trianon à Rueil depuis l'origine. Cet homme précis et méticuleux, d'un calme imperturbable, est aujourd'hui devenu à son corps défendant l'un des meilleurs « spécialistes » du problème A-86, disposant d'une impressionnante documentation qu'il consulte sur le bout des doigts et qui connaît peu à peu son appartement.

Partie de deux cents membres en 1971, l'association Bellevue-Trianon a aujourd'hui plus de mille adhérents et sympathisants. « Nous ne sommes pas seulement opposés à tel ou tel tracé de l'A-86 », précise M. Drans, « mais à son principe même. Elle est coûteuse, inutile, nuisible et dépassée. L'obsession du « bouclage » qui est celle des services de l'équipement procède d'un entêtement technocratique. Nous ne les laisserons pas nous imposer un projet insensé et destructeur. »

M. Jacques Desmytère, président de l'Union des associations de sauvegarde de l'Ouest parisien, membre influent de nombreuses associations de défense de l'environnement, pése lui aussi de tout son poids contre l'A-86. Ancien conseiller fiscal du patronat français et professeur à Sciences Po pendant trente ans, aujourd'hui à la retraite, sage et enflammé, c'est en 1971 qu'il est entré dans la bagarre pour contrecarrer un projet immobilier important qui devait être réalisé au voisinage de l'agréable ville qu'il habite en bordure du bois de Saint-Germain. « Très vite, explique-t-il, j'ai été conduit à m'occuper de la question A-86, pour combattre ce projet, échaudé il y a vingt ans en fonction d'hypothèses démographiques et économiques qui ne se sont pas vérifiées, et qui ne se sont pas abandonnées. »

Aujourd'hui, M. Desmytère se félicite d'avoir réussi, « avec des moyens financiers limités, à constituer une force associative considérable », et se flatte, en évoquant les échéances électorales, de passer « quelques cin-

quante mille voix ». Même s'il se refuse obstinément à « faire de la politique, le mauvais », il ne mâche pas ses mots : « L'Etat n'a de démocratie que l'apparence, et nous sommes gouvernés par des socialistes ; le bagarre de l'A-86 est un exemple vivant. A force de mépriser l'opinion, on a fini par dégoûter les gens de l'initiative individuelle. Il me semblait que le thème de l'environnement était un des seuls moyens d'amener le public à s'intéresser à des problèmes d'intérêt général. »

Dans un tel climat, les élus eux-mêmes se jettent dans le méli-mélo. M. Jacques Baume, maire de Rueil-Malmaison, président du conseil général, député R.P.F., ne veut pas entendre parler d'un projet voulu par tous les gouvernements de la V^e République : « Même si je n'étais pas poussé par une grande partie de la population, comment-à-t-il, je resterais farouchement opposé au bouclage de la rocade dans l'état actuel du projet. Aussi bien comme défenseur de l'environnement qu'en ma qualité de élu, je considère que l'A-86 est une erreur, car il faut éliminer au maximum le trafic lourd des centres-villes. »

A cette levée de bouilliers, les ingénieurs essaient de faire face. M. Bernard Hirsch, directeur régional de l'équipement, réaffirme que ce n'est pas lui qui décide : « Nous nous contentons, affirme-t-il, de suivre les indications que nous donne le conseil régional d'Ile-de-France. Nous sommes finalement le reflet des contradictions des différents élus ; nous n'avons que le devoir de proposer et la privation d'être critiqués. » M. Hirsch ne cache pas cependant qu'il est personnellement partisan de la rocade : « Il faut la considérer non pas localement mais dans une perspective régionale. Je suis convaincu quant à moi que l'autoroute est un facteur d'amélioration de la qualité de la vie sur le plan de l'environnement. Et si la population n'en veut pas ? - Alors, on ne le fera pas et cela ne m'empêchera pas de dormir », admet le directeur régional.

M. Pierre Pommelet, directeur départemental de l'équipement dans les Hauts-de-Seine, veut lui, considérer la situation avec philosophie : « Nous pensons que, dans l'intérêt général, il faut boucler l'A-86. Sans ce bouclage, l'A-86 ne serait qu'un tronçon, ou nous-mêmes ? L'avenir seul pourra nous le dire. »

FRANÇOIS ROLLIN.

Voici quel est, section par section, en partant de la Défense vers le nord, l'état d'avancement de l'autoroute A-86.

● Du G-14 (pont de Rouen) à l'A-15. — Cette section de 8 km a été mise en service entre mai 1980 et décembre 1979. Elle commence à l'est de la Défense au débouché de la voie autoroutière qui passe, sous les tours du quartier d'affaires, pour s'arrêter à l'autoroute de Fontenay.

● Liaison avec la voie rive gauche de la Seine. — Il en coûtera 370 millions (1) pour relier l'A-15 à la voie rive gauche de la Seine. Cette partie de 2,6 km sera mise en service en juin-juillet 1980.

● Le passage de la Seine. — Une partie du pont sur la Seine est déjà ouverte à la circulation. Son élargissement est prévu pour 1983, mais il n'aura son état définitif qu'au début des années 90. Dès le premier trimestre 1981, la liaison sera quand même possible avec l'autoroute du Nord. Au total, ce 1,2 km coûtera 460 millions.

● Du carrefour Pleyel à La Courneuve. — La densité de cette section de 3,7 km a créé de nombreuses difficultés qui sont en passe d'être surmontées. L'A-86 passera le long des voies ferrées et serait couverte au sud. Il en coûtera 900 millions, dont les derniers ne seront accordés qu'en 1990.

● Atteindre Bobigny. — Là aussi l'emprise des lignes S.N.C.F. est utilisée le plus possible, mais il est nécessaire de déplacer, au Bourget, le dépôt de la S.N.C.F. du Drancy. Il faut cinq ans pour cela, et 700 millions seront dépensés pour construire ces 3,3 kilomètres.

● Rejoindre la B-2. — Pour la traversée de Bobigny, l'A-86 emprunte le tracé de l'ancienne R.N. 186. Les voies latérales, déjà réalisées, encadrent un terrain vague, où passera l'autoroute. Mais la protection phonique des immeubles qui l'entourent implique maintenant de le couvrir. D'un coût global de 820 millions pour 2,6 kilomètres, les derniers crédits ne seront pas accordés avant 1987.

● Du canal de l'Ouise au sud de Roissy. — Cette section de 5,5 kilomètres est en service depuis septembre 1974. Elle utilise sur 2 kilomètres la B-2. La section phonique de Roissy est prévue d'ici à la fin de 1981.

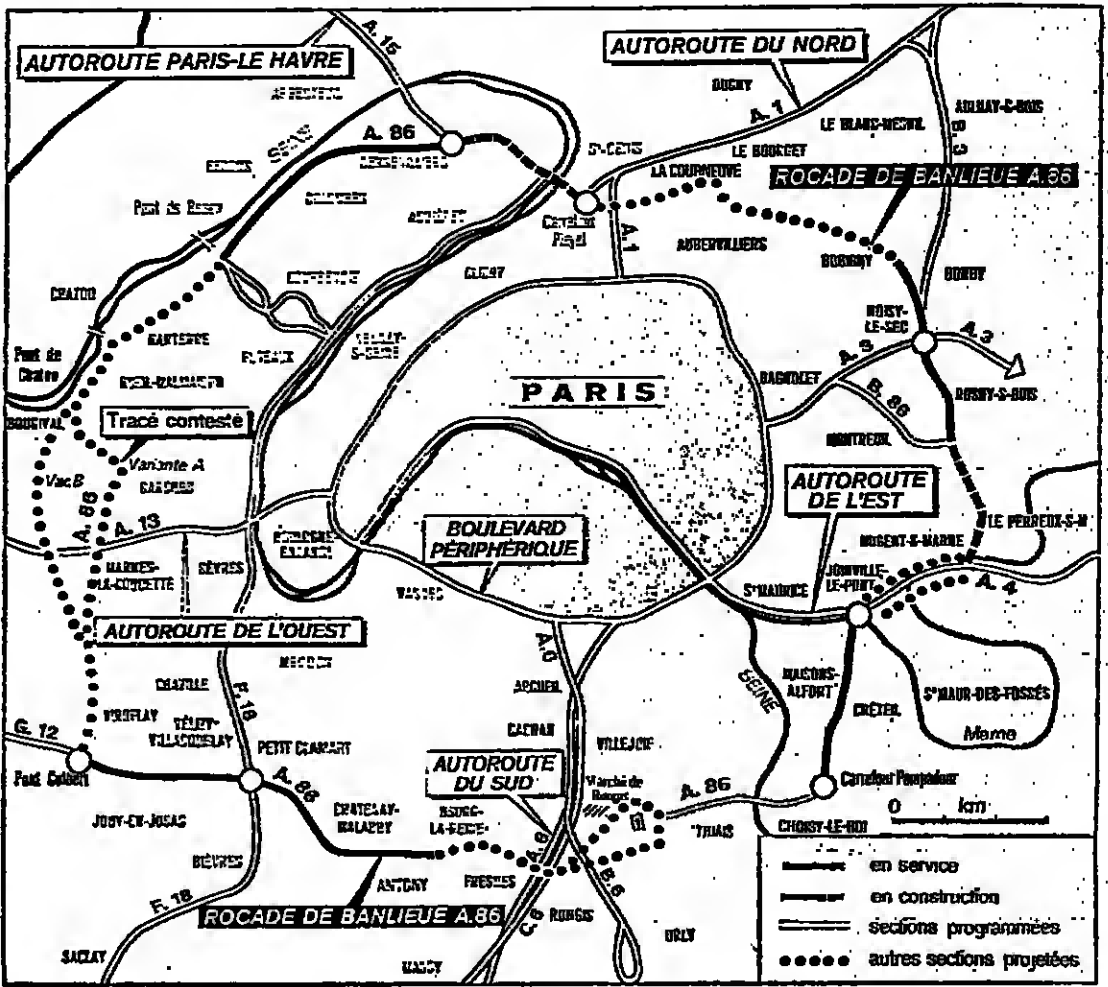
Un tunnel sous la Marne

● Traverser Nogent. — Cette section de 4 kilomètres est actuellement en travaux. Le passage de Nogent se fera entièrement en souterrain, la Marne sera franchie par un tunnel. Tout cela coûtera 1 milliard. Elle devrait atteindre le pont de Nogent en 1983, mais la rivière ne sera traversée qu'en 1985.

● Doubler l'autoroute de l'Est. — Une fois la Marne franchie, l'A-86, dans un premier temps, utilisera l'autoroute de l'Est. Celle-ci sera doublée à partir de 1987, ce qui nécessitera 150 millions.

● Le carrefour Pompadour. — L'échangeur au-dessus de la Marne est déjà en partie réalisé dans le sens banlieue vers Paris ; il sera terminé au début de 1981. Ces 4 kilomètres coûteront 600 millions. Depuis quelques jours, l'A-86 atteint le carrefour Pompadour, sauf sur la N.6.

● La déviation de Choisy. — Cette section de 3,6 kilomètres doit franchir la Seine, les voies de chemin de fer de la gare de



Lyon et celles de la gare d'Austerlitz. Il en coûtera 600 millions. La R.N. 306 ne pourra donc être atteinte qu'en 1985.

● Le cimetière de Thiais. — Pour gagner du temps, l'A-86 va d'abord utiliser l'emprise de l'A-5 (l'autoroute de Troyes en projet) le long du cimetière de Thiais. Cela lui permet de rejoindre la R.N. 186 qui, jusqu'à l'autoroute du Sud, est une voie rapide à deux fois deux voies. Cette section de 1,6 kilomètres coûtera 380 millions. Elle devrait être en service en 1985. L'A-5 et l'A-1 seront alors reliés. Il sera possible d'aller d'Orly à Roissy sans feu rouge. Le premier (grand) pas sera franchi.

● Passer au-dessus du marché de Rungis. — Les ingénieurs de l'équipement estiment que le trajet précédent ne peut être que provisoire. Ne serait-ce que parce qu'à terme la section commune A-86-R.N. 186 sera surchargée et que les élus de Thiais « n'y tiennent pas ».

D'où le projet de traverser Chevilly-Larue au-dessus du marché d'intérêt national de Rungis, comme il a été prévu dès la construction de celui-ci. Mais le maire de Chevilly, M. Guy Pette-mat (P.C.) s'oppose à cette solution, refusant que sa commune soit une fois encore dévalisée par une grande voie de circulation. Les techniciens défendent leurs plans, en expliquant que l'autoroute ne peut passer sous le cimetière ni le franchir en viaduc, car elle ne pourrait redescendre.

De toute façon, cette partie de l'A-86 qui coûterait 400 millions ne pourrait être financée avant le début des années 90.

● Le « serpent d'Antony ». — Une fois traversée l'autoroute du Sud, l'A-86 doit franchir la côte de Fresnes. Là encore il faut utiliser le tracé de la R.N. 186 sans supprimer celle-ci. Le premier projet comportait un viaduc couvert montant et descendant selon les dénivellations des terrains. Les riverains, qui l'ont comparé à un « serpent », l'ont refusé. Actuellement, les ingénieurs de l'équipement proposent une tranchée en grande partie couverte mais s'élevant pour franchir la Bièvre en pont. Il en coûterait un peu

plus de 1 milliard d'ici 1988. Mais les élus locaux souhaiteraient un passage intégralement souterrain, ce qui alourdirait la facture de 400 millions.

● Jusqu'aux abords de Versailles. — D'Antony au pont Colbert, à l'ouest de Vélizy, c'est la plus longue section de l'A-86 actuellement en service, 11 kilomètres, et cela depuis août 1976.

Trois hypothèses à Versailles

● Versailles par l'est ou par l'ouest ? — Du pont Colbert au pont de Chatou, il y a 12,6 kilomètres. C'est la section la plus délicate de l'A-86. Il faut traverser le bois de Fausse-Repère (à Ville-d'Avray) et celui de Saint-Cucufa (à la Malmaison). La principale contestation venue des habitants de la résidence Belle-Rive à Rueil.

Lors de sa construction, l'emprise permettant le passage de l'A-86 a bien été respectée, mais, depuis, la « sensibilité écologique » s'est développée et les riverains ne veulent plus d'autoroute sous leurs fenêtres, même si la tranchée est couverte.

Dir-sept passages possibles de l'A-86 dans l'Ouest parisien ont été étudiés. Trois ont été retenus. Ils sont sur le bureau du président de la République.

La variante « A » correspond au trajet primitif. La « B » évite Saint-Cucufa, mais nécessite un tunnel à 100 mètres de profondeur et de 3 kilomètres de long pour franchir La Celle-Saint-Cloud et Bougival. La « C » passe à l'ouest de Versailles en utilisant l'A-12, l'autoroute de Chartres et la G-12, la bretelle de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Pour les ingénieurs de l'équipement, cette dernière variante ne permettrait pas à l'A-86 de remplir son rôle de desserte locale. Le coût des deux autres varie entre 2,4 milliards de francs et 3,3 milliards qui ne pourront, au mieux, être dépensés avant 1988. Et encore, il ne s'agit là que d'approximations, car les études préliminaires aux différents tracés possibles sont loin d'être achevées.

Mais rapidement — les crédits pourraient être accordés en 1985 — les ingénieurs de l'équipement souhaiteraient réaliser la déviation de Rueil à qui utiliserait l'emprise de l'A-86 dans la résidence Belle-Rive. Il s'agit de soulager la circulation de la R.N. 13. Bien entendu, les riverains ne veulent pas en entendre parler.

● Finir la boucle. — Il est plus simple de parcourir les 3,6 kilomètres qui séparent le pont de Chatou du pont de Rouen, d'où part la section de l'A-86 déjà en service. Dans un premier temps, la R.N. 186 va être élargie. Construire la véritable autoroute — 800 millions pour 3,6 kilomètres — ne sera utile que lorsque la section précédente pourra être réalisée.

(1) Tous les coûts indiqués sont en francs valeur 1979.

Voici la nouvelle collection des bijoux Italiens.



La Sardaigne l'émeraude de la Méditerranée

Demandez la brochure "Evasion" à votre agence de voyage ou à

EVASION

5 bd des Capucines, 75002 Paris Tél. 266.46.50



COPENHAGUE voyages exceptionnels

Paris-Copenhague (aller-retour) avec visite en Suède
10 jours par train 2.750 F
8 jours par avion à partir de 3.350 F
demi-pension - excursions
du 24 mai au 8 septembre

Renseignements et inscriptions : DSB CHEMINS DE FER DANNOY 112, rue de Choisy-Rouen, 75008 PARIS Téléphone 353.26.00 ou à votre agent de voyage demandez notre brochure

NOM _____ adresse _____ ville _____

France

Argenterie Bijoux

La Rue de Provence

Argenterie Bijoux

La tradition de l'art

HERMANN

101 rue de la Harpe

75005 Paris

Argenterie Bijoux

La tradition de l'art

HERMANN

101 rue de la Harpe

75005 Paris

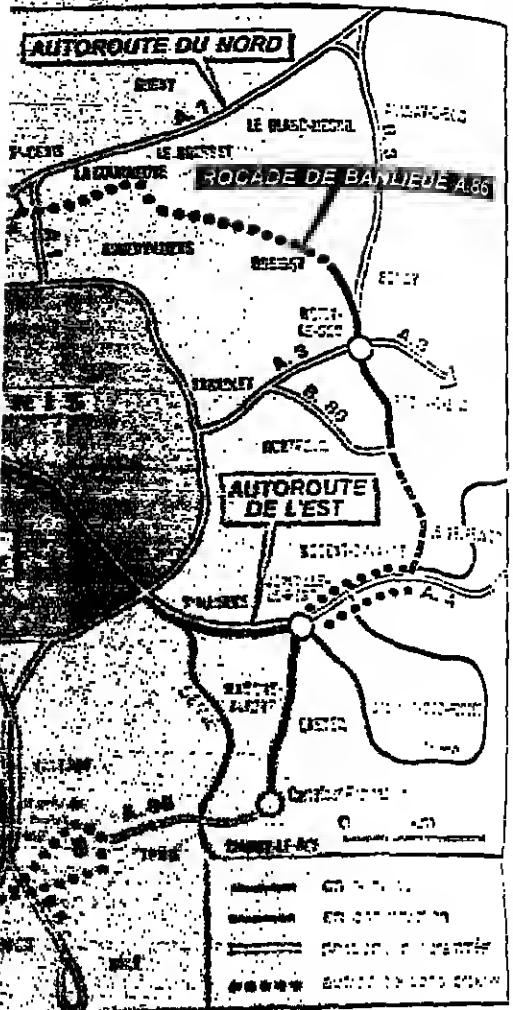
KILOMÈTRE

minutés, au rythme de 600 millions (de 1970 à 1980) les crédits ne seront débouqués qu'en 1982.

Il faudra donc attendre l'an 2000 pour faire passer de la banlieue parisienne sans franchir le seuil qui refuse les tracés proposés, avant eux, même si, comme elle paraît décidée à le faire, l'administration va au bout de ses obligations ne permettant pas de relier l'autoroute Nord à celle du Sud qu'en 1985 et simplement grâce à l'existence de B3, la bretelle qui joint la porte de Bagnolet à Roissy.

Aujourd'hui, 25,5 kilomètres de l'A-86 sont en service, 10 sont en travaux, 5 devront être achevés avant 1991. Il restera encore à construire 35,5 kilomètres. Pour près de la moitié de ce projet, cette autoroute n'est donc qu'un simple projet. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir déjà suscité de vives controverses.

THIERRY BRÉHIER



Ile-de-France

Théâtre
« contre » équipements sociaux
dans le 8^e arrondissement
de Paris

LES TRAVAUX DU PALAIS DE GLACE AVANCENT, CEUX DE BEAUJON ATTENDENT TOUJOURS.

Le comité d'aménagement et d'animation du huitième arrondissement s'occupe, dans un communiqué, que les travaux d'aménagement du palais de Glace, avenue Franklin-Roosevelt (l'ancienne palmeraie doit être transformée en théâtre pour accueillir la compagnie Jean-Louis Barrault-Madeleine Renaud) aient commencé avant même que le permis de construire ne soit accordé et que l'enquête publique n'ait été close. Le comité demande également « s'il ne serait pas possible que soit décidé, très rapidement, la construction d'équipements sportifs et socio-culturels réclamés depuis dix ans sur les terrains Beaujon », situés également dans le huitième arrondissement et qui appartiennent à l'Etat.

Après la décision prise par le gouvernement d'aménager le palais d'Orsay en musée du dix-neuvième siècle, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, avait demandé à la Ville de Paris si elle pouvait mettre à la disposition de l'Etat un bâtiment susceptible d'accueillir la compagnie Barrault-Renaud, obligée de quitter le palais d'Orsay. Sur la suggestion de M. Jean-Louis Barrault, l'Etat a indiqué à la Ville que le bâtiment le plus approprié aux activités de cette troupe théâtrale serait le palais de Glace. La municipalité accepta cette proposition et mit gratuitement ce bâtiment à la disposition de l'Etat qui, en contrepartie, prenait en charge les travaux d'aménagement nécessaires.

Depuis plus de dix ans, les associations de quartier réclament la construction d'équipements sportifs et socio-culturels (sur les terrains Beaujon). En 1974, le ministre de l'Intérieur donnait un accord de principe pour l'utilisation d'une partie des bâtiments de l'ancien hôpital afin d'y réaliser ces équipements. Depuis, plus rien. Le lancement rapide des travaux nécessaires à la transformation du palais de Glace fait dire au comité d'aménagement : « Ainsi, les décisions prises au plus haut niveau sont-elles très rapidement mises en œuvre par une administration qui n'hésite pas, dans un souci d'efficacité, à bousculer les procédures réglementaires, garantissant le respect des droits du citoyen. »

BIBLIOGRAPHIE

« LA CORSE »
de Dorothy Carrington

« La Corse peut-elle prétendre avoir donné le jour à la statue européenne, à la démocratie parlementaire ? » Dans son livre La Corse, le de granite, qui vient de paraître aux éditions Arthaud, Dorothy Carrington, professeur assistant de sociologie à l'université de New-York, pose la question et répond par l'affirmative : « La Corse a ouvert la voie à ces entreprises grandioses, empreintes d'une ombre d'une haute estimation du potentiel humain, même si elles sont restées au stade des essais. »

Attirée dans l'île par les statues-mémoires qui seraient les premières effigies de l'être humain de caractère monumental et réaliste élevées de l'Europe occidentale, l'auteur de l'ouvrage, d'une curiosité à l'autre, a fini par s'intéresser aux croyances, aux coutumes, à la musique, à la poésie insulaires qui représentent, à ses yeux, « tout un mode de vie d'une originalité incontestable ».

★ La Corse, de de granite, par Dorothy Carrington, Arthaud, 328 pages, environ 80 F.

Franche-Comté

A MARNOZ, DANS LE JURA

Une piste cavalière ou une décharge privée ?

De notre correspondant

Besançon. — En 1974, la commune de Marnoz (Jura) crée un lotissement ; une vingtaine de maisons y ont été construites depuis. Aujourd'hui, il est question d'installer une décharge à 13 mètres des premiers pavillons. Et pas n'importe quelle décharge puisque la société Monin-Ordure Services, dont le siège est à Villeurbanne (Rhône), entend utiliser une tranchée de 600 mètres où jadis passait le chemin de fer pour y déverser chaque année quelque 34 000 mètres cubes de déchets.

Au fond de cette tranchée jaillit une source. Un ruisseau circule à 100 mètres et trois cours d'eau plus importants sont situés en contrebas. On connaît la nature du sol jurassien et ses failles calcaires. Les pollutions y sont courantes. Tout le monde ou presque paraît opposé au projet.

L'ultime avis émanera prochainement du conseil départemental d'hygiène. Les habitants du lotissement Marnoz espèrent bien que le conseil départemental d'hygiène sera sensible aux observations formulées notamment par le délégué régional à l'environnement.

Les 8 hectares convoités par Monin-Ordure Services appartiennent encore à la S.N.C.F. Assurément, la société nationale ne les a pas proposés à la commune, mais les habitants espèrent toujours qu'ils seront plutôt utilisés pour un terrain de sport ou transformés en aire de pique-nique pour les touristes. La voie de chemin de fer, rejoignant

la défense de l'environnement de Marnoz prendra la route en direction du ministère de l'environnement. Champion de course à pied, M. Jacques Falvy a en effet prévu de rallier Paris en six jours à raison de 70 kilomètres par jour.

CLAUDE FABERT.

Le Pellerin, Gravelines, Chooz : manifestations antinucléaires

Plusieurs manifestations antinucléaires ont été organisées durant le week-end dernier.

Six mille personnes, dont une forte délégation venue du cap Sizun, ont participé, dimanche 4 mai, à une fête antinucléaire sur la commune du Pellerin (Loire-Atlantique).

Dans le Nord, près de Dunkerque, c'est devant la centrale de Gravelines que les marcheurs antinucléaires, partis quatre jours plus tôt de Lille, ont achevé leur voyage.

A Chooz, dans les Ardennes, où une enquête publique sera organisée du 6 mai au 17 juin dans les communes de la zone, la construction de deux nouveaux réacteurs, un « comité contre l'implantation d'une seconde centrale nucléaire » s'est constitué. Il a annoncé qu'il mettra sur pied pendant la même période une « contre-enquête d'utilité publique ». Une radio libre oppo-

sée au projet E.D.F. émettra tous les vendredis.

L'extension de la centrale, qui ne compte actuellement qu'un réacteur de 300 mégawatts, a été évoquée au Parlement européen. Répondant à une question d'un parlementaire belge, Mme Anne-Marie Lizin (socialiste), M. Henk Vredeling, commissaire européen, a indiqué que le gouvernement français avait pas porté à la connaissance de la commission européenne la décision d'installer deux à quatre réacteurs supplémentaires sur le site nucléaire de Chooz.

Tous ces remous n'empêchent pas les Français de se déclarer à 55 % favorables au développement des centrales nucléaires, si l'on en croit un sondage effectué entre le 22 mars et le 1^{er} avril derniers sur un échantillon de mille personnes et publié par l'hebdomadaire le Pellerin. 44 % des Français estiment que le programme nucléaire « comporte des risques mais qu'on n'a pas le choix ».

Limousin

Vu-t-on créer près de Guéret un nouveau dépôt de déchets nucléaires ?

Cherche-t-on dans le sous-sol de la Creuse le site d'un cimetière européen de déchets nucléaires ? La question se pose au moins pour les habitants de la commune d'Auriat, près de Guéret, qui manifestent récemment dans les rues de Limoges contre les conséquences des forages entrepris sur leur territoire. (Le Monde daté 4-5 mai.)

Tout a commencé au cours de l'été 1978, lorsque le Bureau de recherche géologique et minière (B.R.G.M.) entama à Auriat un forage d'une cinquantaine de mètres. Des agents du Commissariat à l'énergie atomique arrivèrent ensuite pour continuer les prospections, puis ceux de la Cogema, entreprise du C.E.A. spécialisée dans les recherches d'uranium. On crut donc qu'il s'agissait de déceler un filon uranifère comme il en existe de nombreux en Limousin.

Mais le forage, qui progresse d'une trentaine de mètres par jour, comme nous le rapporte notre correspondant Marcel Soulié, est d'une profondeur inhabituelle. Il atteint actuellement 400 mètres de profondeur et serait poursuivi jusqu'à 1 000 mètres.

Les habitants d'Auriat ne sont pas rassurés. Ils sentent bien qu'il y a anguille sous roche et continuent à demander pourquoi ces études sur le forage du granite se font précisément dans leur commune, alors que les zones granitiques aisément accessibles ne manquent pas à travers l'Hexagone. En attendant d'en savoir davantage, ils font cause commune avec les citoyens de Grandmont,

dans la commune de Saint-Sylvestre (Haute-Vienne), où, eux, protestent contre le tarissement de leurs sources depuis le début des travaux de forage destinés à trouver de l'uranium. Plusieurs habitants de ce hameau, qui fut pendant la dernière guerre un refuge de la Résistance, font la grève de la faim. Depuis une semaine, ils barrent les routes avec des charrettes, interdisant ainsi le passage des camions de la Cogema. Ceux d'Auriat comme ceux de Grandmont ont reçu l'appui de divers mouvements de la région tels que les Amis de la Terre, le C.F.D.T., l'Union des consommateurs, le P.S.U., les associations locales de défense de l'environnement et le mouvement occitan V'lon viure al país. Ce dernier, dans un communiqué, s'élève contre le pillage des ressources régionales par la Cogema. Il cite les chiffres suivants : « Les 1 000 tonnes d'uranium extraites du bassin de la Crouzille représentaient en 1979 une valeur marchande de 65 milliards de centimes. De ce total, les collectivités locales ne perçoivent qu'environ 380 millions de centimes, soit à peine 0,6 % ».



Aujourd'hui, un homme ou une femme de 70 ans, c'est quelqu'un qui n'entend renoncer ni à son indépendance ni à ses loisirs et qui veut poursuivre une vie active. Dès 1971, Hervé Picot a été l'un des premiers à comprendre que cette exigence demandait la création d'un nouveau cadre de vie adapté aux besoins du 3^e âge, ce qui l'a amené à concevoir les Jardins d'Arcadie.



Avoir conçu les Jardins d'Arcadie semble aujourd'hui une idée évidente.

Savoir que tous les appartements des Jardins d'Arcadie sont reliés 24 h sur 24 au service d'infirmières supprime bien des inquiétudes. A côté du Club-House, de ses salles de restaurant, salons et bibliothèque, la possibilité d'avoir une femme de ménage ou de se faire servir ses repas chez soi, d'être libéré de tous soucis pratiques, garantit une totale indépendance.

Depuis 7 ans, la réalisation des Jardins d'Arcadie et le succès rencontré par cette formule témoignent que, dans ces appartements, il fait bon vivre son 3^e âge. Comme tout ce qui est devenu un modèle, avoir conçu les Jardins d'Arcadie semble aujourd'hui une idée évidente.

Après Paris, Bordeaux, Anglet, Pau, Hervé Picot réalise maintenant 5 nouvelles résidences : Biarritz : 34 bis, avenue de la République, 64200 Biarritz. Tél. : (59) 23.07.60. Saint-Maurice : 18, avenue des Canadiens, 94410 St-Maurice. Tél. : 885.55.36. Strasbourg : 6, place Saint-Louis, 67000 Strasbourg. Tél. : (88) 35.50.50. Nantes : 130, rue Paul-Bellamy, 44000 Nantes. Tél. : (40) 29.33.31. Montpellier : 16, rue St-Vincent-de-Paul, 34000 Montpellier. Tél. : (67) 63.46.36. Vous pouvez vous renseigner sur place ou obtenir une documentation en retournant le bon ci-contre à la résidence de votre choix.

Veillez me faire parvenir une documentation gratuite sur les Jardins d'Arcadie de :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Téléphone _____ Profession _____

Les Jardins d'Arcadie.

Hervé Picot S.A.

Mieux vivre son 3^e âge est devenu une exigence.



COPENHAGUE
voyages
exceptionnels

Paris-Copenhague (aller-retour)
avec visas en 5 jours

10 jours
par 12 000 F

6 jours
par 7 000 F

à partir de 3 500 F

dernier paiement - 15 jours avant

du 24 mai au 6 septembre

Recevez gratuitement les prospectus

DSB

CHATELAIN 25 024 PARIS

101, rue de la Chapelle

à Paris 18

ou à votre agence de voyages

demandez notre brochure

DEJA DU TEMPS DE
NOS GRANDS-PARENTS
la Rue de Provence
ETAIT LA RUE DE
L'ARGENTERIE
BIJOUX
La tradition se perpétue...
Henri HERMANN
au n° 45
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

LE « FRANCE » C'EST BIEN FINI...

de Miami « Le bateau, dit-il, a été adapté aux besoins des années 80. et il devrait pouvoir être opérationnel pendant au moins vingt ans » ; et l'un de ses collaborateurs nous a assuré que le Norway demeurerait durant de longues années « the "grande" lady of the sea ».

ALAIN DEBOYE.

chés est revenue une donnée essentielle de tout développement économique : ceux qui savent saisir les opportunités qu'elle présente seront les gagnants de la nouvelle partie qui se joue à l'échelle de la planète. Cralgnois en revanche que ceux qui attendent le vague favorable ne soient, un jour prochain, balayés par un raz de marée : la disparition de ces richesses, les salaires et nos avantages sociaux constituent des privilèges. Ils ne peuvent être maintenus à leur niveau que s'ils sont la contrepartie de prestations et de fournitures d'évergaurde ou réalisées avec une très haute productivité. Mais nous ne pouvons pas nous contenter de camper sur les escimes rotant nos rades d'hiver, nos usines d'hiver :

4) L'internationalisation du marché du travail est une des conditions indispensables qui apparaissent comme inévitables dès lors qu'elles sont appréciées en relation avec le niveau de développement du pays ;

5) La division internationale du travail justifie le recours au personnel local pour toutes les tâches qui relèvent de sa compétence : il est parfaitement légitime, par exemple, de recruter du personnel riverain pour des croisières dans les

« A l'échelle mondiale, il est incontestable que la chimie de fer et de porte-bien, même si dans l'ouest de l'Europe, notamment, il souffre d'un déficit de diagnostic d'équilibre ». Tel le diagnostic qu'établit M. Bernard de Fontgalland, secrétaire général de l'Union internationale des chemins de fer, dans son ouvrage *Le Système ferroviaire dans le monde*.

L'auteur de ce livre examine sous un angle de vue original, celui qu'on trouverait dans tant sur les macro-systèmes ferroviaires », c'est-à-dire un « ensemble de réseaux reliés physiquement entre eux et dépourvus de frontières nationales », les « familles de réseaux », les uns privilégiant le trafic marchandises comme les Etats-Unis, le Canada et le Brésil, les autres le trafic voyageurs, comme le Japon et les Pays-Bas.

M. de Fontgalland évoque longuement le « management » et une donnée essentielle de celui-ci, la « planification » de l'Etat. Sans exception, le « numéro un » d'une entreprise ferroviaire en 1979, constate-t-il, n'est pas maître des deux tiers de son réseau, mais seulement maître des recettes, n'a pas le droit de modifier la structure de son réseau, n'est pas maître du volume et parfois du prix du service qu'il rend.

Aussi, à son avis, il semblerait qu'on ne pas laisser entendre à l'opinion publique, comme dans certains pays à économie mixte, que le système ferroviaire est une « entreprise industrielle et commerciale, jouissant de l'autonomie de gestion » alors qu'il est resté un simple instrument de la politique économique nationale.

★ Le système ferroviaire dans le monde, par Bernard de Fontgalland, éditions CELEST, environ

Le célèbre train Orient-Express a été acheté par une firme installée à Londres qui veut l'exploiter à partir de l'année prochaine entre Londres et Vienne via Paris, rapporte le « Daily Telegraph ». Treize et un wagons-restaurants et wagons-lits du train qui reliait autrefois Paris à l'Indamboul ont été achetés et sont en cours de restauration, précise le quotidien londonien. — (A.F.P.)

Cabinets de M^{rs} Jean VANHAECCKE, avocats, 4 place Hoche, Versailles, tél. : 950-35-43, et M^{rs} Jean-Noël BEAULIEU, avocats, 4 Versailles, VENTE au Palais de Justice à Nanterre, 179-181, avenue Joliot-Curie, le mercredi 21 mai, à 14 heures :

APPARTEMENT 3, RUE DES PRINCIPALES
garage et cave. 43, rue du Val-d'Or.

à SAINT-CLOUD (Hauts-de-Seine)

Mise à prix : 400.000 francs

Renseignements : 1) au cabinet de M^{rs} Jean VANHAECCKE, avocats à la Cour d'Appel de Versailles, 4 place Hoche, tél. : 950-35-43 ; 2) au cabinet de M^{rs} Jean-Noël BEAULIEU, avocats à la Cour d'Appel de Versailles, domiciliant à Neuilly-sur-Seine, 10 rue de la République, 92, tél. : 950-35-43 ; 3) à l'étude de M^{rs} Michel SAUVAGE, notaire, 2 place Hoche à Versailles, tél. : 953-96-53 ; 4) à l'étude de M^{rs} Maurice CHARBIELEUX, notaire, 12, rue d'Ally, Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), tél. : 602-70-10.

VENTE sur conversion au Palais de Justice à Paris,
le LUNDI 19 MARS 1890, à 14 heures, en UN SEUL LOT :
PROPRIÉTÉ à Paris (11^e arrondissement.)
é usages d'habitation et commercial, comprenant : ensemble de bâtiments
disposés autour d'une cour centrale couverte par lanternon vitré à usage
d'atelier ayant 100 m. de long et 20 m. de large, et un bâtiment à usage
d'habitation, situés au 111 bis et 113 du boulevard de Ménilmontant et
20-22 passage de Ménilmontant.
Contenance superficielle 625 mètres carrés.
CONTRAT DE GRANGE LÉON

success. le n° 3. LYONNET DE MOUITIER, ancien avoué, avocat
 132, rue du Bivou, Paris (17). 161. 200-20-25; 3) M^r SCHMIDT, avoué,
 17, rue Paraday, Paris; 3) M^r B. MEILLER, avocat, 73, rue du Temple,
 Paris (2°); 4) au Greffe des Crées du Tribunal de Grande Instance
 de Paris, où le cahier des charges est déposé; 5) sur les lieux pour
 visiter. PREST possible au CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la
 GRINDLAY'S BANK S.A.

Vente après saisie-vente immobilière au Palais du Justice à PARIS
 le lundi 15 mai 1930, à 14 heures — EN DEUX LOTS

1^{er} Lot - Un Appartement à PARIS 7^e

ab. 3^e étage, comprenant entrée, cuisine, 3 pièces, etc.

2° Lot - UNE CHAMBRE N° 10 ET UNE CAVE N° 1
 au 2° étage avec droit aux ponts d'eau et W.-c. communs sur palier

15, boulevard de LATOUR-MAUBOURG

LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
 Mise à prix en deux lots avec faculté de réunion

1° lot : 580.000 FRANCS - 2° lot : 20.000 FRANCS

Pour tous renseignements s'adresser à : M. GAY-FOURNIER, avocat à Paris, 250 boulevard de la Chapelle, 250-252-254 et 255-256-257 ; à tous avoués près les Trib. de Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Créteil, Nogent-sur-Marne, 5 rue de Valenciennes, 5 et au mercredi 14 mai 1950 de 9 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 18 h. 30.

کتابخانه

Jacques Chirac ne trouve rien de mieux pour réduire le chômage que de réduire le nombre des emplois publics et, pour améliorer la situation des travailleurs, que d'accroître aux frais du Trésor les cadeaux aux entreprises. Georges Marchais ne régate pas seulement à satiété ses fables sur la rupture de la chaîne de la production, mais sans sourciller les plus extravagantes affabulations sur les circonstances qui ont provoqué l'invasion de l'Afghanistan. Que le parti communiste applaudisse l'envoi des tanks contre les

TRENTE-CINQ POUR CENT

L'inflation sera reconnue pour ce qu'elle est : l'évolution du système capitaliste arrivée à son terme, où les situations de monopole ou d'oligopole, les ententes, le corporatisme des organisations professionnelles, la différenciation apparente des produits par la publicité, permettent aux vendeurs d'augmenter les prix. Le consommateur ne peut être l'ennemi des consommateurs organisés, informés par les pouvoirs publics, et réagissant contre les hausses injustifiées ou les marges abusives. Il y faut aussi la révision des déductions fiscales qui rendent trop de catégories non salariales insensibles à des prix dont

Devant le déséquilibre qui se creuse à nouveau dans la balance des paiements, le gouvernement se flatte d'un assainissement qui rendrait les entreprises plus compétitives à l'exportation. L'ostéaste : on est levé lui est étranger : c'est la disparition des entreprises d'Amérique et du Japon, mettant un terme sur les débouchés mondiaux. Le gouvernement n'accuse jamais que le pétrole ; il oublie le confinement abrupt des importations industrielles. Dans cette détérioration, la responsabilité du septennat

Par la réforme fiscale qui fera payer à d'autres leur dû, ils cesseront d'être à tout coup les plus lourdement frappés par l'impôt.

Pour les agriculteurs, au lieu que le soutien actuel des prix accorde une rente aux plus gros producteurs et que l'argent se perde dans les restitutions à l'exportation, la garantie sera assurée pour les seules quantités qui assurent à l'exploitant un revenu convenable, les fonds se trouveront dégagés pour des actions structurelles.

Les commerçants, les artisans et leurs conjoints bénéficieront

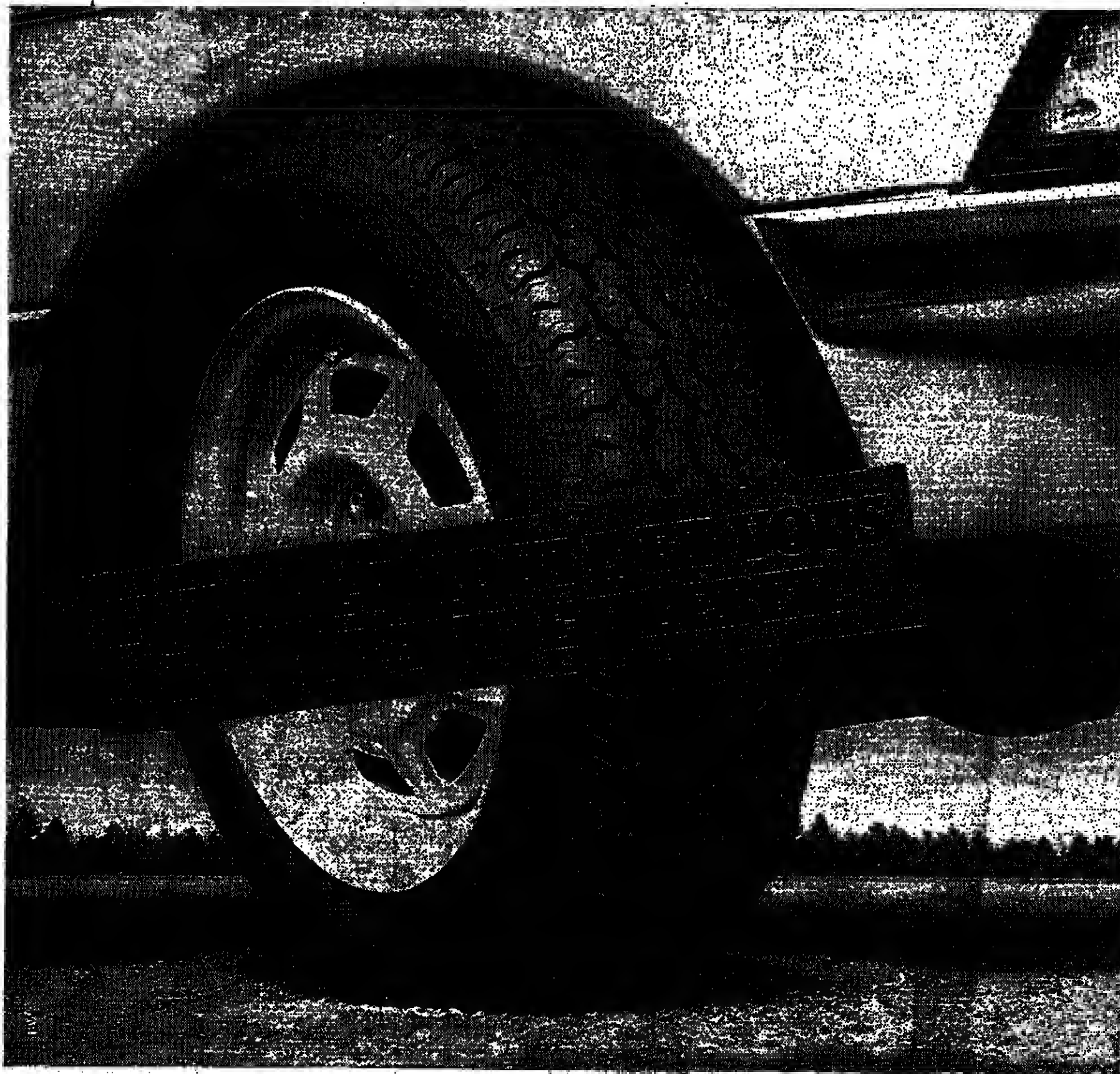
Les personnes âgées pourront compter sur des retraites mieux garanties, sur des services sociaux qui pallient la solitude, sur une revalorisation honnête des rentes viagères, sur lesquelles les gouvernements conservateurs n'ont pas cessé de les gruger.

Les jeunes bénéficieront d'une formation mieux adaptée au développement de l'éducation permanente; le changement dans les modes de distribution du crédit facilitera l'entrée dans la vie; la maîtrise des sols permettra de freiner la hausse du logement, et l'accent sur la

Que l'action des socialistes dans le présent se règle sur la mission du socialisme dans l'histoire : passer du règne de la nécessité au règne de la liberté.

(*) Economiste.

(*) Economiste.



... d'un secret

isa
INSTITUT SUPERIEUR

INSTITUT SUPER

Donc limite de crédit est de 100 millions pour la dernière session de la semaine.
Lundi, 23 mai 1980

مكتبة ابن بطوطة

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DOCKS DE FRANCE

Le Conseil d'administration des Docks de France, réuni le 29 avril, a arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1979 qui seront soumis à l'Assemblée générale.

Ces comptes sont résumés dans le tableau ci-dessous :

RUBRIQUES	Hors Groupe COFRADEL	% variation sur 1978	V. compris COFRADEL	Evolution de Groupe Docks de France % variation sur 1978
Chiffre d'affaires toutes taxes comprises (M.F.)	4 877	+ 14,4	8 531	+ 100,1
Bénéfices net, hors plus-values nettes à long terme (000 F) ... soit en % du C.A. T.T.C. ...	41 987 0,86	+ 23,9	52 467 0,61	+ 54,8
Part du groupe dans le bénéfice net, hors plus-values nettes à long terme (000 F) ... soit par action (F) ...	41 987 79,34	+ 28,6	48 531 56,33	+ 41,0
Bénéfice net plus-values comprises (000 F) ... soit en % du C.A. T.T.C. ...	42 182	+ 23,7	53 383	+ 56,3
Marge brute d'auto-financement (000 F) ... soit en % du C.A. T.T.C. ...	99 523 2,04	+ 27,5	164 661 1,93	+ 110,9

Le Conseil d'administration des Docks de France proposera à l'Assemblée générale de porter le dividende par action à F. 22 (soit un revenu global de F. 32, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor). Ce dividende, qui se compare aux F. 20 servis au titre de l'exercice 1978, s'applique à un capital augmenté d'un tiers. La proposition du Conseil correspond donc à une progression de 47 % de la distribution.

Le Conseil a par ailleurs, décidé le principe d'une attribution gratuite d'actions, par incorporation partielle de l'excédent de réévaluation sur biens non amortissables. Les actions nouvelles porteront jouissance du 1^{er} janvier 1980. Le Conseil fixera ultérieurement le montant de l'augmentation de capital et les modalités de réalisation.

Le début de l'exercice a été essentiellement marqué par la prise de contrôle de La Ruche Picardie. Cette opération permettra au groupe de réaliser en 1980 un chiffre d'affaires qui devrait dépasser 13 milliards de francs.

SÉLECTION VALEURS FRANÇAISES

Réunie le 29 avril, sous la présidence de M. Jean-Jacques Burpard, l'Assemblée générale a arrêté les comptes au 28 décembre 1979 du premier exercice de la société, d'une durée exceptionnelle de quinze mois.

Le dividende global, fixé à 8,57 F (dont un avoir fiscal de 1,57 F), sera mis en paiement le 30 avril.

Dans son allocution, le président a

rappelé que la politique de gestion restait axée, pour les investissements en actions, sur les secteurs de l'énergie, de la technologie et de l'immobilier.

Il a souligné l'intérêt pour les personnes qui veulent bénéficier de la loi Monory, de la formule du plan de placement, qui offre les atouts d'une souscription naïve en fin d'année.



Société de développement régional
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ-
NIVERNAIS

Les comptes de la société, qui seront présentés à l'Assemblée générale du 23 juin prochain, font ressortir, après dotation aux amortissements, provisions et impôts pour un montant global de 8 524 283 F, un bénéfice net de 8 118 780,27 F, soit une augmentation de 29,48 % par rapport à l'exercice précédent. Il permettra de proposer à l'Assemblée la distribution d'un dividende net de 10,50 F par action, assorti d'un crédit d'impôt de 2,37 F.

Le développement régulier, tant en nombre qu'en volume, des interventions confirme le rôle essentiel de la S.D.R. dans la croissance économique des régions de Bourgogne et de Franche-Comté. En 1979, la société a plus que doublé son volume d'activité par rapport à l'exercice 1978.

AL SAUDI BANQUE

Arrêté de comptes
au 31 décembre 1979

L'Assemblée générale ordinaire d'Al Saudi Banque, réunie à Paris le 29 avril 1980, a approuvé le bilan et le compte des pertes et profits de l'exercice clos le 31 décembre 1979.

An terme de cet exercice, le total du bilan atteint 3 300 millions de francs contre 1 704 millions au 31 décembre 1978, soit une augmentation de l'ordre de 40 %. Le total hors bilan (crédits documentaires et lettres de garanties) a augmenté de 22 % passant de 330 millions de F fin 1978 à 713 millions.

Le bénéfice de l'exercice après impôts s'élève à 6,1 millions contre 3,5 millions.

L'Assemblée a approuvé l'affectation du bénéfice net de l'exercice 1979 aux réserves et en report à nouveau.

FINTER BANK ZURICH (FRANCE)

Le conseil d'administration de Finter Bank Zurich (France), réuni le 25 avril 1980, a approuvé partiellement l'autorisation que lui a accordée l'Assemblée générale extraordinaire du même jour, a décidé d'augmenter le capital social de 21 millions de francs à 33 millions de francs, par incorporation de réserves pour 3 500 000 francs et souscription en numéraire pour 18 000 000 francs.

L'Assemblée générale ordinaire du 25 avril 1980 a approuvé les résultats de l'exercice 1979 dont le bénéfice net s'élève à 1 921 705,05 francs.

Au 31 décembre 1979, le total du bilan s'élevait à 571 122 801,91 F.

Au cours de cette assemblée, M. Henri Rosa, président du conseil de surveillance des compagnies d'assurances La Protectrice, a été nommé administrateur.



Résultats records pour le premier trimestre 1980

Bénéfice net : 32 millions de dollars contre 19,84 millions de dollars au premier trimestre 1979, + 30 %.

Bénéfice par action dilué (c'est-à-dire en cas de conversion de tous les titres convertibles) : 1,51 dollar, + 17 %.

Chiffre d'affaires : 2 392 millions de dollars contre 1 785 millions de dollars au premier trimestre 1979, + 21 %.

Le carnet de commandes a dépassé le record de 11 milliards de dollars pour la première fois dans l'histoire de la société, passant de 9,2 milliards de dollars à 11,2 milliards de dollars au 31 mars 1980, + 21 %.

Les résultats de Carrier Corporation et de Motest Corporation, filiales à part entière de U.T.C., sont consolidés pour ce premier trimestre 1980.

BANQUE FRANCO-ALLEMANDE S.A.

Le président du directoire de la Banque Franco-Allemande, M. Roger Stehli, a été accueilli de nombreux visiteurs à la suite de sa grande expérience de chef d'entreprise à la disposition d'un groupe affilié à la Westdeutsche Landesbank Girozentrale. M. Stehli a accédé à cette demande du groupe Deutsche Anlagen Leasing GmbH (DAL), l'un des groupes de leasing les plus importants d'Europe dont l'activité internationale a connu ces dernières années une expansion remarquable.

La DAL entretient des filiales en Suisse, en Autriche, en Belgique et en Italie. En France, elle assure son activité à travers de sa filiale Cogestat S.A.

Sous la présidence de M. Stehli, la Banque Franco-Allemande a connu la progression qui l'a portée à son niveau de développement actuel. Au cours d'une cérémonie à l'occasion de la dernière assemblée générale de la B.F.A., M. Stehli, président du conseil de surveillance, tenu à remercier M. Stehli pour les services éminents rendus à la banque au cours de ses huit années de présidence assumée avec succès au profit de la B.F.A.

Les SICAV BNP au 31 mars 1980.

SICAV et orientation générale.	EPARGNE VALEUR : Portefeuille diversifié	EPARGNE OBLIGATIONS : Obligations françaises dominantes	EPARGNE CROISSANCE : Recherche des plus-values en capital	EPARGNE INTER : Valeurs étrangères dominantes	NATIO VALEURS : Valeurs françaises dominantes	NATIO INTER : Obligations étrangères dominantes
- Actif net (en millions de F)	2.139,31	2.470,16	299,61	467,45	1.546,43	82,52
- Répartition en %						
Obligations françaises	31,81	86,65	33,98	36,55	31,98	25,65
Actions françaises	39,54	3,74	26,04	—	60,18	—
Obligations étrangères	0,60	4,54	1,60	1,91	—	53,62
Actions étrangères	18,33	—	35,31	49,26	7,63	—
Autres éléments de l'actif net	9,52	5,07	3,07	12,28	0,16	20,53
- Valeur liquidative de l'action (en F)	207,52	119,92	587,77	272,84	298,86	393,85
- Dernier dividende global (en F)	11,87	12,86	28,51	13,32	28,58	—
- Payé le	28/3/1980	28/3/1980	26/9/1979	28/3/1980	28/3/1980	—

Les actions des SICAV BNP, à l'exception de Natio-Inter, peuvent être souscrites en PLAN AVENIR (Placement automatique ou Placement sans impôts).

1) Créée et gérée par la BNP, le Crédit du Nord et Lazard Frères.
* Actions susceptibles d'être souscrites par les Fonds Communs de placement constitués en application de la loi sur la participation des salariés.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

EMPRUNT

mai 1980
de 2 500 millions de francs.
Obligations de 5 000 francs

14,50%

Taux de rendement actuariel à l'émission : **14,26%**

Prix d'émission :
Le pair soit 5 000 F par obligation.

Date de jouissance :
29 mai 1980.

Intérêt par obligation :
● 725 F payables le 29 mai des années 1981 à 1992.

Amortissement :
En 12 tranches annuelles sensiblement égales :
● soit par remboursement au pair le 29 mai de chacune des années 1981 à 1992 à la suite d'un tirage au sort, pour le moitié au moins des titres à amortir ;
● soit par rachats en Bourse.

Souscriptions :
Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :
● Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,
● Caisses de Crédit Agricole Mutuel,
● Caisses de Crédit Mutuel,
● Caisses d'Epargne,
● Caisse Nationale de l'Énergie,
● Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation :
Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

6 mai 1980

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION
L'admission des obligations en SOUVENIR sera demandée.

LA FOIRE QUE VOUS NE DEVEZ À AUCUN PRIX MANQUER !

Etes-vous à la recherche de produits nouveaux, d'idées et de possibilités nouvelles ?

Dans ce cas, rendez-vous à la India Industrial Fair à Rotterdam. Du 19 au 23 mai vous trouverez au Centre d'Exposition Ahoy la plus importante présentation jamais organisée du potentiel d'exportations techniques de l'Inde. Plus de 200 participants seront présents pour démontrer l'assortiment et la qualité de leurs produits.

Vous y rencontrerez la nouvelle génération : les industriels indiens jeunes et entreprenants, prêts à négocier avec le reste du monde. Ils ont à vous offrir des produits parfaitement conformes aux exigences des marchés européens. A des prix très, très compétitifs et pouvant être nettement inférieurs à ceux que vous payez actuellement... pour une qualité égale. Ils peuvent aussi devenir pour vous des partenaires idéaux au sein de joint-ventures dans les pays actuellement en développement. Et ils peuvent faire office de sous-traitants adéquats.

Il s'agit là assurément d'une foire que vous ne devez à aucun prix manquer. Car, après tout, si vos concurrents doivent s'y rendre, pourquoi pas vous ?

Pour rencontrer les fabricants et voir leurs produits.

A cette foire vous rencontrerez des participants ainsi que leurs produits, dans les secteurs suivants : machines industrielles, transport et circulation, machines-outils (accessoires et matériel coupant compris), outils manuels et petits outils, engineering électrique, systèmes électroniques et de communication, fontes et pièces forgées pour l'industrie, produits en fer, en acier et en métaux non ferreux, produits chimiques et apparentés, bureaux de conseils en matière de projets et de technique, ainsi que dans le domaine de la sous-traitance et des joint-ventures.

Renseignements complémentaires :

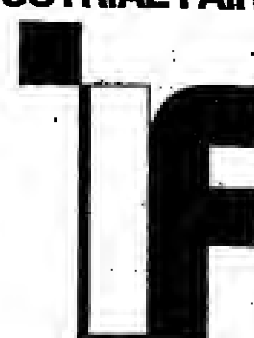
La India Industrial Fair est organisée par le Département de Développement Commercial Indien.

Pour tous renseignements complémentaires, prière de s'adresser à : Indian Mission to E.E.C., Trade Centre, 148 Chaussée de Charleroi, 1060 Bruxelles, Belgique. Téléphone : (02) 538-7747/538-8894. Téléc. 64614 ind com.



Venez à Rotterdam : vous y rencontrez la nouvelle génération d'industriels indiens !

INDIA INDUSTRIAL FAIR



AHOY CENTRE ROTTERDAM May 19-23, 1980.

Coupon Coupon à retourner pour recevoir des cartes d'entrée gratuites.

Veillez me faire parvenir carte(s) d'entrée.

Nom _____

Société _____

Adresse _____

Pays _____

Renvoyer le coupon à : TDA/CBI, Boite Postale 30009, 3001 DA Rotterdam, Pays-Bas.

Téléphone (010) 13 07 87. Téléc. 27151 cbiz.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. APRÈS LE FIASCO AMÉRICAIN : « Les Martiens à Elsenner », par Manuel de Diegues ; « L'ous sommes tous des otages », par Raymond Offroy ; « Pas de paix dans l'injustice », par Jacques Madala ; « Destabiliser » ou « déstabiliser », par François Favielle-Augier ; « Il y a deux enfants dans l'homme », par Jean Cassat-Blanc.

ÉTRANGER

3 à 11. LA MORT DU MARÉCHAL TITO
12. EUROPE
13. AFRIQUE
14. ALGÈRE : le président Chadli Bendjedid dénonce « la francophonie en tant qu'expression du colonialisme ».
15. PROCHE-ORIENT
16. AMÉRIQUES
17. ÉTATS-UNIS : M. Reagan l'emporte dans la primaire républicaine au Texas.

POLITIQUE

16-17. Les assises écologistes de Lyon.
18. ANNIVERSAIRE : Les anciens combattants interpellent le gouvernement « libre opinion par René Peyre ».

SOCIÉTÉ

19-20. RELIGION : le voyage de Jean-Paul II en Afrique.
20. ÉDUCATION : le congrès de réaffectation des organisations d'étudiants.

SPORTS

22. AUTOMOBILISME : la victoire du Didier Pironi au Grand Prix de Belgique.

CULTURE

25. THÉÂTRE : la Punoise, de Miksa.
— MUSIQUE : une jeunesse triomphante au Festival d'Erwin.

EQUIPEMENT

39. TRANSPORTS : le France, c'est bien fini, les habitants d'Oslo ont fait un accueil triomphal au paquebot Norway.

POINT DE VUE

— POINT DE VUE : « Le refus d'innover », par Sylvère Seurat.

INFORMATIONS

« SERVICES »
40. TROISIÈME ÂGE : il n'est jamais trop tôt pour s'occuper de sa demande de pension.

RÉGIONS

41-42. ILE-DE-FRANCE : l'A 86 kilomètre par kilomètre.

ÉCONOMIE

43. ÉNERGIE : l'annonce du marché pétrolier est un obstacle à l'alignement du prix du gaz sur celui du brut.
— SOCIAL : cinquante et un magistrats et juristes contrôlent les élections professionnelles aux osiers Talbot de Poissy.

CONJONCTURE

44. CONJONCTURE : « 35 % », point de vue par Pierre Uri.

RADIO-TELEVISION

243. Annonces classées (26 à 39) ; Carnet (23) ; Programmes spectacles (26-27) ; Journal officiel (40) ; Météorologie (40) ; Mots croisés (40) ; Bourse (47).

Le numéro du « Monde » daté 4-5 mai 1980 a été tiré à 538 997 exemplaires.

créez votre entreprise
à nous de vous fournir
SIEGE SOCIAL
(du 90 F à 300 F par mois)
PERMANENCE TELEPHONIQUE
SECRETAIRAT
et comptabilité administratives
G.E.I.C.A.
56 bis, rue du Louvre Paris 2, tél. 298.41.12

38, RUE VANEAU (7^e)
En souscription - Prix ferme
DU ST. AU 4 P.
Sur place de 11 h à 19 h.
550-21-26 - 743-96-96

POSSIBILITE DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

A B C D E F G

AU TROISIÈME TOUR DE SCRUTIN

M. Constantin Caramanlis est élu président de la République grecque

L'Assemblée nationale grecque a élu M. Constantin Caramanlis à la présidence de la République, le 5 mai dans la matinée, par 183 voix, soit trois de plus que la majorité des trois cinquièmes requise. Les quatre-vingt-treize députés socialistes, se conformant aux consignes de M. Andreas Papandreu, n'ont pas plus participé à ce scrutin qu'aux précédents.

Une conclusion logique

Son père, dit la légende, instituteur en Macédoine, avait mis en garde le jeune Constantin contre toute ambition politique. Mais d'autres déterminations plus fortes devaient l'emporter jusqu'à la conclusion logique de cette élection.

C'est le nouveau président de la République est d'abord, comme beaucoup de dirigeants énergiques, un frontalisier : lorsqu'il naît en 1907, à Proti, la province est sous le joug ottoman et ne sera libérée qu'en 1913. Un provincial doublé d'un paysan, d'une origine sociale modeste, peut-il se faire accepter tout naturellement par la société politique grecque, par les clans athéniens ?

Ainsi s'expliquent à la fois la distance, le comportement glacé de l'homme, et les déferlements verbeux de turpitudes, dont les excès cherchent à flatter plus qu'à rendre justice à l'œuvre. Élu député populiste de Serres en 1934, M. Caramanlis se met en retrait de la vie politique, dès l'année suivante, pendant la dictature du général Metaxas, et jusqu'à la fin de l'occupation nazie.

En 1946, il reçoit son premier portefeuille, celui du travail, et se fait connaître de l'opinion en 1952, comme ministre des travaux publics dans le cabinet de Papagos. Son nom est associé à la reconstruction du pays au sortir de la guerre. C'est le roi Paul, pourtant, qui met définitivement M. Caramanlis en orbite.

LA C.G.T., LA C.F.D.T. ET LA FEN PRÉSENTENT LEUR ACTION COMMUNE LE 13 MAI POUR LA DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les représentants de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN devaient se rencontrer, lundi 5 mai 1980 à 17 heures, pour déterminer les modalités d'une journée de défense de la Sécurité sociale, fixée au 13 mai. Plus particulièrement, les syndicats protestent contre l'application du décret modérateur sur le droit public, interdisant aux mutuelles de rembourser intégralement leurs adhérents.

Le principe de cette action avait été arrêté dès le 14 avril et réaffirmé le 20 avril, lorsque les trois organisations essayèrent, vainement, d'organiser un 1^{er} mai unitaire.

La C.G.T., pour sa part, préconise une grève de vingt-quatre heures, et le consigne en a été donné par les organisations des services publics et de santé, de la métallurgie, de la chimie, des transports, de l'alimentation, de la construction, etc. A la Sécurité sociale, un appel commun est lancé par la C.G.T. et la C.F.D.T. — cette dernière, cependant, opterait plutôt, d'une manière générale, pour des débrayages et des manifestations.

De son côté, Force ouvrière envisage également une action. D'autre part, la C.G.T. et la F.N.M.T. (Fédération nationale des mutualités des travailleurs) ont, le 5 mai à midi, signé un document commun en faveur des droits des travailleurs mutualistes. La F.N.M.T. participe aux actions du 13 mai, dont se tiendra écartée la F.N.M.F. (Fédération nationale de la mutualité française).

LATREILLE
SON RAYON
GRAND TAILLEUR
Coupe "CREATION", 3 essayages
Costumes et pardessus
de 2900 à 3600 F
62, r. St-André-des-Arts, 6^e
Parking attenant à nos magasins

Formation permanente
LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
GEFAP
50, rue du Louvre Paris 2
POSSIBILITE DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

L'Iran n'exporterait plus que cinq cent mille barils par jour de pétrole

Alors que les treize pays membres de l'OPEP se réunissent le 7 mai à Taïf, en Arabie Saoudite, pour tenter de définir la stratégie à long terme de l'Organisation, le marché pétrolier est soumis à toutes sortes de pressions et d'informations contradictoires.

Les exportations iraniennes de pétrole ne représenteraient plus que 500 000 barils par jour, selon la revue *Petroleum Intelligence Weekly* — proche des milieux pétroliers new-yorkais, qui dément ainsi les affirmations du ministre iranien des pétroles, M. Moïnar, selon lequel les exportations seraient encore de 1,3 million de barils quotidiens. Un an deux pétroliers sont chargés chaque semaine de porter pétrole de l'île de Kharg, alors qu'on en chargeait, peut-être en mars et avril, jusqu'à 2,5 millions.

Ce trou dans les approvisionnements mondiaux pourrait s'aggraver si, comme l'affirme le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ghotbzadeh, après une tournée dans le Golfe, Qasr, le Koweït et les Émirats arabes unis s'étaient engagés à réduire leur production. Mais pour le Koweït, par exemple, il s'agit de la réduction de 500 000 baril par jour annoncée depuis quatre mois et effective depuis le 1^{er} avril.

L'Arabie Saoudite, en revanche,

NOUVELLES BRÈVES

● M. Mahamat Saleh Ahmat, conseiller aux relations extérieures des Forces armées du nord de l'Algérie, a affirmé dimanche 4 mai détenir la preuve de l'aide libyenne aux F.A.T. (Forces armées tunisiennes), grâce à un enregistrement de conversations des services de renseignement et des représentants du vice-président Kamougué. L'enregistrement en question aurait, selon M. Mahamat Saleh Ahmat, eu lieu à Sahr, à l'indépendance on affirmait la présence de groupes armés entrainés en Libye dans les rangs desquels se trouvaient des spécialistes et techniciens libyens. — (A.F.P.)

● Le comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay organise, le mercredi 7 mai, à 21 heures, un gala de solidarité. À Paris, un gala de solidarité. À côté de Daniel Vighetti et l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, présenteront un montage de chansons et de textes.

● M. Maire au début du 1^{er} mai. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre numéro daté du 3 mai, le service de presse de la C.F.D.T. nous indique que M. Edmond Maire et à tous les membres de la commission exécutive confédérale qui sont tous membres du bureau central, à l'exception de Georges Bégo, empêché, ont participé au défilé de la Confédération, qui s'est terminé le 1^{er} mai place de la Bastille. Mais, nous précisons un des dirigeants de la C.F.D.T. a nous avertis que l'habitude, comme à Moscou, de faire défilier les dirigeants confédéraux au premier rang. M. Maire et les autres dirigeants de la C.F.D.T. ont, en effet, défilé mélangés à la foule des syndicalistes.

L'anglais d'urgence ? C'est facile et il est encore temps

Notre cours "intensif" débute lundi 12 mai.
Téléphonez à nos hôtesses : 325.41.37

ILC International Language Centre
20, passage Dauphine 75006 Paris

Cours d'anglais et séjours
en Universités américaines
DE VRAIES ÉCOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chazy 92200 Neuilly Tél. 837-35-88

Rémy l'autre manière de se meubler !
82-84 et 78 Faubourg St-Antoine 75012 Paris Tél. 345 85 85

C'est fou ce que vous serez surpris en entrant chez Rémy. Guidé, conseillé dans un univers de mille idées ; car vous aurez maîtrisé les techniques de la prise de parole à l'improvise dans n'importe quelle circonstance.

Vous valerez le trac
Grâce à de nouvelles techniques qui vous permettront d'en rester maître. La Bio-Harmonie vous aidera à dominer l'émotivité.

Vos contacts seront faciles
Vous entrerez aisément en relations. Vous saurez mener à son terme une négociation difficile sans perdre le fil, une conversation, en mettant votre personnalité en valeur.

Vous réussirez mieux
La Parole est une force qui vous

LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS "COUTURE"

LE CARAVANSERAIL...
FABULEUX DES SOIES
LA GRANDE PARADE
DES IMPRIMÉS DE CHARMÉ
(depuis 18,50 F le mètre)
LE NOUVEAU CLUB
DES LAINAGES ORIGINAUX
LE COIN DES TROUVAILLES
ET DES BONNES AFFAIRES
(depuis 10 F le mètre)
L'ÉLÉMENT DES COTONS
SUISSES, SATINS, VOILES,
CHÊPONS, TOLLES, ETC.
LA FAMEUSE BOUTIQUE
DES SOIERIES, DENTELLES,
LAINES, TISSUS BRODÉS
ET BROCHES

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

MAURICE OGIER
Créateur de nouvelles méthodes d'efficacité personnelle et de communication.

sachez parler vous réussirez

Comme tous les hommes d'action maîtrisez les techniques de communication

Tout s'apprend
Si vous ne retirez pas de votre Parole tout ce que vous espérez, c'est simplement parce que vous n'avez pas appris les techniques modernes de communication ni été entraînés par un spécialiste.

Si vous n'avez pas atteint tous vos objectifs professionnels, c'est uniquement parce que vous n'avez pas acquis certaines techniques d'efficacité personnelle et sociale.

Vous parlerez avec aisance
Vous modifierez votre voix. Vous saurez faire passer votre message. Vous serez compris et compris. Vous serez entraîné à faire face à n'importe quel auditoire en personnel. Vous saurez convaincre avec force.

Vous serez efficace en Réunion
Vous interviendrez au moment décisif. Vous saurez faire passer vos idées ; car vous aurez maîtrisé les techniques de la prise de parole à l'improvise dans n'importe quelle circonstance.

Vous valerez le trac
Grâce à de nouvelles techniques qui vous permettront d'en rester maître. La Bio-Harmonie vous aidera à dominer l'émotivité.

Vos contacts seront faciles
Vous entrerez aisément en relations. Vous saurez mener à son terme une négociation difficile sans perdre le fil, une conversation, en mettant votre personnalité en valeur.

Vous réussirez mieux
La Parole est une force qui vous

GRATUIT AVEC AIDANCE

Le Nouveau Dossier sur les Techniques de Communication Maurice Ogier vous sera communiqué gratuitement par la poste. Remettez-le à 2 personnes de votre choix.

M. ☐ Mlle ☐ M. ☐ Mlle ☐
Prénom
Profession
Veuillez être informé sans engagement sur [] Stages [] la Méthode dans son []
Adresse
F 401